

Université de Montréal

La sécurité alimentaire des réfugiés réinstallés au Québec : le cas des réfugiés syriens

Par

Joanie Chevrier

Département de Nutrition, Université de Montréal

Faculté de Médecine

Mémoire présenté à la Faculté de Médecine

en vue de l'obtention du grade de Maître ès Science (M.Sc.) en nutrition

Avril 2020

© Joanie Chevrier, 2020

Université de Montréal

Faculté de Médecine

Ce mémoire intitulé :

La sécurité alimentaire des réfugiés réinstallés au Québec : le cas des réfugiés syriens

Présenté par :

Joanie Chevrier

A été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Malek Batal, PhD, directeur de recherche

Louise St-Denis, Dt.P., M. Sc., président-rapporteur

Louise Potvin, Ph.D, membre du jury

Résumé

Au Québec, il est connu que l'insécurité alimentaire (IA) touche davantage les immigrants récents que la population québécoise en général, mais il n'existe pas de données spécifiques pour les réfugiés. Les réfugiés, contrairement aux autres immigrants, ont fui leur pays par crainte d'être persécutés et n'ont pas nécessairement choisi d'immigrer au Québec ni même au Canada.

Nous savons que la situation vécue par les réfugiés est particulièrement difficile étant donné la nature permanente et forcée de leur migration, mais les facteurs affectant leur sécurité alimentaire, surtout pour ce qui est des aspects culturels, sont peu étudiés. Depuis 2015, plus de 60 000 réfugiés syriens ayant fui la guerre ont été réinstallés au Canada, dont près de 14 000 au Québec, faisant de cette vague le plus important accueil de réfugiés au Canada considérant le nombre d'individus et le court délai.

Le but de cette étude est de comprendre comment les facteurs socio-économiques, géographiques et culturels affectent l'insécurité alimentaire des ménages de réfugiés syriens au Québec. Plus spécifiquement, les objectifs sont d'étudier les impacts du lieu de réinstallation, de la catégorie d'immigration et du statut social, entre autres, sur la sécurité alimentaire des réfugiés au Québec, en plus d'explorer les perceptions des informateurs clés et des réfugiés quant aux barrières et aux facteurs contribuant à leur sécurité alimentaire.

Pour ce faire, des entrevues semi-dirigées ont été conduites auprès d'informateurs clés (n=9) et une enquête transversale comprenant des questionnaires sociodémographiques et de sécurité alimentaire (Module d'enquête de sécurité alimentaire des ménages, MESAM) a été effectuée auprès de réfugiés syriens réinstallés au Québec (n=49), en plus d'entrevues semi-dirigées chez certains participants (n=34). Les participants ont été recrutés par la méthode boule de neige. Au niveau de la partie qualitative, des analyses de contenu inductives ont été effectuées de façon distincte chez les deux populations à l'étude.

Les résultats de l'enquête transversale montrent que 52% des réfugiés syriens de notre échantillon vivent en situation d'IA, ce qui est comparable aux taux obtenus chez d'autres populations de réfugiés au Canada ainsi qu'aux États-Unis et en Australie. À travers les

entrevues semi-dirigées, on constate qu'il est important de s'intéresser aux périodes prémigratoire et migratoire en plus de la période postmigratoire puisque ces expériences sont relayées de manière soutenue par les participants. Une fois au Canada, bien que la précarité financière soit l'élément le plus étudié de la vulnérabilité des ménages à l'IA, la qualité des aliments, ce qui inclut le goût de ceux-ci, ainsi que l'accès géographique à des aliments du Moyen-Orient sont des éléments qui ressortent fréquemment des entrevues et apparaissent comme étant des déterminants importants.

En conclusion, plusieurs pistes ont été abordées pour expliquer la vulnérabilité à l'IA des réfugiés syriens réinstallés au Québec et cela montre l'importance, pour la prévention de l'insécurité alimentaire chez cette population, de se préoccuper non seulement de l'aspect financier, mais aussi de plusieurs autres aspects, dont ceux culturels.

Mots clés : Sécurité alimentaire, insécurité alimentaire, réfugiés syriens, Canada, Québec, immigration, informateurs clés

Abstract

Food insecurity (FI) is known to affect recent immigrants more than the general population of Quebec, but there are no specific data for refugees. Refugees, unlike other immigrants, fled their country for fear of persecution and did not necessarily choose to immigrate to Quebec or even to Canada.

We know that the situation experienced by refugees is particularly difficult given the permanent and forced nature of their migration, but the factors affecting their food security, especially regarding cultural aspects, are little known. Since 2015, more than 60,000 Syrian refugees who fled the war have been resettled in Canada, including almost 14,000 in Quebec, making this wave the most important influx of refugees to Canada, given the number of individuals and the short delay.

The purpose of this study is to understand how socio-economic, geographic and cultural factors affect the food security status of Syrian refugee households in Quebec. More specifically, the objectives are to study the impacts of the place of resettlement, the immigration category and social status, among others, on the food security of refugees resettled in Quebec, in addition to exploring the perceptions of key informants and refugees as to the barriers and factors contributing to their food security.

To achieve this, semi-structured interviews were conducted with key informants ($n = 9$) and a cross-sectional survey including socio-demographic and food security questionnaires (Household Food Security Survey Module, HFSSM) was conducted with Syrian refugees resettled in Quebec ($n = 49$), in addition to semi-structured interviews with some participants ($n = 34$). Participants were recruited by the snowball method. At the qualitative level, inductive content analyses were carried out separately for the two study populations.

Results from the cross-sectional survey show that 52% of the Syrian refugees in our sample are food insecure, which is comparable to the numbers obtained in other refugee populations in Canada as well as in the United States and Australia. In the semi-structured interviews, we note that the pre migratory and migratory periods need to be considered in addition to the post migratory period, which is usually more studied. Once in Canada, although financial insecurity is the most studied element of household vulnerability to food

insecurity, the quality of food, which includes its taste, as well as geographic access to Middle-Eastern foods are items that frequently emerge from interviews and seem to be therefore appear to be important determinants. In conclusion, several ways have been explored to explain the vulnerability to food insecurity of Syrian refugees resettled in Quebec, and this shows the importance, for the food insecurity prevention in this population, of being concerned not only with the financial aspect, but also with several other aspects, including the cultural ones.

Key words: Food security, food insecurity, Syrian refugees, Canada, Quebec, immigration, key informants

Table des matières

Résumé.....	1
Abstract.....	3
Liste des tableaux figurant dans le texte.....	10
Liste des figures présentées dans le texte.....	11
Liste des sigles et abréviations.....	12
Remerciements.....	13
Chapitre 1 : Revue de la littérature.....	14
1. Le Canada, terre d'accueil.....	14
1.1. L'immigration d'ordre humanitaire au Canada.....	14
1.2. L'immigration permanente au Canada et le statut de résident permanent.....	14
1.2.1. Les réfugiés parrainés pas le secteur privé (RPSP).....	15
1.2.2. Réfugiés pris en charge par l'État (RPCE).....	15
1.2.3. Programmes gouvernementaux offerts aux réfugiés.....	16
2. Bref aperçu de la Syrie.....	16
2.1. Caractéristiques socio-démographiques de la population.....	16
2.2. La situation en Syrie et dans les pays de transition.....	18
2.3. État de santé et nutrition en Syrie.....	19
2.4. Les réfugiés syriens au Canada et au Québec.....	19
3. La santé des immigrants au Canada.....	22
3.1. Santé des réfugiés syriens à leur arrivée au Canada, ce qu'on en sait.....	23
4. Les déterminants sociaux de la santé.....	24
4.1. Déterminants sociaux de la santé chez les immigrants au Canada.....	24
5. L'alimentation des nouveaux arrivants au Canada, entre tradition et transition.....	25
5.1. Transition nutritionnelle et acculturation alimentaire des nouveaux arrivants au Canada.....	25

5.3. Études portant sur l'acculturation alimentaire des immigrants arabes au Canada	27
6. La sécurité alimentaire	29
6.1. Historique et définition	29
6.2 Outils méthodologiques	30
6.3. Insécurité alimentaire au Canada	35
6.4. Vivre en insécurité alimentaire : les stratégies d'augmentation des ressources	37
6.5. L'insécurité alimentaire et ses impacts sur la santé	37
7. La méthode de recherche qualitative	38
7.1. Les groupes de discussion.....	38
7.2. L'entretien semi-dirigé.....	38
7.3. Analyse de contenu qualitatif	39
8. La sécurité alimentaire des réfugiés dans les pays occidentaux	41
8.1. Études sur la sécurité alimentaire des réfugiés dans les pays occidentaux.....	41
8.2. Retour sur la recension des écrits portant sur la sécurité alimentaire des réfugiés dans les pays occidentaux	53
8.3. La sécurité alimentaire des réfugiés syriens au Canada: ce qu'on en sait	62
Chapitre 3 – Problématique, objectifs et questions de recherche	63
3.1. Problématique	63
3.2. Objectifs et questions de recherche.....	64
Chapitre 4- Méthodologie	65
4.1. L'étude : <i>L'impact des facteurs socio-économiques, géographiques et culturels sur l'insécurité alimentaire des réfugiés syriens : une étude compréhensive après la réinstallation au Canada</i>	65
4.2. Méthodologie utilisée auprès des ménages de réfugiés syriens.....	67
4.2.1. Échantillon et recrutement	67

4.2.2. Instruments et saisie de données	70
4.2.3. Collecte de données	72
4.2.4. Considérations éthiques	73
4.2.5. Analyses quantitatives	73
4.2.6. Analyses qualitatives	74
4.3. Méthodologie utilisée pour les informateurs clés	74
4.3.1. Échantillonnage et recrutement.....	74
4.3.2. Instrument de collecte de données	75
4.3.3. Collecte de données	75
4.3.3. Considérations éthiques	75
4.3.4. Analyses qualitatives	76
Chapitre 5 – Résultats	76
5.1. Résultats (réfugiés syriens).....	76
5.2. Résultats (informateurs clés).....	119
Chapitre 6 – Discussion	134
6.1. Taux d’insécurité alimentaire des réfugiés syriens : où se situe-t-on?	134
6.2. Réponses aux questions de recherche	134
1. Quelles sont les similitudes et les différences quant à la sécurité alimentaire des réfugiés selon leur lieu de réinstallation et selon leur catégorie d’immigration? ...	134
2. Comment les différences de statut social des réfugiés syriens se reflètent-elles dans leur statut de sécurité alimentaire?	136
3. Quels sont les obstacles socio-économiques, géographiques et culturels à la sécurité alimentaire des réfugiés syriens?.....	137
4. Quels sont les obstacles et les facilitateurs à l’atteinte de la sécurité alimentaire du point de vue des informateurs clés et des réfugiés?.....	142
6.2. Autres constats des entrevues semi-dirigées	143

6.2.1. La sécurité alimentaire et la migration : chaque étape doit être considérée 143	
6.2.2. Les aliments sont disponibles, mais ce n'est pas tout.....	144
6.2.3. La stabilité de la sécurité alimentaire : un élément négligé?	145
6.4. Forces de l'étude	145
6.5. Difficultés et limites de l'étude	146
Chapitre 7 – Conclusion.....	149
Perspectives futures	151
Bibliographie.....	152
Annexe A. Documents reliés au recrutement	159
Document 1. Résumé du projet destiné aux organismes et informateurs clés.....	159
Document 2. Affiche de recrutement destinés aux réfugiés syriens.....	163
Version française	163
Version arabe	164
Annexe B : Formulaire de consentement.....	165
Formulaire de consentement – réfugiés syriens.....	165
Version anglaise.....	165
Version arabe	170
Version française	174
Formulaire de consentement - informateurs clés	179
Version anglaise.....	179
Version française	184
Annexe C : Questionnaires	189
Questionnaire 1. Section d'identification personnelle et données socio-démographiques	189
Version anglaise.....	189

Version arabe	200
Version française	221
Questionnaire 2. Sécurité alimentaire chez les ménages de réfugiés syriens	232
Version anglaise.....	232
Version arabe	236
Version française	242
Questionnaire 3. Entrevue approfondie avec les familles de réfugiés	246
Version anglaise.....	246
Version arabe	250
Version française	255
Questionnaire 4. Entrevue avec les informateurs clés	259
Version anglaise.....	259
Version française	262
Annexe D : Certificat d’approbation éthique.....	265
Document 1. Certificat d’approbation éthique initiale	265
Document 2. Amendements à l’approbation éthique initiale.....	266
Document 3. Certificat de renouvellement de l’approbation éthique	267

Liste des tableaux figurant dans le texte

Tableau 1. Répartition des réfugiés syriens au Québec entre 2015 et 2017	21
Tableau 2. Situation de sécurité alimentaire, basée sur un questionnaire de 18 énoncés. 34	
Tableau 3. Recension des écrits portant sur la sécurité alimentaire des réfugiés réinstallés dans les pays occidentaux	42
Tableau 4. Résumé des facteurs culturels reliés aux trois premiers piliers de l'insécurité alimentaire.....	59
Tableau 5. Échantillons de ménages de réfugiés syriens prévus pour les deux phases du projet selon les lieux de réinstallation.....	65
Tableau 6. Résumé de la méthodologie utilisée.....	66
Tableau 7. Organismes ou organisations ayant parrainé des réfugiés syriens (RPSP) dans le Grand Montréal	68
Tableau 8. Organismes communautaires responsables de l'accueil et l'intégration des RPCE selon la ville cible	69
Tableau 9. Caractéristiques sociodémographiques des participants	77
Tableau 10 Statut de sécurité alimentaire des ménages selon la catégorie d'immigration	79
Tableau 11 Statut de sécurité alimentaire des ménages selon le lieu de réinstallation.....	79
Tableau 12. Vécu pré migratoire en Syrie, pendant la guerre	80
Tableau 13. Vécu migratoire dans les pays de transition.....	90
Tableau 14. Situation post-migratoire au Canada.....	96
Tableau 15. Grille de codification portant sur la sécurité alimentaire et l'intégration des réfugiés syriens selon la perspective des informateurs clés.....	119

Liste des figures présentées dans le texte

Figure 1. Processus d'acculturation alimentaire chez les familles d'immigrants noirs vivant à Ottawa	26
Figure 2. Modèle d'acculturation alimentaire proposé: Processus par lequel des groupes d'immigrants raciaux/ethniques ou de migrants ruraux-urbains adoptent les habitudes alimentaires de leur nouvel environnement	27
Figure 3. Voie conceptuelle de la sécurité alimentaire par domaine de la sécurité alimentaire.....	30
Figure 4. Cadre conceptuel de la vulnérabilité des ménages à l'insécurité alimentaire	40
Figure 5. Modèle des facteurs pré et post-réinstallation pouvant influencer les choix alimentaires et la gestion du budget des réfugiés réinstallés	56
Figure 6. Schéma conceptuel des processus, facteurs et impacts liés à l'insécurité alimentaire culturelle	59

Liste des sigles et abréviations

BINAM	Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal
CCHIP	Community Childhood Hunger Identification Project
ESCC	Enquête de Santé des Collectivités Canadiennes
FSCM	Food Security Core Module ou U.S. Food Security Scale
IRCC	Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada
MESAM	Module d'enquête sur la sécurité alimentaire des ménages
MIDI	Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion
OSDH	Observatoire Syrien des Droits de l'Homme
PAFILI	Programme d'aide financière pour l'intégration linguistique des immigrants
PILI	Programme d'intégration linguistique pour les immigrants
RPCE	Réfugiés pris en charge par l'État
RPSP	Réfugiés parrainés pas le secteur privé
UNHCR	Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés

Remerciements

Je tiens à remercier toutes les personnes qui ont contribué, de près ou de loin, à ce mémoire de maîtrise.

D'abord, j'aimerais remercier mon directeur de recherche, Malek Batal, pour l'opportunité qu'il m'a offert de mener à terme ce projet ainsi que pour sa confiance et son support.

Merci également à toute l'équipe de l'Université de Saskatchewan ainsi que de l'Université Ryerson pour cette collaboration et pour leur expertise.

J'aimerais aussi exprimer ma reconnaissance à toutes celles qui ont travaillé sur ce projet avec dévouement et professionnalisme, soit Amani Al-Asmar, qui a eu le mandat de recruter et de mener les entrevues des réfugiés syriens en plus d'effectuer une partie de la traduction, Asma El Mabchour qui a traduit la grande majorité des entrevues et qui m'a été d'un grand soutien au niveau de la méthode qualitative et Henda Fennira qui a également traduit plusieurs entrevues. Je n'y serais pas arrivée sans leur contribution. Un merci tout particulier à toute l'équipe de TRANSNUT, cette belle famille colorée et stimulante qui m'a soutenue tout au long de mon parcours et qui m'a fait grandir.

Je dois bien sûr remercier mon conjoint pour sa patience, son écoute et ses encouragements tout au long de mes études ainsi que ma famille et mes amis qui m'ont supportée même si cette longue aventure leur semblait par moment un peu abstraite.

Finalement, un énorme merci à toutes les familles syriennes ainsi qu'aux informateurs clés qui ont accepté de nous rencontrer. Je souhaite que cette étude puisse contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire chez les réfugiés réinstallés au Québec.

Chapitre 1 : Revue de la littérature

1. Le Canada, terre d'accueil

Le Canada est une terre d'immigrants depuis l'arrivée des premiers colons européens qui, à partir du XVI^e siècle, ont peu à peu pris possession des territoires autochtones (Gouvernement du Canada, 2012a). Depuis, de nombreuses vagues d'immigration se sont succédé (Troper, 2013). Les premières politiques d'immigration, vers la fin du XIX^e siècle, étaient fondamentalement colonialistes et visaient principalement l'accueil d'individus blancs, européens et de cultures similaires, perçus comme étant facilement assimilables (Troper, 2013).

1.1. L'immigration d'ordre humanitaire au Canada

Les politiques d'immigration d'ordre humanitaire au Canada sont donc beaucoup plus récentes. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, nombreux sont les réfugiés fuyant la guerre ou la répression qui se sont installés au pays (Troper, 2013). Ce n'est toutefois qu'en 1969 que le Canada a ratifié la *Convention de 1951 relative au statut des réfugiés des Nations-Unies* (Gouvernement du Canada, 2017e). Selon la Convention, pour obtenir un statut de réfugié, il faut « craindre avec raison d'être persécuté du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un groupe social ou de ses opinions politiques », « se trouver à l'extérieur du pays dont on a la nationalité ou dans lequel on a sa résidence habituelle » et « ne pas être en mesure de se réclamer de la protection de ce pays » (Elgersma, 2015). La ratification de la Convention, mais aussi la nouvelle *Loi sur l'immigration* de 1978, qui jette les bases de l'immigration moderne (Gouvernement du Canada, 2017b), a mis fin aux politiques d'immigration jugées racistes qui avaient lieu auparavant, guidant lentement le Canada vers sa réputation actuelle de terre d'accueil et de multiculturalisme.

1.2. L'immigration permanente au Canada et le statut de résident permanent

Le Canada accepte des immigrants temporaires ainsi que des immigrants permanents. Les immigrants acceptés au Canada avec un statut de réfugiés obtiennent, dès leur arrivée, le statut de résident permanent, ce qui leur confère pratiquement tous les mêmes droits que les citoyens canadiens (Gouvernement du Canada, 2018a). L'immigration permanente se divise en trois principales catégories, soit les immigrants économiques, le regroupement

familial et finalement les réfugiés réinstallés et personnes protégées. En 2016, c'était 58 435 réfugiés réinstallés et personnes protégées qui obtenaient leur résidence permanente, soit 20% du total des immigrants (Gouvernement du Canada, 2017c). Une personne peut être admise comme réfugiée soit par un programme de parrainage privé, soit en étant prise en charge par l'État ou encore par le Programme mixte des réfugiés désignés par un bureau des visas (Elgersma, 2015). Au Québec, seuls les deux premiers programmes sont disponibles (Gouvernement du Québec, 2006) et seront donc discutés dans ce travail.

1.2.1. Les réfugiés parrainés par le secteur privé (RPSP)

Le premier programme de parrainage privé canadien a vu le jour lors de l'arrivée de réfugiés d'Indochine à la fin des années 70 (PFPPR, 2019). Ce programme sert d'ailleurs de modèle à l'extérieur du Canada, puisqu'il est le seul au monde (PFPPR, 2019). Le parrainage privé permet à des citoyens canadiens (des particuliers), à des résidents permanents ou à des organismes religieux ou communautaires d'accueillir des familles de réfugiés de leur choix. Ces groupes doivent alors offrir soutien moral et financier à la famille durant sa première année au Canada au minimum (Elgersma, 2015). Les familles parrainées par le secteur privé sont réinstallées près de l'endroit où demeurent leurs parrains. Au Québec, la grande majorité des réfugiés parrainés par le secteur privé sont réinstallés à Montréal, Sherbrooke, Québec, Gatineau, Laval et Longueuil (Gouvernement du Québec, 2013).

1.2.2. Réfugiés pris en charge par l'État (RPCE)

Les réfugiés pris en charge par l'État sont des personnes ayant préalablement été désignées par le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR) étant donné leur vulnérabilité. Les RPCE peuvent avoir des besoins particuliers tels que ceux découlant des traumatismes à la suite de violence ou de torture, des invalidités médicales, des troubles liés à de la discrimination systémique ou encore constituer des familles nombreuses (Elgersma, 2015). Les réfugiés pris en charge par l'État n'ont pas la décision de la ville où ils sont réinstallés. Au Québec, ceux-ci sont réinstallés dans 14 villes désignées par le Gouvernement du Québec dans le but de favoriser la régionalisation de l'immigration (Gouvernement du Québec, 2013; Gouvernement du Québec, 2017a). La première année, les familles reçoivent du gouvernement l'équivalent financier de l'aide sociale en plus du

soutien de la part d'organismes communautaires prévus à cet effet. Ces organismes bénéficient d'un financement spécifique afin de leur permettre d'offrir des services tels que de l'aide pour trouver un logement, pour ouvrir un compte bancaire, des séances d'orientation, etc. (Elgersma, 2015; IRCC, 2016).

1.2.3. Programmes gouvernementaux offerts aux réfugiés

Les réfugiés réinstallés au Canada bénéficient de divers programmes d'installation et d'intégration. Au Québec, les réfugiés ont, par exemple, accès au *Programme d'intégration linguistique pour les immigrants (PILI)*, qui leur permet de suivre des cours de français à temps plein ou à temps partiel (Gouvernement du Québec, 2019). Pour encourager la participation, le *Programme d'aide financière pour l'intégration linguistique des immigrants (PAFILI)* offre, entre autres, une compensation financière à ceux qui y assistent et le remboursement des transports et les services de garde pour les enfants (Gouvernement du Québec, 2019). Au niveau de la santé, les réfugiés pris en charge par le gouvernement sont orientés, à leur arrivée, vers une clinique pour réfugiés près de chez eux où ils seront évalués au niveau psychosocial et physique avant d'être redirigés vers le réseau de santé régulier. Il existe 10 cliniques de réfugiés, soit une dans chacune des régions accueillant les RPCE (Gouvernement du Québec, 2016).

2. Bref aperçu de la Syrie

2.1. Caractéristiques socio-démographiques de la population

La Syrie, ou République de Syrie, est un pays de la région du Proche-Orient qui, avant le conflit, abritait 22 millions d'habitants. L'âge médian étant de 22 ans, sa population était jeune et bien scolarisée, avec une majorité habitant en milieu urbain (Mahar-Piersma, Davis, & Alchukr, 2014). Quelques minorités ethniques habitent la Syrie, principalement les Kurdes, les Yézidis et les Juifs. Au niveau de la religion, il n'y a pas de recensement confessionnel en Syrie, mais on estime que le pays compterait environ 74% de musulmans sunnites, 13% de musulmans alaouites, ismaéliens et chiites et 10% de chrétiens, divisés en plusieurs confessions (Mahar-Piersma et al., 2014). Le régime syrien est officiellement laïc et ainsi, les différentes confessions cohabitaient dans la paix avant le conflit (Mahar-Piersma et al., 2014). La langue officielle en Syrie est l'arabe et la majorité des Syriens parlent un arabe familier, un dialecte arabe semblable à ceux parlés au Liban, en Palestine

et en Jordanie. Plusieurs Syriens plus éduqués parlent aussi l'anglais et parfois le russe, l'allemand ou le français (Mahar-Piersma et al., 2014).

2.1.1. Alimentation de base

L'alimentation syrienne est variée et de type méditerranéen. Celle-ci comprend de nombreuses céréales, de la viande, des fruits et des légumes ainsi que des légumineuses. De nombreux Syriens étant de confession musulmane, il importe de savoir que ceux-ci ne consomment pas de porc et généralement pas d'alcool et de crustacés. Les plats traditionnels les plus connus comprennent le pain pita avec de l'houmous, du baba ghanoush (purée d'aubergine), des mahshe (zucchinis, poivrons et feuilles de vigne farcis), du shawarma (gyro) et des salades telles que le taboulé et la salade fattouche (Mahar-Piersma et al., 2014). Le petit déjeuner, consommé entre 6 et 8h, comprend normalement du thé ou du café avec du pain plat accompagné de fromage, d'œufs, de miel ou de confiture, parfois avec du gâteau ou des olives. Ensuite, le diner, consommé entre 13h et 15h, se compose habituellement de pain pita ou d'un autre féculent servi avec de la viande, parfois d'une sauce ou de yogourt en plus de légumes. Un goûter est plus tard servi (16h à 17h), comprenant du thé sucré et des biscottes, un biscuit ou du gâteau (Fondation OLO & Dispensaire diététique de Montréal, 2017). Selon cette publication, le souper est similaire au diner, est servi entre 20h et 22h et est le repas principal. Toutefois, Mahar-Piersma et al. (2014) rapportent à l'inverse que le souper est plutôt similaire au déjeuner et que c'est le diner qui est le repas le plus copieux.

2.1.2. Genre et rôles sociaux

La société syrienne est patriarcale, l'autorité familiale relève donc de l'homme le plus âgé du ménage, quoiqu'il y ait des différences en fonction du niveau de scolarité et entre le milieu urbain et le milieu rural. Ainsi, la femme est principalement en charge de la maison et des enfants, alors que l'homme occupe plutôt un rôle de pourvoyeur et est responsable des activités extérieures. Dans les familles plus éduquées et de classes supérieures, on retrouve des femmes travaillant dans la plupart des professions. La famille embauche alors une autre femme pour s'occuper des tâches ménagères et des enfants. Les femmes provenant de familles musulmanes conservatrices et/ou peu éduquées ne socialisent habituellement pas avec les hommes à l'extérieur de la famille, bien que ce comportement

soit fréquent chez les femmes plus éduquées et de classes supérieures (Mahar-Piersma et al., 2014).

2.2. La situation en Syrie et dans les pays de transition

La guerre en Syrie, qui perdure depuis 2011, est l'une des crises humanitaires les plus importantes de notre époque. Ayant débuté par un soulèvement populaire, le conflit s'est muté en guerre civile, puis régionale et finalement internationale. À ce jour, l'Observatoire Syrien des Droits de l'Homme (OSDH) dénombre 353 935 morts, dont 106 390 civils en plus de millions de blessés. (SOHR, 2018) Selon l'UNHCR, la guerre aurait poussé plus de 6,6 millions de Syriens à fuir leur logement pour se déplacer vers une région du pays plus tranquille (UNHCR, 2018) et près de 5,7 millions de réfugiés ont dû fuir vers les pays voisins, soient principalement la Turquie, le Liban, la Jordanie, l'Irak et l'Égypte (UNHCR, 2019). Bien que les conditions varient d'un pays à l'autre, la vie dans les pays de transition est difficile. Pour la minorité des Syriens qui se retrouvent dans les camps de réfugiés officiels, les conditions sont pénibles et la durée du séjour est indéterminée (Citoyenneté et Immigration Canada, 2015). Les familles, souvent nombreuses, doivent composer avec un manque d'intimité, de l'insécurité alimentaire, des problèmes de santé mentale, une interruption des rôles sociaux, l'impossibilité de travailler ou d'aller à l'école et un mode de vie inactif, entre autres (Perkins, 2018). Pour la majorité des Syriens vivant en dehors des camps, la vie n'est guère plus facile. Les réfugiés ayant de moins en moins de ressources financières sont alors obligés de partager des logements surpeuplés et précaires. Ceux-ci n'ont souvent pas accès à un emploi, ni à l'éducation, l'eau potable ou les soins de santé (Citoyenneté et Immigration Canada, 2015). Des milliers d'autres ont plutôt fui vers certains pays européens tels que l'Allemagne, la Hongrie et la Suède, entre autres. L'un des moments les plus médiatisés du conflit en Occident aura sans doute été la « crise des migrants » au printemps 2015, où 1,25 million de migrants, majoritairement syriens, ont atteint l'Europe et traversé de nombreux pays de l'espace Schengen (Vaudano, 2015). Plusieurs dizaines de milliers de réfugiés syriens ont pour leur part pu être réinstallés outre-mer au Canada, aux États-Unis et en Australie (Gobeil, 14 novembre 2015).

2.3. État de santé et nutrition en Syrie

Avant la crise, 77% des décès en Syrie étaient causés par des maladies non transmissibles (Kherallah, Alahfez, Sahloul, Eddin, & Jamil, 2012). En 2012, la principale cause de décès était reliée au conflit (43%). On dénombrait alors 25 000 blessés chaque mois (OCHA, 2016). Au fil du conflit, l'accès aux soins en Syrie s'est grandement détérioré étant donné les attaques visant les centres de santé, les déplacements et décès du personnel médical, la diminution de la production de produits pharmaceutiques ainsi que la hausse drastique du prix des médicaments. En 2015, 11,5 millions de Syriens n'avaient pas accès à des services de santé de base (OCHA, 2016). Bien qu'en 2015, on estimait que plus de 600 000 personnes souffraient de troubles mentaux sévères, aussi peu que 10% des centres de santé primaires offraient ce service (OCHA, 2016). En 2014, le taux global de malnutrition aiguë chez les enfants de 6-59 mois en Syrie était évalué à 7,2% et le taux de malnutrition chronique à 22,3%. Chez les populations déplacées, la déficience en micronutriments était répandue, notons par exemple une prévalence élevée d'anémie chez 30% des enfants et des femmes en âge de procréer (OCHA, 2016). On estimait en 2016 que 3 millions d'enfants et de femmes enceintes et allaitantes nécessitaient un soutien nutritionnel. Évidemment, les régions les plus difficiles d'accès sont celles où les besoins sont les plus criants. Plusieurs décès seraient attribuables à la famine (OCHA, 2016).

2.4. Les réfugiés syriens au Canada et au Québec

La campagne électorale fédérale canadienne de 2015 s'est jouée en pleine crise syrienne, faisant de l'accueil des réfugiés syriens un enjeu électoral. Alors que le premier ministre conservateur sortant, Stephen Harper proposait d'accueillir 10 000 réfugiés syriens de plus en 4 ans (pour un total de 23 000 réfugiés syriens et irakiens en 4 ans) (Thibeault, 7 septembre 2015), les Libéraux de Justin Trudeau promettaient d'accueillir 25 000 réfugiés syriens avant la fin de l'année, cible qui a finalement été atteinte en février 2016 (La Presse Canadienne, 28 février 2016). Entre le 4 novembre 2015 et le 30 septembre 2018, le Canada avait accueilli 59 875 réfugiés syriens, dont 13 405 réinstallés au Québec (IRCC, 2018). Pour permettre l'accueil d'un plus grand nombre de réfugiés dans un très court délai, les gouvernements fédéral et provinciaux ont dû se mobiliser. Au Québec, les municipalités et les organismes communautaires ont aussi dû s'organiser et se concerter pour préparer l'accueil des familles (Gouvernement du Québec, 2017b). Montréal, pour sa part, a

travaillé de concert avec les nombreux organismes communautaires sur son territoire (Ville de Montréal, 2015). Du côté des citoyens canadiens, ceux-ci ont répondu à l'appel, tant au niveau du parrainage privé qu'au niveau du bénévolat et des dons. Dans son ensemble, le Gouvernement du Canada conclut dans son rapport que l'accueil des réfugiés syriens a été un succès. Néanmoins, certains problèmes ont été soulevés, entre autres du point de vue de la planification, des renseignements, des services pré-immigration, de la coordination et de la communication. (IRCC, 2016)

Tableau 1. Répartition des réfugiés syriens au Québec entre 2015 et 2017

Taille de la ville (nombre d'habitants)	Ville	Catégorie d'immigration	
		RPSP	RPCE
Rural (<10 000 habitants)	Baie Saint-Paul	5	-
	Lac Brome (Granby)	--*	-
	Pointe-Lebel	--	-
	St-Joseph-du-Lac	--	-
Petite ville (10 000 à 50 000 habitants)	Alma	--	-
	Baie-Comeau	--	-
	Boisbriand	--	-
	Châteauguay	5	-
	Joliette	-	63
	La Prairie	11	-
	Mont-Laurier	--	-
	Mont St-Hilaire	--	-
	Rawdon	--	-
	Ste-Adèle	7	-
	St-Eustache	--	-
	St-Félicien	--	-
	St- Lazare	--	-
	Ste-Thérèse	--	-
	Val-d'Or	--	-
Victoriaville	-	105	
Ville moyenne (50 000 à 100 000 habitants)	Blainville	8	-
	Drummondville	-	142
	Granby	--	138
	Jonquière	7	-
	St-Hyacinthe	-	116
	St-Jérôme	--	63
	St-Jean-sur-Richelieu	--	-
Grande ville (> 100 000 habitants)	Gatineau	161	278
	Laval	1316	149
	Longueuil	59	184
	Québec	106	413
	Saguenay	--	-
	Sherbrooke	188	256
	Terrebonne	--	-
	Trois-Rivières	--	113
Vaudreuil-Soulanges	--	-	
Métropole (>1,5 million d'habitants)	Montréal	7134	163
Total		9064	2187

*« -- » signifie 1-5 personnes

Adapté de (Gouvernement du Québec, 2017c). Les villes en caractère gras représentent celles qui sont ciblées pour l'accueil des réfugiés au Québec.

2.4.1. Caractéristiques de la population de réfugiés syriens au Québec depuis 2015

2.4.1.1. Sexe et groupe d'âge

La population de réfugiés syriens réinstallés au Québec se compose à 48% de femmes et à 52% d'hommes. 38% ont moins de 17 ans et 62% sont des adultes. Les RPCE sont, en

proportion, plus nombreux à avoir moins de 17 ans (58%) que les RPSP (34%). (Gouvernement du Canada, 2018d)

2.4.1.2.Scolarisation

Au niveau de la scolarisation, 15% ont déclaré n'avoir aucune année de scolarité, 52% ont déclaré en avoir d'une à douze années et 30% ont plutôt affirmé en avoir plus de treize années. Seuls 3% des RPCE ont cumulé plus de treize années de scolarité, contre 37% des RPSP. À l'opposé, 29% des RPCE n'ont aucune scolarité, contrairement à 11% des RPSP.

2.4.1.3.Composition des ménages

La composition des familles varie beaucoup selon la catégorie d'immigration. En effet, les ménages des RPCE sont composés d'en moyenne 4,8 personnes, contrairement à 2,2 personnes chez les RPSP. Notons que le quart des ménages de RPCE se composent de 7 à 11 individus, alors que si peu que 0,2% des ménages de RPSP comptent 7 à 9 individus (aucun ménage de 10 ou 11 individus). À l'opposé, 17% des ménages de RPSP comptent un seul individu, contre la moitié des ménages de RPCE (Gouvernement du Canada, 2018c).

2.4.1.4.Langue

La moitié des réfugiés syriens réinstallés au Québec ont déclaré ne parler aucune des langues officielles du Canada à leur arrivée. Alors que 40% ont déclaré parler l'anglais, 3% le français et 6% les deux langues. Seuls 5% des RPCE parlaient au moins l'une des deux langues, contrairement à 60% des RPSP. La grande majorité (90%) des réfugiés syriens réinstallés au Québec ont comme langue maternelle l'arabe, 8,5% l'arménien et 1,5% le kurde (Gouvernement du Canada, 2018d).

3. La santé des immigrants¹ au Canada

Il existe, au Canada, des inégalités en santé, mais qu'en est-il de la santé des immigrants? De nombreuses études portant sur la santé des immigrants (et par conséquent, pas spécifiquement sur les réfugiés) défendent l'idée que ceux-ci sont plus en santé à leur arrivée que les individus nés au Canada. L'« healthy immigrant effect » ou « effet de

¹ Le terme « immigrant », dans ce paragraphe, fait référence à tous les immigrants, incluant ceux arrivés avec un statut de réfugié.

l'immigrant en santé » a aussi été étudié dans de nombreux autres pays. La sélection d'individus en santé est l'une des explications possibles du phénomène (Vang, Sigouin, Flenon, & Gagnon, 2017). Pourtant, plutôt que de perdurer, cet avantage disparaîtrait dans les 2 à 10 ans suivant l'immigration (De Maio, 2010). Plus encore, dans certains cas, la santé des immigrants deviendrait plus mauvaise que celle des natifs (Vang et al., 2017). Au niveau de la santé mentale, on observe également le même patron (De Maio, 2010; Vang et al., 2017). Toutefois, les immigrants conserveraient leur meilleure santé mentale à travers le temps s'ils se retrouvent dans des milieux à forte densité d'immigrants (De Maio, 2010). L'effet de l'immigrant en santé ne serait toutefois pas présent chez les immigrants d'origine européenne (Vang et al., 2017). Bien qu'il soit encore difficile de comprendre les raisons exactes pour lesquelles la santé des immigrants se dégrade dans les années suivant l'immigration, la modification de leurs habitudes alimentaires semble être un élément important (Sanou et al., 2014). Au niveau de l'accès aux soins de santé, une revue récente de la littérature suggère qu'il existe bel et bien des besoins non comblés en ce qui a trait à l'accès chez les immigrants au Canada. Les principales barrières répertoriées sont la langue, l'information et les différences culturelles. À cela s'ajoute le peu de compétences culturelles des travailleurs du domaine de la santé (Kalich, Heinemann, & Ghahari, 2016).

3.1. Santé des réfugiés syriens à leur arrivée au Canada, ce qu'on en sait

À leur arrivée, la majorité (94 %) de la « vague » de plus de 26 000 réfugiés syriens arrivés entre décembre 2015 et février 2016 a reçu une évaluation médicale. De ce nombre, 1,1% ont été placés en quarantaine parce qu'ils présentaient des signes de maladie transmissible (ex. fièvre), mais très peu (0,04%) ont finalement dû être référés à un hôpital. Environ 5% des Syriens évalués ont reçu des soins d'urgence à l'aéroport et 0,22% ont été transférés à l'hôpital. Bien que certains réfugiés aient eu besoin de soins, l'accueil des réfugiés syriens n'a pas nécessité d'intervention de santé publique urgente. Pour ce qui est des considérations de santé mentale, aucun problème majeur n'a été répertorié, mais des cas de stress post-traumatiques pourraient survenir au cours du processus de réinstallation (Hansen, Maidment, & Ahmad, 2016). Lors des entrevues effectuées dans le cadre de l'*Évaluation de l'initiative de réinstallation des réfugiés syriens* au Canada, des besoins médicaux élevés ont été remarqués, entre autres chez les enfants (épilepsie, troubles de

développement, thalassémie, cancers). Pour ces enfants et aussi pour des immigrants plus âgés nécessitant des soins, les services sont insuffisants, notamment à cause du manque de personnel médical parlant arabe (IRCC, 2016).

4. Les déterminants sociaux de la santé

Il est bien connu que la santé d'une personne ou d'une population dépend de nombreux facteurs. Santé Canada reconnaît les déterminants de la santé comme étant un « large éventail de facteurs personnels, sociaux, économiques et environnementaux ». Les 11 principaux déterminants présentés étant le revenu et le statut social; l'emploi et les conditions de travail; l'éducation et la littératie; les expériences vécues pendant l'enfance; l'environnement physique; le soutien social et la capacité d'adaptation; les comportements sains; l'accès aux services de santé; la biologie et le patrimoine génétique; le genre et finalement, la culture (Gouvernement du Canada, 2018b). Au-delà des déterminants généraux de la santé, Santé Canada reconnaît aussi les déterminants sociaux de la santé, qui incluent des facteurs sociaux et économiques « associés à la place de l'individu en société, que ce soit en fonction du revenu, de l'éducation ou de l'emploi » (Gouvernement du Canada, 2018b). La sécurité alimentaire, qui sera discutée plus en détail au chapitre 6, est l'un des déterminants sociaux de la santé les plus importants au Canada (Canada & Chief Public Health, 2008).

4.1. Déterminants sociaux de la santé chez les immigrants au Canada

Bien que les déterminants sociaux de la santé commencent à être bien compris chez certaines populations, ceux-ci sont encore peu étudiés chez les immigrants. Pourtant, ceux-ci pourraient nous permettre de mieux comprendre l'effet de l'immigrant en santé et pourquoi cet avantage disparaît quelques années après la réinstallation au Canada. Les déterminants sociaux de la santé les plus fréquemment étudiés sont les revenus totaux du ménage, le niveau d'éducation, les conditions de logement, le réseau social et le statut d'emploi (Subedi & Rosenberg, 2014). Cela étant dit, il est connu que les immigrants au Canada doivent composer avec des déterminants sociaux de la santé moins favorables que la population générale, surtout dans leurs premières années au Canada. (Dunn & Dyck, 2000; Subedi & Rosenberg, 2014). La difficulté d'accès à l'emploi, le peu de reconnaissance des acquis, les difficultés économiques, la discrimination, les lacunes au

niveau du support social, etc. sont toutes des difficultés bien répertoriées (Simich, Beiser, Stewart, & Mwakarimba, 2005). Bien que ces facteurs puissent s'améliorer dans le temps, ils sont non-négligeables, puisque les déterminants sociaux de la santé ont une grande influence sur la santé des immigrants (Dunn & Dyck, 2000; Subedi & Rosenberg, 2014). Par exemple, en contrôlant pour diverses caractéristiques socio-démographiques, une étude canadienne a montré des marqueurs inflammatoires plus élevés chez des immigrants au chômage que chez des individus nés au Canada, peu importe leur statut d'emploi (Sia, Miskurka, Batal, Delisle, & Zunzunegui, 2019). Cela indique que même à déterminants sociaux égaux, les immigrants sont plus à risque de souffrir de maladies chroniques.

5. L'alimentation des nouveaux arrivants au Canada, entre tradition et transition

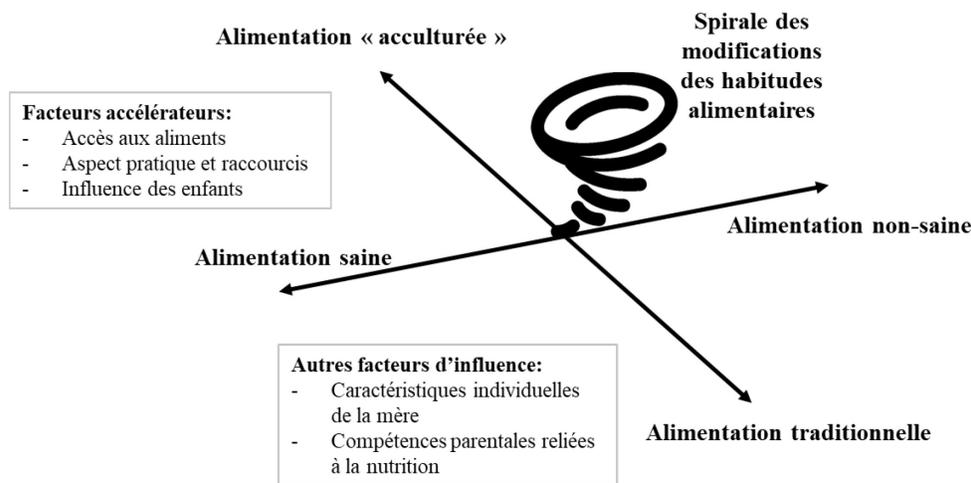
5.1. Transition nutritionnelle et acculturation alimentaire des nouveaux arrivants au Canada

Les concepts de transition nutritionnelle et d'acculturation alimentaire, bien qu'ils puissent à certains égards se recouper, méritent qu'on les distingue. La transition nutritionnelle est un concept s'intéressant aux changements alimentaires rapides et importants des populations dans le monde, ces changements ayant des impacts sur la santé (Popkin, 2006). On peut résumer le concept en disant que les populations passent d'une alimentation monotone et riche en céréales à une diète plus diversifiée, mais aussi plus riche en gras (surtout animaux), en sucre, en aliments transformés et plus pauvre en fibres. Cela s'accompagne également d'un mode de vie plus sédentaire (Popkin, 2006). Ces modifications seraient alors associées à une plus grande prévalence d'obésité, d'hypertension artérielle, de dyslipidémies, de diabète ainsi que de maladies cardiovasculaires et de certains cancers. La transition nutritionnelle est particulièrement étudiée dans les pays en voie de développement, où les changements s'opèrent très rapidement, mais le concept est aussi applicable aux pays occidentaux, qui ont vécu ces changements sur plusieurs décennies (Popkin, 2006). Au Canada et dans d'autres pays occidentaux, ce concept est parfois utilisé chez les immigrants en faisant le lien avec l'acculturation alimentaire (Sanou et al., 2014; Satia, 2010).

L'acculturation alimentaire évoque plutôt le « processus qui survient lorsque les membres d'un groupe ayant immigré adoptent les patrons et les choix alimentaires de leur nouvel environnement » (Traduction libre de Satia-Abouta, 2003). Ainsi, l'immigrant, en intégrant

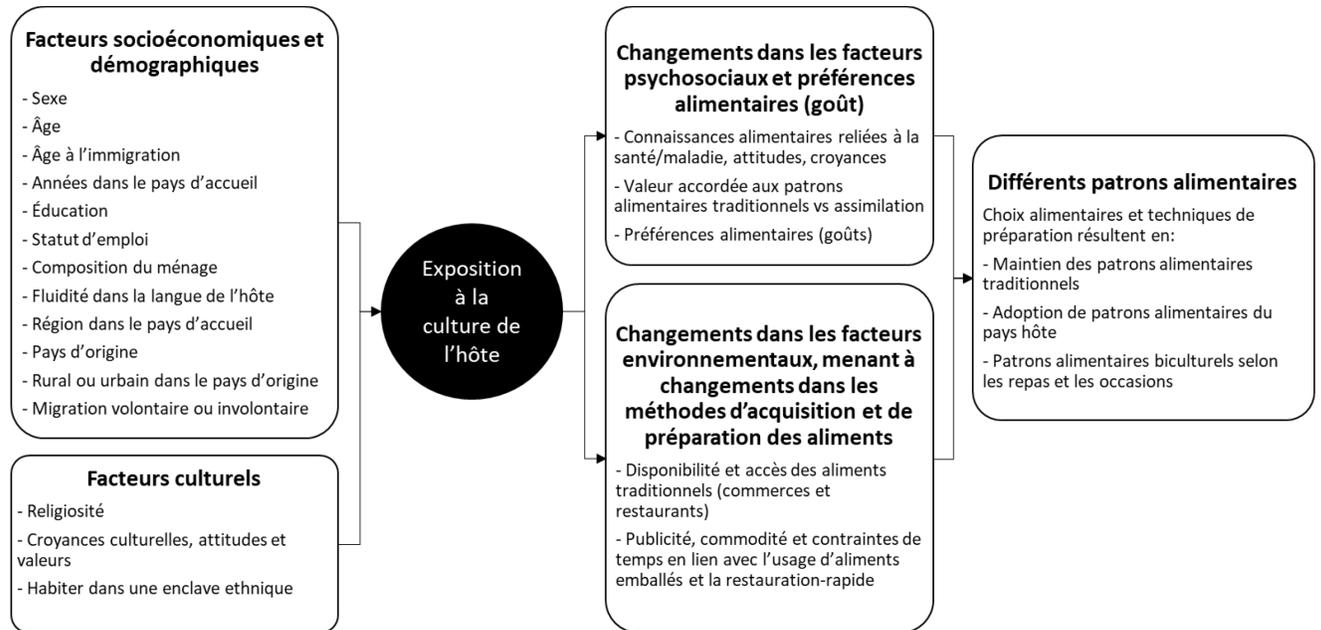
de nouveaux aliments ou habitudes, délaissera une partie de sa culture alimentaire (Satia-Abouta, 2003). Selon Blanchet et al. (2018), les modifications des habitudes alimentaires des nouveaux arrivants, bonnes ou mauvaises, se formeraient dans les premiers mois suivants leur immigration et il n’y aurait alors plus de retour en arrière. Le schéma ci-dessous montre bien l’interaction entre certains facteurs accélérant les modifications alimentaires, telles que l’accès aux aliments, et d’autres facteurs médiateurs, tels que les compétences parentales. Blanchet et al. (2018) décrivent le phénomène comme étant une spirale de modification des habitudes alimentaires déclenchée par l’immigration.

Figure 1. Processus d'acculturation alimentaire chez les familles d'immigrants noirs vivant à Ottawa (Adapté de Blanchet et al., 2018)



L’acculturation alimentaire n’est toutefois pas unidirectionnelle, puisque ces nouveaux arrivants influenceront aussi les habitudes alimentaires des habitants du pays d’accueil (Satia-Abouta, 2003). Malgré tout, l’acculturation alimentaire n’est pas systématique et dépend de plusieurs facteurs socio-économiques, démographiques, culturels, psychosociaux et environnementaux tels que présentés dans le schéma ci-dessous (Satia-Abouta, 2003). Par exemple, une personne ayant immigré avec un statut de réfugié pourrait vivre l’acculturation de façon bien différente d’un immigrant étant arrivé dans le pays d’accueil de façon volontaire.

Figure 2. Modèle d'acculturation alimentaire proposé: Processus par lequel des groupes d'immigrants raciaux/ethniques ou de migrants ruraux-urbains adoptent les habitudes alimentaires de leur nouvel environnement (Traduction libre de Satia-Abouta, 2003)



Il est intéressant de constater qu'au Canada, la littérature montre que la plupart des groupes ethniques tentent de conserver une certaine partie de leurs habitudes alimentaires, qu'ils considèrent plus saine que la nourriture occidentale (Sanou et al., 2014), comportement qui est d'ailleurs encouragé puisqu'il favoriserait la conservation de bonnes habitudes alimentaires (Blanchet et al., 2018).

5.3. Études portant sur l'acculturation alimentaire des immigrants arabes au Canada

Bien que certaines études se soient intéressées à l'acculturation alimentaire des immigrants au Canada, très peu d'études se sont intéressées à l'acculturation alimentaire des immigrants et réfugiés d'origine arabe (Afrique du Nord, Moyen et Proche-Orient). Deux études méritent toutefois d'être présentées. Celles-ci ont pris place en Ontario, avec un échantillon respectif de 24 participants arrivés au Canada depuis plus de 5 ans.

La première étude répertoriée (Hassan & Hekmat, 2012) a choisi d'inclure des immigrants de deuxième génération en plus de ceux de première génération contrairement à la seconde étude qui n'a inclus que les immigrants de première génération. Cette première étude, comportant un groupe de discussion ainsi qu'un questionnaire de fréquence autoadministré, a permis de voir que l'alimentation des répondants était composée d'un

mélange d'aliments arabes et occidentaux. Plus de la moitié d'entre eux (58%) ont affirmé que leur diète était majoritairement arabe. En général, ceux-ci croyaient que leur diète actuelle était plus saine que leur diète pré-migratoire. Plusieurs facteurs ont été identifiés comme influençant les choix alimentaires des répondants. Les participants ont mentionné être davantage sensibilisés au rôle de l'alimentation dans la santé. Ceux-ci utilisent alors de nouvelles méthodes de cuisson (griller, bouillir, rôtir) pour remplacer la friture. Le temps de préparation des aliments arabes ainsi que la préférence des enfants pour les mets occidentaux sont des barrières à la consommation d'aliments traditionnels. D'un autre côté, les répondants ont indiqué leur désir de maintenir les pratiques alimentaires de leur pays d'origine. De plus, la majorité (83%) a affirmé que la religion jouait un rôle dans ses choix alimentaires.

La seconde étude (Aljaroudi, 2018) comportait aussi une méthode mixte. Contrairement à la première étude, celle-ci n'incluait que des femmes et spécifiait que les réfugiées étaient exclues. Au niveau qualitatif, des entrevues individuelles semi-dirigées ont été effectuées en abordant 5 principaux thèmes, soit les habitudes alimentaires pré-immigration, les changements dans la diète post-migration, les pratiques journalières de préparation des aliments post-migration, les aliments traditionnels considérés importants à conserver et finalement, les difficultés en lien avec la consommation alimentaire post-migration. En général, les répondantes croyaient également avoir des habitudes alimentaires plus saines (moins de friture), comme pour Hassan et Hekmat (2012). Celles-ci mentionnaient également aller au restaurant plus fréquemment et consommer des aliments plus faciles à préparer plutôt que traditionnels par manque de temps, barrière ayant aussi été répertoriée dans l'étude précédente. Malgré cela, il semblerait que certaines préparations soient toutefois conservées malgré le temps de préparation (ex. légumes farcis). Les participantes ont mentionné la mauvaise qualité des aliments au Canada (hormones, OGM, pesticides), le fait que les aliments étaient moins frais, avaient un goût différent ou pas de goût du tout et que les aliments halal et arabes étaient dispendieux. Finalement, le rôle des enfants dans les choix alimentaires a été soulevé puisqu'il semblerait que ceux-ci préfèrent les aliments occidentaux et influencent ainsi leurs parents, tel que soulevé dans Hassan et Hekmat (2012).

Bien que ces deux études ne soient qu'un aperçu de l'acculturation alimentaire des immigrants d'origine arabe au Canada, celles-ci nous permettent déjà de mieux comprendre la situation et d'identifier certaines barrières à la consommation d'aliments traditionnels.

6. La sécurité alimentaire

6.1. Historique et définition

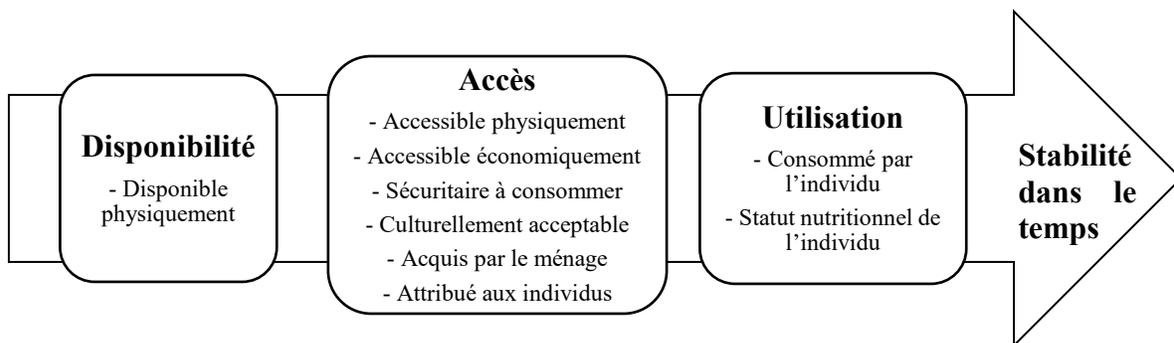
Avant même la première définition officielle de la sécurité alimentaire, la faim dans le monde et les crises alimentaires faisaient déjà l'objet de nombreuses discussions, principalement depuis le milieu de la Seconde Guerre mondiale (Jones, Ngure, Pelto, & Young, 2013). À l'époque, l'objectif est « un approvisionnement abondant de nourriture adéquate pour tous les hommes », avec en tête l'idée qu'il n'y a pas assez de nourriture pour nourrir adéquatement tout le monde que la production doit alors être augmentée (Traduction de Shaw, 2007, p. 3). À la *Conférence mondiale de l'Alimentation* de 1974, alors que les stocks de céréales diminuent et que les prix augmentent, la première définition officielle de la sécurité alimentaire apparaît alors, indiquant le besoin de « disposer à chaque instant, d'un niveau adéquat de produits de base pour satisfaire la progression de la consommation et atténuer les fluctuations de la production et des prix. » (Traduction de Shaw, 2007, p. 150). Dans les années 80, alors que des famines déciment toujours les populations des pays en développement malgré une production mondiale accrue, des chercheurs montrent l'importance de l'accès à la nourriture et non seulement d'une production suffisante (Shaw, 2007, p. 259). La Banque Mondiale, en 1986, définit alors la sécurité alimentaire comme « un accès fiable à suffisamment de nourriture pour mener une vie saine et active ». (Traduction de Shaw, 2007, p. 259) Dans la même optique, du *Sommet Mondial de l'Alimentation* de 1996 naîtra une définition plus complète intégrant, le concept de préférences alimentaire :

« La sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active ». (FAO, 1996)

La définition est finalement bonifiée en 2009 lors de la *Déclaration du Sommet mondial sur la sécurité alimentaire*, ajoutant officiellement l'accès « social » (FAO, 2009). Malgré

tout, la définition la plus couramment utilisée demeure celle de 1996 (Jones et al., 2013). Celle-ci définit la sécurité alimentaire par quatre dimensions, soit la disponibilité des aliments, l'accès, l'utilisation et la stabilité dans le temps. Jones et al. (2013) schématisent ces dimensions, nous permettant de comprendre comment celles-ci interagissent entre elles. Ainsi, la disponibilité des aliments est nécessaire à son accès, mais ne garantit pas celui-ci. De la même façon, la disponibilité et l'accès sont nécessaires à l'utilisation, mais n'en sont pas garants. Finalement, la sécurité alimentaire est atteinte seulement si les trois précédentes dimensions sont stables dans le temps. La sécurité alimentaire est influencée par plusieurs barrières et facilitateurs tels que le climat, la politique, les infrastructures, les programmes sociaux, les ressources du ménage, la composition du ménage, les dynamiques sociales, les connaissances, les croyances, l'hygiène, les stades de la vie, l'activité physique et l'état de santé/maladie.

Figure 3. Voie conceptuelle de la sécurité alimentaire par domaine de la sécurité alimentaire (Traduction libre et adaptation de Jones et al., 2013)



Depuis la première définition de la sécurité alimentaire élaborée en 1974, « le concept a évolué, s'est développé, s'est multiplié et diversifié » (Traduction libre de S. Maxwell, 1996). Il y a plus de 25 ans, Maxwell et Smith relevaient déjà près de 200 définitions de la sécurité alimentaire (Maxwell & Smith, 1992). Selon Maxwell (1996), les nombreuses définitions de la sécurité alimentaire, plutôt que d'être vues comme une difficulté, « reflètent la nature du problème alimentaire tel qu'il est vécu par les personnes pauvres » (traduction libre).

6.2 Outils méthodologiques

La sécurité alimentaire, comme nous l'avons vu, est un concept englobant plusieurs éléments. Cela dit, aucun indicateur, à ce jour, n'a réussi à tous les mesurer (Jones et al.,

2013). Dans le cadre de ce travail, seuls les principaux indicateurs ayant inspiré le *Module d'enquête sur la sécurité alimentaire des ménages* (MESAM), soit l'outil utilisé au Canada, seront présentés, en plus de méthodologies qualitatives. Les indicateurs présentés sont des indicateurs directs, c'est-à-dire qu'ils mesurent l'insécurité alimentaire à l'échelle individuelle ou des ménages (Tarasuk, 2001).

6.2.1. Mesures de l'insécurité alimentaire des ménages aux États-Unis

La question sur la suffisance alimentaire (*Food Sufficiency Status Question*), utilisée pour la première fois en 1977-1978, est l'un des premiers indicateurs de l'insécurité alimentaire des ménages d'une population. Elle se traduit par une seule question où l'on demande au répondant d'évaluer la quantité et la qualité de la nourriture consommée par le ménage (Tarasuk, 2001). Avec le développement des définitions en sécurité alimentaire sont apparus de nouveaux indicateurs, dont le *Community Childhood Hunger Identification Project* (CCHIP), élaboré aux États-Unis au milieu des années 80 principalement pour mesurer la faim chez les enfants (Wehler, 1995). Le CCHIP contient huit questions tant quantitatives que qualitatives reliées à l'expérience de l'insécurité alimentaire des adultes et des enfants dans les ménages dans les 12 derniers mois. Selon le nombre de réponses positives, les ménages sont classifiés en trois catégories, soit « ne connaît pas la faim », « à risque de connaître la faim » et « connaît la faim » (Wehler, 1995). Le questionnaire Radimer/Cornell, créé à partir de la fin des années 80, comporte certaines ressemblances avec le CCHIP. Celui-ci contenait initialement 12 questions élaborées à partir d'entrevues qualitatives chez des femmes ayant vécu des épisodes de faim. À partir de celles-ci, un cadre conceptuel de l'insécurité alimentaire a été créé. Celui-ci présente les dimensions quantitatives, qualitatives, psychologiques et sociales de l'insécurité alimentaire en plus d'identifier comment ces dimensions se répercutent dans les comportements alimentaires des individus et des ménages. Tout comme le questionnaire du CCHIP, Radimer/Cornell classe les ménages selon le nombre de réponses affirmatives. (Tarasuk, 2001)

En se servant des travaux du CCHIP et de Radimer/Cornell, le USDA élabore, en 1992, un nouvel outil dans le but de mesurer l'insécurité alimentaire au niveau national. En se basant sur la prémisse que le revenu est le principal facteur de l'insécurité alimentaire, chaque question comprend un qualificatif pour que seule l'insécurité alimentaire reliée aux

difficultés financières soit prise en considération. Mesurer l'insécurité alimentaire à l'aide de cette unique dimension confère un net avantage au *Food Security Core Module* (FSCM) ou *U.S. Food Security Scale* par rapport aux précédents indicateurs (Tarasuk, 2001). Le FSCM est une échelle de 18 questions mesurant les compromis alimentaires, tant par rapport à la quantité qu'à la qualité des aliments reliées à des ressources financières insuffisantes. Les questions se rapportent à la sécurité alimentaire des ménages, c'est-à-dire des adultes et des enfants en tant que groupe et non individuellement, pour les 12 derniers mois (Tarasuk, 2001). Le FSCM évalue quatre domaines de l'insécurité alimentaire: l'anxiété que le ménage manque de nourriture, la perception que la qualité ou la quantité d'aliments accessible n'est pas adéquate, la réduction des apports alimentaires chez l'adulte, la réduction des apports alimentaires des enfants (Jones et al., 2013). L'échelle mesure la gravité de la privation chez les adultes et chez les enfants et classe l'insécurité alimentaire du ménage à l'aide d'un score variant de 0 à 10 basé sur le modèle de Rasch (Tarasuk, 2001). Le score obtenu permet de classer le ménage comme étant en « sécurité alimentaire », « insécurité alimentaire sans faim » et « insécurité alimentaire avec faim ». Cette catégorisation sera par la suite modifiée en remplaçant les précédentes catégories par « faible sécurité alimentaire » et « très faible sécurité alimentaire. (Santé Canada, 2007) Depuis sa création, le FSCM a été utilisé avec succès aux États-Unis dans les enquêtes nationales et dans de nombreux sous-groupes de la population. Il a également été adapté dans plusieurs pays, y compris des pays à faibles revenus (Jones et al., 2013). Il est à noter que l'instrument existe également pour mesurer l'insécurité alimentaire dans les 30 derniers jours et est aussi disponible dans une version comprenant six questions plutôt que 18. La version de 30 jours est surtout utile en complémentarité au questionnaire de 12 mois afin d'évaluer la persistance de l'insécurité alimentaire (Nord, 2002). La version courte de six questions peut pour sa part être nécessaire si le temps disponible avec chaque participant est très court. Bien qu'il ait été montré que celui-ci est suffisamment sensible et spécifique pour remplacer à version longue au besoin (Blumberg, et al., 1999), il ne permet pas d'identifier la catégorie la plus faible de sécurité alimentaire (Bickel, Nord, Price, Hamilton, & Cook, 2000).

6.2.2. *Mesure de l'insécurité alimentaire des ménages au Canada*

L'insécurité alimentaire des ménages canadiens est mesurée à l'échelle nationale depuis le milieu des années 90 (Gouvernement du Canada, 2017d). Toutefois, la mise en place d'un indicateur constant et cohérent d'une année à l'autre était nécessaire pour l'élaboration de politiques publiques. Le *Document de travail sur l'insécurité alimentaire individuelle et des ménages* (Tarasuk, 2001), commandé par Santé Canada a donc mené à la création du MESAM, un indicateur adapté du questionnaire américain, le FSCM (Gouvernement du Canada, 2012b, 2017d). Dans sa forme, le MESAM est très similaire au FSCM; il s'agit en fait du même questionnaire, avec des différences au niveau de la terminologie et du système de classification de l'insécurité alimentaire (Tarasuk, Mitchell, & Dachner, 2013). Contrairement au FSCM, le MESAM classe les ménages comme étant en insécurité alimentaire à partir de deux réponses affirmatives plutôt que trois, le rendant donc plus sensible. Contrairement aux États-Unis, le MESAM comporte deux échelles de sécurité alimentaire, soit une pour les adultes et une pour les enfants, tel que présenté dans le tableau ci-dessous.

Tableau 2. Situation de sécurité alimentaire, basée sur un questionnaire de 18 énoncés (Tarasuk, Dachner, & Mitchell, 2016)

Situation	Interprétation	Échelle de sécurité alimentaire des adultes (10 énoncés)	Échelle de sécurité alimentaire des enfants (8 énoncés)
Sécurité alimentaire	Aucun signe de difficulté d'avoir accès à des aliments en raison du revenu.	Aucune réponse affirmative	Aucune réponse affirmative
Insécurité alimentaire marginale	Signes qu'il y a des craintes ou des obstacles à un accès adéquat et sûr à des aliments en raison du revenu	Une seule réponse affirmative pour l'une ou l'autre des échelles.	
Insécurité alimentaire modérée	Signes que la qualité et/ou la quantité des aliments consommés sont compromises.	De 2 à 5 réponses affirmatives	De 2 à 4 réponses affirmatives
Insécurité alimentaire grave	Signes de réduction de l'apport alimentaire et de perturbation des habitudes alimentaires.	6 réponses affirmatives ou plus	5 réponses affirmatives ou plus

6.2.1. Critiques du MESAM

Bien que le MESAM présente de nombreux avantages, celui-ci comporte aussi certains inconvénients. D'abord, les questionnaires tels que le MESAM, se basant sur l'expérience de l'insécurité alimentaire, peuvent comporter un biais de réponse, puisque les valeurs ou la culture des répondants peuvent influencer leurs réponses. Certains répondants, pensant que leurs réponses peuvent mener à de l'aide, peuvent alors exagérer leur situation (Jones et al., 2013). Également, l'expérience prolongée de l'insécurité alimentaire peut modifier les standards du répondant, qui peut s'être habitué à cette situation et minimiser son insécurité alimentaire (Tarasuk, 2001). Le fait qu'une seule personne répond pour l'ensemble du ménage est aussi une limite, puisque ses réponses peuvent ne pas représenter la situation des autres membres du ménage (Jones et al., 2013). De plus, à moins d'utiliser les questionnaires de 12 mois et de 30 jours, il n'est pas possible de déterminer si

l'insécurité alimentaire est transitoire ou persistante (Bickel et al. 2000). Une autre critique importante du FSCM (et donc du MESAM) est qu'il ignore la dimension sociale et culturelle de la définition la plus acceptée de la sécurité alimentaire (Tarasuk, 2001). Jones et al. (2013) mentionnent le fait que la honte d'obtenir des aliments de manière socialement inacceptable ne soit pas mesurée par le FSCM. Dans le document qui a mené à l'élaboration du MESAM, Tarasuk (2001) mentionne l'importance de « tenir compte de la langue et de la culture des différents groupes de la population canadienne ». Toutefois, à ce jour, le MESAM n'est disponible officiellement qu'en anglais et en français et aucune adaptation culturelle officielle n'a été faite.

6.3. Insécurité alimentaire au Canada

Le MESAM est utilisé dans l'Enquête de Santé des Collectivités Canadiennes (ESCC) de façon facultative ou obligatoire dans les provinces canadiennes. Depuis 2011, le groupe PROOF produit, chaque année, un rapport présentant les principaux résultats de l'enquête sur la sécurité alimentaire. Dans le rapport portant sur l'enquête de 2014, on peut voir que 11,6% des ménages québécois se retrouvaient en insécurité alimentaire, dont 12,7% des ménages montréalais (Tarasuk, Dachner, et al., 2016). Toutefois, sous ces chiffres globaux peuvent se cacher des taux d'insécurité alimentaire plus ou moins élevés, d'où l'intérêt d'observer la situation de différents sous-groupes de la population.

6.3.1. Facteurs socioéconomiques

Le revenu est l'un des déterminants de la santé les plus importants et l'un des principaux déterminants de la sécurité alimentaire. Les risques de souffrir d'insécurité alimentaire augmentent « dramatiquement » avec la diminution du revenu (Vozoris & Tarasuk, 2003). Ainsi, le FSCM des États-Unis dont s'inspire le MESAM au Canada utilise « la capacité financière des ménages d'avoir accès à des aliments adéquats » comme indicateur de l'insécurité alimentaire (Santé Canada, 2007). Les résultats de l'enquête nationale abondent en ce sens : plus le revenu des ménages est faible, plus le risque de souffrir d'insécurité alimentaire est élevé, surtout quand le revenu est très bas. Par exemple, en 2014, 60,9 % des ménages canadiens bénéficiant de l'aide sociale étaient en insécurité alimentaire, par rapport à une moyenne nationale de 12%. Dans le même ordre d'idées, les ménages louant leur domicile étaient plus à risque de souffrir d'insécurité alimentaire (24,5

%) par rapport aux propriétaires (6,2%) (Tarasuk, Mitchell, & Dachner, 2016). L'enquête montre également une plus grande prévalence d'insécurité alimentaire dans les ménages comprenant des enfants de moins de 18 ans. Les ménages les plus vulnérables étaient les familles monoparentales menées par des femmes, atteignant 33,5%. Le niveau de scolarité a aussi un impact sur l'insécurité alimentaire, faisant en sorte que ceux ayant fait des études post-secondaires étaient moins à risque que ceux qui avaient moins que des études post-secondaires (Tarasuk, Mitchell, et al., 2016).

6.3.2. Facteurs socioculturels

Au sein de la population immigrante, la prévalence d'insécurité alimentaire dans les ménages où le répondant était un immigrant récent (moins de 5 ans) était de 15,2 %. Au-delà de 5 ans, la prévalence devenait égale à celle des ménages où le répondant était né au Canada. Cela dit, il importe de préciser que l'ESCC ne fait pas la distinction entre les catégories d'immigration. Ainsi, les personnes ayant immigré au Canada avec un statut de réfugié sont incluses dans ces chiffres au même titre que les immigrants économiques, par exemple. De plus, sont exclues de l'enquête les personnes ne parlant pas l'une des deux langues officielles du pays (Tarasuk, Dachner, et al., 2016). PROOF distingue toutefois l'insécurité alimentaire des ménages selon le groupe racial ou culturel du répondant (immigrants ou non). Ainsi, les ménages s'identifiant comme Arabes ou Asiatiques de l'Ouest avaient un taux d'insécurité alimentaire de 16%, soit supérieur à la moyenne canadienne et à la moyenne des immigrants récents (Tarasuk, Dachner, et al., 2016).

6.3.3. Facteurs géographiques

La prévalence de l'insécurité alimentaire varie grandement selon les provinces et territoires du Canada. Au Québec, celle-ci était de 11,6% en 2014, soit dans la moyenne nationale. On observe toutefois des différences importantes entre les grandes villes, allant de 7,3% dans la ville de Québec à 14,7% à Saguenay et 12,7% à Montréal. Au Canada, en 2014, il n'y avait pas de différence significative entre la prévalence d'insécurité alimentaire des ménages situés dans des régions rurales par rapport aux ménages situés dans des centres urbains (10,3 % contre 12,4 %) (Tarasuk, Mitchell, et al., 2016). Il n'est toutefois pas possible de déterminer s'il existe des différences quant à l'insécurité alimentaire des immigrants selon les municipalités ou régions.

6.4. Vivre en insécurité alimentaire : les stratégies d'augmentation des ressources

Il est faux de croire que les personnes vivant en insécurité alimentaire demeurent passives face à leur situation. Au niveau des ménages, on parle généralement de stratégies d'augmentation des ressources ou stratégies d'adaptation (*coping strategies*) pour parler de « mécanismes de secours pour remédier à une insuffisance alimentaire à court terme » (D. G. Maxwell, 1996). Il s'agit ici de comportement incluant le recours aux banques alimentaires, à la famille et aux amis et même au vol d'aliments. Les ménages peuvent aussi tenter d'obtenir de l'argent de façon anormale pour être en mesure de s'acheter des aliments, tels que la vente des biens et l'achat à crédit (Tarasuk, 2001). Ces stratégies peuvent nuire, par exemple, aux habitudes culturelles liées aux repas (Tarasuk, 2001). Bien que l'expression « coping strategies » semble indiquer que les personnes arrivent à compenser à l'aide de ses stratégies, cela indique plutôt un niveau d'insécurité alimentaire plus grave (D. G. Maxwell, 1996). Au niveau individuel, certains comportements « déviants » peuvent survenir en insécurité alimentaire, tels que le fait de diminuer la quantité (ex. manger deux repas par jour) ou la qualité des aliments consommés (Tarasuk, 2001).

6.5. L'insécurité alimentaire et ses impacts sur la santé

La sécurité alimentaire est reconnue par Santé Canada et par l'Agence de Santé publique du Canada comme un déterminant de la santé (Kirkpatrick & Tarasuk, 2008a). L'insécurité alimentaire est un problème de santé publique important, car « la santé et le bien-être des personnes sont étroitement liés à leur sécurité alimentaire » (Tarasuk, Mitchell, et al., 2016). L'insécurité alimentaire chez les adultes est associée à des apports nutritionnels inadéquats (Davison, Gondara, & Kaplan, 2017; Gucciardi, Vogt, DeMelo, & Stewart, 2009; Kirkpatrick & Tarasuk, 2008b) et à une plus grande prévalence de maladies chroniques telles que les maladies cardiaques, le diabète et l'hypertension (Gucciardi et al., 2009; Vozoris & Tarasuk, 2003). L'insécurité alimentaire a été associée à des taux plus élevés de santé rapportée « mauvaise » ou « correcte », à une mauvaise santé physique, à la restriction des activités/faible niveau d'activité physique, à la dépression majeure et à la détresse psychologique, à un support social déficient, à davantage d'allergies alimentaires ainsi qu'au tabagisme (Davison et al., 2017; Gucciardi et al., 2009; Vozoris & Tarasuk, 2003). Chez les enfants, le lien entre l'insécurité alimentaire des ménages et les apports nutritionnels est moins clair. L'insécurité alimentaire a toutefois été associée à une plus

faible consommation de fruits et de légumes ainsi que de produits laitiers et à une densité énergétique plus élevée (Kirkpatrick & Tarasuk, 2008b). L'insécurité alimentaire chez les enfants a aussi été associée à un plus faible état de santé, un plus grand risque de développer des problèmes de santé tels que l'asthme et la dépression (Tarasuk et al., 2015).

7. La méthode de recherche qualitative

Outre les indicateurs quantitatifs bien connus de l'insécurité alimentaire et discutés précédemment, de nombreux chercheurs ont recours aux méthodes qualitatives pour mieux saisir la complexité de la situation, pour combler les lacunes des méthodes quantitatives ou encore pour valider celles-ci. Les méthodes qualitatives pouvant être utilisées sont nombreuses, mais dans le cadre de ce mémoire, seuls les groupes de discussions et l'entretien semi-dirigé seront abordés.

7.1. Les groupes de discussion

Les groupes de discussion, ou « focus groups » en anglais, sont une méthode de recherche qualitative qui met l'accent sur la communication entre les différents participants. Les groupes de discussion permettent de recueillir des données provenant de plusieurs répondants en même temps, mais l'intérêt est surtout d'étudier les interactions entre les individus. Ainsi, les questions ne viennent pas uniquement de l'interviewer, mais aussi des participants eux-mêmes, générant anecdotes et points de vue divers. Cette méthode peut alors permettre d'identifier des normes sociales et des valeurs culturelles. Afin de permettre la discussion et le partage d'expérience, les groupes doivent être soigneusement composés afin de s'assurer que chaque individu pourra s'exprimer librement. Ceux-ci peuvent être homogènes ou variés selon les objectifs de l'étude. Certains sujets peuvent être plus faciles et d'autres plus difficiles à aborder en groupes que de façon individuelle (Kitzinger, 1999)

7.2. L'entretien semi-dirigé

L'entretien semi-dirigé est l'un des devis de recherche les plus connus. Selon Ketele et Roegiers (1996), l'entrevue est « une méthode de recueil d'informations qui consiste en des entretiens oraux, individuels ou de groupes, avec plusieurs personnes sélectionnées soigneusement, afin d'obtenir des informations sur des faits ou des représentations, dont on analyse le degré de pertinence, de validité et de fiabilité en regard des objectifs du recueil d'informations » (Imbert, 2010). L'entretien peut être dirigé, semi-dirigé ou libre.

L'entretien semi-dirigé prend la forme d'un discours entre l'interviewer et l'interviewé orienté à l'aide de thèmes prédéfinis, mais modulé à l'aide des réponses de l'interviewé. L'information obtenue est généralement de bonne qualité et vise à atteindre un but précis. Contrairement à l'entrevue de type libre, l'entrevue semi-dirigée se déroule dans un laps de temps raisonnable puisqu'elle suit un certain cadre (Ketele et Roegiers, 1996 dans Imbert, 2010). Les entretiens sont généralement enregistrés et à partir de ces enregistrements, on effectue habituellement une transcription avec plus ou moins de détails. Cette étape est préférablement effectuée par le chercheur afin de faciliter les analyses subséquentes (Bailey, 2008). Lorsqu'il est nécessaire de traduire les entrevues avant de les analyser, on peut traduire littéralement ou en tentant de plutôt saisir le sens du texte (2008).

7.3. Analyse de contenu qualitatif

À partir des entretiens, diverses méthodes d'analyse sont possibles. Par exemple, le cadre conceptuel présenté dans la figure suivante a été élaboré à l'aide de la théorie ancrée à partir d'entrevues de groupes et individuelles chez une population de ménages à faible revenu du Québec. La théorie ancrée « est une méthodologie générale servant à développer une théorie qui est ancrée dans les données qui sont systématiquement regroupées et analysées » (Strauss & Corbin, 1994). La théorie évolue au fur et à mesure de la collecte de données et ainsi, l'analyse se déroule pendant la collecte de données et influence celle-ci. Ce cadre conceptuel est un exemple de l'utilisation qu'on peut faire des méthodes qualitatives et est pertinent pour mieux comprendre ce qui rend les ménages plus ou moins vulnérables à l'insécurité alimentaire (Hamelin, Beaudry, & Habicht, 1998).

Figure 4. Cadre conceptuel de la vulnérabilité des ménages à l'insécurité alimentaire (Reproduit de Hamelin et al., 1998)

Risques	Aspect de la vie des ménages		Capacité à faire face aux risques
	Physiques et sociaux	Moyens d'existence	
Structurels Éléments structurels physiques et sociaux, niveau de revenu	<ul style="list-style-type: none"> • Expérience propre au type de ménage • Événements périnataux • Conditions de maternité • Nombre d'enfants • Présence d'ados ou de post-ados • Intégrité physique • Immigration • Qualité d'enfance des parents 	<ul style="list-style-type: none"> • Revenu de base • Statut d'emploi • Sources de revenu 	Assurance contre l'insuffisance de revenu <ul style="list-style-type: none"> • Capital financier • Capital humain • Capital « réseau » • Travail au noir
Contextuel • Externes Environnement physique, éléments sous-jacents aux moyens d'existence	<ul style="list-style-type: none"> • Milieu de vie • Propriété ou logement 	<ul style="list-style-type: none"> • Décisions gouvernementales • Contexte économique • Coût de la vie • Coût des aliments • Accessibilité des logements • Accessibilité du transport 	Facteurs positifs d'influence <ul style="list-style-type: none"> • Attitudes et comportements • Pratiques de gestion des avoirs • Pratique de gestion des aliments
Contextuel • Internes Éléments latents de la dimension sociale et des moyens d'existence	<ul style="list-style-type: none"> • Contexte sociétal • Insertion dans la communauté • Entourage social et familial • Climat familial • Niveau d'instruction 	<ul style="list-style-type: none"> • Suffisance de revenu à la longue • Équilibre budgétaire • Hygiène de vie 	
Proximaux Éléments déstabilisants de la dimension sociale et des moyens d'existence	<ul style="list-style-type: none"> • Stabilité de l'union • État de santé physique et mentale 	<ul style="list-style-type: none"> • Stabilité d'emploi • Continuité dans la capacité d'assurer le système de vie 	Assistance dans la communauté <ul style="list-style-type: none"> • (Recours à l'aide alimentaire)

L'analyse de contenu qualitatif pour sa part, met l'accent sur le sujet et le contexte des textes et insiste sur les similarités et les différences à travers les différentes sections du texte (Graneheim & Lundman, 2004). L'approche peut être déductive ou inductive. L'approche inductive, ou axée sur les données ou sur le texte, vise à rechercher un modèle théorique à partir des données recueillies en les décrivant à l'aide de catégories et/ou de thèmes (Graneheim, Lindgren, & Lundman, 2017). Une catégorie, en analyse de contenu qualitative, peut prendre plusieurs formes. Il peut s'agir d'opinions, d'attitudes, de perceptions et d'expériences. Selon Morse (2008), une catégorie sert à montrer ce qui se trouve dans le texte (le « quoi? ») et joue le rôle d'une collection où l'on classe toutes les données similaires au même endroit. Le chercheur obtient donc plusieurs catégories de données qu'il peut diviser en sous-catégories. À l'opposé, un thème est plutôt un fil conducteur regroupant plusieurs catégories de données (Graneheim et al., 2017). Les thèmes sont généralement plus abstraits et plus difficiles à identifier que les catégories (Morse, 2008). Finalement, pour faciliter l'analyse, on utilise des codes. Le code est le plus petit élément de classification du contenu à analyser. Les codes sont créés en séparant le

texte en « unités de signification » et en leur attribuant une étiquette (code). On peut coder divers éléments; une action ou un comportement, une activité, une stratégie, une pratique ou tactique, un état d'esprit, une explication, la participation ou l'adaptation à quelque chose de nouveau, une relation, une condition ou une contrainte, un lieu, des données réflexives (comment le chercheur influence les données). Dans le cas d'une analyse inductive, les codes sont attribués au fur et à mesure du processus et peuvent évoluer avec l'ajout de nouvelles informations (Bengtsson, 2016).

8. La sécurité alimentaire des réfugiés dans les pays occidentaux

8.1. Études sur la sécurité alimentaire des réfugiés dans les pays occidentaux

Bien que les immigrants et les réfugiés partagent certaines difficultés au niveau de leur sécurité alimentaire, il importe de mieux comprendre la situation de l'immigration « forcée ». Pour se faire, une revue de la littérature a été effectuée afin de répertorier des études portant sur la sécurité alimentaire des réfugiés dans les pays occidentaux. Deux revues de la littérature traitant de ce sujet ont été répertoriées. La première est une revue des études portant sur l'insécurité alimentaire, l'insuffisance alimentaire et les préoccupations à l'égard de la nourriture chez les réfugiés réinstallés dans les pays développés (Hadley, Patil, & Nahayo, 2010). Celle-ci comprend huit études ayant comme échantillons des réfugiés en plus de demandeurs d'asile et d'autres migrants dans certains cas. La revue met l'accent sur les mesures de l'insécurité alimentaire (principalement quantitatives) et sur les taux d'insécurité alimentaire mesurés, de même que les facteurs pouvant y être associés. La seconde revue répertoriée est plus récente, mais porte exclusivement sur la sécurité alimentaire des réfugiés et demandeurs d'asile réinstallés en Australie (Lawlis, Islam, & Upton, 2018). Celle-ci inclut sept études et s'intéresse, en plus des mesures et des taux d'insécurité alimentaire, aux déterminants de la sécurité alimentaire, classés selon la disponibilité, l'accès, l'utilisation et la stabilité. Ces deux revues ont donc servi de cadre pour la présente revue de la littérature. La plupart des articles répertoriés dans ces revues ont été utilisés et complétés par une nouvelle recherche bibliographique. Pour être inclus dans la revue, les articles, mémoires ou thèses devaient donc inclure des populations réfugiées, mais pouvaient également inclure des immigrants ou des demandeurs d'asile. Les articles ne portant que sur les demandeurs d'asile ou les immigrants ont toutefois été exclus de la revue. Les articles devaient aussi traiter spécifiquement de sécurité alimentaire

ou de ses sous-aspects. Au total, 20 études ont été retenues et détaillées dans le tableau suivant.

Tableau 3. Recension des écrits portant sur la sécurité alimentaire des réfugiés réinstallés dans les pays occidentaux

Référence	Population à l'étude	Méthode et éléments pertinents à l'étude	Résultats et conclusions pertinents
(Hadley & Sellen, 2006)	<p>33 réfugiées</p> <p>Pays d'origine : Liberia</p> <p>Pays hôte : États-Unis</p> <p>Temps dans le pays hôte : moins de 5 ans</p> <p>Autres critères : Femmes, mères d'au moins un enfant de moins de 5 ans</p>	<p>Qualitatif</p> <ul style="list-style-type: none"> • Groupes de discussion (n=2) avec des réfugiés et des informateurs clés à propos des habitudes alimentaires • Entrevues semi-dirigées avec des réfugiés et autres informateurs clés (n=?) <p>Quantitatif</p> <ul style="list-style-type: none"> • Questionnaire sur la sécurité alimentaire: Radimer/Cornell 10 items (n=33) • Questionnaire socio-démographiques, récit migratoire, support social, apports alimentaires, habitudes d'achat, acculturation 	<p>Qualitatif</p> <ul style="list-style-type: none"> • Principaux thèmes en lien avec l'IA : <ul style="list-style-type: none"> - Préférence pour les repas familiaux - Préoccupations pour les « produits chimiques » dans les aliments - Anxiété reliée en lien avec le fait de manquer de «Food Stamp» - Nombreuses stratégies de compensation - Difficultés à distinguer les aliments dans les supermarchés, donc préférence pour les petits commerces <p>Quantitatif</p> <ul style="list-style-type: none"> • 85% des ménages étaient en IA et 42% avaient vécu la faim chez l'enfant. <p>Facteurs ayant été associés avec la faim :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Faible revenu - Faible niveau d'éducation - Utilisateurs des «Food Stamp» - Non-emploi - Difficultés rapportées en lien avec les achats alimentaires - Difficulté de la personne qui fait les achats avec la langue - Arrivée récente aux États-Unis
(Renzaho & Burns, 2006)	<p>139 réfugiés et autres immigrants (54% réfugiés)</p> <p>Pays d'origine: Pays de l'Afrique Sub-Saharienne</p> <p>Pays hôte : Australie</p> <p>Temps dans le pays hôte : 5-10 ans</p>	<p>Quantitatif</p> <ul style="list-style-type: none"> • Questionnaire portant sur les habitudes alimentaires et les patrons alimentaires. • Deux questions sur l'IA pré et post migration (n=139) 	<p>Quantitatif</p> <ul style="list-style-type: none"> • Aucun participant n'a mentionné avoir manqué de nourriture en Australie • 13% ont mentionné en avoir manqué dans leur pays d'origine • 94% ont indiqué avoir de la difficulté à trouver les aliments ethniques. • 13% ne prenaient pas de petit déjeuner à cause de la pauvreté • 33% mangeaient en restauration rapide au moins une fois par semaine

Référence	Population à l'étude	Méthode et éléments pertinents à l'étude	Résultats et conclusions pertinents
	Autres critères : Avoir au moins un enfant		<ul style="list-style-type: none"> • Goût différent des aliments ethniques par rapport au pays d'origine • Substitution de plusieurs ingrédients pour reproduire les recettes traditionnelles, souvent avec des ingrédients moins nutritifs • Les 10 aliments nouveaux les plus fréquents : pizza, céréales à déjeuner, McDonalds/KFC, pâtes, certains légumes, certains fruits, sandwiches, fish and chips, hamburgers, gâteaux/beignes • Principaux déterminants des patrons alimentaires des ménages : Religion (surtout pour les musulmans), budget, valeurs nutritives, facteurs liés à la santé
(Simich, Hamilton, & Baya, 2006)	<p>220 réfugiés et immigrants (84% réfugiés)</p> <p>Pays d'origine : Soudan</p> <p>Pays hôte : Canada (Ontario)</p> <p>Temps dans le pays hôte : Moins de 4 ans</p>	<p>Qualitatif</p> <ul style="list-style-type: none"> • Entrevues semi-dirigées avec des membres de la communauté Soudanaise (n=12) • Une question ouverte aux participants par rapport à la perception de leur santé (n=220) <p>Quantitatif</p> <ul style="list-style-type: none"> • Questionnaire : données démographiques, expériences pré et post immigration, support, santé générale, bien-être, attentes par rapport à la vie au Canada, incluant une question sur l'IA (n=220) 	<p>Qualitatif</p> <ul style="list-style-type: none"> • Principaux thèmes : la vie au Soudan, l'arrivée et l'adaptation, les besoins de base, la communication, les attentes, l'économie, l'éducation, la famille, la santé, l'identité, le gouvernement et les systèmes sociaux, les conflits sociaux, le travail, les services de réinstallation et les recommandations <p>Quantitatif</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une plus grande proportion de réfugiés vivait avec des « mauvais souvenirs » • Association claire entre les symptômes psychologiques et une plus faible santé générale avec : <ul style="list-style-type: none"> - Attentes non comblées envers la vie au Canada <p>Crainte de manquer d'argent pour la nourriture et les médicaments (31% des répondants ont craint de manquer d'argent pour acheter de la nourriture ou des médicaments dans les 12 derniers mois)</p>
(Hadley, Zodhiates, & Sellen, 2007)	<p>101 réfugiées</p> <p>Pays d'origine : Liberia</p> <p>Pays hôte : États-Unis</p> <p>Temps dans le pays hôte : moins de 4 ans</p> <p>Autres critères : Femmes, mères d'au moins un</p>	<p>Qualitatif:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Entrevues semi-dirigées par rapport à l'IA, l'acculturation alimentaire, la préparation des aliments et les difficultés aux ÉU (n=15) <p>Quantitatif</p> <ul style="list-style-type: none"> • Questionnaire sur la sécurité alimentaire: Radimer/Cornell 10 items (n=101) 	<p>Qualitatif:</p> <p><u>Trois thèmes principaux :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Les causes de l'IA : Économiques (ressources limitées, beaucoup de dépenses incluant envoi d'argent à la famille au Liberia) • Les stratégies de compensation (augmentation des ressources): Faire les courses dans plusieurs magasins, acheter moins d'items ou des items différents, réduire les portions consommées, limiter le gaspillage

Référence	Population à l'étude	Méthode et éléments pertinents à l'étude	Résultats et conclusions pertinents
	enfant de moins de 5 ans	<ul style="list-style-type: none"> Questionnaire socio-démographique, histoire migratoire, support social, apports alimentaires, habitudes d'achat, acculturation 	<ul style="list-style-type: none"> Les conséquences de l'IA <p>Quantitatif</p> <ul style="list-style-type: none"> 53% des ménages étaient en IA 90% des ménages ont mentionné avoir vécu de l'IA avant l'immigration Facteurs associés à l'IA : <ul style="list-style-type: none"> Facteurs socio-économiques (ex. revenu, emploi, participation au «Food Stamp Program») Facteurs reliés à l'acculturation (ex. difficulté à faire les achats, difficulté avec la langue) Temps passé aux États-Unis : 73% en IA chez les ménages arrivés il y a 1 an ou moins, 33% chez ceux arrivés il y a plus de 3 ans
(Piwowarczyk, Keane, & Lincoln, 2008)	<p>30 réfugiés et 65 demandeurs d'asile</p> <p>Pays d'origine : Divers (Afrique, Europe, Amériques, Asie, Moyen-Orient¹)</p> <p>Pays hôte : États-Unis</p> <p>Temps dans le pays hôte : non spécifié</p> <p>Autres caractéristiques :</p> <p>Survivants de torture et de traumatismes, patients d'un programme de santé mentale</p>	<p>* Étude rétrospective à partir de données collectées lors d'entrevues semi-dirigées dans le cadre d'un programme de santé mentale.</p> <p>Quantitatif</p> <ul style="list-style-type: none"> Questionnaire de sécurité alimentaire : adaptation du CCHIP 8 items Questionnaire sur les besoins psychosociaux 	<p>Quantitatif</p> <ul style="list-style-type: none"> 40% des réfugiés et 54% des demandeurs d'asile ont identifié la nourriture comme un besoin non-comblé. Plus de la moitié des réfugiés ont rapporté avoir mangé < 3 repas le jour précédent. 20% des réfugiés ont rapporté s'être couché le ventre vide au cours des deux dernières semaines. 17% des réfugiés et 70% des demandeurs d'asile ont indiqué que leur consommation alimentaire aux ÉU était inférieure à celle dans leur pays d'origine. Les réfugiés étaient plus à risque d'avoir souffert d'IA en pré-immigration que les demandeurs d'asile Très peu de participants utilisaient les banques alimentaires (2,8%) et les soupes populaires (0,9%). Facteurs pouvant être associés à l'IA : <ul style="list-style-type: none"> Pauvreté Quartiers dangereux Ne pas détenir de permis de travail (demandeurs d'asile)
(Gallegos, Ellies, & Wright, 2008)	<p>51 réfugiés</p> <p>Pays d'origine: Afghanistan, Iran, Iraq, Afrique de</p>	<p>Qualitatif:</p> <ul style="list-style-type: none"> Une question ouverte : Histoires en lien avec les moments où les participants ont manqué de nourriture 	<p>Qualitatif:</p> <ul style="list-style-type: none"> Ex. d'histoires : réfugié ayant toujours de la famille outre-mer a honte de manger, réfugiés ayant vécu beaucoup d'IA en pré-immigration considère que la situation en Australie est un luxe

Référence	Population à l'étude	Méthode et éléments pertinents à l'étude	Résultats et conclusions pertinents
	<p>l'Ouest, Afrique de l'Est, Nord-Est Africain, Ex-Yougoslavie</p> <p>Pays hôte : Australie</p> <p>Temps dans le pays hôte: Moins de 12 mois</p> <p>Autres caractéristiques : suivi psychologique pour torture ou traumatisme</p>	<p>Quantitatif:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Questionnaire de sécurité alimentaire (non-validé) comprenant une question adaptée du « 1995 National Nutrition Survey » en Australie • Questionnaire socio-démographique 	<ul style="list-style-type: none"> • Les participants ont mentionné avoir honte de parler de leur IA, surtout dans leur communauté <p>Quantitatif:</p> <ul style="list-style-type: none"> • 71% des participants ont indiqué avoir manqué de nourriture et n'avaient plus les moyens de s'en procurer davantage (73% chez les réfugiés du Moyen-Orient) • Principales raisons pour avoir manqué de nourriture: <ul style="list-style-type: none"> - Factures du ménage élevées - Retard de l'aide sociale - Peu de compétences avec les équipements de cuisine - Envoi d'argent à l'étranger - Problèmes de transport - Peu de compétences au niveau du budget
(Patil, Hadley, & Nahayo, 2009)	<p>157 réfugiées</p> <p>Pays d'origine: Libéria (et autres pour la partie qualitative)</p> <p>Pays hôte : États-Unis</p> <p>Temps dans le pays hôte : 1 mois à 5 ans</p> <p>Autres caractéristiques : femme habitant avec au moins un enfant de moins de 10 ans.</p>	<p>Qualitatif :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Entrevues informelles avec des informateurs clés pour bâtir le questionnaire. Questions portant sur l'alimentation, les habitudes alimentaires et la santé (40 informateurs, dont 25 réfugiés) <p>Quantitatif:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Questionnaire (n=157) à propos de la migration, des habitudes d'achat, des apports alimentaires, de l'IA (questions non précisées) et de l'acculturation incluant un rappel de 24h pour les femmes et leurs enfants • Analyse de la disponibilité pour différentes catégories d'aliments per capita au Libéria, en Somalie et aux EU en 2003 	<p>Qualitatif et quantitatif:</p> <p>Facteurs influençant les choix alimentaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Disponibilité des aliments <ul style="list-style-type: none"> - Difficulté à naviguer dans l'environnement alimentaire - Difficulté à trouver les aliments africains - Goût des aliments connus est différent - Choix alimentaires semblent être influencés par les travailleurs communautaires et la cohésion sociale de la communauté • Contraintes économiques : <ul style="list-style-type: none"> - Coût des aliments africains supérieur aux aliments américains - Stratégies de compensation : repas monotones, boire plus d'eau, manger du pain, partager les « food stamps », emprunts monétaires ou de nourriture, manger chez des amis • Contraintes de temps : <ul style="list-style-type: none"> - Repas africains longs à préparer - Horaires de travail difficiles et longs déplacements (pas de voiture) - Repas au travail : parfois repas de la veille, parfois restauration rapide • Contraintes reliées aux enfants :

Référence	Population à l'étude	Méthode et éléments pertinents à l'étude	Résultats et conclusions pertinents
			<ul style="list-style-type: none"> - Les enfants mangent des repas américains à la garderie ou à l'école - Les enfants préfèrent la nourriture américaine et influencent les parents
(Pereira, Larder, & Somerset, 2010)	<p>10 réfugiés</p> <p>Pays d'origine: Pays d'Afrique Sub-Saharienne</p> <p>Pays hôte : Australie</p> <p>Temps dans le pays hôte : Moins d'un an</p> <p>Autres critères : À la tête de la famille, responsable des achats alimentaires du ménage</p>	<p>Quantitatif</p> <ul style="list-style-type: none"> • Journal des déplacements et approvisionnement en nourriture sur 7 jours • 3 rappels de 24h durant les mêmes 7 jours 	<p>Quantitatif</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les participants n'habitaient pas dans un désert alimentaire malgré leur faible niveau socio-économique • Les participants avaient accès à des aliments nutritifs et culturellement appropriés, mais consommaient moins de portions de chaque groupe alimentaire que recommandé • Les participants habitants dans des quartiers à forte densité d'immigrants sont plus propices d'avoir un bon accès à des aliments appropriés • L'alimentation des participants était principalement « africaine » et cuisinée à la maison (même pour les lunchs et les repas chez des amis) • Les repas consommés lors d'événements d'orientation comprenaient plus d'aliments australiens (jus, pain, gâteaux, ragoûts et salades)
(Hadley et al., 2010)	<p>281 réfugiés</p> <p>Pays d'origine/ethnie : Sierra Leone, Libéria, Ghana, Somalie, Togo, Turcs Meskhètes</p> <p>Pays hôte : États-Unis</p> <p>Temps dans le pays hôte : 3-5 ans</p>	<p>Quantitatif</p> <ul style="list-style-type: none"> • Questionnaire de sécurité alimentaire : adaptation de l'échelle d'IA 7-item USDA short form module • 4 questions quant à la difficulté de naviguer dans l'environnement alimentaire • Questionnaire socio-démographique 	<p>Quantitatif</p> <ul style="list-style-type: none"> • 23% des participants n'a endossé aucune des déclarations d'IA <ul style="list-style-type: none"> - Revenus mensuels <500\$: 72% en IA élevée - Revenus mensuels >2000\$: 31% en IA élevée • Environ la moitié de l'échantillon avait de la difficulté à naviguer dans l'environnement alimentaire : <ul style="list-style-type: none"> - Ne connaissent pas tous les aliments dans les marchés d'alimentation - Ne savent pas comment cuisiner les aliments américains - Font leurs achats à un endroit, car ne savent pas où se trouvent les autres magasins - Difficulté à trouver les aliments qu'ils aiment • Les scores d'IA sous-médians (>3 réponses affirmatives) ont été associés à : <ul style="list-style-type: none"> - Faible revenu

Référence	Population à l'étude	Méthode et éléments pertinents à l'étude	Résultats et conclusions pertinents
			<ul style="list-style-type: none"> - Autres variables (ex. faible niveau d'éducation, difficulté dans l'environnement alimentaire)
(Nisbet, 2011)	<p>72 immigrants (n=33) et réfugiés (n=39)</p> <p>Pays/régions d'origine: Moyen-Orient, Asie, Afrique, Amérique Latine</p> <p>Pays hôte: Canada (Saskatchewan)</p> <p>Temps dans le pays hôte: Moins de 5 ans</p> <p>Autres critères: Enfants de 7-11 ans et leur(s) parent(s)</p>	<p>Quantitatif :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Questionnaire de sécurité alimentaire : MESAM • Questionnaire socio-démographique et économique • Apports alimentaires (rappel de 24h et Healthy Eating Index (HEIC)) • Niveau d'activité physique, mesures anthropométriques et paramètres sanguins 	<p>Quantitatif :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 66% des réfugiés et 39% des immigrants ont vécu une forme d'IA - IA modérée : 57,1% des réfugiés et 34,6% des immigrants - IA sévère : 8,6% des réfugiés et 3,8% des immigrants - IA modérée chez l'enfant : 57,1% des réfugiés et 34,6% des immigrants - IA sévère chez l'enfant : 0% des réfugiés et 3,8% des immigrants • Les risques d'IA diminuent avec le temps passé au Canada • Les enfants dans les ménages où il y a plus de deux enfants sont plus à risque d'IA • Les enfants participants avaient de plus bas scores au HEIC que les enfants nés au Canada et un plus haut taux d'embonpoint et d'obésité
(Rondinelli et al., 2011)	<p>16 réfugiés</p> <p>Pays d'origine: Afghanistan, Éthiopie, Iran, Irak, Russie, Somalie, Soudan, Vietnam</p> <p>Pays d'accueil: États-Unis</p> <p>Temps dans le pays d'accueil: 1-5 ans</p>	<p>Qualitatif :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Entrevues semi-dirigées avec les réfugiés (n=16) et informateurs clés (n=24) à propos des principales conditions de santé des réfugiés réinstallés, problèmes d'ordre socio-culturels, comportements affectant la santé, accès aux soins de santé 	<p>Qualitatif :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La prise de poids « non-santé » post-migration est une préoccupation fréquente et est attribué à : <ul style="list-style-type: none"> - Pression sociale chez les adolescents - Choix alimentaires non souhaitables - Mode de vie plus sédentaire • La sous-nutrition demeure une préoccupation et est attribuée à : <ul style="list-style-type: none"> - Poursuite de certaines habitudes culturelles - Acculturation (ex. préférence des enfants pour la nourriture américaine) - Influences socio-économiques • Les expériences passées (ex. privation alimentaire), changements rapides des choix et comportements alimentaires peuvent aggraver la sous et surnutrition • Raisons pouvant expliquer les choix alimentaires non souhaitables <ul style="list-style-type: none"> - Avoir plusieurs emplois, budget restreint - Manque de disponibilité des aliments « ethniques »

Référence	Population à l'étude	Méthode et éléments pertinents à l'étude	Résultats et conclusions pertinents
			- Manque de connaissances des aliments disponibles aux ÉU
(Peterman, Wilde, Silka, Bermudez, & Rogers, 2013)	<p>166 réfugiées</p> <p>Pays d'origine : Cambodge</p> <p>Pays hôte : États-Unis</p> <p>Temps passé dans le pays hôte : Plus de 5 ans</p> <p>Autres caractéristiques : femmes entre 30-65 ans arrivées depuis les années 1980</p>	<p>*Étude rétrospective et transversale</p> <p>Qualitatif:</p> <ul style="list-style-type: none"> • 2 groupes de discussion (total n=11) portant sur les expériences avec la nourriture à leur arrivée aux ÉU et actuellement • 1 groupe de discussion (n=5) sur la signification d'un « repas équilibré » <p>Quantitatif:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Questionnaire de sécurité alimentaire : FSCM 6 items (n=150) • Questionnaire portant sur la dépression, l'acculturation, les « food stamp » et des données démographiques (n=150) 	<p>Qualitatif:</p> <p><u>Arrivées dans les années 80 :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Difficultés pour se nourrir et nourrir leur famille. • Difficultés dans l'environnement alimentaire et au niveau des aliments eux-mêmes • Anxiété par rapport à l'alimentation • Adaptation aux aliments et à la cuisine américaine. <p><u>Arrivées dans les années 90-00 :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Pas de problème à trouver des aliments cambodgiens • Croyance qu'il y aura toujours assez de nourriture aux ÉU, mais crainte de manquer d'argent pour la nourriture <p>Quantitatif:</p> <ul style="list-style-type: none"> • 24% des répondantes étaient en IA (7,3% sécurité alimentaire marginale, 12,7% sécurité alimentaire faible et 4,0% sécurité alimentaire très faible) • 30% avaient bénéficié des « food stamp » dans les 12 derniers mois • Facteurs associés à l'IA <ul style="list-style-type: none"> - La dépression - Être veuve - Un revenu plus faible - Un faible niveau d'acculturation
(Dharod, Croom, & Sady, 2013)	<p>195 réfugiées</p> <p>Pays d'origine : Somalie</p> <p>Pays hôte : États-Unis</p> <p>Temps dans le pays hôte : non mentionné</p> <p>Autres caractéristiques : femmes, mère d'au moins un enfant de moins</p>	<p>Quantitatif:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Questionnaire de sécurité alimentaire : Radimer/Cornell 10 items • Questionnaire sur les apports alimentaires (questionnaire de fréquence), les facteurs socio-économiques et d'acculturation 	<p>Quantitatif:</p> <ul style="list-style-type: none"> • 67% des participants ont vécu une forme d'IA <ul style="list-style-type: none"> - Ménages avec IA chez les adultes : 29% - Ménages avec IA sévère ou faim chez l'enfant : 23% • Facteurs associés à l'IA <ul style="list-style-type: none"> - Revenu mensuel plus faible - Niveau d'éducation plus faible - Parler Somalien à la maison et avoir de faibles compétences pour parler anglais (faible acculturation) - Arrivée récente aux ÉU (3 ans ou moins) - Obésité/surpoids

Référence	Population à l'étude	Méthode et éléments pertinents à l'étude	Résultats et conclusions pertinents
	de 12 ans, principale cuisinière		- Consommation plus élevée de viande et d'œufs, moins élevée de légumes
(Anderson, Hadzibegovic, Moseley, & Sellen, 2014)	60 réfugiés Pays d'origine : Soudan Pays hôte : États-Unis Temps dans le pays hôte : Moins de 5 ans Autres caractéristiques : La personne qui s'occupe des enfants (au moins un enfant de moins de 3 ans)	Quantitatif: • Questionnaire de sécurité alimentaire : Radimer/Cornell 10 items • Questionnaire socio-démographique et de santé (santé générale, alimentation, achats, vie sociale)	Quantitatif: • 71% des participants ont vécu une forme d'IA - Ménages avec IA chez les adultes : 37% - Ménages avec IA sévère ou faim chez l'enfant : 12% • Facteurs associés à l'IA: - Diminution de la consommation d'aliments plus coûteux et nutritifs - Augmentation de certains aliments traditionnels peu coûteux (féculents) - Avoir emprunté de l'argent, des biens ou les deux • Facteurs associés à l'IA sévère: - Diminution des dépenses en aliments per capita - Peu de modifications alimentaires depuis la migration - Augmentation de l'utilisation du support social
(Gichunge, Harris, Tubei, Somerset, & Lee, 2015)	71 réfugiés Pays d'origine: Burundi, Rwanda et République Démocratique du Congo Pays hôte: Australie Temps dans le pays hôte : 3-7 ans Autres caractéristiques: Avoir un enfant de moins de 18 ans, être le principal responsable de la cuisine	Quantitatif : • Questionnaire de sécurité alimentaire : 18-item HFSM (version 6 mois) • Questionnaire de fréquence alimentaire (pour la consommation de légumes), questionnaire socio-démographique	Quantitatif: • 18% des principaux responsables de la cuisine ont rapporté avoir vécu de l'IA - Ménages avec IA chez les adultes : 35% - Ménages avec IA chez l'enfant : 10% • Pas d'association entre la consommation de légumes et l'IA • Facteurs associés à l'IA - Faible niveau d'éducation (multiplie par 5 les risques d'IA) - Faible support social (multiplie par 4 les risques d'IA)

Référence	Population à l'étude	Méthode et éléments pertinents à l'étude	Résultats et conclusions pertinents
(Rodriguez, 2015)	<p>9 immigrants et réfugiés (réfugiés n = 4)</p> <p>Pays d'origine: Haïti, Irak, Inde, Liban, Corée du Sud</p> <p>Pays hôte: Canada (Ontario)</p> <p>Temps dans le pays hôte : 0 an et +</p>	<p>Qualitatif :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Entrevues semi-dirigées avec les immigrants et réfugiés (n=9) à propos de trois thèmes : contexte et expériences d'immigration des participants, perception des participants de leur santé et de leur nutrition, barrières et facilitateurs de la sécurité alimentaire • Entrevues semi-dirigées avec les informateurs clés (n=9) à propos de trois thèmes : expériences des informateurs clés, état de la situation des immigrants dans la région, état de sécurité alimentaire dans la région • « Photo-voice » avec les immigrants et réfugiés (n=9) à propos de leur environnement alimentaire 	<p>Qualitatif :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Conclusions principales : <ul style="list-style-type: none"> - Les déterminants environnementaux et individuels de l'IA des nouveaux arrivants sont interreliés - Les interventions agissant au niveau environnemental pourraient être plus appropriées que celles agissant au niveau individuel - L'expérience d'immigration est un déterminant important de l'IA, mais est négligée - Les actions doivent être coordonnées (niveaux environnemental et individuel) • Déterminants de l'environnement alimentaire des nouveaux arrivants à Waterloo tel qu'abordé par les informateurs clés (économiques, politiques, physiques et socio-culturels).
(Doad, 2016)	<p>8 réfugiés</p> <p>Pays d'origine: Birmanie et Irak</p> <p>Pays hôte : États-Unis</p> <p>Temps dans le pays hôte : moins de 4 mois</p>	<p>Qualitatif :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Questions fermées à propos de leurs habitudes d'achat (lieu, fréquence, transport, choix du lieu), comparaisons entre les habitudes d'achat et les repas pré et post immigration, phase de transition et services reçus post-migration • Questions ouvertes à propos des conditions de vie pré-immigration, durée de la vie comme réfugiés, routine et occupation post-immigration, logement et commodités <p>Quantitatif :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Questionnaire socio-démographique 	<p>Qualitatif et quantitatif :</p> <p>Principaux thèmes des analyses qualitatives regroupés sous trois catégories :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Conditions de vie pré-immigration - Choix et disponibilité alimentaires pré-immigration - Conditions et difficultés alimentaires post-immigration <ul style="list-style-type: none"> • Importance des facteurs pré et post migratoires sur les choix et le budget alimentaires (voir figure 5) • Majorité du budget alimentaire provient des « SNAP benefits » pour la plupart des familles • Ménages birmans dépensent une plus grande part de leur budget dans les commerces d'alimentation ethniques (50%) que les ménages irakiens (7%) possiblement relié à: <ul style="list-style-type: none"> - Façons d'obtenir de la nourriture avec l'immigration - Barrières de communication - Disponibilité des magasins d'alimentation ethniques

Référence	Population à l'étude	Méthode et éléments pertinents à l'étude	Résultats et conclusions pertinents
			- Temps passé dans les camps de réfugiés (Birmans 19 ans, Irakiens 4,5 ans)
(Lane, 2017)	<p>319 réfugiés et immigrants (réfugiés n=166)</p> <p>Pays d'origine : Moyen-Orient (Iran, Iraq, Pakistan)</p> <p>Asie (Birmanie, Inde, Philippines)</p> <p>Afrique, Amérique latine, Europe de l'Est, Europe occidentale/États-Unis</p> <p>Pays d'accueil : Canada (Saskatchewan)</p> <p>Temps dans le pays d'accueil : moins de 5 ans</p> <p>Autres caractéristiques: Enfant de 3 à 13 ans (n=300) et parents (n=19)</p>	<p>Quantitatif (n=300):</p> <ul style="list-style-type: none"> • Questionnaire de sécurité alimentaire : MESAM • Questionnaire socio-démographique et économique • Apports alimentaires (rappel de 24h) • Paramètres physiques (composition minérale des os, pression artérielle, vitamine D sérique, cholestérol et glucose) <p>Qualitatif:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Entrevues semi-dirigées avec des informateurs clés (n=24) et avec des familles de réfugiés (n=9) et d'immigrants (n=10) portant sur les problèmes d'accès aux services de santé et sur les habitudes de vie familiales 	<p>Quantitatif:</p> <ul style="list-style-type: none"> • 53% des ménages ont rapporté avoir vécu de l'IA (61,5% des réfugiés, 42,5% des immigrants) • 41,2% des enfants participants étaient en IA (49,7% des réfugiés, 30,7% des immigrants) • Facteurs associés à l'IA chez les enfants <ul style="list-style-type: none"> - Statut de réfugié - Arrivée récente - Ménage incluant des parents ayant un faible niveau d'éducation • Facteurs associés au surpoids ou à l'obésité chez les enfants : <ul style="list-style-type: none"> - Statut d'immigrant (non-réfugié) - Être un enfant plus vieux - Avoir des parents plus éduqués - Consommer une diète de plus faible qualité • Significativement plus de réfugiés (23%) avaient un retard de croissance par rapport aux immigrants (5%), particulièrement les enfants asiatiques • La majorité des enfants avaient de faibles apports en vit D (90%) et en calcium (80%). 72% des réfugiés et 53% des enfants immigrants avaient des niveaux de vit D sérique insuffisants, 60% des réfugiés et 42% des enfants immigrants avaient un taux élevé de cholestérol sanguin • La majorité (71,5%) des participants étaient suffisamment actifs, mais 58,4% pratiquaient trop d'activités sédentaires. <p>Qualitatif (principaux thèmes) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Acculturation alimentaire et émergence de problèmes de santé chroniques occidentaux ex. : <ul style="list-style-type: none"> - Les nouveaux arrivants des pays moins occidentalisés tentent de conserver leur alimentation traditionnelle, mais leurs enfants demandent des aliments de type fast-food et des boissons sucrées - IA : Suffisamment de soutien financier à l'arrivée, mais le budget alimentaire devient plus limité après la période initiale.

Référence	Population à l'étude	Méthode et éléments pertinents à l'étude	Résultats et conclusions pertinents
			<ul style="list-style-type: none"> • Déterminants sociaux de la santé vécus par des nouveaux arrivants ex. : <ul style="list-style-type: none"> - Abondance de nourriture (supermarchés), mais moins de fraîcheur, plus d'aliments non sains, coût des aliments santé plus élevé - Influence des enfants sur les achats alimentaires - Difficulté de déplacements vers les supermarchés • Limites à l'activité physique • Barrières aux soins de santé • Services de santé accessibles
(Moffat, Mohammed, & Newbold, 2017)	<p>24 réfugiés et immigrants (réfugiés n=12)</p> <p>Pays d'origine : Somalie, Philippines, Chine, Bangladesh, Chili, Colombie, République Dominicaine, Salvador, Égypte, Irak, Koweït</p> <p>Pays d'accueil : Canada (Ontario) (villes moyennes)</p> <p>Temps dans le pays d'accueil : varié</p>	<p>Qualitatif:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Entrevues semi-dirigées avec des informateurs clés (n=22) et 4 groupes de discussion avec les réfugiés et immigrants (n total=24) portant sur l'alimentation, l'IA et les services disponibles 	<p>Qualitatif:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les facteurs culturels de l'IA touchent les trois piliers de l'IA, soit la disponibilité, l'accessibilité et l'utilisation (résumé des facteurs culturels liés aux trois piliers de l'IA présentés plus loin dans le tableau 4) • Dissonance entre les fournisseurs de services et les immigrants principalement quant aux perceptions culturelles et aux besoins liés aux aliments, à l'alimentation et aux changements alimentaires
(Tarraf et al., 2018)	<p>190 réfugiées, demandeurs d'asile et immigrantes (réfugiées et demandeurs d'asile n=72)</p> <p>Pays d'origine : Afrique Sub-Saharienne ou Caraïbes</p> <p>Pays d'accueil : Canada (Ontario)</p> <p>Temps dans le pays d'accueil : moins de 5 ans</p>	<p>Quantitatif:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Questionnaire de sécurité alimentaire (MESAM) 	<p>Quantitatif:</p> <ul style="list-style-type: none"> • 45,1% des ménages ont vécu une forme d'IA (56,9% des réfugiés et demandeurs d'asile, 38% des immigrants) <ul style="list-style-type: none"> - Ménages avec IA chez les adultes : 42,9% - Ménages avec IA sévère ou faim chez l'enfant : 33,5% • Facteurs associés à l'IA <ul style="list-style-type: none"> - Origine caribéenne - Faible niveau d'éducation - Mère monoparentale - Vivre au Canada depuis 5 ans ou moins - Dépendre de l'assistance sociale

Référence	Population à l'étude	Méthode et éléments pertinents à l'étude	Résultats et conclusions pertinents
	jusqu'à plus de 10 ans Autres caractéristiques: Être mère d'au moins un enfant de 6 à 12 ans		<ul style="list-style-type: none"> Le statut de réfugié ou de demandeur d'asile n'était pas significativement associé à l'IA

8.2. Retour sur la recension des écrits portant sur la sécurité alimentaire des réfugiés dans les pays occidentaux

8.2.1. Les populations étudiées

Les populations étudiées dans les études présentées sont très variables. D'abord, la taille de l'échantillon varie entre 8 et 319 participants. Les pays d'origine des réfugiés sont nombreux, mais seules neuf des 20 études répertoriées incluent des réfugiés d'origine arabe (en caractère gras dans le tableau) et aucune ne traite spécifiquement de ceux-ci. Pour ce qui est des pays d'accueil, dix études ont été réalisées aux États-Unis, quatre en Australie et six au Canada, dont quatre en Ontario et deux en Saskatchewan. Au niveau du temps écoulé depuis la réinstallation dans le pays hôte, la majorité des études portaient sur les réfugiés réinstallés depuis moins de cinq ans. Seules trois études portaient spécifiquement sur les réfugiés arrivés il y a moins d'un an (Doad, 2016; Gallegos et al., 2008; Pereira et al., 2010), et six études incluaient des réfugiés arrivés il y a plus de cinq ans (Gichunge et al., 2015; Moffat et al., 2017; Peterman et al., 2013; Renzaho & Burns, 2006; Rodriguez, 2015; Tarraf et al., 2018). Également, deux études ne mentionnaient pas cette information (Dharod et al., 2013; Piwowarczyk et al., 2008). La moitié des études imposaient comme critère d'inclusion que les participants aient au moins un enfant (pour la plupart, de moins de 5 ans). Six études ciblaient des femmes ou des mères et quatre visaient spécifiquement la personne responsable des enfants ou de la cuisine. Deux études s'adressaient à des enfants accompagnés de leurs parents, et deux ciblaient des participants recevant un soutien psychologique pour traumatisme ou torture.

8.2.2. Recrutement et méthode

Dans la plupart des cas, le recrutement s'est fait à l'aide des organismes et partenaires locaux et à l'aide de la méthode boule de neige, puisque les réfugiés sont considérés comme étant une population difficile à atteindre (Sulaiman-Hill & Thompson, 2011). Cela peut être dû à plusieurs raisons, entre autres parce qu'il est difficile, voire impossible, d'obtenir une liste ou une base de données avec les noms et les contacts des réfugiés réinstallés, rendant irréalisable un échantillonnage aléatoire. Une méthode de recrutement mixte est donc recommandée (recrutement auprès des organismes et méthode boule de neige) (Sulaiman-Hill & Thompson, 2011). Huit des 20 études répertoriées ont utilisé une méthode de recherche mixte, neuf études n'ont utilisé que la méthode quantitative et trois études n'ont utilisé que la méthode qualitative. L'ethnographie et l'entrevue ont toutefois été utilisées dans certaines études dans un but formatif afin de bâtir les questionnaires, information qui n'a pas été incluse dans le précédent tableau lorsque les résultats de ces études formatives n'étaient pas discutés dans les articles. La méthode quantitative utilisée la plus souvent pour mesurer la sécurité alimentaire était le questionnaire administré par un interviewer dans la langue des participants. Les indicateurs utilisés incluent Radimer-Cornell, FSCM, CCHIP et MESAM en plus de questions uniques ou de questionnaires créés pour l'étude. En plus des questionnaires de sécurité alimentaire, les études mesuraient aussi de nombreux autres paramètres tels que des données socio-démographiques, l'acculturation, les apports alimentaires, le support social, etc. Au niveau qualitatif, les méthodes utilisées incluent surtout des entrevues semi-dirigées, mais aussi des groupes de discussion. Une étude a utilisé la méthode « photo-voix ». Plusieurs études ont fait des entrevues avec des informateurs clés provenant de différents milieux (communautaire, santé, etc.) en plus des personnes réfugiées clés dans leur milieu.

8.2.3. Résultats et concepts clés

8.2.3.1. Taux d'insécurité alimentaire

Il est difficile de comparer les taux d'insécurité alimentaire mesurés dans les différentes études étant donné le manque de cohésion entre celles-ci, que ce soit au niveau de la méthode, de l'indicateur ou de l'échantillon. De plus, la plupart des études n'ont pas d'échantillon suffisamment grand pour que les résultats soient représentatifs. Cela dit, toutes les études ayant mesuré l'insécurité alimentaire ont montré des taux élevés, allant

parfois au-delà de 80% des participants (Hadley & Sellen, 2006). On peut toutefois porter notre attention sur trois études répertoriées ayant mesuré l'IA d'une population de réfugiés au Canada à l'aide du MESAM. Nisbet (2011) a trouvé, en Saskatchewan, des taux d'insécurité alimentaire de 66% chez les réfugiés et de 39% chez les immigrants. Toujours en Saskatchewan, Lane (2017) a mesuré des taux d'insécurité alimentaire de 62% chez les réfugiés et de 43% chez les immigrants. Finalement, une étude menée en Ontario a mesuré des taux d'insécurité alimentaire de 57% chez un groupe incluant des réfugiés et des demandeurs d'asile et de 38% chez les immigrants (Tarraf et al., 2018). Bien que l'insécurité alimentaire soit élevée dans les deux groupes, ces résultats nous montrent l'importance de porter une attention particulière à la sécurité alimentaire des réfugiés. Notons que les deux premières études se sont intéressées aux personnes arrivées au Canada depuis moins de cinq ans alors que la troisième ne comportait pas de critère sur le temps passé au Canada. Les trois études portaient sur les ménages ayant au moins un enfant. Les pays d'origines des participants étaient multiples pour chacune des études.

8.2.3.2. Facteurs reliés à l'insécurité alimentaire

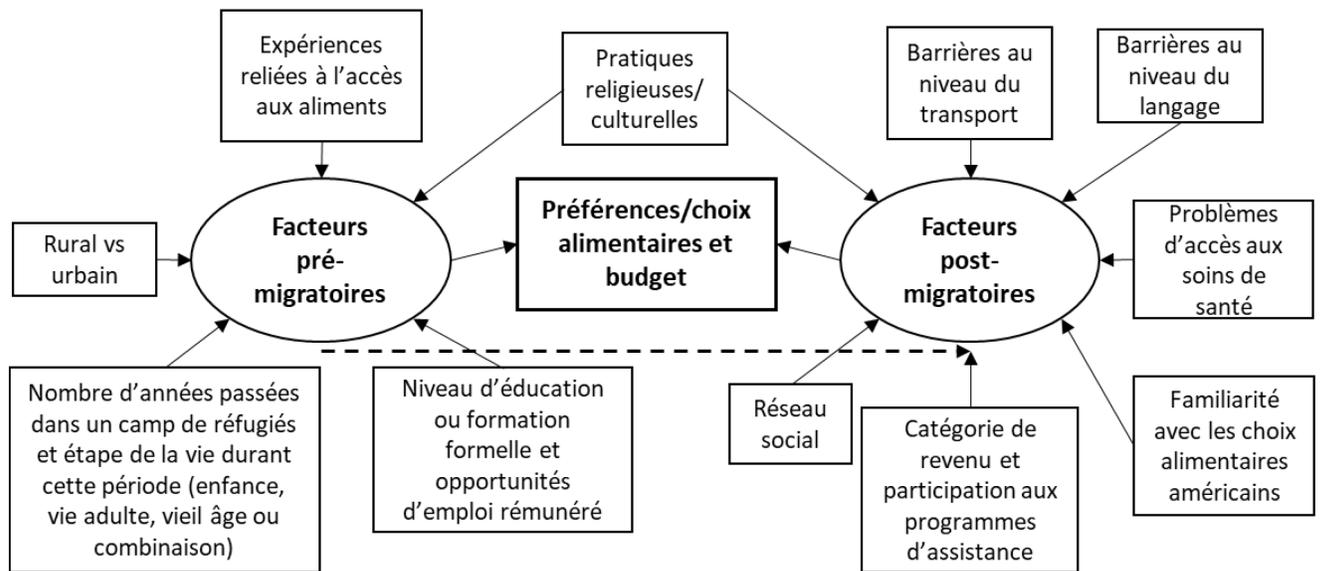
Les facteurs prémigratoires de l'insécurité alimentaire

Plusieurs facteurs prémigratoires peuvent influencer l'alimentation et la vie des réfugiés réinstallés. Par exemple, dans une étude australienne, un réfugié réinstallé ayant toujours de la famille outre-mer a mentionné sa honte de manger alors que sa famille laissée derrière était dans une situation d'insécurité alimentaire, d'autres réfugiés ayant vécu beaucoup d'insécurité alimentaire en pré-immigration considéraient maintenant leur situation comme un luxe. Certains participants de l'étude ont ainsi indiqué leur honte de parler de leur situation d'insécurité alimentaire dans leur communauté. (Gallegos et al., 2008). Aux États-Unis, une autre étude a montré que les expériences passées des réfugiés telles que la privation alimentaire et le changement rapide de choix pouvaient aggraver les problèmes de sous et de surnutrition (Rondinelli et al., 2011). Le lien entre un faible niveau d'éducation et l'insécurité alimentaire a été relevé dans sept études (niveau d'éducation atteint en pré ou en post-migration). Par exemple, des chercheurs en Australie ont trouvé que le risque de souffrir d'insécurité alimentaire était multiplié par cinq lorsque le parent responsable de la cuisine avait un faible niveau d'éducation (Gichunge et al., 2015). Au Canada, Rodriguez (2015) a trouvé que l'expérience de l'immigration – incluant les

expériences prémigratoires telles que les histoires passées et les perspectives de l'alimentation – est un facteur déterminant, mais négligé de l'insécurité alimentaire. L'état de santé physique ou mentale des participants peut également être considéré en partie comme un facteur prémigratoire puisque la plupart des études ciblent les réfugiés récents. Toutefois, peu d'études ont abordé ces aspects. Une étude a associé les symptômes dépressifs à un plus grand risque de souffrir d'insécurité alimentaire (Peterman et al., 2013).

Enfin, bien qu'il s'agisse d'une étude exploratoire et n'ayant qu'un très petit échantillon, Doad (2016) établit dans son mémoire de maîtrise portant sur les choix et pratiques alimentaires de familles de réfugiés nouvellement réinstallés aux États-Unis les liens entre les facteurs pré et post-migratoires (ces derniers seront abordés plus loin). Doad insiste sur l'importance des facteurs pré et post-migratoires sur les choix et la gestion du budget alimentaire des réfugiés réinstallés. Ces facteurs sont présentés dans la figure suivante :

Figure 5. Modèle des facteurs pré et post-réinstallation pouvant influencer les choix alimentaires et la gestion du budget des réfugiés réinstallés (Traduit de Doad, 2016)



Les facteurs socio-économiques de l'insécurité alimentaire

De nombreux facteurs ont été associés à l'insécurité alimentaire (statistiquement significatifs ou non). Parmi ceux-ci, les facteurs économiques sont très présents et ont été abordés dans toutes les études répertoriées. Par exemple, plusieurs études ont fait le lien

entre le fait d'avoir un faible revenu et l'insécurité alimentaire (Anderson et al., 2014; Dharod et al., 2013; Gichunge et al., 2015; Hadley et al., 2010; Hadley & Sellen, 2006; Hadley et al., 2007; Lane, 2017; Nisbet, 2011; Peterman et al., 2013; Piwowarczyk et al., 2008; Tarraf et al., 2018). Les facteurs économiques abordés incluent également le fait d'avoir emprunté de l'argent, des biens ou les deux, de dépendre de l'assistance sociale (Anderson et al., 2014; Gallegos et al., 2008; Tarraf et al., 2018) ou de programmes d'aide tels que les « food stamp » aux États-Unis (Doad, 2016; Hadley & Sellen, 2006; Hadley et al., 2007; Patil et al., 2009; Peterman et al., 2013), ou encore d'avoir de la difficulté avec la gestion du budget (Lane, 2017). D'autres études ont mentionné les nombreuses dépenses des familles de réfugiés, incluant le fait de devoir envoyer de l'argent à l'étranger et le coût élevé des aliments (surtout ceux perçus comme étant « santé » ou « ethniques ») (Gallegos et al., 2008; Hadley et al., 2007; Patil et al., 2009). Il n'est pas étonnant que les facteurs économiques soient omniprésents dans les études portant sur la sécurité alimentaire des réfugiés puisque ces facteurs sont reconnus comme étant les principaux déterminants de l'insécurité alimentaire et que les principaux indicateurs qui la mesurent ne considèrent que l'insécurité alimentaire reliée au revenu.

À cela s'ajoutent plusieurs facteurs sociaux qui peuvent influencer la sécurité alimentaire des réfugiés. Le faible niveau d'éducation, qui a déjà été abordé dans les facteurs prémigratoires, semble en être un important (Dharod et al., 2013; Gichunge et al., 2015; Hadley et al., 2010; Hadley & Sellen, 2006; Lane, 2017). Au niveau de la composition du ménage, le fait d'avoir plus d'un enfant ou d'être une mère monoparentale ou veuve sont des éléments pouvant être associés à l'insécurité alimentaire (Nisbet, 2011; Peterman et al., 2013; Tarraf et al., 2018).

L'immigration elle-même constitue un facteur social pouvant être associé à l'insécurité alimentaire. Certaines études, telles que celle de Tarraf et al. (2018), ont noté des liens entre la sécurité alimentaire et l'arrivée récente dans le pays hôte. Le support social a également été abordé dans quelques études. Le fait d'avoir un faible support social a été identifié par Gichunge et al. (2015) comme étant un facteur multiplicateur (x4) du risque de souffrir d'insécurité alimentaire. Un faible niveau d'acculturation (difficultés avec la langue du pays hôte, difficultés à s'orienter ou à faire les achats dans un nouvel

environnement alimentaire, absence d'acculturation alimentaire, etc.) semble également nuire à la sécurité alimentaire (Dharod et al., 2013; Hadley & Sellen, 2006; Hadley et al., 2007; Peterman et al., 2013).

Les facteurs géographiques de l'insécurité alimentaire

Peu d'études ont abordé certains facteurs géographiques de l'insécurité alimentaire. Toutefois, la plupart des études se sont déroulées dans les grands centres urbains alors que quelques études ont pris place en banlieues. Aucune étude n'a fait de distinction entre la taille de la ville et l'insécurité alimentaire. Au sein de ces villes et de ces banlieues, certains éléments géographiques sont toutefois ressortis comme ayant des impacts sur l'insécurité alimentaire. Par exemple, quelques études ont soulevé les problèmes liés aux déplacements et aux transports vers les magasins d'alimentation, entre autres parce que beaucoup de réfugiés ne possèdent pas de voiture et les épicerie ethniques sont parfois loin (Gallegos et al., 2008; Lane, 2017; Patil et al., 2009; Rodriguez, 2015). Piwowarczyk et al. (2008), ont pour leur part établi le lien entre le fait de vivre dans un quartier dangereux et le risque d'être en insécurité alimentaire.

Au niveau des déserts alimentaires, une étude réalisée en banlieues australiennes a conclu que les participants n'habitaient pas dans un désert alimentaire, malgré leur faible niveau socio-économique. Toutefois, le fait de vivre dans un quartier à forte densité d'immigrants faisait en sorte que les réfugiés étaient plus enclins à avoir accès à des aliments appropriés (Pereira et al., 2010). Pour sa part, Rodriguez (2015) définit, à partir d'entrevues avec des informateurs clés, que les déserts alimentaires et la proximité d'épicerie ethniques sont des déterminants alimentaires chez les nouveaux arrivants à Waterloo (Ontario, Canada). Finalement, il semble que certains réfugiés font leurs achats à un endroit spécifique, car ils ne savent pas où se trouvent les autres magasins (Hadley et al., 2010)

Les facteurs culturels de l'insécurité alimentaire

Alors que les facteurs économiques de l'insécurité alimentaire sont bien étudiés, ses facteurs culturels demeurent pour leur part peu connus dans la littérature (Moffat et al., 2017). Développé au départ pour les communautés autochtones du Canada, le concept d'insécurité alimentaire culturelle, qui met l'accent sur les aliments traditionnels, est également utile pour décrire ce que vivent les communautés immigrantes et réfugiées

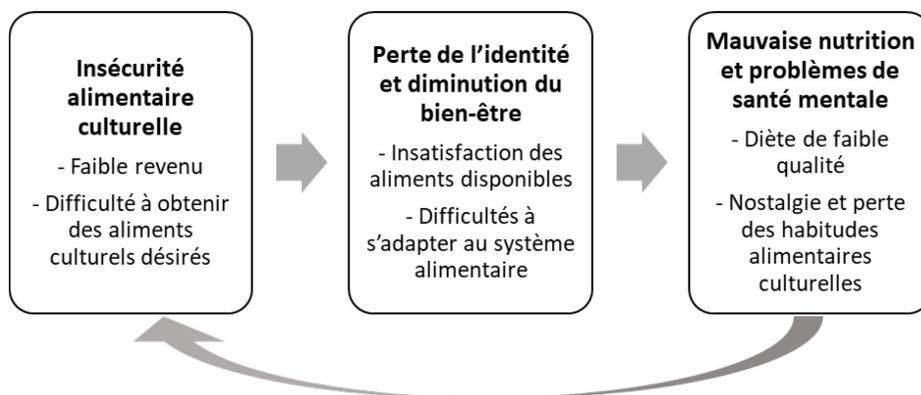
(Moffat et al., 2017). Les facteurs culturels de l'insécurité alimentaire agissent sur ses trois premiers piliers, soit l'accessibilité, la disponibilité et l'utilisation, tels que résumés dans le tableau ci-dessous.

Tableau 4. Résumé des facteurs culturels reliés aux trois premiers piliers de l'insécurité alimentaire (traduit de (Moffat et al., 2017))

Disponibilité	Accès	Utilisation
<ul style="list-style-type: none"> - Aliments moins frais - Aliments plus transformés - Certains aliments du pays d'origine non disponibles - Plus de produits chimiques dans les aliments 	<ul style="list-style-type: none"> - Ménages à faibles revenus - Coût élevé des aliments ethniques et culturels (ex. halal) - Coût élevé des aliments biologiques - Aliments des banques alimentaires culturellement inappropriés/de moindre qualité - Difficulté à faire les achats et à lire les étiquettes 	<ul style="list-style-type: none"> - Cuisiner avec de nouveaux types d'aliments (ex. aliments surgelés) - Cuisiner avec de nouveaux équipements - Faire les achats et le budget dans un nouveau contexte alimentaire - Cuisiner de la nourriture canadienne « santé » - Apprendre à propos de la nutrition - Entreposage alimentaire et gaspillage

En plus d'affecter la santé physique et mentale, l'insécurité alimentaire culturelle agit également sur l'identité et le bien-être. Le schéma suivant permet finalement de mieux comprendre ces relations.

Figure 6. Schéma conceptuel des processus, facteurs et impacts reliés à l'insécurité alimentaire culturelle (Traduit et adapté de Moffat et al., 2017)



Plusieurs autres études ont remarqué certains facteurs culturels de l'insécurité alimentaire, sans nécessairement les nommer comme tels. Il paraît clair que les réfugiés réinstallés tendent à garder leurs habitudes alimentaires traditionnelles (Dharod et al., 2013; Pereira et al., 2010; Rondinelli et al., 2011), mais se butent à certains défis. Par exemple, deux études américaines ont soulevé les difficultés des réfugiés par rapport aux achats ainsi que les difficultés de la personne responsable des achats en ce qui a trait à la langue (Hadley & Sellen, 2006; Hadley et al., 2007). Dharod et al. (2013) et Peterman et al. (2013) ont aussi observé qu'une faible acculturation était associée à l'insécurité alimentaire chez les réfugiés réinstallés. Plusieurs auteurs ont rapporté que les réfugiés avaient de la difficulté à trouver certains aliments ou ingrédients (Hadley et al., 2010; Piwowarczyk et al., 2008; Rondinelli et al., 2011). Cela dit, une étude effectuée sur deux générations de réfugiées cambodgiennes aux États-Unis montre que la disponibilité des aliments ethniques s'est améliorée entre les années 80 et 90-00 (Peterman et al., 2013). Pour remplacer ces aliments traditionnels, Renzaho et Burns (2006) ont montré que les réfugiés avaient tendance à substituer certains ingrédients pour reproduire des recettes traditionnelles, mais que ces ingrédients étaient habituellement moins nutritifs que les originaux. En plus de ne pas trouver certains aliments, il semblerait que la qualité des aliments connus soit un problème pour les réfugiés réinstallés, que ce soit au niveau du goût (Piwowarczyk et al., 2008), de la fraîcheur (Dharod et al., 2013) ou de la perception quant à la présence de produits chimiques dans les aliments (Hadley & Sellen, 2006). Ensuite, il semblerait qu'il ne soit pas toujours facile de s'en tenir aux repas traditionnels, d'abord parce que ceux-ci sont parfois très longs à préparer (Piwowarczyk et al., 2008). De plus, les enfants, qui mangent plus souvent à l'extérieur (école, garderie), influencent leurs parents à consommer davantage d'aliments occidentaux (fast food, boissons sucrées, etc.) (Dharod et al., 2013; Piwowarczyk et al., 2008; Rondinelli et al., 2011). Ainsi, les nouveaux aliments consommés par les réfugiés sont la plupart du temps du « fast food » ou des produits ultra-transformés en plus de certains fruits et légumes et des pâtes (Renzaho & Burns, 2006). En plus de l'influence des enfants qui poussent les parents vers une alimentation plus occidentale, plusieurs auteurs ont rapporté la méconnaissance des réfugiés quant à la nourriture de leur pays d'accueil, que ce soit au niveau des aliments eux-mêmes, des recettes ou encore des équipements de cuisine (Gallegos et al., 2008; Hadley et al., 2010;

Rondinelli et al., 2011). Les travailleurs communautaires, la communauté et la religion (surtout pour les musulmans) seraient aussi des facteurs influençant les choix alimentaires des réfugiés (Gallegos et al., 2008; Piwowarczyk et al., 2008; Renzaho & Burns, 2006) . Par exemple, les aliments du pays d'accueil seraient principalement consommés lors d'événements d'orientation (Pereira et al., 2010). Finalement, il a été rapporté que les réfugiés auraient honte de parler de leur état d'insécurité alimentaire, surtout dans leur communauté (Gallegos et al., 2008).

8.2.3.3. La perception de la sécurité alimentaire des nouveaux arrivants par des informateurs clés

Comme les fournisseurs de services sont la plupart du temps les yeux et les oreilles des réfugiés, leur perception sur les enjeux de sécurité alimentaire de ces populations importe. Pourtant, il semblerait que ceux-ci ne perçoivent pas nécessairement ces enjeux de la même façon que les réfugiés, principalement en ce qui a trait aux dimensions culturelles de l'insécurité alimentaire (Moffat et al., 2017). Par exemple, une étude canadienne a montré que contrairement aux immigrants, les fournisseurs de services n'identifiaient pas la disponibilité d'aliments frais et goûteux, sans produits chimiques et moins transformés comme un problème. Ceux-ci identifiaient plutôt le faible revenu, le manque de connaissances pour les achats et les compétences culinaires comme les principaux défis, mettant alors l'accent sur l'éducation des participants en lien avec les aliments en conserve et surgelés ou les options les moins dispendieuses, sans égard à la qualité. Les immigrants, contrairement aux fournisseurs de services, mentionnaient la nostalgie ressentie à l'égard des aliments de leur pays d'origine. (Moffat et al., 2017) Des divergences similaires avaient aussi été observées entre des ménages (immigrants ou non) et des fournisseurs de services (Hamelin, Mercier, & Bédard, 2008). Alors que plusieurs études ont réalisé des entrevues avec des informateurs clés, très peu d'entre elles en ont présenté les résultats. En effet, la plupart semble avoir plutôt utilisé les informations recueillies afin de bâtir le projet ou de l'améliorer. En plus de l'étude de Moffat et al. (2017), une autre étude mérite notre attention en ce qui a trait à la perspective des informateurs clés sur la sécurité alimentaire des réfugiés et des immigrants. Cette thèse de doctorat, réalisée en Ontario, présente un portrait très détaillé des thèmes abordés avec neuf informateurs clés (Rodriguez, 2015). Ces thèmes, résumés dans le tableau 4, permettent une vue d'ensemble puisqu'ils incluent les

déterminants économiques, physiques, politiques et socio-culturels de l'alimentation des réfugiés et des immigrants. Ces déterminants se retrouvent au niveau individuel, micro environnemental et macro environnementale. Ces résultats sont intéressants puisqu'ils offrent une vision plus complète du problème à certains égards, surtout en ce qui a trait à la situation politique. D'ailleurs, l'une des principales conclusions de l'étude est que les déterminants individuels et environnementaux de l'insécurité alimentaire des nouveaux arrivants sont inter reliés et que les actions pour améliorer la situation doivent donc être coordonnées (Rodriguez, 2015).

8.2.4. Résumé de la recension des écrits

Plusieurs éléments importants sont à retenir de cette recension des écrits. Au niveau des populations étudiées, ce qui ressort est la disparité importante entre celles-ci, surtout au niveau de la taille des échantillons et du pays d'origine des réfugiés. Certaines ressemblances étaient toutefois présentes entre plusieurs études, entre autres en ce qui a trait aux pays d'accueil et au temps passé dans ce pays. Ces disparités compliquent évidemment la comparaison entre les études. Au niveau des méthodes de recrutement, celles-ci étaient la plupart du temps non aléatoires. Pour les méthodes de recherche, les différences étaient plus grandes, tant au niveau du type de devis que des outils utilisés.

Au niveau des principaux résultats, bien que l'on ne puisse aucunement généraliser, on observe des taux d'insécurité alimentaire beaucoup plus élevés chez les réfugiés sondés que dans les populations générales des pays d'accueil respectifs. De nombreux éléments peuvent y être reliés, que ce soit au niveau des facteurs pré-migratoires, socio-économiques, géographiques ou culturels. Finalement, les points de vue des informateurs clés, abordés dans quelques études, offrent un regard essentiel à la compréhension de la situation.

8.3. La sécurité alimentaire des réfugiés syriens au Canada: ce qu'on en sait

À ce jour, il n'y a pas d'étude publiée portant sur l'insécurité alimentaire des réfugiés syriens réinstallés au Canada. Toutefois, en 2016, le Gouvernement du Canada a publié un rapport concernant l'accueil des réfugiés syriens ayant été réinstallés entre 2010 et 2014 (IRCC 2016). Bien que la situation ait certainement pu être différente pour les réfugiés arrivés après 2015, certaines conclusions peuvent être intéressantes. Par exemple, on y

apprend que les réfugiés syriens avaient reçu de l'aide et des conseils pour localiser les magasins d'alimentation, se procurer des aliments halal, etc. Cette aide pouvait provenir d'autres répondants, les fournisseurs de services, les membres de paroisse ou d'église ou des membres et bénévoles de la communauté. Ainsi, 93,9% des RPG et 96,6% des RPSP sondés ont affirmé avoir « compris comment faire l'épicerie et se procurer d'autres articles essentiels ». Toutefois, étant donné le peu de ressources financières dont disposent les réfugiés, 74,2% des RPG et 50,2% des RPSP auraient eu recours à une banque alimentaire au moins une fois. De ceux-là, 24,8% des RPG et 23% des RPSP auraient eu recours au service fréquemment, soit au moins sept fois depuis leur arrivée au Canada (IRCC, 2016).

Chapitre 3 – Problématique, objectifs et questions de recherche

3.1. Problématique

L'insécurité alimentaire est un problème de santé publique important, car « la santé et le bien-être des personnes sont étroitement liés à leur sécurité alimentaire » (Tarasuk, Mitchell, et al., 2016). L'insécurité alimentaire chez les adultes est associée à des apports nutritionnels inadéquats (Kirkpatrick & Tarasuk, 2008b) et à une plus grande prévalence de maladies chroniques telles que les maladies cardiaques, le diabète et l'hypertension (Gucciardi et al., 2009; Vozoris & Tarasuk, 2003). Il est connu que l'insécurité alimentaire touche davantage les immigrants récents que la population québécoise en général, mais il n'existe pas de données spécifiques pour les réfugiés (Tarasuk, Dachner, et al., 2016). Certaines études réalisées au Canada ou dans d'autres pays occidentaux montrent des taux d'insécurité alimentaire alarmants chez diverses populations de réfugiés réinstallés. Par exemple, dans une étude menée dans les villes de Regina et de Saskatoon, où les taux d'insécurité alimentaire de la population générale sont respectivement de 13,6% et de 11,8% (Tarasuk, Dachner, et al., 2016), les taux mesurés étaient de 43% chez les immigrants récents et de 61,5% chez les réfugiés (Lane, 2017). Une autre étude à Saskatoon a mesuré des taux d'insécurité alimentaire de 39% chez les immigrants récents et de 66% chez les réfugiés (Nisbet, 2011). Nous savons que la situation vécue par les réfugiés est particulièrement difficile étant donné la nature permanente et forcée de leur migration (Gagnon et al., 2006), mais les facteurs affectant leur sécurité alimentaire, surtout pour ce qui est des aspects culturels, sont peu étudiés (Moffat et al., 2017).

Depuis 2015, plus de 60 000 réfugiés syriens ont été réinstallés au Canada, dont près de 14 000 au Québec (IRCC, 2018). L'accueil des réfugiés syriens au Canada est particulier du fait du grand nombre d'individus accueillis dans un court délai (Gouvernement du Canada, 2017a). Malgré les nombreux programmes et politiques mis en place par les gouvernements pour accueillir cette population, il semblerait, à notre connaissance, que l'insécurité alimentaire ne soit pas identifiée comme une problématique et ne fasse donc pas partie d'initiatives ou de programmes de grande envergure au même titre, par exemple, que l'accès au logement ou à l'emploi.

3.2. Objectifs et questions de recherche

Prenant part à un projet de recherche regroupant l'Université de Saskatchewan, l'Université Ryerson ainsi que l'Université de Montréal, cette étude vise à comprendre comment les facteurs socioéconomiques, géographiques et culturels affectent l'insécurité alimentaire des ménages de réfugiés syriens au Québec en plus d'explorer les perceptions d'informateurs clés quant aux barrières et aux facteurs contribuant à la sécurité alimentaire des réfugiés réinstallés. Le but ultime de cette étude est d'aider à l'amélioration de la sécurité alimentaire des réfugiés nouvellement arrivés au Canada et plus particulièrement au Québec.

Les questions de recherches sous-jacentes à ces objectifs sont les suivantes :

1. Quelles sont les similitudes et les différences quant à la sécurité alimentaire des réfugiés selon leur lieu de réinstallation et selon leur catégorie d'immigration?
2. Comment les différences de statut social des réfugiés syriens se reflètent-elles dans la sécurité alimentaire?
3. Quels sont les obstacles socio-économiques et culturels à la sécurité alimentaire des réfugiés syriens?
4. Quels sont les obstacles et les facilitateurs à l'atteinte de la sécurité alimentaire du point de vue des informateurs clés et des réfugiés?

Bien que s'intégrant au sein du projet de recherche incluant les Universités de Saskatchewan et Ryerson, la présente étude menée par l'Université de Montréal a été réalisée de façon quasi autonome en fonction du contexte et des défis locaux. À ce jour, les

résultats de l'étude présentée dans ce travail n'ont pas été comparés avec ceux des autres provinces. La contribution unique de notre étude vient entre autres du fait que le Québec est une province francophone, ce qui peut apporter des défis supplémentaires par rapport aux provinces anglophones. Certains aspects liés à l'accueil et à l'intégration des réfugiés diffèrent également entre le Québec et les autres provinces étudiées. Finalement, le fait que je ne sois pas arabophone a fait en sorte que toutes les entrevues et les traductions ont dû être réalisées par des assistantes de recherche contrairement aux autres provinces où la plupart des membres des équipes étaient arabophones. Au Québec, il y a donc eu une distinction claire entre les entrevues et le travail d'analyse qualitative.

Chapitre 4- Méthodologie

4.1. L'étude : *L'impact des facteurs socio-économiques, géographiques et culturels sur l'insécurité alimentaire des réfugiés syriens : une étude compréhensive après la réinstallation au Canada*

La présente étude s'inscrit dans un projet de recherche canadien ayant débuté en Saskatchewan et en Ontario. La première phase du projet incluait seulement les réfugiés réinstallés à Saskatoon et à Toronto. La seconde phase devait inclure le milieu rural et les petites villes de ces deux provinces, en plus d'intégrer le Québec, une province francophone, comme le montre le schéma suivant :

Tableau 5. Échantillons de ménages de réfugiés syriens prévus pour les deux phases du projet selon les lieux de réinstallation

Phase 1		Phase 2		
Sites de recherche initiaux (n = 150)		Sites de recherche supplémentaires (n = 250)		
Saskatoon	Toronto	Saskatchewan	Ontario	Québec
n = 50	n = 100	Petites villes n = 30 Milieu rural n = 10	Petites villes n = 30 Milieu rural n = 50	Montréal n = 50 Petites villes n = 30 Milieu rural n = 50

Notre design mixte comprend une méthode quantitative principale servant à mesurer l'insécurité alimentaire des ménages de réfugiés syriens et à faire des associations avec certaines données socio-démographiques, couplée à une méthode qualitative servant à

mieux comprendre les facteurs sous-jacents de cette insécurité, non mesurés par la partie quantitative. À cela s'ajoute également une autre partie qualitative complémentaire s'adressant aux informateurs clés et nous permettant de comprendre la problématique sous un autre angle. Les informateurs clés sont des personnes responsables de l'accueil, de l'intégration et de la prestation de services aux réfugiés syriens. Le tableau ci-dessous illustre le design mixte de l'étude :

Tableau 6. Résumé de la méthodologie utilisée

Population	Informateurs clés	Réfugiés syriens réinstallés	
Devis de recherche	Qualitatif	Quantitatif	Qualitatif
	Entrevues semi-dirigées	Méthode transversale	Entrevues semi-dirigées
Échantillonnage	Boule de neige	Boule de neige	Sous-échantillon
Instrument	Questionnaire portant sur les perceptions des programmes et politiques reliées à la réinstallation et à la sécurité alimentaire des réfugiés	Questionnaire socio-démographique Questionnaire sur la sécurité alimentaire (MESAM)	Questionnaire portant sur les perceptions de la sécurité alimentaire, impact de la culture sur la sécurité alimentaire, services et support
Analyses	Analyse de contenu (NVivo)	Analyses bivariées et multivariées	Analyse de contenu (NVivo)

Dans le cadre de mon mémoire de maîtrise, la partie qualitative portant sur les réfugiés syriens devient la partie principale, alors que la partie quantitative ainsi que la partie qualitative avec les informateurs clés jouent le rôle de parties complémentaires. Les différentes méthodes et instruments utilisés sont détaillés ci-après en fonction des deux populations à l'étude. Les analyses quantitatives seront poursuivies par l'équipe de recherche de l'Université de Saskatchewan pour une analyse multi-centres.

4.2. Méthodologie utilisée auprès des ménages de réfugiés syriens

4.2.1. Échantillon et recrutement

4.2.1.1. *Échantillon et recrutement prévus*

La population principale visée par le projet est les ménages de réfugiés syriens réinstallés au Québec. Comme il s'agissait de la seconde phase du projet de recherche, un processus d'échantillonnage avait déjà été prévu. L'équipe de coordination planifiait donc, pour le Québec, un échantillon majoritairement montréalais, en plus de réfugiés réinstallés dans des petites villes et en milieu rural. Toutefois, après avoir pris connaissance de la répartition des réfugiés syriens au Québec, nous avons réalisé que ceux réinstallés dans le milieu rural représentaient une part négligeable du total des réfugiés syriens au Québec (Gouvernement du Québec, 2017c). Ainsi, il semblait plus judicieux de diviser l'échantillon selon que les ménages aient été réinstallés dans ce que nous appellerons les grandes villes (plus de 150 000 habitants) ou dans les villes de tailles moyenne ou petite (moins de 150 000 habitants). Comme plus de 90% des réfugiés syriens réinstallés se trouvent dans les 13 villes cibles du Gouvernement du Québec (Gouvernement du Québec, 2017c), les réfugiés réinstallés ailleurs que dans ces 13 villes ont été exclus. En plus de cette stratification en fonction de la taille de la ville de réinstallation, il était également prévu de stratifier l'échantillon par rapport à la catégorie d'immigration. À noter que tous les ménages de réfugiés syriens arrivés au Canada depuis 2011, soit le début de la guerre en Syrie, peu importe leur statut d'immigration, pouvaient être inclus dans l'étude.

À Montréal et dans les banlieues, les réfugiés syriens RPSP ont été parrainés par de nombreux organismes. L'objectif était donc d'obtenir un échantillon représentant cette variabilité. Notre partenaire, la Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes (TCRI), nous a aidé à identifier tous les organismes ayant parrainé des réfugiés syriens. Cela excluait les RPSP ayant été parrainés par des particuliers plutôt que par des organisations, ceux-ci étant plus difficiles à cibler. La liste obtenue par notre partenaire contenait 24 organisations réparties dans l'ensemble du territoire du Grand Montréal, présentées dans le tableau de la page suivante.

Tableau 7. Organismes ou organisations ayant parrainé des réfugiés syriens (RPSP) dans le Grand Montréal

Noms des organismes ou organisations	
Action Réfugiés Montréal	Église St-Jacques Syriacque Orthodoxe
Association musulmane turque de Montréal	Église unitarienne de Montréal
Centre d'appui aux communautés immigrantes (CACI)	Entraide Bois de Boulogne
Communauté arménienne catholique de Montréal	Fondation des enfants syriens
Communauté syriacque catholique	Missions Jésuites
Communauté syriacque Catholique St Éphrem	Œuvres Marie-Anne Lavallée
Corporation archiépiscopale catholique romaine de Montréal (Programme de parrainage des réfugiés)	Paroisse Saint-Sauveur (Cathédrale)
Église Évangélique Baptiste Arabe de Montréal	Service soutien à la famille Hay Doun
Église Orthodoxe d'Antioche de la Vierge-Marie	Congrégation des Oblats de la Vierge-Marie
Église Orthodoxe Saint-Georges d'Antioche	Diocèse St Jean Longueuil
Église orthodoxe St Nicholas	Parrainage des réfugiés du Grand Montréal
Église Saint Ivan Rilsky	Société Druze du Canada

Le plan initial était donc de contacter ces organismes, d'abord par courriel puis au besoin par téléphone, afin de leur présenter le projet, de valider leur intérêt et de savoir combien de familles leur groupe avait parrainées. Un document explicatif ainsi qu'une affiche de recrutement, tous deux en français, en anglais et en arabe, leur étaient également envoyés (voir annexes A). Nous souhaitions ensuite obtenir une liste de noms, la plus aléatoire possible, afin d'organiser une journée d'entrevues dans les locaux des organismes participants. Pour les treize organismes gouvernementaux, la procédure visée était sensiblement la même, mais nous avons déjà des données indiquant le nombre de réfugiés (individus et non ménages) que chaque organisme avait accueilli de 2015 à 2017 (voir tableau 7). Les treize organismes sont présentés dans le tableau suivant.

Tableau 8. Organismes communautaires responsables de l'accueil et l'intégration des RPCE selon la ville cible

Villes cibles	Organismes communautaires
Drummondville	IRD - Regroupement Interculturel de Drummondville
Gatineau	APO - Accueil-Parrainage Outaouais
Granby	SERY - Solidarité Ethnique Régionale de la Yamaska
Joliette	CRÉDIL – Comité Régional d'Éducation pour le Développement International de Lanaudière
Laval	CIL - Carrefour d'Intercultures de Laval
Brossard	MIRS – Maison Internationale de la Rive-Sud
Montréal	CSAI - Centre Social d'Aide aux Immigrants
Québec	CMQ - Centre Multiethnique de Québec
Sherbrooke	SANC - Service d'Aide aux Néo-Canadiens
St-Hyacinthe	MFM - Maison de la Famille des Maskoutains
St-Jérôme	Le COFFRET - Centre d'Orientation et de Formation pour Favoriser les Relations Ethniques Traditionnelles
Trois-Rivières	SANA - Service d'Accueil des Nouveaux Arrivants de Trois-Rivières
Victoriaville	CAIBF - Comité d'Accueil International des Bois-Francs

4.2.1.2. Échantillon et recrutement réels

En mai 2018, des courriels ont été envoyés à tous les organismes de parrainage, privés et publics. De ces courriels ont résulté très peu de réponses, donc des appels ont ensuite été faits aux organismes qui n'avaient pas répondu. On peut voir qu'au niveau des organismes de parrainage privé, notre tentative de recrutement s'est soldée par un échec; des quelques organismes qui ont répondu, même ceux qui se sont montrés intéressés ont finalement décliné ou ont simplement arrêté de nous rappeler. Finalement, sur un total de 22 organismes accueillant des RPSP et 13 organismes accueillant des RPCE, seuls trois d'entre eux ont finalement contribué au projet en nous aidant à recruter des participants. Les principales raisons de refus ou problèmes soulevés en discutant avec les personnes contactées sont les suivantes :

- Les familles syriennes ont été sursollicitées (médias, recherches et autres) et les organismes ont peur de briser la confiance de ces familles s'ils leur présentent un autre projet
- Sentiment que les familles se sentent comme des « souris de laboratoire »

- Sentiment que le thème de l'étude allait vexer les familles syriennes qui n'ont pas de problèmes avec leur alimentation
- Sentiment que l'étude n'était pas pertinente puisque les familles syriennes mangent comme avant et n'ont pas de problème (même après plusieurs explications de ce qu'est la sécurité alimentaire et du fait que nous souhaitons aussi voir ce côté positif)
- À l'inverse, sentiment que le thème de l'étude allait blesser les familles parce que celles-ci ont de la difficulté à se trouver un travail et à nourrir leur famille
- Intervenants trop occupés, surtout durant la saison estivale, pour nous aider à recruter des participants (cela explique sûrement aussi certaines des non-réponses et des intervenants qui ont cessé de retourner nos appels ou courriels)
- Intervenants avaient perdu le contact avec des familles

Face à ces refus, la méthode de recrutement a dû être adaptée. Nous avons donc fait appel à l'assistante de recherche, dont la langue maternelle est l'arabe (libanais), pour entamer un recrutement de type boule de neige à partir de quelques familles dont notre équipe avait les contacts. Nous avons également élargi nos possibilités de recrutement en considérant toutes les villes cibles pour l'accueil des réfugiés syriens. Étant donné cette méthode plus longue et plus coûteuse (délais, déplacements plus nombreux, etc.), la collecte de données a dû être interrompue après 50 ménages plutôt que 165. Il a aussi été impossible de stratifier l'échantillon tel que planifié initialement, malgré qu'un effort ait été fait pour recruter des réfugiés dans différentes villes et pour les deux catégories d'immigration.

4.2.2. Instruments et saisie de données

4.2.2.1. *Questionnaires socio-démographique et de sécurité alimentaire*

Cette partie quantitative du projet est une étude transversale composée d'un questionnaire sociodémographique et d'un questionnaire de sécurité alimentaire.

Le questionnaire socio-démographique a été créé par l'équipe de recherche de l'Université de Saskatchewan, testé et utilisé dans un projet de recherche international évaluant l'état de sécurité alimentaire des réfugiés afghans au Canada, en Australie, en Suisse, en Iran et au Pakistan. Celui-ci comprend une majorité de questions utilisées dans l'ESCC (Statistics Canada, 2004) (ex. statut de résidence, compétences linguistiques, type de ménage), en

plus de questions propres à la réalité des réfugiés syriens ex. l'année où ils ont quitté la Syrie, par quel(s) pays ont-ils transité, etc.. Pour le Québec, des modifications mineures ont été effectuées, principalement pour les adapter à la réalité du Québec (ex. question sur la compréhension de la langue française).

Pour ce qui est du questionnaire d'insécurité alimentaire, afin de faciliter la comparaison entre notre échantillon et la population générale du Canada et du Québec, le MESAM, soit le module d'enquête utilisé dans l'ESCC, a été choisi. L'équipe de recherche à Saskatoon a également traduit le questionnaire du MESAM en arabe afin de s'assurer d'inclure les réfugiés syriens qui ne sont pas à l'aise avec le français et l'anglais. Rappelons que dans l'ESCC, les Canadiens allophones sont exclus de l'enquête (Tarasuk, Dachner, et al., 2016) et qu'à leur arrivée au Canada, une grande majorité des réfugiés syriens ne parlaient pas l'anglais ou le français (IRCC, 2016). Lors de notre collecte de données, tous les participants ont répondu aux questions de la version arabe du questionnaire.

Les questionnaires ont été administrés par une assistante de recherche arabophone dans la demeure des participants. Ces questionnaires ont été entrés dans l'application REDCap, une application Web sécurisée permettant de créer et de gérer des enquêtes et des bases de données en ligne. REDCap permet d'exporter de façon automatisée les données vers Excel ou autres programmes statistiques (REDCap, 2019). À l'aide de ce logiciel, l'assistante de recherche a pu entrer les données de façon électronique lors des entrevues. Le logiciel permet également de faire les analyses descriptives de l'échantillon et d'illustrer les réponses aux différentes questions.

4.1.2.2. Entrevues semi-dirigées

Afin de combler les lacunes de la partie quantitative, notre étude comprend également un volet qualitatif. Lorsque les participants avaient complété les questionnaires quantitatifs, l'assistante de recherche leur demandait s'ils étaient intéressés à participer à une entrevue semi-dirigée. S'ils acceptaient, l'entrevue avait lieu immédiatement après les questionnaires. Cette entrevue vise à mieux comprendre la réalité des réfugiés syriens réinstallés au Canada et les facteurs qui influencent leur état de sécurité alimentaire ainsi que leur intégration. Les questions ont été composées grâce à l'expérience de l'équipe de recherche de l'Université de Saskatchewan et de leurs précédentes recherches avec des

populations réfugiées en plus d'entrevues avec des partenaires et informateurs clés. Au cours de l'expérience de travail avec des réfugiés afghans, l'équipe a rencontré des difficultés majeures lors de la mise en place de groupes de discussion, telles que des disputes entre membres de groupes de discussion, le manque de confiance de la part de certains membres pour la divulgation de leurs opinions et la domination d'un ou deux membres (Khakpour et al., 2017). Par conséquent, il a été convenu que les groupes de discussion ne sont probablement pas la méthode la plus adaptée de pour examiner la sécurité alimentaire chez les réfugiés du Moyen-Orient. La méthode des entrevues individuelles a donc été préférée pour cette raison. Lors des entrevues, bien que les questions aient été écrites en arabe classique, l'assistante de recherche les a posées dans un arabe plus familier pour faciliter la compréhension des participants (arabe syrien/libanais).

4.2.3. Collecte de données

La collecte de données pour les réfugiés syriens s'est déroulée entre le 18 juin et le 7 septembre 2018 et a été effectuée par une seule assistante de recherche. Il s'agissait d'une jeune femme ayant grandi au Liban. Celle-ci contactait les participants potentiels par téléphone, puis planifiait un rendez-vous avec eux à leur lieu de résidence. Avant de débiter la collecte de données, celle-ci procédait à la lecture du formulaire de consentement et les participants devaient donner leur consentement verbal s'ils en acceptaient les termes. Ensuite, l'assistante de recherche procédait à la section quantitative de l'étude en débutant par le questionnaire socio-démographique et en terminant par le questionnaire de sécurité alimentaire (annexe C). Les questionnaires prenaient environ 45 min à compléter au total. Finalement, les participants sélectionnés pouvaient choisir ou non de répondre à l'entrevue semi-dirigée sur la sécurité alimentaire. Toutes les entrevues semi-dirigées ont été enregistrées et ont été d'une durée approximative de 45 minutes. Lorsque possible, une entrevue sur deux était réalisée avec une femme et une entrevue sur deux avec un homme afin d'avoir diverses perspectives. Toutefois, il était fréquent que plus d'un membre de la famille y participe puisque les entrevues se déroulaient chez les familles et que plusieurs membres de la famille s'y trouvaient. Il était donc difficile d'empêcher certaines personnes de participer à l'entrevue. Après 28 entrevues, la saturation des informations a été atteinte pour ce qui est des réfugiés réinstallés dans la région métropolitaine. Sept entrevues supplémentaires ont été effectuées seulement pour les familles réinstallées hors de la région

métropolitaine jusqu'à l'atteinte, encore une fois, de la saturation de l'information, pour un total de 35 entrevues.

4.2.4. Considérations éthiques

Un certificat d'approbation éthique a été fourni par le Comité de la recherche en santé (CERES) de l'Université de Montréal (annexe D). Les réfugiés syriens réinstallés au Canada représentent une population vulnérable. Ainsi, le protocole de recherche devait tenir compte de ces facteurs. Les facteurs relatifs à la confidentialité ainsi que la façon d'aborder certains sujets délicats étaient particulièrement importants. L'assistante de recherche, déjà connue du groupe de recherche, a suivi un cours d'éthique en ligne et nous avons vérifié ses antécédents judiciaires en consultant le pluriel pénal, en plus de lui faire signer un formulaire de confidentialité. Dans le formulaire de consentement s'adressant aux participants, un effort particulier a été déployé pour s'assurer que ceux-ci comprennent bien leurs droits et libertés. Au cours de l'entrevue, si un participant en manifestait le besoin, nous pouvions le référer à une aide psychologique. Également pour des raisons de confidentialité, nous avons décidé de ne pas divulguer les villes de réinstallation des familles, puisque certaines de ces villes n'ont accueilli qu'un petit nombre de réfugiés syriens qui seraient facilement identifiables. Pour ce qui est de la dissémination des résultats, un résumé en arabe sera envoyé aux familles participantes, en plus d'un résumé en français et/ou en anglais envoyé aux organismes de parrainage et gouvernementaux ayant participé ou non à l'étude.

4.2.5. Analyses quantitatives

Le taux d'insécurité alimentaire chez les ménages de réfugiés syriens a été calculé en additionnant les réponses positives aux questions du MESAM telle que l'indique la procédure (Gouvernement du Canada, 2012b). Comme tous les ménages participants avaient des enfants, seule la version de 18 questions a été utilisée. La classification utilisée est celle à quatre catégories de sécurité alimentaire, telle qu'utilisée dans le rapport PROOF, soit en incluant l'insécurité alimentaire marginale (Tarasuk, Dachner, et al., 2016). Ensuite, les associations entre l'insécurité alimentaire et le lieu de réinstallation ainsi qu'entre l'insécurité alimentaire et la catégorie de réfugié ont été étudiées afin de répondre à la première question de recherche. Toutefois, plusieurs autres associations

seront analysées au niveau des trois provinces à l'étude. Le plus grand échantillon à l'étude permettra d'obtenir des résultats plus significatifs.

4.2.6. Analyses qualitatives

4.2.6.1. *Transcription des entrevues*

La transcription des entrevues a été faite de façon quasi intégrale, mot à mot, en plus des sons (ex. rires, pleurs, enfant qui crie, etc.) et a été complétée par les notes d'entretiens de l'AR. Une entrevue n'a pas pu être transcrite intégralement étant donné la mauvaise qualité de l'enregistrement et la cacophonie dans la maison et a donc dû être exclue. Certaines sections des entrevues avec les réfugiés ont été jugées non-pertinentes et ont été résumées par la personne qui traduisait. Selon Bailey (2008), il est possible de traduire littéralement ou en tentant plutôt de saisir le sens du texte. Pour cette étude, une combinaison de ces deux méthodes a été préconisée afin de demeurer le plus près des paroles des participants sans non plus en perdre le sens.

4.1.6.2. *L'analyse de contenu qualitative*

Diverses méthodes d'analyse auraient été possibles à partir de nos entrevues semi-dirigées. Comme il n'existe pas, à notre connaissance, de modèle théorique adapté à notre étude, l'analyse de contenu inductive était la plus adaptée. Un premier codage a d'abord été effectué (« open coding ») pour neuf entrevues afin de faire ressortir les thèmes les plus récurrents et de bâtir une grille de codification. Par la suite, chaque entrevue a été codée à partir de cette grille (voir dans la section résultat). Le processus a été validé par plusieurs personnes impliquées dans le projet, soit deux des traductrices ainsi que le chercheur principal du projet au Québec. Pour rester plus près des facteurs concrets qui influencent la sécurité alimentaire, l'analyse a été effectuée selon des degrés d'abstraction et d'interprétation faibles. L'analyse est donc plutôt descriptive et reste très près du texte en tentant d'utiliser, le plus possible, les mots des participants.

4.3. Méthodologie utilisée pour les informateurs clés

4.3.1. Échantillonnage et recrutement

Pour ce qui est des entrevues avec les informateurs clés, la méthode d'échantillonnage utilisée était la méthode boule de neige. Les participants sont principalement des intervenants œuvrant dans des organismes communautaires ou de parrainage œuvrant pour

l'accueil, l'intégration et la prestation de services aux réfugiés syriens réinstallés au Québec. Nous souhaitons initialement inclure des personnes travaillant dans le domaine des politiques se rapportant aux réfugiés syriens (ex. personnes responsables des dossiers reliés à l'accueil et à l'intégration des réfugiés au ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI), au ministère de l'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) ou au Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal (BINAM)), mais il s'est avéré que celles-ci n'avaient pas le droit de participer à l'entrevue étant donné la nature de leurs fonctions. Tous les intervenants ont été contactés par courriels et/ou par téléphone et un résumé de l'étude leur a préalablement été envoyé (voir annexe A.).

4.3.2. Instrument de collecte de données

La méthode utilisée pour les informateurs clés était une entrevue semi-dirigée. Le questionnaire a été créé par divers spécialistes (politique, travail social, sociologie, etc.) de l'équipe de recherche de l'Université de Saskatchewan à partir de leurs expériences passées (Correspondance personnelle avec Hassan Vatanparast). Le questionnaire comprend une partie sur l'expérience actuelle des intervenants avec les réfugiés, une partie sur la sécurité alimentaire des réfugiés et une dernière partie sur les services et ressources à la disposition des réfugiés. Le questionnaire, initialement en anglais, a été traduit en français par moi-même et validé par un autre membre de l'équipe de l'Université de Montréal.

4.3.3. Collecte de données

La collecte de données a eu lieu entre février et septembre 2018 et a été réalisée par moi-même. Les entretiens ont pris place, pour la plupart, sur les lieux de travail des intervenants et se sont déroulés en français. La saturation de l'information a été atteinte après neuf entrevues d'une durée d'environ 45 minutes chacune.

4.3.3. Considérations éthiques

Les informateurs clés ne faisant pas partie d'une population vulnérable, les considérations éthiques étaient donc moins importantes. Ceux-ci devaient évidemment signer un formulaire de consentement et accepter ou non d'être enregistrés. Une personne sur neuf a préféré ne pas être enregistrée. Nous avons toutefois dû porter une attention particulière à l'anonymisation des résultats, puisque les informations fournies par ces personnes peuvent

facilement permettre de les identifier elles-mêmes ou l'organisme pour lequel elles travaillent.

4.3.4. Analyses qualitatives

Tout comme pour les entrevues avec les réfugiés, les entrevues avec les informateurs clés ont été transcrites mot à mot par moi-même. À partir de ces verbatims, une analyse de contenu qualitative a également été effectuée, à la recherche de thèmes récurrents par rapport à la sécurité alimentaire, l'accueil et l'intégration des réfugiés syriens. Les informations recueillies lors des entrevues avec les informateurs ont été utilisées afin de compléter les analyses obtenues à partir des entrevues avec les réfugiés syriens. Les recommandations proposées par ces participants pour améliorer la sécurité alimentaire des réfugiés sont présentées et prises en compte et certaines citations sont utilisées pour illustrer leurs propos.

Chapitre 5 – Résultats

5.1. Résultats (réfugiés syriens)

5.1.1. Caractéristiques de l'échantillon

Sur les 52 ménages initialement contactés, 50 ont accepté, au téléphone, de rencontrer l'intervieweuse. Lors de cette rencontre, une famille a préféré ne pas participer à l'entrevue après avoir pris conscience du formulaire de consentement. Ce qui donne un total de 49 participants qui ont répondu à notre questionnaire, soit un taux de réponse de 94%. Le tableau 10 illustre la répartition de l'échantillon selon certaines caractéristiques sociodémographiques et économiques. Compte tenu du peu de participants recrutés à l'extérieur de Montréal et de ses banlieues, nous ne distinguons que le Grand Montréal (Montréal et ses banlieues) des autres villes. Pour des raisons de confidentialité et parce que les familles sont plus facilement identifiables dans les petites villes, les noms des villes autres que le Grand Montréal sont occultés dans ce mémoire.

Les caractéristiques sociodémographiques du sous-échantillon de participants ayant pris part à l'entrevue semi-dirigée sont également présentées dans le tableau 9. Pour ce qui est du taux de réponse, des 36 participants à qui l'intervieweuse a demandé de participer à l'entrevue qualitative, seule une personne a refusé, soit un taux de 97%. Toutefois, une

entrevue n'a pas pu être transcrite dans son intégralité étant donné la mauvaise qualité de l'enregistrement.

Tableau 9. Caractéristiques sociodémographiques des participants

Variables	Échantillon total (Questionnaires seulement) (n = 49)	Sous-échantillon (Entrevue semi-dirigée) (n = 35*)
Catégorie d'immigration		
RPCE	35 (71,4%)	25 (71,4%)
RPSP	13 (26,5%)	9 (25,7%)
Autre	1 (2,0%)	1 (2,9%)
Lieu de réinstallation		
Grand Montréal	39 (79,6%)	28 (80,0%)
Autres villes	10 (20,4%)	7 (20,0%)
Temps passé au Canada		
Moins d'un an	4 (8,2%)	3 (8,6%)
1-3 ans	43 (87,8%)	31 (88,6%)
Plus de 3 ans	2 (4,1%)	1 (2,9%)
Temps passé dans un pays de transition		
Moins d'un an	6 (12,2%)	6 (17,1%)
1-5 ans	36 (73,5%)	24 (68,6%)
Plus de 5 ans	7 (14,3%)	5 (14,3%)
Lieu de transition avant le Canada		
Camp de réfugiés	2 (4,1%)	1 (2,9%)
Milieu urbain	47 (95,9%)	34 (97,1%)
Sexe du principal répondant		
Femme	28 (57,1%)	19 (54,3%)
Homme	21 (42,9%)	16 (45,7%)
Âge		
18 à 34	12 (24,5%)	10 (28,6%)
35 à 54	26 (53,1%)	20 (57,1%)

55 ans et plus	11 (22,4%)	5 (14,3%)
Composition du ménage		
2 à 4 individus	15 (30,6%)	8 (22,9%)
5 à 7 individus	24 (49,0%)	19 (54,3%)
8 à 11 individus	10 (20,4%)	8 (22,9%)
Principale source de revenu		
Salaire	10 (20,4%)	6 (17,1%)
Assistance sociale	9 (18,4%)	4 (11,4%)
Prestation fiscale pour enfants	25 (51,0%)	22 (62,9%)
Autres (bourses, revenus locatifs, pension alimentaire pour enfants, etc.)	5 (10,2%)	3 (8,6%)
Statut de logement		
Locataires	47 (95,9%)	33 (94,3%)
Propriétaires	2 (4,1%)	2 (5,7%)

* De ces 35 participants à l'entrevue, une n'a pas pu être codifiée étant donné la mauvaise qualité de l'enregistrement, portant le total à 34 entrevues codifiées.

5.1.2. Statut de sécurité alimentaire

Le tableau suivant présente les résultats du statut de sécurité alimentaire des ménages rencontrés en fonction de leur catégorie d'immigration, soit RPSP ou RPCE. Un ménage a dû être exclu de ce tableau puisque ce dernier était le seul à faire partie d'une troisième catégorie d'immigration, il n'était donc pas considéré RPSP ou RPCE et ne permettait donc pas une comparaison. La différence d'insécurité alimentaire remarquée entre les RPSP et les RPCE n'est toutefois pas significative ($P=0,4242$).

Tableau 10 Statut de sécurité alimentaire des ménages selon la catégorie d'immigration

Caractéristiques	RPSP n = 13	RPCE n = 35	Échantillon total n = 48
Sécurité alimentaire	5 (38,5%)	18 (51,4%)	23 (47,9%)
Insécurité alimentaire marginale	5 (38,5%)	5 (14,3%)	10 (20,8%)
Insécurité alimentaire modérée	3 (23,1%)	12 (34,3%)	15 (31,3%)
Insécurité alimentaire totale	8 (61,5%)	17 (48,6%)	25 (52,1%)

Test de khi-2 : P=0,4242

Le tableau suivant présente les résultats du statut de sécurité alimentaire des ménages rencontrés en fonction de leur lieu de réinstallation, soit le Grand Montréal ou les autres villes. La différence d'insécurité alimentaire remarquée entre les lieux de réinstallation n'est toutefois pas significative (P=0,104).

Tableau 11 Statut de sécurité alimentaire des ménages selon le lieu de réinstallation

Caractéristiques	Grand Montréal n = 39	Autres villes n = 10	Échantillon total n = 49
Sécurité alimentaire	16 (41,0%)	7 (70,0%)	23 (46,9%)
Insécurité alimentaire marginale	11 (28,2%)	0 (0,0%)	11 (22,4%)
Insécurité alimentaire modérée	12 (30,8%)	3 (30,0%)	15 (30,6%)
Insécurité alimentaire totale	23 (59,0%)	3 (30,0%)	26 (53,1%)

Test de khi-2 : P=0,104

5.1.3. Principaux thèmes abordés

À partir de l'analyse des entrevues semi-dirigés auprès des ménages de réfugiés syriens ont émergé des thèmes qui ont servi à élaborer une grille de codification composée de trois rubriques et de plusieurs thèmes et sous-thèmes. Les résultats sont donc présentés selon trois rubriques, soit le vécu prémigratoire en Syrie, le vécu migratoire dans les pays de

transition et finalement la situation post-migratoire au Canada. Chacune de ces rubriques est ensuite divisée en trois ou quatre thèmes orientés vers les piliers de la sécurité alimentaire, soit la disponibilité, l'accès et l'utilisation en plus d'un thème plus général. Ces thèmes sont finalement divisés en sous-thèmes permettant de mieux comprendre la sécurité alimentaire chez les réfugiés syriens à travers leur parcours. Les résultats sont ponctués de citations des participants auxquels un nom fictif a été attribué, en plus d'un numéro, ce qui permet d'illustrer la diversité parmi les répondants et répondantes.

Rubrique 1 : Vécu pré migratoire en Syrie

Cette rubrique aborde la période où les familles se trouvaient toujours en Syrie. Les répondants discutent de leur vie pendant la guerre et comparent cette situation avec celle d'avant-guerre. La grille de codification suivante décrit les différents thèmes et sous-thèmes abordés dans cette rubrique.

Tableau 12. Vécu pré migratoire en Syrie, pendant la guerre

Thèmes et sous-thème	Description	Exemples
1.1. Disponibilité des aliments		
Disponibilité des aliments sur le marché	Les participants comparent la variété des aliments pendant la guerre à la situation en Syrie avant la guerre	Monotonie de l'offre, manque certains aliments de base (ex. pain), manque de produits frais
Autosuffisance alimentaire	Les participants racontent de quelles manières ils pouvaient être autosuffisants en Syrie	Agriculture, conserves, provisions
1.2. Accès aux aliments		
Accès à un emploi ou à des ressources financières	Les participants décrivent comment la guerre a impacté leur accès financier aux aliments	Perte d'emploi, ressources financières limitées, etc.
Coût des aliments et aide alimentaire	Les participants parlent du prix des aliments, avant et après la guerre ainsi que de l'aide alimentaire	Augmentation du coût des aliments en fonction du temps, variabilité des prix, aide alimentaire d'urgence
Accès physique ou géographique aux aliments	Les participants font état de la difficulté d'accès aux lieux	Dangers pour accéder aux aliments, grande distance à parcourir, moyen de transport, etc.

	d'approvisionnement alimentaire pendant la guerre	
1.3. Utilisation des aliments		
Préparation et consommation alimentaire	Les participants discutent des enjeux liés à la préparation et à la consommation des aliments pendant la guerre	Moyens d'adaptation, horaire et contexte de repas modifiés, monotonie des repas, etc.
1.4. Autres aspects de la vie en Syrie pendant la guerre		
Sécurité et expérience de la guerre	Les participants abordent divers éléments liés à leur santé mentale et physique, principalement en lien avec la guerre en cours	Détresse psychologique, blessures, maladies, deuil, accès aux soins et aux médicaments
Mode de vie et attachement à la Syrie	Les participants parlent de leur vie en Syrie, racontent pourquoi ils sont attachés à leur pays	Famille, vie sociale, qualité de vie, etc.
Accès à un logement et aux biens et services	Les participants parlent des difficultés à se loger convenablement et à accéder aux services de première nécessité	Logement surpeuplé ou insalubre, accès limité à l'électricité, à l'eau et au gaz, accès aux soins, etc.

1.1. Disponibilité des aliments

1.1.1. Disponibilité des aliments sur le marché

La plupart des participants ont affirmé que la disponibilité des aliments sur le marché avait diminué pendant la guerre alors que tout était disponible en Syrie avant la guerre. Certains ont parlé d'embargo ou de blocage, où les aliments ne pouvaient pas atteindre certaines régions ou que seules de petites quantités d'aliments pouvaient y entrer. D'autres ont affirmé que les commerçants ne travaillaient plus et que les gens ne cultivaient plus d'aliments chez eux. L'aliment le plus fréquemment nommé comme ayant été indisponible est le pain, aliment considéré comme essentiel pour les participants tel que ce père de famille, suivi des fruits et des légumes et finalement de la viande, du lait, de la farine, du sucre, du beurre, des noix, des œufs et de certains grains comme le riz.

« Par exemple, il arrivait que les boulangeries soient bombardées ou quelque chose comme ça. Ce qui fait qu'il n'y avait plus de pain. [...] C'est surtout le pain (qui a cessé d'être disponible), car les Syriens comptent beaucoup sur le pain. Si le pain n'est pas disponible, les autres choses deviennent non essentielles. » (17) (Samer, père de famille, RPCE dans le Grand Montréal)

Cet autre répondant raconte pour sa part que lorsque des camions arrivaient à entrer ou qu'il y avait de la contrebande de nourriture, la variété d'aliments disponible était faible.

« Quand ils ont encerclé la ville d'Alep, il n'y avait pas de nourriture du tout. Quand ils laissaient entrer dix camions, par exemple, ils laissaient entrer des aubergines, seulement des aubergines. Vous ne pouviez pas échanger de nourriture avec votre voisin, car tout le bâtiment était en train de manger des aubergines. » (2) (Muhammad, père de famille, RPSP dans le Grand Montréal)

Un petit nombre de répondants ont critiqué la qualité des aliments, qui selon eux avait diminué pendant la guerre. À l'inverse, quelques-uns ont répondu qu'ils n'avaient pas vu de changement, que les aliments étaient toujours disponibles pendant la guerre puisque la Syrie est un pays agricole.

1.1.2. Autosuffisance alimentaire

Plusieurs participants ont parlé de l'autosuffisance alimentaire dont les familles syriennes faisaient preuve dans leur pays. Plusieurs ont raconté qu'ils avaient une terre en Syrie, ce qui leur permettait de cultiver des produits frais, alors que d'autres n'y avaient malheureusement pas accès. Certains offraient des aliments à ceux qui n'avaient pas de terre et un participant a pu travailler dans une ferme en échange de nourriture pour sa famille. En plus de pratiquer l'agriculture, beaucoup de Syriens faisaient des conserves leur permettant des réserves alimentaires jusqu'à un an. Ils pouvaient conserver des tomates, des confitures de pêches, de figues ou de pommes, du boulgour, de la farine ou des aubergines marinées (makdouss), entre autres. Certains avaient du lait frais et faisaient du fromage. Pendant la guerre, ils ont pu compter sur cette nourriture lorsque les aliments se sont faits rares. Des répondants ont également expliqué qu'ils avaient pu échanger des provisions avec d'autres familles pour augmenter la variété d'aliments au menu. Toutefois, comme la guerre a duré plusieurs années, certaines familles, comme l'explique ce père de famille, ont épuisé leurs provisions.

« En Syrie, nous avons une habitude, pendant l'été, nous préparons nos provisions pour les manger en hiver, comme des conserves de tomates, de poivrons, les confitures de pêche, de figues et de pommes. On préparait les provisions qui pourraient nous suffire jusqu'à l'été suivant. [...] Notre stock pouvait nous suffire pour toute une année, mais si nous avions su que nous allions vivre cette crise, nous aurions pu faire des provisions suffisantes pour trois ans. » (10) (Abdullah, père de famille, RPCE dans le Grand Montréal)

1.2. Accès aux aliments

1.2.1. Accès à un emploi ou à des ressources financières

Plusieurs participants ont affirmé qu'eux ou leur conjoint n'avaient plus d'emploi pendant la guerre alors qu'ils étaient toujours en Syrie, ce qui, combiné à l'augmentation du coût de la vie, les empêchait de subvenir aux besoins de leur famille, comme c'est le cas pour cette mère de famille.

« Il n'y avait pas de travail, la situation était difficile et il y avait la pauvreté. Mon mari avait peu de travail et on n'avait pas assez d'argent pour subvenir à nos besoins. Il n'y'en avait pas. J'avais ma fille et mon garçon qui étaient aux couches. Les deux avaient besoin de boire du lait. Ils ont une différence d'un an, alors, nous avions des dépenses et un loyer à payer. Nous n'étions pas à l'aise, alors nous avons décidé de partir. Aussi, c'était le début des événements, alors mon mari a choisi qu'on parte au début. » (18) (Yara, mère de famille, RPCE dans le Grand Montréal)

Certains répondants ont raconté s'être endettés et/ou avoir vendu des meubles ou de l'or pour y arriver, alors qu'un père de famille est plutôt parti au Liban pour travailler et envoyer de l'argent à sa famille, toujours en Syrie. Quelques participants, comme ce répondant, ont pour leur part affirmé avoir épuisé leurs économies pendant cette période.

« Avant la guerre, nous vivions. C'est-à-dire, nous vivions tranquillement. Il y avait du travail et Dieu merci, nous faisons partie d'une classe au-dessus de la moyenne. Nous avons tout. Nous n'avons besoin de rien. Nous vivions paisiblement. Quand la crise a eu lieu et, pendant trois ans, j'y ai mis toutes mes économies. » (20) (Salim, père de famille, RPCE dans le Grand Montréal)

1.2.2. Coût des aliments et aide alimentaire

Plusieurs participants, comme ce père de famille, ont raconté comment, dans leur pays, avant la guerre, les aliments étaient abordables.

« Premièrement, avant la guerre, avant tout cela, avec 500 livres syriennes (LS), nous pouvions acheter assez de légumes pour toute la famille, du vendredi à l'autre vendredi. C'est-à-dire que tu pouvais manger et boire pendant une semaine avec 500 LS, c'est l'équivalent de 4 \$CAD. » (10) (Abdullah, père de famille, RPCE dans le Grand Montréal)

L'augmentation du prix des aliments pendant la guerre en Syrie a été l'un des éléments les plus récurrents des entrevues. En effet, un seul participant a affirmé ne pas avoir remarqué d'augmentation de prix à cette période. Tous les autres ont plutôt parlé d'une hausse considérable des prix, qui s'est accrue au fur et à mesure que la guerre progressait. Certains ont parlé d'une hausse de 100%, 200% et même 1000%. Plusieurs ont parlé du prix du pain en particulier puisqu'il est considéré comme un aliment de base, mais aussi de la viande et de la volaille, des pommes de terre, des tomates, des fruits et de plusieurs autres denrées alimentaires.

« Premièrement, il n'y avait plus de boulangerie. Tu devais payer 100 livres pour un paquet de pain au lieu de dix et ce n'était presque pas disponible. Tu devais avoir des contacts pour te rendre à une boulangerie. Au marché, tu trouvais de tout, mais c'était trop cher. Par exemple, la viande qui était à 300 livres était devenue à 3000. Tu la regardes et tu passes. Le poulet, c'est la même chose, le melon d'eau, tout est devenu cher. » (21) (Essam, père de famille, RPCE dans le Grand Montréal)

Certains participants ont raconté avoir pu continuer à se procurer des aliments pendant un moment, jusqu'à ce qu'ils n'en aient plus les moyens ou qu'ils décident de fuir le pays. D'autres avaient beaucoup de difficulté à acheter des aliments et ont dû se tourner vers d'autres alternatives, qui seront discutées dans la partie « *utilisation des aliments* ».

Seule une minorité de répondants a abordé la question de l'aide alimentaire en Syrie. Une répondante a affirmé avoir reçu de l'aide d'associations professionnelles, soit des aliments tels que du sucre, de l'huile, du boulgour, des haricots et du riz. Celle-ci a d'ailleurs critiqué le fait qu'il était très difficile d'obtenir des légumes, qui n'étaient pas offerts par les associations :

« Toutes les associations, tout cela était gratuit, mais ils ne vous donnent pas de pommes de terre, ils ne vous donnent pas d'aubergines, vous savez? Ils vous fournissent les premiers secours juste pour que vous ne mourriez pas de faim, du riz, vous pouvez faire cuire du riz un jour et vous pouvez faire cuire du boulgour le lendemain » (2) (Hala, mère de famille, RPSP dans le Grand Montréal)

La même répondante a raconté que sa famille avait aussi pu bénéficier de dons provenant du Croissant-Rouge. Un autre participant s'est rappelé que des militaires offraient parfois du pain aux enfants dans la rue. Finalement, un dernier répondant a reçu des aliments de bases de bonne qualité de la part d'associations caritatives.

1.2.3. Accessibilité physique ou géographique aux aliments

Plusieurs répondants ont raconté que pendant la guerre, beaucoup de commerces alimentaires ont dû fermer, rendant l'accès aux aliments plus difficile. Les commerces toujours ouverts se situaient souvent plus loin et s'y rendre pouvait signifier de risquer sa vie. Routes bloquées, tirs et missiles, risque de se faire happer par une voiture, cadavres jonchant le sol; plusieurs familles préféraient donc avoir recours à un intermédiaire qui leur rapportait de la nourriture, comme l'a raconté ce père de famille :

« Tu ne pouvais même pas y aller (aux magasins). On demandait à quelqu'un. Je veux dire, lui, il était armé. On lui disait "nous avons besoin de pain, de quelque chose" et il le rapportait, alors que nous, nous restions à la maison. » (13) (Fadi, père de famille, RPCE dans le Grand Montréal)

D'autres se rendaient tout de même aux commerces, mais devaient parfois faire la file pendant plusieurs heures pour un sac de pain, comme l'explique cette mère monoparentale :

« Nous étions arrivés à une étape où il n'y avait plus de pain et celui qui voulait s'aventurer pour aller chercher du pain pour sa famille, il devait partir le chercher au début de la soirée pour revenir avant l'aube ou même après l'aube pour peut-être avoir un peu de pain. » (11) (Farah, mère monoparentale, RPCE dans le Grand Montréal)

Des répondants ont raconté qu'ils sortaient de leur domicile le moins souvent possible, toujours accompagnés. Les moyens de transport étaient souvent indisponibles, bien que certaines familles se soient rendues à la campagne pour avoir accès à des aliments. Un seul répondant recevait de la nourriture qui lui était envoyée du Liban par des proches. Une minorité de répondants, à l'opposé, ont plutôt raconté ne pas avoir eu de difficulté à atteindre les magasins et que ceux-ci se trouvaient près d'eux.

1.3. Utilisation des aliments

La guerre a-t-elle eu des répercussions sur les habitudes de préparation et de consommation alimentaire des Syriens et si oui, de quelle manière? D'abord, la disponibilité de l'électricité et du gaz a diminué selon plusieurs participants, comme nous le verrons dans la section « *Accès au logement et aux biens et services* ». Pour pallier le manque d'électricité, certains ont dû se contenter de faire les achats au jour le jour, puisqu'ils ne pouvaient pas conserver les aliments au frais. L'électricité étant rare et imprévisible, un répondant a expliqué qu'il cuisinait au moment où il y en avait ou encore s'éclairait à la lanterne. Également, sans gaz, plusieurs ont commencé à cuisiner sur le feu de bois.

Au niveau du manque de disponibilité ou d'accès à plusieurs aliments, les familles ont dû avoir recours à des alternatives. La solution la plus récurrente est le fait de faire le pain à la maison plutôt que de l'acheter. Cette mère a même affirmé n'avoir jamais fait son pain avant la guerre.

« Nous étions revenus dans l'ancien temps. On broyait le blé et on faisait du pain à la maison, et on ne savait pas comment, car depuis que je suis née je n'ai jamais fait du pain à la maison. Il y a des boulangeries partout en Syrie. » (16) (Salma, mère de famille, RCPE dans le Grand Montréal)

D'autres ont expliqué avoir à se contenter de certains aliments plus disponibles. Par exemple, une famille remplaçait le pain par le riz, une autre remplaçait la viande par des légumineuses ou des pommes de terre. Plusieurs ont raconté avoir dû se passer de viande, mais aussi de fruits et de légumes, comme l'exprime ce père de famille :

« Par exemple la viande, on ne pouvait pas se permettre d'acheter de la viande. Je me disais au lieu de leur amener un kilo de viande, c'est mieux de leur acheter cinq kilos de pomme de terre. [...] Les fruits ! Oublie. Nous achetions juste les choses les plus importantes. C'était devenu difficile d'avoir du pain. » (26) (Hisham, père de famille, RPCE dans le Grand Montréal)

Un autre répondant a plutôt raconté que sa famille se contentait de cuisiner des repas simple et rapide à l'opposé des repas copieux habituels.

« Tu sais en Syrie, on aime bien cuisiner les repas copieux et tout cela, mais nos repas étaient devenus très simples. Juste des choses pour nous maintenir en vie. » (30) (Raed, père de famille, RPCE en région)

En plus de substituer des aliments, plusieurs familles ont dû diminuer les portions consommées ou même omettre des repas comme le raconte cette mère de famille.

« [Lorsqu'il y avait des pénuries de denrées alimentaires], nous nous débrouillions. On se débrouillait avec un seul repas si c'était le cas, et si on n'avait rien à manger, on ne pouvait rien manger. On restait affamé. » (24) (Noura, mère monoparentale, RPCE dans le Grand Montréal)

À l'inverse, certains répondants ont plutôt dit ne pas avoir apporté de modifications à leur alimentation, soit parce que leur famille n'était pas nombreuse ou parce qu'ils ont rapidement quitté la Syrie. Selon un répondant, les sept ans de guerre auront même mené certaines personnes à manger des choses non comestibles et d'autres seraient mortes de faim.

« Nous n'avons pas vécu la famine qui a eu lieu. [...] juste la peur. La peur est la plus grande chose que nous avons vécue, mais ma mère et ma famille nous disent qu'il [...] y a du monde qui a mangé de l'herbe. Il y a des gens qui mangent les feuilles des arbres. Oui, il y a beaucoup de gens, là, actuellement, après sept années de guerre, qui ne trouvent pas de nourriture. Il y a des personnes qui meurent de faim. » (12) (Bassam, père de famille, RPCE dans le Grand Montréal)

1.4. Autres aspects de la vie des Syriens pendant la guerre en Syrie

1.4.1. Accès à un logement et aux biens et services

Outre la nourriture, plusieurs éléments sont devenus moins accessibles ou disponibles pendant la guerre selon les répondants. D'abord, au niveau du logement, plusieurs familles ont dû se déplacer à l'intérieur du pays et se loger où elles le pouvaient. Certains répondants ont quitté leur maison parce que celle-ci a été détruite ou pour des enjeux de sécurité. Des familles sont donc allées habiter chez des proches ou des amis dans d'autres régions. Cela a parfois mené à des logements surpeuplés ou impropres à l'habitation.

Au niveau des services dans la maison, l'eau, l'électricité et le gaz sont devenus rares. Pour l'eau, certains ont mentionné aller chercher de l'eau au puits et devoir marcher et la transporter jusqu'à la maison. Le manque d'eau a rendu l'hygiène difficile et selon un répondant, certains seraient morts de soif à la frontière. Au niveau du gaz, certains ont pu compter sur le chauffage et la cuisson au feu de bois, une alternative qui n'était toutefois pas sans danger comme le raconte cette mère de famille :

« Nous avions un chauffage au bois et à chaque fois qu'ils allaient pour couper un arbre de la forêt, il y avait toujours des gens qui pouvaient les chasser et les arrêter et ainsi de suite. C'est qu'ils mettaient leur vie en danger juste pour aller chercher du bois. Vraiment, je ne suis pas la seule qui a vécu cela, tout le monde a vécu dans ces conditions. Dans ma région, il est arrivé qu'il n'y ait plus d'arbres dans les forêts. C'est que tu ne peux pas imaginer comment le pays était devenu. C'était rendu que les gens brulaient les vêtements qu'ils avaient en trop pour se réchauffer. » (11) (Farah, mère monoparentale, RPCE dans le Grand Montréal)

Au niveau des soins de santé, alors que ceux-ci étaient initialement gratuits, ils sont devenus chers et peu disponibles. Selon un répondant, il n'y avait plus de médicaments ni de médecins. À l'inverse, un répondant a raconté que, même pendant la guerre, il était possible de recevoir des soins rapidement.

1.4.2. Sécurité et expérience de la guerre

Les expériences vécues lors de la guerre sont propres à chaque famille. Dans l'ensemble, seuls quelques répondants ont affirmé n'avoir rien vécu de particulier ou encore que la situation eût été supportable puisqu'ils avaient quitté la Syrie rapidement ou qu'ils résidaient dans des régions où l'impact de la guerre s'était ressenti tardivement. Parmi tous les autres, la plupart ont vécu des situations où des missiles et des avions survolaient leur maison, ont vu des bombardements et entendu des coups de feu. Plusieurs ont raconté avoir craint pour leurs enfants ou bien les enfants eux-mêmes vivaient dans la peur. Certains répondants ont été menacés de mort et d'autres ont échappé de près à la mort lorsqu'une explosion est survenue à proximité. Cette mère de famille raconte son expérience :

« À chaque instant, nous étions menacés de mort, d'enlèvement et de tout ce que tu veux. [...] Le magasin de mon mari a été bombardé. Il y avait une voiture piégée à côté du magasin et lui, il était à l'intérieur, mais Dieu l'a protégé. Et aussi plusieurs fois sur les routes quand mes enfants allaient à l'école, il y avait des explosions et beaucoup de choses. Mais nous remercions Dieu. » (23) (Sandra, mère de famille, RPSP dans le Grand Montréal)

Plusieurs répondants ont craint les enlèvements et certains les ont même vécus, pour eux ou pour un proche. Des familles ont vu leur maison ou leur commerce détruits et ont dû quitter la région ou le pays. Des répondants ont dit avoir vu des massacres, des gens se

faire torturer et des cadavres jonchant le sol. Finalement, un répondant a raconté avoir quitté la Syrie avec sa famille pour éviter d'être impliqué dans la guerre.

Toutes ces raisons ont poussé les familles à quitter leur pays souvent malgré eux, comme il sera expliqué dans la section suivante portant sur le mode de vie et l'attachement au pays.

1.4.3. Mode de vie et attachement à la Syrie

L'attachement à la Syrie par les réfugiés réinstallés au Canada ayant participé à notre étude ressort assez clairement. Plusieurs ont affirmé qu'ils ne voulaient pas quitter leur pays, comme cette mère de famille :

« C'est que nous ne voulions pas quitter notre pays, on voulait rester dans notre pays. Les jours des frappes, nous étions en train d'attendre chez nous. Nous ne voulions pas quitter notre pays. C'est qu'une fois que la personne quitte son pays, elle perd sa valeur, c'est ce que disaient les premiers Arabes. Ça veut dire que quand on quitte notre pays, on perd de la valeur, on perd tout. » (11) (Farah, mère monoparentale, RPCE dans le Grand Montréal)

Évidemment, beaucoup ont laissé de la famille derrière ainsi que des proches. Certains ne voulaient pas quitter leur maison, mais ont finalement dû s'y résoudre. Pour plusieurs répondants, la Syrie était « le meilleur pays », puisque la vie y était paisible, sécuritaire et très abordable. Le pays était autosuffisant et tout y était disponible; la nourriture, le logement, etc. La plupart des répondants ont affirmé qu'ils avaient une belle vie avant la guerre, comme cette mère de famille :

« J'ai senti qu'après avoir quitté la Syrie, nous avons compris la valeur de la Syrie, que vraiment la Syrie était un paradis sur terre ... Je veux dire, de toutes les manières, tant au niveau de la vie que des logements et que de la nourriture ... Tout était très bien. » (4) (Fatima, mère de famille, RPSP dans le Grand Montréal)

Pour certains répondants, quitter la Syrie a été un événement très difficile au point de vue psychologique.

Phase 2. Vécu migratoire dans les pays de transition

Le vécu migratoire dans les pays de transition représente la période entre le moment où les familles quittent la Syrie et celui où elles arrivent au Canada. Les participants interrogés ont transité par le Liban, la Turquie ou la Jordanie et la majorité vivait en milieu urbain

plutôt que dans un camp de réfugiés. La grille de codification qui suit présente les thèmes et sous-thèmes de cette rubrique.

Tableau 13. Vécu migratoire dans les pays de transition

Thèmes et sous-thème	Description	Exemples
2.1. Disponibilité des aliments		
-	Les participants comparent la qualité et la variété des aliments disponibles dans leur pays de transition avec celui de la Syrie et/ou du Canada	Similitudes par rapport à la fraîcheur, le goût, la variété d'aliments traditionnels et les aliments halal, différences par rapport à certains produits typiquement syriens, etc.
2.2. Accès aux aliments		
Coût des aliments et de la vie	Les participants abordent les différences entre le coût des aliments et de la vie dans le pays de transition par rapport à la Syrie	Coût des aliments, coût des logements et autres commodités
Accès à l'emploi ou à des ressources financières	Les participants parlent des difficultés à accéder à un emploi et des enjeux financiers dans le pays de transition	Type d'emploi, précarité, injustice, capital financier, etc.
Accès à l'aide alimentaire et financière	Les participants discutent de l'aide alimentaire ou financière qu'ils ont reçue	ONU, aide des locaux, aide du pays de transition, difficultés d'accès, etc.
Accès physique et géographique aux aliments	Les participants font état de la difficulté ou de la facilité d'accès aux commerces alimentaires dans le pays de transition	Dangers pour accéder aux aliments, distance à parcourir, moyen de transport, etc.
2.3. Autres aspects de la vie dans les pays de transition		
Mode de vie et intégration à la société	Les participants parlent des similitudes et des différences entre le mode de vie dans le pays de transition et la Syrie et/ou le Canada	Similitudes avec la culture, la langue, la religion, le climat, etc.

2.1. Disponibilité des aliments

La majorité des participants ont affirmé qu'il était facile de trouver tous les aliments syriens lorsqu'ils se trouvaient dans les pays de transition. Un répondant a même affirmé avoir trouvé davantage d'aliments au Liban. La plupart des répondants rapportent également des similitudes entre la Syrie d'avant-guerre et le pays de transition quant à la qualité des aliments disponibles, à quelques détails près. Cette mère de famille a raconté avoir eu accès à une parcelle de terre, lui permettant de poursuivre ses habitudes de cultiver des aliments pour en faire des conserves de toutes sortes et donc réduire ses dépenses.

« Aussi, au Liban, comme tu le sais, toute la plaine est cultivée et donc pendant l'été je faisais des provisions. Par exemple, je faisais le concombre mariné, de la tomate pressée, les haricots pressés et donc ça nous servait pour l'hiver et donc on n'achetait pas beaucoup. » (18) (Yara, mère de famille, RPCE dans le Grand Montréal)

Finalement, seuls quelques répondants ont remarqué des différences importantes entre les aliments du pays de transition et ceux de la Syrie. Par exemple, un répondant réinstallé en Jordanie rapporte que la qualité des aliments disponibles était moindre, ce qu'il attribue au fait que la Jordanie importe davantage d'aliments que la Syrie, ce dernier étant un pays agricole.

« Personne ne doit présumer que les aliments qu'on consomme sont présents partout dans le monde, même pas en Jordanie. La Jordanie par exemple, c'est aux frontières avec la Syrie et ils ne produisent pas des fruits et de légumes. Par contre, chez nous, fais la recherche, tu trouveras qu'en Syrie tout est cultivé. Les pommes, les agrumes... Comme au Liban. Il y a plein d'arbres, tout est devant tes yeux. À la maison, nous avons les arbres d'abricots, de prunes, de nèfles (loquat) et de raisins. Chez nous, on peut cultiver des fruits dans un espace de deux mètres carrés. » (1) (Ali, père de famille, RPSP dans le Grand Montréal)

2.2. Accès aux aliments

2.2.1. Accès à un emploi ou à des ressources financières

Bien que plus de la moitié des répondants aient déclaré avoir travaillé lorsqu'ils se trouvaient dans un pays de transition, l'accès à un emploi semble tout de même avoir été difficile, surtout pour les travailleurs âgés et encore plus lorsque beaucoup de Syriens ont

afflué. Les emplois disponibles étaient au bas de l'échelle et pour avoir suffisamment à manger, certains jeunes ont dû abandonner l'école pour contribuer au revenu de la famille comme le raconte cette mère de famille :

« L'un de mes fils travaillait dans tout. L'autre a laissé l'école. En fait, dans ce temps, tout le monde a laissé l'école, c'est qu'il fallait faire une chose aux dépens de l'autre... c'est que de se nourrir était plus pressant que l'éducation. C'était dans ces conditions que nous vivions. Mon fils était concierge dans un immeuble, il sortait les déchets. J'avais la peine à voir mes enfants comme ça, mais pas le choix, il y'avait des conditions... » (11) (Farah, mère monoparentale, RPCE dans le Grand Montréal)

Même en occupant un emploi, plusieurs ont affirmé avoir vécu près du seuil de la pauvreté. Plusieurs ont alors épuisé les économies qu'ils avaient en Syrie, ont vendu des meubles ou de l'or ou ont emprunté de l'argent ou reçu de l'aide de leur famille. Deux répondants, dont cette mère de famille, ont raconté avoir pu obtenir de la nourriture gratuite au travail :

« Pour l'alimentation au Liban, mon mari travaillait dans une usine de pommes de terre, donc si on avait faim, il y avait de la pomme de terre (rire). En Syrie, si on avait faim, on devait se contenter de pain et de thé, mais au Liban, on était gâtés, on avait au moins de la pomme de terre (rire). Nous avons vécu avec la pomme de terre de toutes les sortes... nous étions contents de la pomme de terre. » (18) (Yara, mère de famille, RPCE dans le Grand Montréal)

Parmi les personnes qui travaillaient, plusieurs ont précisé que les emplois n'étaient aucunement garantis. Une minorité de répondants ont affirmé qu'eux ou qu'une personne dans leur ménage ont occupé de bons emplois alors qu'ils vivaient dans le pays de transition, ce qui leur permettait de bien vivre. Finalement, seuls quelques répondants ont répondu que personne dans leur ménage n'avait travaillé, soit parce qu'ils n'ont pas pu trouver d'emploi ou par choix, surtout si leur passage dans le pays de transition était de courte durée.

2.2.2. Aide alimentaire et financière

Environ un peu moins de la moitié des répondants ont affirmé avoir reçu de l'aide, soit financière ou alimentaire. Quelques-uns, par exemple, ont reçu de l'aide des Nations Unies, qui offrait de l'argent sous forme de cartes/coupons pour permettre aux familles de

s'acheter de la nourriture, ce qui leur a été bénéfique comme le raconte cette mère de famille :

« Les choses encourageantes, c'est que nous nous sommes inscrits auprès des Nations Unies et donc nous avons eu de l'aide pour l'alimentation, les grains, nous avons eu une aide matérielle, alors nous avions 40 \$ par mois par personne. [...] Le fait qu'ils nous donnaient des aliments pour moi, mon mari et pour les enfants a allégé notre fardeau. » (18) (Yara, mère de famille, RPCE dans le Grand Montréal)

D'autres ont trouvé cette aide insuffisante, un répondant ayant même raconté qu'on leur faisait payer les aliments plus chers dans les magasins lorsqu'ils arrivaient avec une carte de l'ONU. Des répondants ont aussi raconté que certains citoyens des pays de transition ont été généreux et ont offert des meubles, des vêtements ou des denrées alimentaires. Finalement, un père de famille ayant vécu dans un camp de réfugiés a raconté avoir reçu un peu d'aide de l'ONU pour payer la tente et le terrain ainsi que de l'aide alimentaire de la Croix-Rouge, celle-ci n'étant toutefois pas gratuite.

« Les Nations Unies nous donnaient 20 \$ par mois par personne. C'est-à-dire, tu payes le loyer du terrain, de la tente. Il n'y avait pas de tentes gratuites, il fallait payer son loyer, environ mille dollars par année. C.-à-d., ce que tu as des Nations Unies, tu le dépenses sur la tente. » (34) (Osama, père de famille, RPCE en région)

2.2.3. Coût des aliments et de la vie

Pour ce qui est du coût de la vie et des aliments dans leur pays de transition, presque tous les répondants semblaient trouver que ceux-ci étaient plus élevés dans leur pays de transition qu'en Syrie avant la guerre, comme le raconte ce père de famille :

« Bien sûr, on devait diminuer [la quantité d'aliments], car c'était cher. Par exemple, en Syrie, on pouvait acheter... je t'ai dit en Syrie tu peux acheter ce que tu veux. Au Liban, la moindre des choses est multipliée par cinq. En ce qui concerne la viande, pour le fromage, pour les légumes, pour tout, au Liban c'est plus cher qu'en Syrie. Les transactions se font en dollars alors que c'était en Livres. » (32) (Adib, père de famille, RPCE en région)

Une seule famille a trouvé que les prix en Turquie étaient moins élevés qu'en Syrie et une autre que les prix étaient les mêmes. Le coût élevé du loyer a été nommé par plusieurs

familles, dont une ayant raconté avoir dû payer la totalité d'une année pour accéder à un logement.

Pour quelques familles, les prix étaient tout de même convenables ou équivalents à ceux de la Syrie lorsque l'on faisait la conversion des prix et que l'on calculait avec un salaire local. Cette répondante a mentionné que les aliments flétris étaient vendus au rabais, soit à un prix convenable avec les salaires de toute la famille.

« Les prix des aliments étaient presque adéquats avec le salaire journalier qu'avaient les enfants. [...] il y avait des choses chères, mais on achetait les moins chères. Regarde, en Turquie, il y a une chose, c'est comme ici, est-ce qu'ici, il n'y a pas de spéciaux? En Turquie, ce qui se passe, c'est que les légumes de la veille sont vendus moins cher. » (11) (Farah, mère monoparentale, RPCE dans le Grand Montréal

2.2.4. Accessibilité physique ou géographique aux aliments

Seuls quelques participants ont rapporté des enjeux reliés à l'accès physique, géographique ou autres difficultés à trouver les aliments recherchés. Une personne a parlé des dangers de sortir pour acheter des aliments puisque lui et sa famille étaient considérés illégaux. Ce père de famille a expliqué qu'il fallait se déplacer à pied ne possédant pas d'autre moyen de transport.

« Oui certainement il y avait [des soucis avec les moyens de transport ou pour accéder à un endroit], je marchais beaucoup la plupart du temps, pas de très longs chemins, mais oui je marchais, il n'y avait pas de voiture ni de motocyclette ni rien. » (27) (Abdusalam, père de famille, RPCE dans le Grand Montréal)

Quelques répondants ont eu besoin d'aide pour trouver les magasins ou les aliments, un a eu de l'aide de la famille, une autre a demandé à des gens dans la rue et une autre a dû apprendre le turc pour pouvoir poser des questions aux gens. Finalement, un répondant rapportait de la nourriture de la Syrie étant donné le prix.

2.3. Utilisation des aliments

Environ le tiers des répondants interrogés ont dû adapter leurs habitudes de préparation ou de consommation alimentaire pour pallier le coût élevé des aliments en fonction de leur revenu. Quelques familles ont grandement réduit leur consommation de viande, d'autres

achetaient seulement des fruits à l'occasion ou ne pouvaient pas se permettre d'acheter du lait tous les jours pour leurs enfants. D'autres achetaient des aliments de moindre qualité, comme ce père de famille.

« Avec mon salaire, je pouvais juste acheter des aliments de base. Je me connais, j'achète de la pâte de tomate, je n'achète pas la tomate fraîche. J'achetais du concombre flétri. C'est comme ça qu'on vivait. On achetait les choses qui avaient expiré. » (12) (Bassam, père de famille, RPCE dans le Grand Montréal)

Comme d'autres le faisaient en Syrie, une famille a commencé à faire elle-même son pain pour diminuer ses dépenses. Dans le contexte, plusieurs ont opté pour la quantité plutôt que la qualité; l'important était que tous soient rassasiés comme l'expose cette mère monoparentale :

« Regarde, pour la quantité, je vais te dire que même si tu fais un plat qui ne contient ni viande ni poulet, juste des légumes, tu dois en mettre plus pour que tout le monde soit rassasié. » (11) (Farah, mère monoparentale, RPCE dans le Grand Montréal)

2.4. Autres aspects de la vie dans les pays de transition

2.4.1. Mode de vie et intégration à la société d'accueil

Au niveau du mode de vie dans leur pays de transition, plusieurs participants ont trouvé des similitudes avec leur mode de vie en Syrie, que ce soit au niveau de la culture, de la langue ou de la vie sociale. Au niveau de la langue, les familles qui s'étaient réfugiées en Turquie ont dû s'adapter davantage en apprenant le turc ou le kurde.

Plusieurs répondants ont abordé la question de la discrimination envers les Syriens dans leur pays de transition, que ce soit au niveau du marché de l'emploi, de l'éducation des enfants, des transports ou même du couvre-feu. Selon eux, les Syriens, n'ayant pas la résidence permanente, n'avaient pas les mêmes droits que les citoyens des pays d'accueil. Alors que quelques répondants ont entretenu de bonnes relations avec leurs voisins et ont apprécié leur société d'accueil, d'autres recevaient des insultes et craignaient pour leur sécurité. La situation semble avoir été meilleure au début de la crise, puis s'être envenimée au fur et à mesure que les Syriens arrivaient, de plus en plus nombreux, créant des problèmes au sein des sociétés d'accueil, entre autres au niveau de l'accès à l'emploi ou au logement. Ce père de famille décrit cette situation qu'il a vue évoluer :

« Cela a commencé à évoluer au Liban et, petit à petit, ils [les Libanais] ont commencé à nous haïr. Même le gouvernement ne voulait plus de nous. C'est qu'il y avait une grande pression sur le Liban, si bien que le Liban a été affecté par le nombre de Syriens. Eux aussi, ils étaient affectés, ils étaient dérangés, car ils avaient peu d'emploi. [...] C'est à cause de la pression, mais au début, au début des évènements, ils étaient très gentils avec nous. » (12) (Bassam, père de famille, RPCE dans le Grand Montréal)

Au niveau du logement, des familles ont raconté avoir vécu dans des logements inadéquats avec leur famille (trop petit, surpeuplé, aucune sécurité, etc.). Pour ce qui est des enfants, certaines difficultés ont été soulevées par rapport à l'accès à l'éducation, la qualité de l'éducation ainsi que la sécurité. Cette mère de famille raconte ce qu'elle et ses enfants ont vécu pendant les quatre années que sa famille a vécu en Jordanie :

« Nous habitons dans un bâtiment au quatrième étage et quand nous devons faire des courses à l'épicerie d'en bas, mes enfants se faisaient tabasser, mais nous ne voulions pas de problèmes. Nous ne sommes pas du genre à répliquer. Ce qui est important, c'est que nous n'avons pas de problème, que nous ne nous plaignions pas et que nous ne nous retournions pas en Syrie, parce qu'ils (les autorités jordaniennes) avaient l'habitude de renvoyer les familles en Syrie dès qu'un problème était signalé. » (4) (Fatima, mère de famille, RPSP dans le Grand Montréal)

Phase 3. Situation post-migratoire au Canada

Cette troisième rubrique explore la vie des réfugiés syriens une fois que ceux-ci sont réinstallés au Canada. La grille de codification suivante présente les thèmes et sous-thèmes de cette rubrique.

Tableau 14. Situation post-migratoire au Canada

Thèmes et sous-thème	Description	Exemples
3.1. Disponibilité des aliments		
Variété d'aliments sur le marché	Les participants discutent de la disponibilité des différents types d'aliments au Canada	Aliments du pays d'origine, aliments religieusement acceptables (halal), aliments non-halal, aliments dans les banques alimentaires, aliments transformés, aliments locaux/saisonniers vs importés, agrotourisme, stabilité de l'offre, etc.

Qualité des aliments	Les participants comparent la qualité des aliments disponibles au Canada à ceux de la Syrie et de leur pays de transition	Fraîcheur (aliments importés, non-saisonniers), goût, transformation des aliments, produits chimiques vs biologique, salubrité, etc.
Types de commerces	Les participants comparent les commerces d'alimentation au Canada à ceux de la Syrie	Supermarchés vs petits commerces, commerces orientaux, difficulté d'établir un lien de confiance avec les marchands, etc.
Aliments de la banque alimentaire	Les participants parlent de leur expérience avec les aliments des banques alimentaires	Dates d'expiration, type d'aliments, fraîcheur, etc.
3.2. Accès aux aliments		
Accès à un emploi ou à des ressources financières	Les participants discutent de l'aspect financier de leur accès aux aliments au Canada et le comparent à leur situation en Syrie	Revenus des ménages, taille des familles, charges reliées au logement et au coût de la vie, coût des aliments culturellement acceptables, etc.
Coût des aliments et de la vie	Les participants abordent les différences entre le coût des aliments et de la vie au Canada par rapport à la Syrie et les pays de transition	Coût des aliments, coût des logements et autres services et commodités
Accès géographique aux commerces et aux aliments	Les participants discutent de leur capacité à accéder aux lieux d'approvisionnement alimentaire	Capacité à localiser les magasins d'alimentation, accès à des moyens de transport, distance entre les épiceries arabes/banques alimentaires et le lieu de résidence, distance d'un centre urbain, climat, etc.
Capacité à naviguer dans l'environnement alimentaire	Les participants discutent de leurs capacités individuelles et des facilitateurs à l'accès aux aliments	Compétences en français/anglais, capacité à se déplacer (ex. savoir utiliser le transport en commun, s'orienter), soutien pour naviguer dans l'environnement alimentaire, capacité à faire le budget alimentaire, stratégies pour diminuer les dépenses, etc. Perception de l'offre alimentaire des organismes.
3.3. Utilisation des aliments		
Préparation alimentaire	Les participants discutent des enjeux liés aux habitudes et connaissances en lien avec la préparation des aliments au	Emploi du temps, méconnaissance des aliments et recettes canadiennes, partage des tâches, compétences culinaires, modification des recettes

	Canada en parallèle avec leurs habitudes antérieures en Syrie	traditionnelles avec les ingrédients disponibles, etc.
Consommation alimentaire	Les participants font part de leurs habitudes de consommation et de leurs préférences alimentaires au Canada par rapport à lorsqu'ils habitaient la Syrie	Préférences alimentaires, obligations religieuses, introduction de nouveaux aliments, modification des horaires et du contexte des repas, connaissances en nutrition, etc.
3.4. Autres aspects de la vie au Canada		
Mode de vie et intégration à la société canadienne	Les participants parlent des différences entre le mode de vie en Syrie et au Canada	Différences culturelles, de la langue, de la religion, climat froid, éducation des enfants, rôle des membres de la famille, relation avec la société, etc.
Apprentissage de la langue	Les participants abordent les défis liés au fait de ne pas parler français et à l'apprentissage de la langue	Avantages et inconvénients de la francisation, difficultés de communication, accès à l'emploi, etc.
Programmes d'aide et soutien à l'immigration	Les participants décrivent l'aide qu'ils ont reçue depuis leur arrivée au Canada et le soutien dont ils disposent	Soutien de la communauté culturelle et religieuse, des parrains et des organisations communautaires, programmes gouvernementaux, etc.
Santé et accès aux soins	Les participants abordent les aspects liés à leur état de santé psychologique et physique, incluant leur satisfaction envers leur nouvelle vie	État de santé et accès aux soins, âge, satisfaction envers la vie au Canada, traumatismes, sentiment de sécurité, nostalgie, etc.

3.1. Disponibilité des aliments

3.1.1. Variété d'aliments sur le marché

Bien que des répondants aient nommé certains aliments non disponibles ou moins disponibles qu'en Syrie ou que dans les pays de transition, la majorité des répondants, comme cette mère de famille, semblaient trouver que la plupart des aliments qu'ils consommaient en Syrie étaient disponibles au Canada.

« Il y a des légumes, des fruits, du bourghul, de l'huile et du beurre clarifié [ghee], qu'on utilisait en Syrie et qu'on trouve ici... du bourghul, des lentilles, de l'okra. Dieu merci, au Canada on trouve toutes les denrées syriennes. » (26) (Mahasen, mère de famille, RPCE dans le Grand Montréal)

Les aliments moins disponibles, nommés par quelques répondants, sont le beurre clarifié, certains plats vendus près de la maison à bas prix (nourriture de rue) tels que le foul (plat à base de fèves), le houmous et les falafels, le pain syrien, certaines épices et les légumes - principalement certains légumes feuilles -, surtout en hiver. Pour le pain syrien, celui-ci semble être disponible à Montréal, mais moins dans les autres villes. Selon deux répondants vivant à l'extérieur du Grand Montréal, comme ce père de famille, il est maintenant possible de trouver du pain syrien au supermarché Maxi de leur ville, mais pas tous les jours, et pas en quantité suffisante pour desservir toutes les familles syriennes de la ville, les obligeant à aller l'acheter à Montréal.

« Tous les aliments sont disponibles, mais ce qui nous manque c'est le pain. La différence, c'est qu'ici, ils ne font pas du pain comme le pain libanais. Parfois, Maxi en a un peu, mais ici il y a plus de 18 familles, ce qui fait ce n'est pas assez. C'est que nous sommes neuf, donc il nous faut chaque jour deux ou trois sacs et Maxi n'en a pas chaque jour, c'est de temps en temps, chaque mois. » (34) (Osama, père de famille, RPCE en région)

L'une des difficultés soulevées en lien avec la variété d'aliments disponibles sur le marché est en lien avec les aliments halal, donc religieusement acceptables. D'abord, une famille a raconté avoir mangé de la viande non-halal par erreur à son arrivée à l'hôtel, avant qu'on lui explique. Une autre famille a mangé certains aliments non-halal alors qu'ils ne savaient pas encore comment les identifier (ex. présence de gélatine dans les aliments transformés). Une mère a d'ailleurs expliqué qu'elle avait de la difficulté à trouver les aliments halal parmi les autres aliments, l'obligeant à regarder attentivement les étiquettes. Celle-ci a également des craintes à ce que ses enfants mangent à l'extérieur de la maison parce qu'elle ne peut pas s'assurer que leur nourriture sera halal, alors elle leur prépare des repas :

« [...] quand nous sommes arrivés au Canada, nous avons beaucoup de difficultés à trouver de la nourriture halal et j'avais peur que mes enfants mangent quelque chose à l'école, comme la nourriture de la cafétéria, car on sait de quel type il s'agit [non-halal]. J'ai donc dû chercher de la nourriture halal pour mes enfants qui concorde avec notre Islam. Je peux les empêcher de manger des aliments non-halal en leur envoyant de la nourriture halal à l'école. » (3) (Iman, mère de famille, RPCE dans le Grand Montréal)

Ensuite, des répondants réinstallés à l'extérieur de Montréal n'arrivaient pas à se procurer de la viande halal dans leur ville et devaient donc se rendre à Montréal pour en acheter.

Finalement, un autre répondant a fait part de ses inquiétudes de manger au restaurant parce qu'il ne savait pas si ce qu'il mange est halal ou non :

« Mais là-bas [en Jordanie], on était plus confiant de manger dans les restaurants, plus qu'ici. Là-bas, quand on s'arrêtait pour manger, on savait que c'était halal. Ici, tu ne peux pas savoir quelle viande on te sert. » (33) (Zakaria, père de famille, RPCE en région)

Outre l'aspect religieux, quelques répondants ont affirmé que la disponibilité de certains aliments était meilleure au Canada qu'en Syrie et/ou dans les pays de transition. Des répondants ont d'ailleurs découvert de nouveaux aliments comme le couscous, et le yogourt sucré ou encore de nouveaux fruits. Finalement, un répondant a insisté sur le fait qu'ici, tout était toujours disponible en tout temps, si bien que ses enfants ont commencé à se lasser des fruits dans la boîte à lunch alors que ceux-ci en raffolaient auparavant lorsqu'ils en mangeaient très rarement.

3.1.2. Qualité des aliments

La très grande majorité des participants ont remarqué une différence quant à la qualité des aliments au Québec par rapport à ceux qu'ils avaient l'habitude de manger. Plusieurs ont décrit comment, en Syrie, les aliments étaient produits de façon naturelle et consommés rapidement après avoir été cueillis localement. Cela s'oppose aux aliments disponibles au Canada, qui sont en grande partie importés et conservés au frais pendant de longues périodes, comme l'explique ce père de famille :

« Ici, j'achète des fruits, ce n'est pas comme les fruits que nous avons en Syrie. C'est que, pour n'importe quel fruit, c'est différent. Mange les cerises ici et les cerises en Syrie et regarde lesquelles sont meilleures. Ici, la plupart [des fruits] sont importés. Tout est réfrigéré. Si tu manges un fruit, tu ne sens pas son goût. En Syrie, c'est [cueilli] le même jour, donc tout est excellent, tout ce que tu veux; les cerises, les autres fruits. » (10) (Abdullah, père de famille, RPCE dans le Grand Montréal)

Le goût des aliments semble être particulièrement frappant pour la grande majorité des familles syriennes consultées. Alors que certaines qualifient le goût des aliments de « différent », la plupart trouvent que les aliments, surtout les fruits, les légumes et la viande, sont moins goûteux ou ne goûtent rien et ne sentent rien. À l'inverse un petit nombre de

participants n'ont pas trouvé de différence de goût ou de qualité des aliments au Canada par rapport à la Syrie et un participant a trouvé que la qualité était meilleure au Canada.

Le mode de culture des aliments semble aussi être un enjeu pour de nombreux répondants. En effet, plusieurs ont indiqué craindre les impacts sur la santé des agents de conservation, des hormones ou des « médicaments » contenus dans les aliments au Canada à l'inverse des aliments biologiques de la Syrie. Pour cette mère, cela pourrait aussi expliquer la différence de goût :

« [...] , mais ça [le fait que le goût des aliments ne soit pas bon], c'est à cause de l'ajout des agents de conservation dans les produits, en plus que tout est importé. Ça donne des maladies, ça peut causer des cancers. À la longue, ça va provoquer des maladies, ça peut nuire au monde » (7) (Najwa, mère monoparentale, RPSP dans le Grand Montréal)

Selon certains, les fruits et légumes achetés au Canada se conserveraient moins longtemps que ceux qu'ils avaient l'habitude d'acheter en Syrie. Pour ce qui est de la viande, celles qui ne sont pas halal sont perçues par ce participant comme étant malpropres étant donné la présence de sang.

« Et le poulet qui doit être halal. Il n'y a pas autre chose que cela... parfois quand on achète le poulet ici, il est bleuâtre. Il contient encore du sang et il n'est pas très propre, c'est pour cela que nous n'en achetons plus. Quand c'est égorgé halal, il faut que le sang et tout le reste sortent [...] » (33) (Zakaria, père de famille, RPCE en région)

Toujours au niveau de la viande, selon certains participants, les animaux élevés en Syrie sont égorgés le jour même de la vente, devant les clients, permettant à ceux-ci d'en connaître la provenance.

3.1.3. Types de commerces

La majorité des personnes interrogées ont affirmé fréquenter les épiceries arabes/orientales/halals/musulmanes. L'une des principales raisons était d'acheter de la viande halal, mais également pour trouver tous les aliments qu'ils connaissent et pour s'assurer de la qualité. Plusieurs, comme ce père de famille, peinent à faire confiance aux commerces non-halal lorsqu'ils achètent de la viande :

« Par exemple, si je suis dans un magasin, n'importe quel supermarché, et je vois qu'il vend deux sortes de viandes, bœuf et porc, c'est impossible que j'achète [la viande] de ce magasin. [...] Lui [le boucher/le vendeur], il ne différencie un couteau utilisé pour couper la viande de bœuf, si c'est halal ou non, je ne sais pas. Il écrit que c'est halal, mais je ne sais pas s'il a abattu le porc et l'a identifié comme halal. Pour lui, il n'y a pas de différence, mais c'est important pour nous si c'est halal ou non. » (1) (Ali, père de famille, RPSP dans le Grand Montréal)

Alors que plusieurs répondants ont affirmé habiter à proximité de plusieurs commerces arabes, un autre a remarqué que ceux-ci étaient de plus en plus présents hors Montréal. Malgré cela, nombreux sont ceux qui se rendent également dans les supermarchés tels que Maxi, Super C, IGA et Metro pour acheter plusieurs de leurs aliments, parfois parce que ceux-ci sont situés plus près. Plusieurs participants faisaient d'ailleurs leurs courses dans plus d'un commerce en fonction des aliments recherchés. Finalement, des répondants ont expliqué que dans leurs pays, ils ne faisaient pas les courses dans les grandes surfaces, mais plutôt chez de petits commerçants qu'ils connaissaient bien.

3.1.4. Aliments de la banque alimentaire

Au niveau des banques alimentaires, la plupart des participants y ont eu recours au moins une fois, mais plus de la moitié de ceux-ci ont mentionné avoir cessé d'y aller étant donné la piètre qualité des aliments offerts et/ou le fait qu'ils ne connaissaient pas ou n'utilisaient pas plusieurs des aliments reçus.

Au niveau de la qualité des aliments, le problème le plus fréquemment rapporté est le fait que la date d'expiration des aliments offerts est souvent dépassée et parfois même de plusieurs mois pour ce qui est des conserves. Bien que certains ont mentionné savoir qu'il est tout de même possible de consommer ces aliments, aucun n'a affirmé en être à l'aise. Des aliments flétris ou pourris ont aussi été offerts à quelques répondants. Ainsi, les personnes interrogées ne consommaient pas ces aliments et les jetaient une fois à la maison. Selon elles, ces aliments ne sont pas sains et/ou elles trouvent dégradant de recevoir des aliments expirés, surtout que ces aliments sont offerts aux nouveaux arrivants qui ne peuvent parfois pas lire l'étiquette. C'est ce que croit ce père de famille :

« Dans les organismes que nous fréquentons, il y a des choses qu'ils donnent, par exemple les boîtes de conserve. En fait, s'ils veulent en donner, il faut les donner avant la date d'expiration de trois mois, pas en donner à moins de cinq jours avant la date d'expiration. Ça ne marche pas! C'est ce qui nous a fait peur des boîtes de conserve. Normalement, nous aurions eu besoin d'une boîte de fèves ou de pois chiches, qu'on achètera, mais quand ça dépasse la date, ça, c'est un problème. (20) (Salim, père de famille, RPCE dans le Grand Montréal)

Au niveau du type d'aliments offerts par les banques alimentaires, plusieurs répondants ont indiqué ne pas utiliser certains aliments, principalement des aliments transformés tels que des boîtes de conserve, du pain de mie, du yogourt ou des aliments non-halal.

« [C'est] utile [les banques alimentaires], mais il y a des choses qui nous surprennent et qu'on ne mange pas, car elles contiennent, comme je t'ai dit, les dérivés de porc ou autre. Alors, si seulement ils séparaient ces choses-là, car il y a des personnes qui les veulent et qui les mangent. Qu'ils nous donnent d'autres choses à la place. » (17) (Samer, père de famille, RPCE dans le Grand Montréal)

Les aliments plus appréciés parmi les dons d'aliments sont plutôt les aliments de base tels que du riz, du sucre, du boulgour ou des légumes (non flétris), entre autres. D'ailleurs, des répondants ont mentionné qu'ils aimeraient que les banques alimentaires offrent davantage ces types d'aliments en plus d'autres aliments de base tels que les lentilles, les œufs, l'huile, le beurre, les pâtes, etc. Une répondante a, pour sa part, raconté qu'à un organisme où elle va, elle peut choisir ce qu'elle veut et elle apprécie beaucoup. En ce sens, d'autres ont également suggéré de donner de l'argent plutôt que des aliments afin que les bénéficiaires de la banque alimentaire puissent se procurer les aliments désirés. Malgré une majorité de commentaires négatifs, les banques alimentaires ont toutefois été utiles pour quelques familles pour qui l'alimentation gratuite ou à faible coût offerte par un ou parfois plusieurs organismes était nécessaire.

3.2. Accès aux aliments

3.2.1. Accès à l'emploi ou à des ressources financières

Avoir accès aux aliments demande des ressources financières. Parmi les participants qui ont abordé cette question, plus de la moitié ne considéraient pas avoir un revenu suffisant pour combler leurs besoins, les obligeant à tout calculer et rationner, comme le raconte cette mère monoparentale :

« C'est vrai que l'allocation que je reçois ne suffit pas. Cela ne me suffit pas du tout. C'est que j'arrive à la dernière semaine, ou les derniers dix jours du mois, je paye l'électricité, le loyer et l'internet et donc la moitié du revenu est épuisée et je dois rationner l'autre moitié sous par sous. » (24) (Noura, mère monoparentale, RPCE dans le Grand Montréal)

L'aide sociale, dont plusieurs répondants bénéficient, est selon eux insuffisante et ne leur permet que de vivre au plus bas seuil. L'allocation pour les enfants a été nommée comme étant acceptable ou bénéfique pour les grandes familles en particulier. Une mère de famille a d'ailleurs répondu qu'elle avait suffisamment d'argent grâce à ce montant supplémentaire.

« Puisque nous sommes logés dans cette maison à faible coût, c'est-à-dire acceptable, et avec la pension des enfants, ça va, nous nous procurons tout ce dont nous avons besoin. La pension que nous avons nous suffit. Dieu merci. » (4) (Fatima, mère de famille, RPSP dans le Grand Montréal)

Cela dit, cela ne semble pas suffire pour toutes les familles. Un répondant a raconté avoir eu beaucoup de difficulté à payer toutes les charges et à se nourrir au cours des trois premiers mois suivants son arrivée puisque sa famille n'avait pas encore accès à l'allocation familiale à ce moment. Le soutien de la part d'autres familles l'a aidé à surmonter cette période difficile. D'autres répondants ont mentionné avoir recours à l'aide alimentaire étant donné leur faible revenu, mais cette mère monoparentale a critiqué le fait qu'on lui demandait son revenu pour y accéder :

« Comme, par exemple, les organismes, quand tu y vas pour avoir de l'aide pour te dépanner jusqu'à la fin du mois, [ils te demandent] 'quel est ton revenu, combien tu reçois ? [...] C'est cela qui me dérange. Ce n'est pas nécessaire d'avoir toutes ces questions, si tu veux m'aider aide-moi. Si tu veux me donner de l'aide, donne-là moi, mais tu n'as pas besoin de toutes ces questions. » (24) (Noura, mère monoparentale, RPCE dans le Grand Montréal)

Ensuite, la question du travail a été abordée par plusieurs répondants, certains, comme ce père de famille, souhaitant trouver un emploi, mais n'y parvenant pas, que ce soit à cause de la langue, de l'âge ou de la difficulté de trouver un emploi à la hauteur de leurs qualifications.

« Maintenant, j'étudie [le français], car j'ai postulé pour travailler et ils ne m'ont pas accepté à cause de la langue. Maintenant, je vais étudier pour 24 mois pour pouvoir travailler après mes études. C'est pour briser ce handicap. [...] Pour mon âge, il n'y a rien d'encourageant. Au contraire, pour moi, je ne suis plus jeune et là je retourne au travail. C'est que, pour moi, j'étais employeur pendant 25 ans et j'avais un atelier et maintenant, quand tu arrives [au Canada], c'est le contraire. » (32) (Adib, père de famille, RPCE en région)

D'ailleurs, selon certains répondants qui avaient des emplois spécialisés en Syrie, les Syriens provenant de milieux plus modestes augmentent leur niveau de vie une fois au Canada et sont donc plus heureux que ceux qui, comme eux, avaient initialement beaucoup de moyens financiers. Quelques familles ont également raconté être arrivées au Canada avec des dettes et/ou avoir épuisé leurs ressources financières pendant la guerre. À l'opposé, une minorité de répondants ont indiqué que leur allocation était suffisante et/ou qu'ils arrivaient à mieux s'alimenter que dans le pays de transition parce qu'ils ont maintenant plus d'argent.

3.2.2. Coût des aliments

Sans égard à leur revenu, à savoir si l'alimentation au Canada est abordable ou non, la réponse est très partagée. En effet, un peu plus de la moitié des répondants trouvent la nourriture abordable alors que les autres la trouvent plutôt chère. Parmi ceux qui la trouvent relativement abordable, un peu moins de la moitié ont dit pouvoir tout acheter, alors que l'autre moitié a émis certaines réserves. Par exemple, un répondant a dit que l'alimentation serait abordable s'il avait un emploi. D'autres ont indiqué acheter en grande quantité, éviter certains commerces à cause des prix et se passer des aliments les plus chers et donc de préconiser les aliments moins chers. Une famille a remarqué que la nourriture était plus abordable à Montréal que dans leur ville. Pour ceux qui ont plutôt répondu trouver la nourriture dispendieuse, la plupart ont expliqué devoir se contenter d'acheter en majorité les aliments moins chers, comme la pomme de terre et d'éviter les aliments les plus chers comme le poisson, certains fruits comme les cerises ou les figues, certains légumes comme les épinards ou encore le fromage.

En fait, plusieurs aliments qualifiés d'essentiels ont été indiqués comme étant chers par certains répondants; le pain, le lait, les fruits et les légumes ou encore la nourriture arabe

en général. Pour ce qui est de la viande, certains l'ont qualifiée de chère alors que d'autres la trouvent abordable et la choisissent à la place de certains fruits et légumes plus dispendieux.

Beaucoup de répondants ont également comparé le coût des aliments au Canada avec celui de la Syrie (avant la guerre) et avec celui des pays de transition. Parmi ceux qui ont fait la comparaison entre le Canada et la Syrie, un peu plus de la moitié ont affirmé que les aliments étaient plus abordables en Syrie, surtout en ce qui a trait aux aliments spécifiques à leurs habitudes alimentaires syriennes comme l'explique ce répondant :

« C'est que tu achètes un kilo de tomates à 4,50\$, un kilo de concombre à 3 \$ et à 4 \$. C'est-à-dire, si tu as besoin d'un kilo de ça et d'un kilo de ça chaque jour, tout ton salaire s'en va juste pour une salade. Par exemple, j'ai quotidiennement besoin de 20 \$ pour le déjeuner. J'ai besoin de fromage. J'achète un morceau de fromage à 8 \$ et j'ai besoin de concombres et de tomates. Tu as besoin de pain et tu as besoin d'autres affaires. Alors tu payes 20 \$ pour une assiette de salade avec du fromage, avec de l'huile, du thym, avec du labneh pour préparer un déjeuner. Donc, tu as besoin de 20 \$ par jour juste pour le déjeuner. » (32) (Adib, père de famille, RPCE en région)

Pour un répondant, la comparaison des prix en fonction de la devise est telle que, même après plusieurs années au Canada, cela l'empêche parfois d'acheter certains aliments. À l'opposé, quelques répondants trouvaient que selon le revenu canadien, le coût des aliments était plus abordable au Canada qu'en Syrie. Certains répondants ont plutôt répondu que les prix étaient équivalents à la Syrie en fonction de la devise. Finalement, un petit nombre de répondants, comme cette mère de famille, ont trouvé que le prix des aliments était plus abordable au Canada qu'au Liban, leur permettant, entre autres, d'acheter certains aliments désirés par leurs enfants :

« Le premier jour, quand nous sommes arrivés, c'était la nuit, et mon fils m'a dit : "maman, est-ce qu'on achète de la pizza? ". C'était son rêve de manger de la pizza (rire). Au Liban, on n'en achetait pas, car c'était cher, on n'en achetait pas, alors il me disait à chaque fois : "est-ce que je pourrai manger de la pizza quand on arrivera au Canada? ". Je lui disais que oui. Alors, une fois arrivé ici, il m'a dit qu'il voulait de la pizza. J'ai demandé au restaurant s'ils en avaient et là il était très content d'avoir de la pizza. La pizza est une chose simple, mais c'était un rêve pour mon fils, car on n'avait pas les moyens d'en acheter avant » (18) (Yara, mère de famille, RPCE dans le Grand Montréal)

3.2.3. Accès géographique aux commerces et aux aliments

Alors que plusieurs participants ont indiqué se trouver à proximité de plusieurs commerces d'alimentation, d'autres doivent parcourir de longues distances pour accéder aux aliments désirés, que ce soit pour se rendre dans un autre quartier où se trouvent les commerces arabes ou même pour se rendre à Montréal pour ceux qui n'y habitent pas, nécessitant un transport en voiture. Les participants habitant hors Montréal ont toutefois affirmé que tout était accessible si l'on avait accès à une voiture, que la distance n'était pas un problème. Un participant a avoué que cela demandait plus de préparation pour les repas comprenant des aliments non disponibles dans leur ville et un autre qu'il éviterait de se rendre à Montréal s'il avait accès aux aliments halal plus près de chez lui.

Le fait de pouvoir se déplacer en voiture pour faire les courses a été abordé par les trois quarts des répondants. De ceux-ci, la majorité a raconté avoir amélioré leur situation depuis leur arrivée au Québec, puisqu'ils n'avaient initialement pas de voiture (et/ou de permis de conduire) et qu'ils en possèdent maintenant une. Plusieurs ont raconté que la période où ils n'avaient pas de voiture avait été difficile. D'ailleurs, certains répondants s'expliquent mal la complexité du permis de conduire; l'un n'arrive pas à passer l'examen alors qu'il a conduit toute sa vie, le second n'a pas encore de permis étant donné le délai pour l'obtenir et le dernier ne peut se le permettre à cause du prix. Mis à part les courses, la distance des banques alimentaires, surtout pour ceux et celles qui n'ont pas de voiture, est une barrière selon cette mère de famille :

« Il y a un organisme qui donne [des aliments] chaque vendredi. C'est rare que j'y aille, car mon mari travaille le vendredi, donc j'y vais rarement, seulement quand il a congé, car moi, je n'ai pas de voiture et je ne peux pas laisser les enfants, car ils sont petits. » (35) (Latifah, mère de famille, RPCE hors Montréal)

Pour ceux qui n'ont pas (ou n'avaient pas) de voiture, les solutions nommées sont le transport collectif, le transport actif ou le covoiturage. Environ le tiers des participants utilisent ou ont utilisé le transport actif (vélo personnel, emprunté ou marche) pour se rendre à l'épicerie. Ce moyen devenait toutefois problématique en hiver, bien que certains font leurs courses à pied toute l'année. Peu de participants ont nommé l'autobus comme un moyen de transport utilisé pour faire les courses et ce moyen a, pour la plupart, été

remplacé par la voiture. Le fait de devoir ramener de la nourriture pour une grande famille a été mentionné comme un défi. Le covoiturage, soit le fait de se rendre à l'épicerie avec des voisins, des amis ou les parrains, a été nommé par près du quart des répondants, tels que cette mère de famille :

« Je veux dire, c'est un peu difficile pour nous de se déplacer sans voiture. Dieu soit loué, parmi les amis de mon mari, je veux dire, tous sont Syriens. Je veux dire que jamais ils ne nous ont laissé tomber. Quand ils allaient faire leurs courses, ils passaient par ici pour prendre mon mari avec eux. Ils sont gentils et ne nous ont jamais fait sentir qu'on n'avait pas de voiture. » (4) (Fatima, mère de famille, RPSP dans le Grand Montréal)

Finalement, le taxi a été nommé par trois répondants, mais est utilisé en dernier recours.

3.2.4. Capacité à naviguer dans l'environnement alimentaire

Outre l'accès économique et géographique aux aliments, la capacité à naviguer dans l'environnement alimentaire est un élément qui a été abordé par tous les participants. Pour se faire, la majorité des participants ont raconté avoir reçu de l'aide, bien que ce fût parfois insuffisant. Un peu moins de la moitié des participants ont indiqué avoir été aidés par un organisme souvent par l'entremise de ce qu'ils ont appelé un « traducteur ». Les services ayant été nommés sont l'orientation vers les épiceries (arabes ou non, selon le cas), les endroits les plus abordables ainsi que l'accompagnement à l'épicerie et à la banque alimentaire, en plus d'aide pour identifier les aliments halal. Cette aide a semblé essentielle, comme le raconte ce père de famille :

« Oui, pendant les premiers six mois, la personne nous a aidés, elle nous apportait tout ce dont on avait besoin. Pour n'importe quel repas qu'on avait en tête, on l'appelait, on lui nommait les ingrédients et il arrivait. Il nous accompagnait pour acheter des épices. [...] Les traducteurs et les gens nous ont beaucoup aidés. C'est grâce à eux que nous connaissons les magasins. S'il n'y avait pas eu ces gens, cela aurait été très difficile. » (10) (Abdullah, père de famille, RPCE dans le Grand Montréal)

Cependant, lorsqu'on leur a demandé s'ils connaissaient les banques alimentaires un peu plus du quart des répondants semblaient n'en avoir jamais entendu parler. Ensuite plusieurs participants auraient apprécié recevoir une orientation vers les magasins qui vendent de l'alimentation arabe/halal. Mise à part l'aide des organismes, plus de la moitié des

répondants ont indiqué avoir reçu de l'aide de la part de leur communauté (arabe, syrienne), d'amis, de voisins ou de membres de leur famille, comme ce père de famille :

« Ce sont mes voisins qui m'ont montré Sami-Fruit, Maxi, Adonis. Ils m'ont tout montré ; où acheter le pain, la viande, le poisson et tout. Une fois ou deux, j'ai appris comment y aller tout seul. » (26) (Hisham, père de famille, RPCE dans le Grand Montréal)

Les membres de la communauté ont offert sensiblement les mêmes services que les organismes, mais certains répondants ont reçu de l'aide plus précise de leur communauté que des organismes, surtout pour trouver certains aliments syriens ou halal. Par exemple, un répondant a raconté que sa famille était la première famille syrienne de la ville et qu'ils avaient donc beaucoup de difficulté à s'alimenter jusqu'à ce qu'une personne d'origine arabe les conduise à Montréal pour qu'ils puissent se procurer les aliments recherchés. Depuis, ce père de famille aide les nouveaux arrivants à son tour :

« J'ai fait connaissance avec quelqu'un ici, qui m'a accompagné à Montréal et qui m'a montré les magasins et tout le reste trois mois après mon arrivée. Mais maintenant, il y a plusieurs Syriens dans la ville. Moi, depuis trois ans, n'importe quel Syrien qui arrive, il n'a pas à se soucier de tout ça. S'il n'a pas de pain, j'en ai. Je l'accompagne à Montréal avec ma voiture pour qu'il achète ce dont il a besoin. » (34) (Osama, père de famille, RPCE en région)

Ensuite, un répondant parrainé a expliqué que ses parrains ne pouvaient pas aider sa famille au point de vue alimentaire, car ils ne connaissaient pas leur nourriture. Finalement, deux répondants ont appris à s'orienter avec internet ou avec le GPS.

3.3. Utilisation des aliments

3.3.1. Habitudes de consommation alimentaire

Pour ce qui est des habitudes alimentaires, la préférence des répondants pour la nourriture maison par rapport au prêt-à-manger ou à la restauration est assez marquée. Plusieurs ont effectivement affirmé préférer le goût de la cuisine maison, mais aussi le fait qu'ils peuvent savoir ce que contient la nourriture (halal ou non) et s'assurer de la salubrité. Le prix est également un facteur les incitant à préconiser la cuisine maison. Aucun participant n'a affirmé manger souvent au restaurant, mais certains répondants ont mentionné que leur famille fréquentait plus souvent les restaurants (restauration rapide principalement) que

lorsqu'ils se trouvaient en Syrie et dans le pays de transition, que ce soit à la demande des enfants ou à cause de leur horaire. Par exemple, ce père de famille raconte comment la francisation a chamboulé les habitudes alimentaires de sa famille :

« En plus, pendant les dix premiers mois nous avons étudié [...] le français. Nous avions une pause d'une heure de 12 h 30 à 13 h 30 et donc on ne pouvait pas venir à la maison, c'est très loin de l'école, c'est impossible, alors on mangeait là-bas. Nous nous sommes habitués à manger là-bas et donc on mangeait soit des sandwichs le matin ou bien on mangeait là-bas, il y a un restaurant. On mangeait de la pizza ou quelque chose d'autre, alors, notre manière de s'alimenter a totalement changé. » (5) (Issam, père de famille, RPSP dans le Grand Montréal)

Pour ce qui est des enfants, la plupart des répondants ont affirmé que les ceux-ci n'aimaient pas la nourriture qu'ils ne connaissent pas et préféraient la nourriture syrienne. Toutefois, certains répondants ont fait part de l'appréciation des enfants pour certains aliments occidentaux/ « fast food » tels que la pizza, le shawarma et les céréales à déjeuner (ex. Cornflakes), habitudes qui ne sont toutefois pas mentionnées comme étant nouvelles depuis l'immigration au Canada.

Dans le même ordre d'idée, la plupart des répondants ont indiqué avoir conservé leurs habitudes alimentaires syriennes. Quelques répondants, comme cette mère de famille, ont décrit leurs repas types, surtout le premier repas de la journée, généralement composé de plusieurs des éléments suivants : fromage, labneh (sorte de fromage), huile d'olive, zaatar (mélange à base de thym et d'épices), lait, olives, œufs durs, pain syrien, légumes (tomate, concombre, persil), thé, jus, makdous (aubergines farcies de noix de Grenoble fermentées dans l'huile).

« Tout est comme quand nous étions en Syrie. C'est que nous les Syriens, notre déjeuner est composé de fromage, labneh, lait, huile avec du thym, c'est ce qu'on mange pour le déjeuner. Et nous mangeons encore ces aliments. » (16) (Salma, mère de famille, RPCE dans le Grand Montréal)

Le second repas, le diner, est généralement le repas principal et le troisième repas est plus léger, un peu comme le premier.

« [...] il y a le déjeuner, le dîner et le souper. Trois repas. Pour le déjeuner, c'est surtout les choses de bases. Pour le dîner, c'est le repas principal et pour le souper, si on n'est pas rassasié du dîner, on va manger, sinon, on va faire des œufs bouillis ou les choses de base. » (16) (Salma, mère de famille, RPCE dans le Grand Montréal)

Plusieurs répondants ont mentionné avoir apporté certaines modifications à leur alimentation. Les principales modifications sont reliées au coût de certains aliments que les familles décident de manger en plus faible quantité ou d'éviter et de remplacer par autre chose, tel que mentionné précédemment. Les aliments les plus évités à cause du prix sont le poisson et les fruits de mer, que certaines familles remplacent par de la viande. En effet, quelques répondants ont indiqué manger plus de viande qu'avant, certaines parce que le prix de la viande était plus avantageux que celui des légumes. Certains ont mentionné manger moins de makdous à cause du prix des petites aubergines et d'autres ont nommé les légumes en général, les petites courgettes et les olives comme aliments consommés moins fréquemment.

Ensuite, plusieurs répondants ont parlé de l'importance de l'alimentation halal. Par rapport aux obligations religieuses, certains participants ont affirmé consommer des mets végétariens ou du poulet non-halal lorsque l'option halal n'était pas disponible, par exemple au restaurant. D'autres ont mentionné ne se préoccuper de la religion qu'au niveau de la viande et non pour les autres aliments. Finalement, un répondant a vécu un conflit avec la direction de l'école alors que son enfant refusait de manger son repas en période du Ramadan.

En plus de leur préférence pour la nourriture maison, plusieurs répondants ont démontré certaines connaissances par rapport à l'alimentation et la santé, que ce soit par rapport aux bénéfices d'une alimentation maison ou encore l'importance d'une alimentation variée, comme cette mère monoparentale :

« [...] Il faut du fer, dans les épinards, la laitue et les légumes frais et ces choses-là. Moi, je sais qu'il faut avoir des graines dans le repas, une fois ou deux par semaine. Je considère le lait et les œufs durs comme une base quotidienne, c'est ce que nos familles nous ont appris. C'est possible qu'on ait des connaissances erronées... en fait, je suis convaincue qu'il faut des fruits au quotidien, même si un ou deux types ou même à une faible quantité, que ce soit en morceaux ou en jus, et qu'au moins deux fois par semaine il y ait des noix. C'est un bon apport pour le cerveau et pour beaucoup de choses. » (11) (Farah, mère monoparentale, RPCE dans le Grand Montréal)

Deux répondants ont d'ailleurs proposé que les organismes offrent des ateliers portant sur l'alimentation.

Finalement, au niveau du contexte des repas, l'horaire du travail et des écoles au Québec étant différent de l'horaire syrien, plusieurs répondants ont remarqué que leur famille avait dû s'adapter. Par exemple, les enfants mangent plus rapidement le matin avant de partir pour l'école ou à la garderie et doivent apporter un repas avec eux, ce qui n'était pas coutume en Syrie. Certains ont également repoussé le dîner, habituellement consommé vers 14-15h, vers 17-18h. Des répondants, comme cette mère de famille, ont aussi expliqué avoir plus de difficulté à manger en famille étant donné les horaires chargés et/ou différents de chacun.

« Oui, il y a eu des changements, car les journées d'école des enfants, ici, sont plus longues, pas comme en Jordanie et en Syrie ... je veux dire en Jordanie les cours des enfants se terminent à 13h et à 13h30, presque toutes les écoles sont fermées. Ici, non, pour mes trois plus jeunes enfants, à 15h30 ils sont à la maison. Ces deux enfants-là (plus vieux), à 16h30, ils sont à la maison. Chacun a son horaire. Mon mari est à la maison à 13h00 puisqu'il n'a pas la francisation. Donc, je ne peux plus les réunir tous en même temps. » (4) (Fatima, mère de famille, RPSP dans le Grand Montréal)

3.3.2. Habitudes culinaires

Au niveau de la préparation des aliments, un élément qui ressort des entrevues est que la plupart de la nourriture est préparée par les femmes. Celles-ci préparent les repas, mais plusieurs préparent également le pain, le fromage, le labneh, les pâtisseries, les marinades (ex. cornichons), les confitures et même le babeurre et la sauce harissa. Alors que ces aliments étaient déjà préparés par certaines femmes en Syrie, d'autres femmes, comme

cette mère de famille, ont commencé à préparer certains aliments qu'elles achetaient auparavant.

« Avant, on achetait du fromage, maintenant on le prépare à la maison. Je veux dire, le fromage syrien. Le lait, on ne le fait pas à la maison [à partir du lait en poudre], alors on l'achète tout prêt. On trouve que son goût est meilleur. On fait bouillir le lait et on prépare le fromage à la maison. [...] Même les pâtisseries pour les enfants, comme les gâteaux et des choses comme ça, on les fait à la maison, si j'ai le temps, si je n'ai pas le travail ou les études, je préfère que ce soit fait à la maison. » (17) (Aisha, mère de famille, RPCE dans le Grand Montréal)

Comme expliqué précédemment, le goût des aliments au Canada est différent pour plusieurs répondants. Pour améliorer le goût des recettes, certaines femmes ont indiqué avoir essayé d'ajouter des épices. Pour ce qui est du choix des repas, plusieurs femmes ont mentionné choisir les repas en fonction des désirs de leur mari et de leurs enfants. Ainsi, pour plaire aux enfants, une mère a expliqué reproduire certains mets tels que la pizza :

« Si mon fils veut de la pizza, je lui prépare la pizza à la maison. [...] N'importe quoi... je le prépare à la maison. Je n'ai pas besoin d'aller en acheter. » (1) (Reem, mère de famille, RPSP dans le Grand Montréal)

À l'inverse, certaines femmes ont avoué ne pas connaître la cuisine canadienne et/ou ne pas être en mesure de la cuisiner. D'autres répondants, comme ce père de famille, ont plutôt critiqué la cuisine canadienne et les habiletés culinaires des Canadiens.

« Mais ils ne cuisinent pas! Dis-moi, qu'est-ce qu'ils cuisinent? Moi je ne sais pas. Je trouve que tous les mets (canadiens) se vendent au Metro. [...] Je ne pense pas qu'ils cuisinent un vrai plat à la maison » (1) (Ali, père de famille, RPSP dans le Grand Montréal)

Finalement, étant donné son nouvel horaire, certaines familles ont commencé à préparer des repas plus simples et plus rapides que lorsqu'ils se trouvaient en Syrie.

« Et tu sais, mes enfants étaient habitués, que ce soit en Syrie ou au Liban, aux grands plats, alors qu'ici ils n'en mangent pas. On essaye de manger des choses rapides, comme des frites, 'Koufta bisseneya' [viande hachée au four], mais nous avons réduit les plats qu'on avait l'habitude de manger en Syrie ou au Liban, car c'est couteux. » (32) (Adib, père de famille, RPCE en région)

3.4. Autres aspects de la vie au Canada

Outre les éléments reliés plus directement à la sécurité alimentaire tels que la disponibilité, l'accès et l'utilisation des aliments, nombreux autres sujets reliés à la vie au Canada ont été abordés par les participants et méritent d'être présentés.

3.4.1. Mode de vie et intégration dans la société canadienne

Au niveau du sentiment d'intégration, presque tous les participants ont insisté sur leur appréciation de la société canadienne et la gentillesse des Canadiens et se sentent en sécurité au Canada. La plupart des familles ont indiqué ne pas avoir vécu de racisme ou de discrimination et avoir apprécié le fait qu'au Canada, toutes les personnes soient traitées de la même façon, peu importe leur religion, leur ethnie ou leurs habits.

Certains, comme ce répondant, ont même trouvé que les Syriens avaient été beaucoup mieux traités par les Canadiens que par les Arabes/les sociétés de leur pays de transition.

« Nous n'avons pas vu de racisme ici. Nous n'avons jamais eu de dérangement de la part de qui que ce soit, parce que nous sommes musulmans, Arabes ou étrangers. Au contraire, c'est un peuple très gentil et encore plus gentil que le peuple arabe. C'est ce que nous avons vu. Le traitement que nous avons reçu, nous ne l'avons jamais reçu de la part des Arabes. Nous avons espoir pour nos enfants... ils nous récompensent pour nos souffrances. » (32) (Adib, père de famille, RPCE dans le Grand Montréal)

À l'inverse, deux répondantes ont été victimes de discrimination; l'une a dit se sentir jugée parce qu'elle est musulmane et l'autre s'est fait dire, dans la rue, de retirer son niqab, qu'elle a maintenant remplacé pour un hijab. Une autre répondante a vu son amie se faire arracher son voile dans l'autobus.

Au niveau du mode de vie, plusieurs ont parlé du fait que la société présentait un avenir pour leurs enfants, entre autres par la qualité de l'éducation. Selon certains répondants, les enfants sont plus calmes et heureux depuis qu'ils sont ici. Malgré tout, certains ont remarqué des différences importantes avec la société syrienne, que ce soit au niveau de l'habillement, de l'organisation de la société ou de certaines pratiques jugées désolantes (ex. consommation de drogue). Au niveau des droits, des répondants ont mentionné avoir plus de difficulté à encadrer leurs enfants puisqu'ici, ces derniers connaissent leurs droits

et peuvent menacer d'appeler la police. Également, un des éléments qui ressort comme étant plus négatif est le manque de vie sociale au Canada par rapport à la Syrie ou aux pays avoisinants, que ce soit parce que leur famille est loin ou simplement parce que, culturellement, la vie sociale est moins présente. Le fait de ne pas avoir de famille pour les aider à s'occuper des enfants a également été nommé comme une difficulté, surtout avec l'horaire plus chargé au Canada. La modification de l'emploi du temps a fait en sorte que certains couples ont modifié la répartition de leurs tâches, l'homme participant maintenant davantage aux tâches de la maison lorsque la femme est plus occupée, entre autres lorsqu'elle suit les cours de francisation. Toutefois, la majorité des répondants, comme ce mari, ont plutôt répondu que les rôles familiaux étaient restés inchangés.

« Le mari travaille et quand il arrive à la maison, son repas est prêt et la femme s'occupe de la maison et des enfants, comme en Syrie. C'est la même chose. Est-ce que c'est correct de changer nos habitudes parce qu'on est venu au Canada? Moi, je connais des personnes qui sont venues avec nous, ils ont changé radicalement, il (le mari) a commencé à aider sa femme. Moi, je ne me fâche pas avec ma femme, mais mes habitudes n'ont pas changé, ma femme fait le travail à la maison et moi je travaille à l'extérieur. » (10) (Abdullah, père de famille, RPCE dans le Grand Montréal)

Finalement, plusieurs répondants ont raconté qu'ils avaient trouvé le climat difficile lorsqu'ils sont arrivés en hiver, les empêchant de sortir de leur logement.

3.4.2. Apprentissage de la langue

La langue française est une grande difficulté pour tous les participants, sinon la principale. Aucune famille participante ne parlait français à son arrivée et plusieurs ne parlaient pas non plus anglais. Ceux qui parlaient anglais ont trouvé que le français était plus difficile à apprendre. Le fait de ne pas savoir parler ou comprendre le français rend difficile la communication avec les Canadiens, surtout lorsque vient le temps de parler de leurs émotions, comme l'exprime cette femme :

« Dans cette société, nous avons eu beaucoup de situations agréables : le sourire, « bonjour »; le seul mot que je comprenais, mais ils [les Canadiens] ne savaient pas quoi faire pour nous et nous, nous ne savions pas comment leur transmettre notre peine, à cause de la langue. » (11) (Farah, mère monoparentale, RPCE dans le Grand Montréal)

Au niveau du programme de francisation, plusieurs ont exprimé à quel point il était important d'apprendre le français et étaient heureux d'avoir la chance de le faire. C'est ce que raconte cette mère de famille :

« Moi, je n'ai jamais cru que j'allais apprendre le français dans ma vie. J'ai étudié le français. Je croyais que c'était obligatoire et non par choix qu'il faille au moins étudier le français pendant un an, donc je croyais étudier juste une année puis arrêter. Mais quand j'ai étudié la langue, je l'ai aimée et je me suis dit qu'il fallait que je me développe davantage pour avoir plus de capacités. » (18) (Yara, mère de famille, RPCE dans le Grand Montréal)

Certains ont décrit les professeurs comme étant gentils, patients et compétents. Toutefois, plusieurs barrières ont été nommées pour l'accès à la francisation, soit la distance, le fait que des couples aient été inscrits dans des écoles différentes ainsi que des problèmes de santé physique et mentale. D'autres ont critiqué le fait que la francisation était à temps plein, pendant de longues heures et que c'était plus difficile pour les gens plus âgés. Une seule famille a avoué ne pas avoir apprécié la francisation à cause de la qualité de l'enseignement qui était, selon elle, de mauvaise qualité.

3.4.3. Programmes d'aide et soutien à l'immigration

La plupart des participants étaient affiliés à un organisme communautaire et/ou religieux qui leur a fourni plusieurs services, incluant l'accueil à l'aéroport, l'aide pour trouver un logement, les meubles de base, les services d'un responsable/traducteur pour répondre à leurs questions et pour remplir les documents, l'orientation vers les magasins et les services de santé, le transport (ex. hôpital), la nourriture pour la première épicerie, de l'aide pour les enfants (école, garderie, travailleuse sociale), l'achat de vêtements d'occasion ainsi que certaines activités sociales et culturelles. Certains organismes ont également proposé aux répondants et à leur famille d'être jumelés à une famille canadienne, ce qui a été apprécié par la famille de ce répondant :

« [...] il y a un organisme qui nous a permis de faire connaissance avec une famille canadienne et qui a aussi de jeunes enfants. Alors, nous étions contents de faire leur connaissance. Nous les rencontrons à chaque fois et cette intégration entre les familles syriennes et canadiennes est très agréable. Cela nous aide probablement à améliorer la langue. » (15) (Wael, père de famille, RPCE dans le Grand Montréal)

Tous les participants ayant reçu les services d'un organisme d'accueil et d'intégration l'ont qualifié de bénéfique, particulièrement au niveau des services de traduction. Plusieurs ont même affirmé qu'ils n'auraient pas pu se débrouiller sans cette aide. Toutefois, certains répondants ont trouvé que les services auraient dû être offerts plus longtemps. Selon eux, il est devenu difficile d'avoir un rendez-vous ou des services après que les premiers mois ou la première année se soient écoulés. L'un des répondants a alors dû demander de l'aide de membres de sa communauté pour arriver à se débrouiller.

Au niveau des activités sociales, celles-ci ont semblé être appréciées et plusieurs répondants aimeraient que les organismes en organisent davantage. Au niveau du logement et des meubles, bien que plusieurs familles aient souligné l'importance de cette aide, certaines ont critiqué le fait qu'ils n'aient pas eu le choix du logement et des meubles.

Outre l'aide des organismes, certaines familles ont reçu du soutien de leurs parrains, de leurs amis, de leur famille, de l'église/mosquée ou de leur communauté, principalement du support moral, des rencontres sociales et de l'aide pour l'orientation. Certains répondants ont également reçu des meubles de la communauté. Toutefois, certains répondants accueillis via un parrainage privé avec une église ont raconté avoir reçu peu de soutien. Ces répondants auraient aimé recevoir la même aide que les RPCE, soit un logement gratuit et meublé ainsi que davantage de soutien. À l'inverse, un répondant a raconté avoir reçu beaucoup d'aide de ses parrains (groupe de cinq personnes), même une fois la première année terminée.

3.4.4. Santé et accès aux soins

Plusieurs répondants ont indiqué avoir eu besoin de soins depuis leur arrivée, que ce soit pour une maladie ou une blessure (cholestérol, diabète, hypertension, hystérectomie, fracture, handicap mental, etc.). Certains ont également dit avoir pris du poids depuis leur arrivée. Bien que quelques répondants aient trouvé que le système de santé canadien était bon et aient souligné le fait que les soins soient gratuits, plusieurs l'ont critiqué, principalement pour les longues attentes, soit à l'urgence ou pour avoir un rendez-vous avec un médecin ou un spécialiste. Outre l'attente, un répondant a mentionné souhaiter avoir davantage de services pour son fils handicapé alors qu'un autre a fortement critiqué

la difficulté à obtenir une prescription pour son problème de santé. L'une des barrières à l'accès aux soins est la langue et plusieurs participants sont donc dépendants de traducteurs pour prendre un rendez-vous et pour recevoir des soins. La plupart des répondants ont bénéficié de l'aide d'un traducteur ou encore de leurs parrains ou autres, alors que certains répondants doivent se débrouiller seuls. Le fait d'avoir recours à un traducteur peut également poser un problème si la personne n'est pas suffisamment à l'aise, comme c'est le cas de cette répondante :

« Et mon second souhait c'est pour moi de trouver un médecin qui me comprenne pour me prescrire les médicaments qui me sont nécessaires. J'aimerais que ce médecin soit arabe afin que je puisse lui raconter ouvertement toute mon histoire. [...] Je veux dire, sinon je dois emmener avec moi un traducteur, je ne peux pas donc expliquer la situation comme je le veux, il lui sera donc difficile d'expliquer mon état comme moi je veux. C'est pour ça que je peine à, ce sujet. Et les enfants n'ont pas assez de temps pour qu'ils m'assurent ce rôle de traducteur. Chacun est suffisamment pris pour ses études et son travail. » (4) (Fatima, mère de famille, RPSP dans le Grand Montréal)

Pour ce qui est du transport pour accéder aux soins de santé, la plupart ont reçu de l'aide, soit par des organismes ou encore des bénévoles. Ceux qui n'y ont pas accès ont eu de la difficulté, par exemple, à se rendre aux rendez-vous, que ce soit à cause des coûts associés au transport ou de la difficulté à s'orienter. Outre les problèmes de santé physique, quelques répondants ont raconté qu'eux ou leurs enfants souffraient de traumatismes, d'anxiété ou de dépression reliés à l'expérience de la guerre et à l'immigration. Cette mère de famille exprime la détresse psychologique vécue par ses enfants et elle :

« Les enfants ont commencé à étudier, mais le moral était très faible, c'est qu'ils ont perdu tout ce qui est derrière eux; les amis. Regarde, ils ont perdu 100% de leur vie en Syrie. Quand ils sont partis en Turquie, ils ont construit une nouvelle vie, et ils ont eu de nouveaux amis et quand ils se sont adaptés, ils ont encore tout perdu. Ce qui fait que la psychologie de mes enfants était très fatiguée. Et moi, pour que je ne leur fasse pas sentir ça, je devais les soutenir [...] Et moi, je suis seule, mon mari est décédé et je n'ai personne pour me soutenir pour que je puisse supporter mes enfants. Donc, j'avais des idées dispersées, j'étais perdue, mais je n'avais pas de choix, c'est fini je suis arrivée ici. Par la suite, je suis devenue nerveuse, mon poids a augmenté. Laisse-moi te dire, je suis devenue presque dépressive. » (11) (Farah, mère monoparentale, RPCE dans le Grand Montréal)

5.2. Résultats (informateurs clés)

5.2.1. Caractéristiques de l'échantillon

L'échantillon se compose de neuf informateurs clés, dont trois hommes et six femmes provenant d'organismes dédiés à l'accueil, à l'intégration et à la prestation de services aux réfugiés et aux immigrants. Tous avaient eu des expériences avec les réfugiés syriens en particulier. Deux informateurs clés sur neuf ont été recrutés à l'extérieur de la région du Grand Montréal.

5.2.2. Principaux thèmes

Comme pour les entrevues avec les réfugiés, à partir des entrevues avec les informateurs clés ont émergé des thèmes et des sous-thèmes, permettant l'élaboration d'une grille de codification. Les résultats des entrevues avec les informateurs clés sont donc présentés selon quatre principaux thèmes divisés en plusieurs sous-thèmes. Les citations utilisées sont identifiées à l'aide des lettres IC (informateurs clés) suivies d'un numéro allant de 1 à 9 attribué à chacun des répondants.

Tableau 15. Grille de codification portant sur la sécurité alimentaire et l'intégration des réfugiés syriens selon la perspective des informateurs clés

Thèmes et sous-thème	Description	Exemples
1. Processus d'accueil des réfugiés syriens		
1.1. Planification et coordination de l'accueil	Les informateurs discutent des bons coups et des lacunes de la planification et de l'accueil des réfugiés syriens	Rapidité de l'accueil, manque de communication, surcharge de travail, avantages de l'accueil avec la Croix-Rouge, etc.
1.2. Aide financière	Les informateurs présentent les différentes formes d'aides financières et les critiquent	Aide sociale, allocation pour enfants, allocation pour la francisation, etc.
1.3. Aide alimentaire	Les informateurs clés parlent des besoins d'aide alimentaire et des barrières associées	Fraîcheur, date de péremption, types d'aliments, barrières à l'accès, etc.
1.4. Disparité entre les catégories de réfugiés et particularités du programme	Les informateurs expliquent quelles sont les différences entre les catégories de réfugiés syriens et font état des avantages et des lacunes du	Vulnérabilité des familles, soutien financier variable, encadrement, soutien moral, etc.

de parrainage privé	programme de parrainage privé des réfugiés	
1.5. Défis vécus par les organismes d'aide aux réfugiés	Les informateurs abordent les différents défis pour offrir des services aux réfugiés	Aspect financier, barrière de la langue, nombre de réfugiés, etc.
2. État de santé des réfugiés syriens		
2.1. Santé physique et mentale	Les informateurs décrivent les enjeux touchant la santé physique et la situation psychologique des réfugiés syriens	Complexité des cas, enfants malades, traumatismes, déqualification, choc culturel, conflits familiaux, médiatisation du conflit, etc.
2.2. Accès aux soins	Les informateurs discutent des barrières d'accès aux soins de santé pour les réfugiés syriens	Complexité du système de santé, barrière de la langue, méconnaissance des services sociaux/soutien psychologique, etc.
3. Intégration et adaptation à la vie au Québec		
3.1. Adaptation à un nouvel environnement alimentaire	Les informateurs décrivent comment les réfugiés syriens s'adaptent à leur nouvel environnement alimentaire, quels sont leurs principaux défis, leurs apprentissages et leurs stratégies pour combler leurs besoins	Préférences alimentaires, disponibilité des aliments traditionnels, achats à la ferme/agrotourisme, aliments frais vs transformés, perception des dates d'expiration, prix des aliments au Canada, habitudes d'achat et de conservation des aliments, horaires des repas, entraide entre les membres de la communauté, etc.
3.2. Barrière de la langue et apprentissage du français	Les informateurs expliquent les barrières à l'apprentissage du français et comment cela pourrait être amélioré	Contrainte d'accès à la francisation, lacunes du programme de francisation
3.3. Intégration sur le marché du travail	Les informateurs parlent de la difficile intégration sur le marché du travail et des défis, même pour ceux qui y accèdent	Déqualification professionnelle, retour aux études coûteux, volonté de travailler, etc.
3.4. Adaptation au mode de vie québécois	Les informateurs font état de l'adaptation des Syriens en ce qui a trait à la culture et aux mœurs ainsi que des impacts sur leur vie et leurs relations	Apprentissages reliés au logement, relations familiales perturbées, etc.

1. Processus d'accueil des réfugiés syriens

1.1. Planification et coordination de l'accueil

Selon les informateurs clés, l'accueil des réfugiés syriens est sans précédent au Canada et a donc demandé une planification et une coordination particulière. La planification de l'accueil des réfugiés syriens a amené une mobilisation importante de plusieurs instances gouvernementales, municipales, des organismes et des citoyens. Alors que le nombre de réfugiés accueillis et plus particulièrement les RPSP a bondi, des rencontres ont eu lieu entre les organismes et les instances politiques et une communication avait lieu afin de tenir les organismes au parfum des développements. Pour certains, cette communication a toutefois été déficiente.

Un informateur clé a expliqué qu'en plus des suivis avec les gouvernements provincial et fédéral, la Ville de Montréal s'est dotée d'une nouvelle ressource pour l'accueil et l'intégration des immigrants, le BINAM ce qui a permis d'améliorer les services. Un répondant d'un organisme de parrainage privé a aussi mentionné avoir rencontré des représentants de la Ville de Montréal qui leur a expliqué les procédures pour l'accueil des RPSP. Selon une informatrice qui travaille auprès des RPCE (en région), cette période a été stressante, puisqu'elle a été très médiatisée et que les informations étaient imprécises et changeantes. De plus, l'organisme n'avait jamais accueilli de Syriens et devait se préparer à en accueillir un grand nombre. Trouver des interprètes à cette période a été particulièrement ardu.

« Depuis 20 ans, on n'avait jamais reçu de familles syriennes, donc c'était une première pour nous, euh, ce que c'est, ce qui était aussi un défi en tant qu'intervenante pour s'adapter à cette nouvelle réalité, une nouvelle communauté qu'on connaissait pas justement, y'avait beaucoup de questionnements, la question de la nourriture, les lieux de culte, tsé beaucoup de choses qu'on connaissait pas. Très honnêtement, il a été tellement médiatisé c't'affaire là que on était bombardés d'informations, pis parfois de désinformations pis on savait pas trop où se situer, donc on allait le jour le jour pis on s'est dit bon quand finalement la famille va arriver on va savoir de quoi il s'agit. » (IC3)

La « première vague », soit les réfugiés arrivés à la fin de 2015 et au début de 2016, a été très organisée selon les personnes interrogées. En plus des acteurs réguliers, la Croix-

Rouge a permis de créer une structure d'accueil temporaire où les réfugiés, à leur arrivée à l'aéroport, étaient orientés et accompagnés afin de remplir les nombreux formulaires et demandes (assurance maladie, assurance sociale, etc.). Toutefois, une informatrice clé a expliqué qu'une fois que la Croix-Rouge a terminé son mandat, beaucoup de réfugiés syriens ont continué d'arriver, mais que les procédures ont dû être poursuivies par les parrains et par les organismes. Les délais se sont donc allongés pour les RPSP, car les parrains n'ont pas toujours le temps et les compétences pour bien accompagner les parrainés, si bien que des réfugiés pouvaient ne pas avoir accès à l'assurance maladie des semaines après leur arrivée. Cette répondante raconte comment le centre d'accueil de la Croix-Rouge a facilité l'arrivée des réfugiés :

« Alors avant, l'avantage que ça avait, c'était que tout était fait et on n'avait pas le choix de passer par les différents kiosques au centre de bienvenue. Là, maintenant, c'est vraiment laissé à chaque personne, le soin de faire ces démarches-là eux-mêmes, en tenant compte des contraintes des parrains qui travaillent, qui ne sont pas toujours disponibles, et des familles qui ont des barrières linguistiques et qui peuvent pas se présenter nécessairement à la RAMQ pour faire leur demande sans aide. » (IC1)

Au niveau des RPCE, tous les intervenants interrogés ont expliqué que les organismes mandatés reçoivent l'information selon laquelle une famille arrivera dans quelques jours à quelques semaines. La famille est conduite à l'hôtel ou au YMCA où elle restera pour un maximum de cinq jours ouvrables.

1.2. Aide financière

Tous les intervenants consultés sont d'accord pour dire que l'aspect financier, pour les réfugiés, est difficile. À leur arrivée au Canada, les RPCE reçoivent l'aide sociale alors que les RPSP devraient recevoir un montant un peu plus élevé de la part de leurs parrains, ce qui, dans tous les cas, n'est pas beaucoup. Des informateurs clés croient que si tous avaient accès à l'aide sociale, ça créerait moins d'inquiétudes. À l'aide sociale ou au montant couvert par les parrains s'ajoute ensuite l'allocation pour les enfants. Toutefois, le délai pour recevoir l'allocation pour enfants est long selon certains intervenants. À cela peuvent s'ajouter les crédits d'impôt ainsi que, pour les RPSP, l'allocation pour le logement et

l'allocation pour la francisation. Le logement, selon des intervenants, compterait environ pour 50-60% du budget des familles, ce qui laisse très peu pour le reste des besoins de base. Une informatrice a aussi fait remarquer que le délai est très long et qu'il est compliqué d'avoir accès aux logements sociaux.

Selon une intervenante dans un organisme accueillant les RPCE en région, les réfugiés arrivent sans aucune ressource financière et l'organisme les inscrit donc immédiatement aux services d'aide financière. Pour les RPSP qui n'arrivent pas à subvenir à leurs besoins, comme ils n'ont pas l'aide sociale, certains répondants ont mentionné le fait que des organisations caritatives peuvent offrir des montants d'argent ou des coupons. Une informatrice a, pour sa part, indiqué que son organisme aidait les familles à gérer leur budget, selon les compétences des familles. Elle s'assure donc que la priorité soit mise sur la nourriture et le logement, par exemple.

1.3. Aide alimentaire

Tous les informateurs clés rencontrés ont affirmé diriger les réfugiés vers des services de dépannage alimentaire ou offrir eux-mêmes ce service au sein de l'organisme, car malgré l'aide financière offerte de diverses manières aux réfugiés, leur budget reste serré. Il peut s'agir de dépannage alimentaire gratuit ou moyennant une petite compensation. Plusieurs intervenants se sont dit préoccupés par l'insécurité alimentaire des réfugiés et tentaient de s'assurer que ceux-ci puissent manger tous les jours.

Selon certains intervenants, l'accès aux banques alimentaires semble toutefois problématique à certains égards. Pour les RPSP, il semblerait que certaines banques alimentaires auraient refusé de les servir puisqu'ils sont parrainés. Certains parrains auraient également eu des réticences à diriger leurs parrainés vers les banques alimentaires même si eux-mêmes avaient parfois des moyens financiers limités. De certaines banques alimentaires auraient imposé aux réfugiés un minimum de 3 mois au Canada avant de pouvoir accéder à leurs services. Au niveau des aliments, plusieurs intervenants ont dit que certains aliments offerts étaient périmés ou la date de péremption dépassée. Le type d'aliments pourrait aussi être problématique, car il ne correspond pas toujours aux croyances et au régime des réfugiés selon cette intervenante :

« Hum, les banques alimentaires, y'a des gens qui ont beaucoup de réticences à aller en banques alimentaires à cause des aliments expirés, toutes sortes de croyances par rapport à ça, ou ça ne correspond pas à leur régime alimentaire. Je pense par exemple à des gens qui sont musulmans, ou des gens qui sont végétariens par exemple, ou qui mangent pas ce type d'aliment là par exemple, et bien ça devient difficile aussi de ce côté-là. » (IC1)

Alors que la majorité des informateurs clés consultés tentaient d'expliquer aux réfugiés qu'ils pouvaient tout de même consommer la plupart des aliments expirés, l'un des intervenants a affirmé leur avoir expliqué que ceux-ci devaient être jetés :

« C'est un travail quotidien pour nous et on prend soin de tous ces éléments qui touchent la sécurité alimentaire. Je donne un exemple, il y a des fois qu'on reçoit des conserves de nourritures expirées, ça veut dire la date d'expiration est dépassée. Alors on avise les demandeurs de services de ne pas utiliser ces conserves-là et puis de, de faire attention à la date, de lire toujours avant d'utiliser n'importe quel aliment, euh, vérifier la date d'expiration [...] » (IC7)

En plus de référer les réfugiés, une informatrice œuvrant dans un organisme ayant parrainé des RPSP a raconté qu'elle conduisait parfois les familles vers les banques alimentaires, alors que d'autres répondants ont affirmé que des organismes payaient parfois leurs frais de transport ou offraient des bons d'épicerie. Finalement, une intervenante a suggéré que des réductions soient offertes aux réfugiés qui souhaitent se procurer des aliments plus naturels/santé tels que les abonnements aux paniers de légumes biologiques.

1.4. Disparité entre les catégories de réfugiés et particularités du programme de parrainage privé

Un informateur clé a expliqué que le programme de parrainage privé pour les réfugiés existait avant l'arrivée des réfugiés syriens, mais que celui-ci a pris beaucoup d'ampleur lors de cette période. Celui-ci a déploré le fait que dans le reste du Canada, les parrains reçoivent du soutien du RSTP (Refugee Sponsorship Training Program), mais qu'au Québec, ce programme n'existe pas et qu'il n'y a donc pas de structure pour aider les personnes qui veulent parrainer. Toujours selon cet intervenant, il est parfois difficile de savoir quels frais de subsistance les parrains doivent couvrir. Cette complexité pour les parrains a aussi été soulevée par une autre intervenante qui a mentionné que les parrains n'ont pas toujours les connaissances nécessaires, ils ne savent pas forcément où chercher

l'information, ne connaissent pas les programmes et les services et peuvent avoir de la difficulté à transmettre l'information aux familles et à les outiller.

Un intervenant a aussi indiqué l'importance pour les parrains de créer un lien différent que le « lien de pouvoir » les unissant aux réfugiés qu'ils accueillent. Selon lui, les réfugiés peuvent avoir de la difficulté à faire confiance à leurs parrains. Une autre intervenante a raconté comment des familles syriennes s'étaient senties envahies par leurs parrains qui tentaient de prendre des décisions à leur place. Plusieurs intervenants croient donc que la situation est plus simple lorsque les parrains sont des membres de la famille. Cela concorde avec les paroles d'une intervenante qui a raconté comment certaines familles parrainées n'ont pas été soutenues par leurs parrains – qui n'étaient pas des membres de la famille - après l'immigration. Les familles n'osaient donc pas demander davantage à leurs parrains qui leur avaient permis d'immigrer, surtout lorsque ces derniers n'avaient pas beaucoup de moyens. Ainsi, certains parrainés venaient cogner à la porte de l'organisme pour trouver de l'aide (alimentation, vêtements, transports, etc.).

Concitant les différences entre les RPCE et les RPSP, il ne semble pas y avoir de consensus à savoir laquelle des catégories d'immigration est la plus favorable pour les réfugiés. D'une part, certains avancent que les RPSP ont peut-être plus de moyens financiers que les RPCE. Ceux-ci bénéficieraient aussi d'un entourage et pourraient être mieux supportés que les RPCE si leurs parrains sont impliqués. Cependant, comme il y a des groupes plus impliqués que d'autres et de multiples ententes de parrainage, certains RPSP se retrouvent à recevoir très peu. D'autres répondants croient donc que les RPCE peuvent vivre moins de précarité, car ils ont accès à l'aide sociale, ce qui leur assure un revenu, contrairement aux RPSP. De plus, ceux-ci ont accès à un organisme et donc à des services plus facilement. Un seul intervenant n'a pas mentionné de différence entre les différentes catégories d'immigration.

1.5. Défis vécus par les organismes d'aide aux réfugiés

Les intervenants interrogés ont abordé les principaux défis auxquels sont confrontés leurs organismes ou les organismes qui viennent en aide aux réfugiés, en général. L'aspect le plus récurrent est le manque de financement ou l'instabilité du financement comme l'exprime cette intervenante :

« Hum les services c'est toujours 'pilote', ou temporaire, c'est comme mon travail maintenant, je travaille avec beaucoup de familles, et je ne sais pas après la date de fin de ce projet, je m'inquiète pour les familles parce que moi aussi j'ai besoin de trouver un autre travail et ils ont toujours besoin de l'aide. » (IC4)

Cela incite certains organismes à couper des postes, à réduire leur mission et rend difficile la prestation de services dans différentes langues. Selon une intervenante, ceux qui sont connus pour offrir de meilleurs services ou qui offrent des services en arabe, par exemple, se retrouvent alors sur-sollicités et contraints à offrir des services expéditifs. L'instabilité des budgets rend difficile la pérennité des services et nuit donc autant aux bénéficiaires qu'aux employés.

Outre les budgets, le nombre de réfugiés à desservir a aussi été noté par plusieurs intervenants comme étant un défi de taille. Alors que la plupart des organismes où travaillaient les informateurs clés contactés ont reçu de grands nombres de réfugiés en même temps, créant une surcharge pour les employés, une intervenante en région a plutôt affirmé que son organisation ne recevait pas suffisamment de réfugiés, rendant plus difficile d'offrir des services diversifiés.

2. État de santé des réfugiés syriens

2.1. Santé physique et mentale

L'anxiété et le stress vécus par les réfugiés sont des problèmes qui ont été nommés par les intervenants. Plusieurs facteurs semblent être en cause. D'abord, le fait que la guerre soit toujours en cours et soit très médiatisée contribuerait à augmenter l'angoisse des réfugiés réinstallés, surtout lorsque leur famille se trouve toujours là-bas. Cette situation nuirait donc à l'intégration de certains réfugiés, ayant honte d'être en sécurité et de sortir pour profiter des activités alors que leurs proches sont sous les bombes, comme le raconte cet informateur clé :

« Alors c'est leur premier défi [l'adaptation au nouveau pays], [...], ils veulent continuer leur vie, mais parfois ils ont honte, parfois il y a une soirée ici à l'église où il y a un barbecue que l'église organise, ils ne veulent pas y aller, ou si quelqu'un a mis sur Facebook qu'on est dans une soirée et que dans notre village il y a un bombardement, qu'est-ce qu'ils vont dire de nous et tout ça. Alors, mais petit à petit ils sortent, ils continuent leur propre vie ordinairement. » (IC5)

Certains intervenants ont insisté sur le fait que les réfugiés, contrairement aux immigrants, n'ont pas le choix d'immigrer. La durée prolongée de la guerre aurait aussi des impacts sur la santé mentale des réfugiés pour qui le délai pré-migratoire a été long une intervenante en santé a, pour sa part, affirmé que certaines femmes et certains enfants réfugiés, surtout lorsqu'ils avaient transité par un camp de réfugiés, arrivaient avec des problèmes d'anémie.

La complexité des cas pour ce qui est des réfugiés syriens a été nommée par certains intervenants. En effet, certains arrivent au Québec avec de graves problèmes de santé qui les mènent tout droit aux soins intensifs et des enfants arrivent avec des déficiences intellectuelles ou doivent vivre avec des traumatismes de la guerre comme le raconte cette informatrice clé :

« Exactement, et puis même des enfants qui arrivent maintenant, ce qu'on appelle hyperactifs. Ils sont plein de violence, très actifs, alors [...] bien sûr ils ont vécu la guerre, quand ils allaient à l'école, combien d'autobus étaient attaqués? Et même des enfants qui sont morts dans l'autobus, dans la rue. Alors ça, ça leur laisse beaucoup d'angoisse. Quand ils voient, après, les feux d'artifice quand il y a une fête, 'Maman, qu'est-ce que c'est? Ils vont nous attaquer? C'est des obus qui sont venus chez nous? '. Alors ils restent très nerveux, très... » (IC6)

2.2. Accès aux soins

Des intervenants ont expliqué qu'à leur arrivée au Québec, les réfugiés peuvent être évalués au niveau médical par une infirmière et au niveau psychosocial par une travailleuse sociale. Les intervenants font l'évaluation et la référence vers le système de santé régulier. En 2015, une collaboration avec la Croix-Rouge permettait aux réfugiés d'être évalués dans les 72h à l'aide d'un rendez-vous pris rapidement via les parrains. Après la période initiale, le délai s'est allongé jusqu'à 10 jours. L'évaluation faite par l'infirmière inclut parfois l'offre d'informations nutritionnelles (ex. Guide alimentaire canadien, informations par rapport au sucre et au diabète, etc.), mais de manière non officielle. Bien que les services soient offerts, ce ne sont pas tous les réfugiés qui en profitent. Une intervenante explique la réticence qu'avaient certains réfugiés syriens face aux services psychosociaux en particulier :

« Si l'on prend la communauté syrienne, y'a des gens qui connaissent pas ça le travail social, c'est quoi ça, alors ils pensent que ce sont des psychiatres, ils leur associent toutes sortes d'étiquettes, alors il y a beaucoup plus de réticence au niveau psychosocial à avoir des rendez-vous. Alors au niveau infirmier ça va beaucoup mieux, c'est plus, les gens le savent d'emblée qu'est-ce que c'est alors ils ont moins peur. » (IC1)

D'après les informateurs interrogés, pour la première année, les réfugiés syriens ont accès à un intervenant en santé, qui agit comme intervenant pivot : il prend les rendez-vous, aide pour faire la carte d'assurance-maladie, fournit les transports pour se rendre aux rendez-vous, joue le rôle d'interprète et aide les réfugiés à comprendre le système de santé. Il fait aussi le pont entre le médecin et le pharmacien pour l'équivalence des prescriptions, s'il y a lieu. Ce programme a été mis en place spécifiquement pour les réfugiés syriens et une intervenante a qualifié ce service d'indispensable, puisqu'il est difficile pour les réfugiés allophones d'accéder aux soins de santé, par exemple pour prendre un rendez-vous ou pour appeler info-santé. Selon une participante, il semblerait également y avoir une lacune en ce qui a trait au financement de formation sur la prestation de services culturellement appropriés dans le système de santé.

Dans une paroisse ayant accueilli des réfugiés syriens, une intervenante a expliqué qu'elle jouait elle-même le rôle d'interprète en accompagnant les familles à leurs rendez-vous médicaux ou à l'urgence. C'est aussi elle qui aide les familles à accéder à certains programmes pour leurs besoins particuliers. Selon elle, il y a beaucoup de services disponibles, le problème est le manque d'employés dans le système de santé. Finalement, une intervenante a expliqué que le système de santé canadien est différent de celui en Syrie, l'accès est donc plus difficile pour les réfugiés. Là-bas, ils pouvaient se rendre directement chez le médecin, sans rendez-vous, alors qu'ici c'est impossible et les délais sont plus longs.

3. Intégration et adaptation à la vie au Québec

3.1. Adaptation à l'environnement alimentaire

D'après les participants à l'étude, à leur arrivée au Québec, les réfugiés syriens RPCE sont hébergés au YMCA ou à l'hôtel. Pendant cette période, le repas leur est fourni. Cependant, selon les informateurs clés, il n'est pas rare que les réfugiés ne mangent pas ou très peu,

car ils n'aiment pas la nourriture. En effet, ils ne connaissent pas les aliments servis et ne sont pas habitués au goût, même si les organismes tentent de demander à l'hôtel d'adapter les repas. Ensuite, des intervenants accompagnent les réfugiés à l'épicerie pour leur première épicerie. L'intervenant explique les rayons de l'épicerie, les différences avec le pays d'origine, et s'assure que les familles ont suffisamment à manger et qu'ils ont différents aliments (ex. fruits, viande, produits laitiers). Des intervenants ont mentionné devoir expliquer les prix, les rabais, la différence entre les divers commerces (supermarché, dépanneur, etc.). Une intervenante a dit avoir recours aux membres de la communauté en place, s'il y a lieu, pour orienter la famille, puisque ceux-ci sont plus aptes à les aider à trouver les aliments qu'ils connaissent. D'ailleurs, une informatrice clé en région a raconté que les Syriens arrivés dans la première vague avaient eu plus de difficultés que ceux de la deuxième vague, puisque les premiers ont aidé les seconds. Les familles syriennes se rendent désormais à Montréal toutes les semaines afin de faire leurs courses, entre autres chez Adonis.

Tous les intervenants s'entendent sur le fait que les réfugiés syriens conservent leurs habitudes alimentaires traditionnelles et que de trouver les aliments qu'ils connaissent est assez facile puisque tout est disponible, surtout à Montréal. Les épiceries orientales, telles qu'Adonis ou Sami Fruits sont pour les réfugiés source de réconfort. En revanche, comme il y a une grande variété d'aliments au Canada, il peut être difficile de faire de bons choix, surtout avec la barrière de la langue. Les aliments les plus difficiles à trouver seraient les viandes halal. Les intervenants doivent donc porter une attention particulière à montrer aux réfugiés musulmans où se les procurer et comment les identifier, en plus de leur expliquer qu'ils peuvent acheter la viande moins souvent et la congeler plutôt que d'acheter au jour le jour comme en Syrie.

En plus de l'épicerie, des intervenants apprennent aux familles d'autres manières de se procurer des aliments. Quelques-uns, comme cette intervenante, ont parlé de sorties à la ferme, que ce soit pour la cueillette de fruits (pommes, fraises, framboises) ou encore à la cabane à sucre :

« Et puis on fait aussi des excursions, aussi ça fait partie de l'acculturation, on travaille beaucoup pour l'acculturation, hum, on fait une sortie pour la cabane à sucre, alors on leur montre d'où ça vient le sirop d'érable et toutes les étapes, et puis comment on utilise le sirop d'érable. Alors ça ils sont très contents, ça fait partie de découvrir le pays. Et puis pour la cueillette des pommes aussi, c'est vraiment très sympathique on prend un autobus et on prend disons 25 familles avec leurs enfants et on va là-bas et on mange sur place et on leur montre comment cueillir la pomme et comment c'est moins cher parce que nous avons cueilli et puis c'est bon et le goût et leur montrer combien d'espèces de pommes, pas seulement une seule ou deux » (IC6)

Une intervenante a indiqué que certaines familles étaient abonnées aux paniers de légumes biologiques. Celle-ci croit que les Syriens étaient habitués à une alimentation de qualité et à des aliments produits de façon naturelle dans leur pays. D'ailleurs, une informatrice clé en région a raconté comment des réfugiés syriens avaient commencé à s'approvisionner directement à la ferme, où ils ont pu trouver de petites aubergines et du lait en grande quantité. Ceci leur a permis de poursuivre leur habitude de cuisiner les petites aubergines farcies ainsi que leur fromage maison, consommés le matin avec du thé, en plus du pain que certaines familles préparent également à la maison. Finalement, des activités sont parfois organisées pour découvrir les aliments, tels que des barbecues où tous partagent la nourriture. Une intervenante a aussi raconté essayer d'expliquer aux Syriens ce que sont les mets canadiens.

3.2. Adaptation au mode de vie québécois

Les informateurs clés interrogés ont été nombreux à parler de différents services offerts par leur organisme au niveau culturel et au niveau du fonctionnement de la société québécoise. Ces services incluent, entre autres, des ateliers ou de l'information sur certains aspects de la société tels que l'habillement, la nourriture, comment prendre l'autobus (faire la file), prendre le métro, les appartements, la diversité ethnoculturelle, l'accès aux garderies, les formulaires d'immigration, le logement, l'évaluation comparative des diplômes, le système politique, le système de santé, les droits du citoyen, le Code de la route, les droits des policiers, le bail, les pompiers, l'assurance habitation, les impôts. etc. Certains informateurs ont fait remarquer que la société québécoise était différente de la société syrienne à plusieurs égards. Un élément qui revient est le fait que la société soit « hyper-structurée »

(IC3) et donc plus compliquée. Par exemple, beaucoup n'ont pas l'habitude de prendre de rendez-vous, soit pour la banque ou le médecin.

Outre le fonctionnement de la société, ce sont aussi les rôles traditionnels de la société syrienne qui sont chamboulés à l'arrivée au Québec. Selon les informateurs clés, en Syrie, les rôles de l'homme et de la femme sont bien définis, l'homme étant le pourvoyeur et le chef de la maison et la femme étant responsable du foyer et des enfants. Toutefois, plusieurs femmes, une fois au Canada, se mettent à travailler, entre autres à cause du coût de la vie, et elles peuvent même se mettre à gagner davantage que leurs maris, ce qui peut créer des conflits et être difficile sur l'estime de soi du mari comme l'explique cette intervenante :

« Je pense que les hommes, si je peux parler, disons, plus de la communauté syrienne, euh, je pense qu'on est dans des rôles parfois plus traditionnels ou on a des femmes qui n'ont jamais travaillé dans leur vie parce que ce n'était pas nécessaire, et ça a toujours été le mari qui a travaillé et là arrivent ici et le mari n'est plus capable de faire son rôle de pourvoyeur, alors ça, ça amène des changements dans la dynamique familiale, dans la dynamique de couple. » (IC1)

En plus du travail, et toujours selon nos répondants, les droits des femmes, différents de la Syrie au Canada, créeraient eux aussi leur lot de disputes de couples, menant même à des divorces. Finalement, deux intervenants ont vanté les bénéfices des programmes de jumelage, où les familles réfugiées sont jumelées à une famille canadienne (ou immigrante de longue date) afin de faciliter l'intégration, l'apprentissage du français et de créer des liens d'amitié.

Finalement, la difficulté reliée au climat québécois a été soulevée par plus de la moitié des participants. Alors que le Moyen-Orient est un pays où le climat est chaud, il est très difficile pour les réfugiés syriens de s'adapter à nos hivers, surtout s'ils arrivent à l'aéroport au mois de janvier ou de février en vêtements d'été et qu'on leur donne des vêtements d'hiver. Une répondante a mentionné que plusieurs familles ne voulaient pas sortir de leur maison et ne savaient pas comment s'orienter et utiliser le transport en commun.

3.3. Barrière de la langue et apprentissage du français

Le français est sans surprise l'un des principaux défis que vivent les réfugiés syriens à leur arrivée au Québec selon tous les répondants consultés. En effet, un grand nombre de

réfugiés syriens ne parlent ni français ni anglais et plusieurs sont même analphabètes dans leur propre langue. Comme l'ont souligné deux répondantes, les réfugiés, contrairement aux immigrants, ne sont pas préparés à venir au Québec et n'apprennent donc pas la langue avant d'immigrer.

Alors que des informateurs clés saluent les efforts du Québec pour améliorer la francisation des immigrants, plusieurs critiques ressortent des entrevues. D'abord, certains répondants ont rappelé que dans la période où sont arrivés beaucoup de Syriens, les délais d'attente pour accéder au programme de francisation pouvaient parfois atteindre quatre mois. Outre les délais, la plupart des informateurs clés s'entendent sur le fait que le programme de francisation n'est pas assez flexible pour s'adapter aux conditions particulières des réfugiés. Le fait que la formation soit longue (un an), à temps plein et que les bénéficiaires puissent difficilement s'absenter fait en sorte que le programme est peu adapté aux familles qui ont d'autres responsabilités et ont parfois de nombreux rendez-vous médicaux comme l'explique cette intervenante :

« La francisation est pas nécessairement adaptée à la réalité des familles ici. J'insiste, je répète, la grande majorité des élèves qui se retrouvent en francisation, c'est des réfugiés, ok, qui ont un parcours particulier, qui ont un vécu particulier, qui ont aussi des défis particuliers, donc ça demande une certaine adaptation de cette partie (l'apprentissage du français) qui est assez essentielle pour pouvoir fonctionner dans la société québécoise. [...] je donne un exemple, c'est des parents souvent qui se retrouvent en francisation, pis c'est des parents de cinq six enfants, pis par leur parcours pis toutes les difficultés qu'ils ont, bin y'a beaucoup de rendez-vous médicaux » (IC3)

Ensuite, les cours étant réputés pour être plutôt théoriques, les informateurs clés croient donc qu'ils ne sont pas adaptés aux personnes analphabètes, à ceux qui ne sont pas psychologiquement disposés à apprendre, ou encore aux personnes âgées. Plusieurs intervenants ont mentionné que même après avoir fait la francisation, certains réfugiés n'arrivaient pas à se débrouiller en français. Selon eux, des cours plus pratiques seraient mieux adaptés, afin de permettre aux réfugiés de se débrouiller à l'oral.

3.4. Intégration sur le marché du travail

Selon les informateurs clés interrogés, l'intégration économique des réfugiés est une préoccupation importante. Connaissant le Canada comme un pays prospère, les attentes des nouveaux arrivants sont élevées pour se trouver un emploi à leur arrivée ici, surtout pour ceux ayant des diplômes universitaires et ceux-ci vivent alors de grandes déceptions lorsqu'ils prennent conscience des difficultés. Certains décident alors de faire la francisation puis d'étudier pour obtenir les équivalences, mais le processus est long, coûteux et peu accèdent réellement à l'emploi désiré. Plusieurs répondants ont précisé que la situation est d'autant plus difficile pour les réfugiés plus âgés qui ne peuvent pas se permettre de retourner sur les bancs de l'école. D'autres ont insisté sur le fait que les nouveaux arrivants ne souhaitent pas dépendre de l'aide sociale, ils espèrent travailler et redonner à leur société d'accueil, comme l'exprime cette intervenante :

« La personne qui est médecin, qui doit recommencer sa carrière et qui a 55 ans, mais qui est chirurgien, est-ce que c'est vraiment nécessaire qu'elle recommence à faire sa médecine? Elle ne va pas le refaire, alors je trouve qu'il y a comme une expertise qui se perd, et ça amène d'autres problèmes au niveau de la santé mentale, au niveau d'autres choses, parce que les gens ne vont pas bien. Ils veulent travailler, ils veulent être utiles, ils veulent redonner au Canada qui les a acceptés ici. Alors moi je pense que ça serait le volet à développer. C'est pas de dire, "augmentez l'aide sociale", c'est pas ça, c'est vraiment le placement en emploi. » (ICI)

Ainsi, tous les informateurs clés s'entendent sur le fait que des mesures doivent être prises pour améliorer l'intégration des réfugiés à l'emploi. Certains ont parlé de discussion avec les différents ordres professionnels, de développement de projet de francisation en milieu de travail, d'aide au recrutement des personnes immigrantes dans les entreprises et de programmes d'orientation des réfugiés vers des emplois en demande. Plusieurs informateurs clés ont parlé de services déjà en place pour aider les réfugiés à se trouver un emploi, mais cela semble insuffisant ou inadéquat.

Chapitre 6 – Discussion

6.1. Taux d'insécurité alimentaire des réfugiés syriens : où se situe-t-on?

Les résultats de l'enquête de sécurité alimentaire menée auprès de 49 ménages de réfugiés syriens réinstallés au Québec montrent des taux d'insécurité alimentaire très élevés. Ces taux sont comparables avec ceux retrouvés chez des populations de réfugiés en Saskatchewan, respectivement 61,5% et 66% (Lane, 2017; Nisbet, 2011) et en Ontario, 56,9% (Tarraf et al., 2018). Les populations de réfugiés à l'étude étaient d'origines différentes, mais l'outil méthodologique utilisé était le même, soit le MESAM. On retrouve également des résultats similaires aux États-Unis et en Australie, soit entre 40 et 85% (Anderson et al., 2014; Dharod et al., 2013; Gallegos et al., 2008; Hadley et al., 2010; Hadley & Sellen, 2006; Hadley et al., 2007; Piwowarczyk et al., 2008), tout en tenant compte des différents outils utilisés pour mesurer l'insécurité alimentaire dans ces deux pays, soient le FSCM, Radimer-Cornell et CCHIP. Évidemment, l'échantillon de notre étude est faible, ce qui explique probablement pourquoi il n'a pas été possible d'établir d'associations entre le lieu de résidence et le niveau de sécurité alimentaire des ménages participants. Il n'a pas non plus été possible d'établir de lien statistiquement significatif entre la catégorie d'immigration et la sécurité alimentaire. Dans le cadre de cette étude, seules ces associations ont été analysées, mais compte tenu des nombreuses données sociodémographiques obtenues auprès des participants, il est possible que d'autres associations puissent s'avérer significatives.

6.2. Réponses aux questions de recherche

Dans le cadre de cette étude compréhensive, quatre questions principales avaient été posées et seront discutées ci-dessous.

1. Quelles sont les similitudes et les différences quant à la sécurité alimentaire des réfugiés selon leur lieu de réinstallation et selon leur catégorie d'immigration?

1.1. Lieu de réinstallation

Au niveau de la disponibilité des aliments, les réfugiés syriens qui habitent la région du Grand Montréal sont entourés d'un plus grand nombre de magasins de toutes sortes, incluant divers commerces orientaux et/ou halal, faisant en sorte que les aliments leur sont davantage disponibles, surtout ceux qui sont plus spécifiques à l'alimentation syrienne.

Certains aliments tels que la viande halal et le pain syrien ne se retrouvent pas dans les supermarchés hors du Grand Montréal ou s’y retrouvent parfois en quantité insuffisante. On peut alors parler d’un problème d’accès, puisque les familles décident de se rendre de façon régulière à Montréal ou dans les banlieues pour s’approvisionner. Le besoin d’une voiture, bien que mentionné par la plupart des répondants, est encore plus flagrant pour les réfugiés réinstallés hors du Grand Montréal, surtout lorsque vient le temps de se rendre à Montréal. Ensuite, peu importe le lieu de réinstallation, l’aide de la communauté culturelle apparaît comme étant très importante pour savoir, par exemple, où se procurer les aliments. Les communautés syriennes ou orientales/arabes étant plus réduites hors du Grand Montréal, certains répondants semblent avoir eu moins de soutien de ce côté, surtout s’ils faisaient partie des premières familles syriennes arrivées dans une ville. Au niveau de l’accès économique aux aliments, un seul répondant a mentionné que les aliments étaient moins chers à Montréal. Finalement, au niveau de l’utilisation des aliments, il n’y a pas de différence évidente entre les réfugiés réinstallés dans la région du Grand Montréal par rapport aux régions; toutes les familles semblent tenter de conserver leurs habitudes alimentaires syriennes, hormis quelques petits changements qui seront discutés à la question 3. Dans la littérature, peu d’études ont fait des liens entre le lieu de réinstallation et la sécurité alimentaire. Pereira et al. (2010) rapporte que les réfugiés habitants dans les quartiers à forte densité d’immigrants sont plus propices à avoir un bon accès à des aliments appropriés ce qui concorde avec nos résultats.

1.2. Catégorie d’immigration

Au niveau de la disponibilité et de l’utilisation des aliments, il ne semble pas y avoir de différence entre les RPCE et les RPSP. Cependant, pour ce qui est de l’accès aux aliments, on peut voir certaines tendances se tracer. Bien qu’il soit difficile d’évaluer les revenus exacts des familles interrogées, il semblerait que certaines familles parrainées (RPSP) n’aient pas reçu l’aide financière prévue lors de la première année. Également, les RPCE reçoivent des services d’un organisme dans leur langue, incluant la première épicerie, un logement meublé et payé pour la première année, entre autres. Les RPSP, pour leur part, peuvent recevoir beaucoup de support de leurs parrains, ce qu’un répondant questionné a vécu, alors que d’autres peuvent être plutôt laissés à eux-mêmes. Les parrains peuvent également ne pas avoir toutes les compétences nécessaires pour aider à l’intégration ou au

niveau de l'alimentation, élément qui a été relevé par certains réfugiés et informateurs clés. Finalement, retenons que les RPCE sont sélectionnés par les Nations Unies pour leur vulnérabilité. Ainsi, il s'agit souvent de familles nombreuses et/ou de familles ayant des besoins particuliers (ex. enfants ayant un handicap), ce qui a été mentionné par des informateurs clés et remarqué lors des entrevues avec les réfugiés syriens. En somme, il semble effectivement y avoir des différences en ce qui a trait à la sécurité alimentaire des réfugiés selon leur catégorie d'immigration, mais cela semble dépendre de plusieurs facteurs, puisque les expériences vécues par les RPSP sont très variables. Le programme de parrainage privé est spécifique au Canada et à ma connaissance, aucune étude, même canadienne, ne s'est intéressée au lien entre la sécurité alimentaire et les catégories d'immigration des réfugiés.

2. Comment les différences de statut social des réfugiés syriens se reflètent-elles dans leur statut de sécurité alimentaire?

Afin de répondre correctement à cette question, il aurait été intéressant de croiser les résultats des entrevues semi-dirigées avec ceux des questionnaires sociodémographiques en ce qui a trait au niveau d'éducation et au domaine d'études, ce qui n'a malheureusement pas été fait dans le cadre de ce mémoire. Malgré tout, certains répondants au statut social élevé en Syrie (médecin, avocat, entrepreneurs, etc.) ont abordé la question de la déqualification professionnelle, le fait de vivre dans un petit logement au lieu de leur grande maison et la difficulté de devoir composer avec un revenu proportionnellement bien inférieur à celui qu'ils avaient en Syrie, entre autres. Ces répondants croient d'ailleurs que les réfugiés provenant de classes sociales inférieures sont plus heureux que ceux provenant de classes sociales supérieures. Dans le même ordre d'idée, un répondant se qualifiant lui-même de « travailleur » lorsqu'il était en Syrie a mentionné avoir suffisamment ou même plus de moyens financiers ici. À la lumière de ces résultats, il est possible qu'une famille provenant d'une classe sociale supérieure puisse avoir plus de difficulté à s'adapter avec le revenu disponible au Canada (ex. aide sociale ou emploi au bas de l'échelle) comparativement à une famille adaptée à une vie plus modeste. En plus d'avoir l'habitude de se débrouiller avec un plus petit revenu pour l'alimentation, la famille plus modeste pourrait avoir une perception plus positive de sa situation au Canada. À ma connaissance, cela n'avait pas été rapporté dans les études portant sur la sécurité alimentaire des réfugiés.

Un niveau d'éducation plus élevé a plutôt été associé à une meilleure sécurité alimentaire (Gichunge et al., 2015). Dans la littérature, il a toutefois été rapporté que les ménages ayant vécu des situations d'insécurité alimentaire prolongées ont tendance à sous-estimer leur situation actuelle (Tarasuk, 2001).

3. Quels sont les obstacles socio-économiques, géographiques et culturels à la sécurité alimentaire des réfugiés syriens?

Les résultats obtenus lors des entrevues semi-dirigées avec les réfugiés syriens et avec les informateurs clés montrent que plusieurs obstacles peuvent se dresser devant les réfugiés syriens en ce qui a trait à leur sécurité alimentaire, que ce soit au niveau social, économique, géographique et culturel.

3.1. Obstacles sociaux

D'abord, le fait d'être un réfugié plus âgé est un élément ayant été nommé par plusieurs répondants comme étant obstacle à l'accès à l'emploi, à l'apprentissage du français, au retour aux études ou même à l'adaptation en général. Ainsi, être plus âgé semble condamner certains réfugiés à dépendre de l'aide sociale, puisqu'ils ne peuvent plus travailler et ne bénéficient pas de fonds de pension ou d'économies. Les personnes plus âgées auraient également plus de difficultés à se déplacer et donc à obtenir des services, que ce soit au niveau de l'aide alimentaire ou autres. Dans un même ordre d'idée, être en mauvaise santé amène sensiblement le même lot de problèmes. L'âge, dans les études répertoriées portant sur la sécurité alimentaire des réfugiés dans les pays occidentaux, n'a pas été nommé comme étant un facteur déterminant de l'insécurité alimentaire. En fait, cela est logique puisque la majorité des études se sont intéressées aux ménages comprenant des parents d'enfants en bas âge. Aucune étude, à ma connaissance, ne s'est intéressée à la sécurité alimentaire des réfugiés plus âgés.

Outre l'âge, le réseau social apparaît comme étant très important pour les familles syriennes. Bien que plusieurs répondants aient indiqué avoir reçu du soutien de la part de leur communauté culturelle, de leurs voisins ou de leur famille, plusieurs ont critiqué le fait que leur vie sociale était moindre qu'en Syrie et parfois même que dans le pays de transition. D'autres répondants ont toujours de la famille à l'étranger, parfois même des enfants, ce qui est difficile au point de vue psychologique. Avoir un réseau social moindre

a été rapporté comme rendant plus compliqué, par exemple, la répartition des tâches au niveau des enfants, laissant moins de temps – souvent à la mère - pour la préparation des repas. Dans la littérature, Patil et al. (2009) ont rapporté que les choix alimentaires des réfugiés étaient influencés par leur communauté lorsque la cohésion sociale était importante. Au niveau du support social, Gichunge et al. (2015) ont rapporté qu'un faible support social était associé à un risque d'insécurité alimentaire quatre fois plus important.

3.2. Obstacles économiques

Au niveau économique, les obstacles sont multiples et demeurent probablement les principales barrières à la sécurité alimentaire des réfugiés syriens. D'abord, l'excursion dans le vécu et pré migratoire et migratoire des réfugiés syriens nous apprend que ceux-ci sont nombreux à avoir perdu tout ce qu'ils possédaient pendant la guerre. Plusieurs ont dû quitter leur maison et parfois leur terre, ont laissé derrière ou vendu leurs biens et ont épuisé leurs économies pour subvenir aux besoins de leur famille dans le pays de transition. D'autres ont également perdu la pension qu'ils avaient accumulée pour leur retraite. D'ailleurs, des informateurs clés ont mentionné que la plupart des réfugiés arrivaient avec aucune ou très peu de ressources financières. Ensuite, l'allocation offerte aux réfugiés au Canada (aide sociale, allocation familiale, allocation pour la francisation, allocation fournie par les parrains, etc.) est insuffisante pour la plupart des familles interrogées. Pour ce qui est des nombreux répondants souhaitant travailler, la barrière de la langue et la difficulté à faire valoir leurs diplômes les poussent soit à accepter des emplois sous-qualifiés ou à rester dépendants de l'aide sociale. Pourtant, la plupart des familles ont raconté avoir occupé des emplois dans le pays de transition. Il est vrai que ces emplois étaient informels, précaires et souvent peu rémunérés, mais cela peut tout de même faire état de la volonté et de la capacité des familles syriennes de travailler, un aspect qui a été renforcé par les informateurs clés. Évidemment, ces difficultés économiques, couplées au coût des aliments, perçu comme étant élevé par la majorité des réfugiés interrogés, ont un impact sur le pouvoir d'achat et sur la qualité de l'alimentation et peuvent nuire à la poursuite des habitudes alimentaires traditionnelles des réfugiés syriens. L'aspect économique de l'insécurité alimentaire des réfugiés réinstallés est l'élément le plus fréquemment rapporté dans la littérature (Anderson et al., 2014; Dharod et al., 2013; Gichunge et al., 2015; Hadley et al., 2010; Hadley & Sellen, 2006; Hadley et al., 2007; Lane, 2017; Nisbet, 2011;

Peterman et al., 2013; Piwowarczyk et al., 2008; Tarraf et al., 2018). Il serait toutefois pertinent de mieux comprendre comment la langue ou la difficulté à obtenir des équivalences de diplômes influencent la capacité des réfugiés à se trouver un emploi et ainsi à se procurer des aliments.

Finalement, la composition de la famille pourrait également influencer le pouvoir d'achat. Le fait d'avoir une famille nombreuse entraîne évidemment de plus grandes dépenses, rendant impossible, par exemple, les sorties au restaurant. Toutefois, à certains égards, cela peut être avantageux, puisque les familles nombreuses reçoivent une allocation familiale plus généreuse. Dans la littérature, le fait d'avoir plus d'un enfant ou d'être une mère monoparentale ou veuve sont des éléments pouvant être associés à l'insécurité alimentaire (Nisbet, 2011; Peterman et al., 2013; Tarraf et al., 2018).

3.3. Obstacles géographiques

Les principaux obstacles géographiques à la sécurité alimentaire sont expliqués à la question 1 et se rapportent principalement aux réfugiés réinstallés hors du Grand Montréal. Cependant, il importe de mentionner que les difficultés liées aux déplacements ont été rapportées par plusieurs répondants, que ce soit pour se rendre à l'épicerie, à la banque alimentaire ou ailleurs. La majorité des répondants ont indiqué dépendre d'une voiture ou avoir amélioré leur situation grâce à l'obtention d'un permis ou d'une voiture, ce qui leur permet de sauver du temps par rapport au transport en commun, de pouvoir sortir malgré le froid ou la neige et de ne pas avoir à attendre que des amis ou des voisins fassent leurs courses. La question de l'orientation et de la capacité à utiliser le transport en commun apparaît aussi comme un défi. Dans la littérature, les enjeux liés au déplacement et au moyen de transport – entre autres le fait de ne pas posséder de voiture - ont été soulevés à quelques reprises (Gallegos et al., 2008; Lane, 2017; Patil et al., 2009; Rodriguez, 2015).

3.4. Obstacles culturels

Au niveau culturel, l'aspect le plus difficile au niveau de la sécurité alimentaire est sans doute l'aspect religieux. Les familles syriennes sont nombreuses à être de confession musulmane et doivent donc être capables de reconnaître les aliments halals et d'identifier les endroits où se les procurer. Même lorsque les réfugiés peuvent les identifier, faire confiance aux commerçants qui vendent de la viande halal et non halal peut être un défi et

pousser les familles à opter pour les boucheries halal. Bien que tous les répondants étaient en mesure de se procurer de la viande halal, la disponibilité de celle-ci semblait varier selon le lieu de réinstallation (tel que discuté à la question 1). Les obstacles liés à l'obtention d'aliments religieusement acceptable avaient été rapportés par Moffat et al. (2017) dans une étude portant sur des immigrants et réfugiés d'origines variées réinstallés en Ontario, au Canada.

Outre le facteur religieux, la culture alimentaire elle-même diffère entre les pays du Proche et du Moyen-Orient par rapport au Canada. Ainsi, la plupart des familles n'ont pas l'habitude des aliments préparés, mais plutôt des aliments cuisinés à la maison. La majorité des femmes syriennes, selon les répondants, cuisinent pratiquement tout à la maison, que ce soit le yogourt, le fromage ou de nombreuses conserves et les syriens ont l'habitude de manger des aliments de qualité (frais, biologiques, locaux, de saison). Il est donc difficile pour les familles lorsqu'elles obtiennent des aliments transformés, flétris ou périmés à la banque alimentaire. Même dans les commerces, la qualité et le goût des aliments semblent être rebutants pour la majorité des répondants, surtout à leur arrivée. Cette difficulté liée à la qualité et au goût des aliments a aussi été rapportée dans quelques études portant sur la sécurité alimentaire des réfugiés et autres immigrants dans les pays occidentaux, mais demeure peu étudiée. Au niveau des banques alimentaires, une étude a rapporté que très peu de réfugiés utilisaient les services (Piwowarczyk et al., 2008) malgré des taux d'insécurité alimentaire élevés. Cela peut aussi s'expliquer par les difficultés d'accès aux banques alimentaires tel que discuté précédemment dans la section « obstacles géographiques ». Pour ce qui est des études américaines, beaucoup de participants étaient utilisateurs de « food stamps » (coupons alimentaires) (Doad, 2016; Hadley & Sellen, 2006; Hadley et al., 2007; Patil et al., 2009; Peterman et al., 2013).

Alors que le goût et la qualité des aliments sont des éléments récurrents, le type d'aliment l'est également. Par exemple, nous savons que le pain est un élément incontournable de l'alimentation des Syriens (Fondation OLO & Dispensaire diététique de Montréal, 2017). D'ailleurs, contrairement aux conserves ou à d'autres aliments, le pain n'est pas un aliment qui était fréquemment préparé à la maison en Syrie, probablement parce qu'il était très disponible. Il est intéressant de constater à quel point les répondants restent attachés au

pain plat syrien en particulier, même lorsque celui-ci s'avère beaucoup plus difficile à trouver que d'autres variétés de pain ou que d'autres féculents. Au Canada, certaines familles ont remplacé le pain syrien par du pain libanais, ceux-ci étant très similaires, mais aucune n'a affirmé avoir intégré le pain de mie ou tout autre pain à son alimentation. L'importance du pain comme aliment essentiel n'a pas été discutée, à ma connaissance, dans les études portant sur la sécurité alimentaire des réfugiés réinstallés dans les pays occidentaux. Il serait intéressant de voir si cet attachement au pain traditionnel est aussi fort dans d'autres communautés.

Ensuite, le sexe des individus et les rôles sociaux peuvent aussi avoir des impacts sur la sécurité alimentaire. Par exemple, plusieurs répondantes ont rapporté ne pas avoir eu la chance de conduire en Syrie parce que ça n'était pas accepté, mais avoir obtenu leur permis de conduire au Québec. Malgré tout, plusieurs femmes sont dépendantes de leur mari ou de leurs fils pour les déplacements en voiture, ce qui peut être un frein à l'accès aux aliments et aux services (ex. banque alimentaire). À ma connaissance, aucune étude ne s'est intéressée aux obstacles reliés au fait d'être une femme réfugiée en ce qui a trait, entre autres, aux déplacements.

Finalement, au niveau du mode de vie, l'horaire est un élément de changement pour les familles syriennes. Les heures de travail et d'école sont différentes et cela force les familles à décaler les heures de repas, mais peut aussi en modifier la composition puisque les enfants doivent maintenant apporter un lunch à l'école. Quelques répondants ont mentionné se procurer certains aliments spécifiques aux boîtes à lunch de leurs enfants (ex. collations obtenues à la banque alimentaire). En plus de décaler les heures de repas, le contexte pouvait aussi être modifié puisque les horaires de chacun rendaient parfois difficiles les repas en famille, surtout que le repas principal chez les Syriens est habituellement le dîner et non le souper. Le patron alimentaire, parmi les entrevues, apparaît se modifier pour plusieurs familles, mais ces adaptations ne sont pas toutes les mêmes d'une famille à l'autre et il est donc difficile d'en dresser un portrait clair. La modification des horaires a été rapportée par Patil et al. (2009) dans une étude américaine portant sur des réfugiés libériens en ce qui a trait aux repas des enfants à l'école et du manque de temps pour la préparation des repas.

4. Quels sont les obstacles et les facilitateurs à l'atteinte de la sécurité alimentaire du point de vue des informateurs clés et des réfugiés?

Aux questions précédentes, les principaux obstacles à l'atteinte de la sécurité alimentaire chez les réfugiés syriens ont été discutés. Dans l'ensemble, les réfugiés et les informateurs clés ont soulevé des obstacles similaires. Toutefois, bien que la plupart des obstacles soulevés par les réfugiés aient été soulevés par au moins un informateur clé, aucun d'entre eux n'a semblé avoir une vision globale de la situation. Par exemple, plusieurs ont parlé du fait que le revenu des réfugiés était parfois insuffisant et que certains devaient recevoir de l'aide alimentaire, mais peu ont parlé du fait que les réfugiés avaient de la difficulté avec le goût et la qualité des aliments, alors que c'est un élément qui ressort beaucoup dans les entrevues avec les réfugiés. Dans la littérature, une étude avait aussi remarqué certaines disparités entre les points de vue des fournisseurs de services et des réfugiés et immigrants au Canada en ce qui a trait à la sécurité alimentaire, surtout par rapport aux aspects culturels de l'insécurité alimentaire (Moffat et al., 2017).

Également, rappelons qu'un grand nombre d'organismes œuvrant auprès des réfugiés syriens ont refusé de prendre part à notre étude et de nous aider à recruter des familles syriennes en mentionnant que la sécurité alimentaire n'était pas un problème pour les syriens pour justifier leur refus de participer. Les informateurs clés cités sont donc particulièrement sensibles à la question de sécurité alimentaire et ne sont probablement pas représentatifs des intervenants auprès des réfugiés.

Les facilitateurs à l'atteinte de la sécurité alimentaire chez les réfugiés syriens sont également importants à souligner. Les facteurs communs à presque tous les répondants sont les habiletés culinaires des femmes syriennes ainsi que les saines habitudes alimentaires des familles. Au niveau des habiletés culinaires, soulignons le fait que les Syriennes cuisinent majoritairement à partir d'aliments de base plutôt qu'à partir d'aliments transformés. Plusieurs préparent même des aliments tels que le fromage, les conserves ou le yogourt à la maison, entre autres. Également, la plupart des familles mangent peu au restaurant et préconisent la cuisine maison. Tout cela leur permet, entre autres, de réduire le coût de leur épicerie, en plus des impacts positifs sur la santé. D'ailleurs, plusieurs répondants possèdent certaines connaissances par rapport à ce qu'est

une alimentation équilibrée. Les compétences culinaires et nutritionnelles des réfugiés syriens ont par ailleurs été rapportées par un peu moins de la moitié des informateurs clés interrogés.

Ensuite, la présence de commerces d'alimentation orientaux et/ou halals semble accroître la disponibilité d'aliments culturellement acceptables et donc faciliter l'atteinte de la sécurité alimentaire chez les réfugiés syriens. L'importance de ces commerces a été soulevée autant par la majorité des réfugiés et des informateurs clés. Dans la littérature, une étude effectuée chez deux générations de réfugiées cambodgiennes réinstallées aux États-Unis montre bien comment l'augmentation de la disponibilité d'aliments culturellement acceptables pour la seconde génération a été facilitante (Peterman et al., 2013).

Enfin, la communauté culturelle, la présence de famille à proximité et le soutien des parrains (pour les RPSP) et des organismes communautaires apparaissent comme étant des éléments facilitants et même essentiels à la sécurité alimentaire des réfugiés syriens, principalement en ce qui concerne l'orientation vers les différents commerces d'alimentation. Cela a été rapporté par la plupart des réfugiés et des informateurs clés. Dans la littérature, la communauté culturelle n'a pas été mentionnée, à ma connaissance, comme étant bénéfique pour l'atteinte de la sécurité alimentaire chez les réfugiés réinstallés, mis à part pour ce qui est de la présence d'aliments culturellement appropriés

6.2. Autres constats des entrevues semi-dirigées

Plusieurs constats ressortent des entrevues semi-dirigées, parfois même au-delà des questions de recherche, ce qui est souhaité étant donné qu'il s'agit d'une étude exploratoire.

6.2.1. La sécurité alimentaire et la migration : chaque étape doit être considérée

La recension des écrits a montré que la grande majorité des études se concentrent uniquement sur la sécurité alimentaire lors de la période post-migratoire récente, c'est-à-dire entre l'arrivée dans le pays d'accueil jusqu'à cinq ans après la réinstallation des réfugiés dans le pays d'accueil. Toutefois, les résultats de notre étude laissent croire que les périodes pré-migratoire ainsi que migratoire peuvent aussi être importantes à considérer pour mieux comprendre l'insécurité alimentaire chez les réfugiés. C'est également ce qui a été rapporté dans les études de Doad (2016) et de Rodriguez (2015). Par exemple, les

entrevues avec les réfugiés syriens ont montré que la majorité des répondants semblent avoir été en situation d'insécurité alimentaire, que ce soit en Syrie pendant la guerre et/ou dans le pays de transition. Sachant cela, il importe de se demander comment une expérience précédente d'insécurité alimentaire, qui pour certains s'est étendue sur plusieurs années, peut influencer la santé et la sécurité alimentaire post-migratoire des réfugiés réinstallés. Dans la littérature, on remarque que cela pouvait influencer les résultats des enquêtes de sécurité alimentaire, puisque ceux qui ont été en situation d'insécurité alimentaire seraient portés à minimiser leur situation actuelle (Tarasuk, 2001). Aux États-Unis, une autre étude a montré que les expériences passées des réfugiés telles que la privation alimentaire et le changement rapide de choix pouvaient aggraver les problèmes de sous et de surnutrition (Rondinelli et al., 2011).

6.2.2. Les aliments sont disponibles, mais ce n'est pas tout

Les réfugiés et les informateurs clés sont quasi-unanimes : il est possible, au Québec – et surtout à Montréal – de retrouver à peu près tous les aliments consommés en Syrie. Cela dit, la qualité des aliments disponibles semble souvent faire défaut. Qu'il s'agisse de fraîcheur, de goût ou de salubrité, plusieurs réfugiés semblent avoir du mal à s'adapter à la qualité des aliments dont ils disposent, que ce soit à cause du goût, de la fraîcheur ou de la présence de pesticides, entre autres. Au niveau des banques alimentaires, le problème de la qualité des aliments est encore plus flagrant, si bien que la plupart des réfugiés interrogés ont cessé de bénéficier du service ou alors jettent une bonne partie des aliments reçus (dates de péremption dépassées, aliments flétris ou pourris, aliments non-culturellement appropriés, etc.). Il faut dire que la Syrie est un pays méditerranéen offrant une diversité importante d'aliments locaux de grande qualité, mais ce n'est pas la première fois que la qualité des aliments pose un problème dans des communautés de réfugiés en Occident. Pourtant, à ma connaissance, et à la lumière des entrevues réalisées avec les informateurs clés, il n'existe pas, au Québec, de programmes permettant aux nouveaux arrivants d'accéder plus facilement à des aliments frais, biologiques et locaux, outre les sorties à la ferme organisées par certains organismes communautaires. Cet intérêt des réfugiés pour les aliments biologiques et locaux a été peu abordé dans la littérature, mais Moffat et al. (2017) a présenté ces aliments comme étant plus chers.

6.2.3. La stabilité de la sécurité alimentaire : un élément négligé?

La stabilité de la sécurité alimentaire est le pilier le moins étudié dans la littérature. Il est d'ailleurs difficile d'évaluer quels éléments de la vie des réfugiés réinstallés ont un impact réel sur leur sécurité alimentaire. Il est indéniable que l'alimentation des familles, bien qu'étant un élément important de leur expérience migratoire, n'est pas l'élément principal. Ainsi, au cours des entrevues, plusieurs autres aspects ont parfois pris le dessus et il importe de les considérer.

Les impacts de la guerre et de la migration sur la santé mentale des réfugiés syriens sont perceptibles dans les entrevues, que ce soit au niveau des traumatismes, des deuils, de l'anxiété, de la peur pour certains membres de leur famille, etc. Une étude portant sur des réfugiées cambodgiennes réinstallées aux États-Unis a associé les symptômes dépressifs à un plus grand risque de souffrir d'insécurité alimentaire (Peterman et al., 2013).

La langue, au cours des entrevues, est un des éléments les plus abordés, souvent de pair avec l'accès difficile à l'emploi. Alors qu'il est plutôt logique d'établir un lien entre ces éléments et l'accès et la disponibilité alimentaire, on peut aussi se questionner sur l'impact de ceux-ci sur la stabilité de la sécurité alimentaire. Comment le fait de ne pas parler français peut-il se répercuter sur la stabilité de la sécurité alimentaire des ménages? Dans la littérature, cela a été rapporté comme étant une barrière à la sécurité alimentaire dans deux études américaines (Hadley & Sellen, 2006; Hadley et al., 2007).

Finalement, l'intégration et l'inclusion à la société d'accueil pourraient aussi être reliées à la stabilité de la sécurité alimentaire des ménages de réfugiés. Ainsi, le fait d'être bien entouré et de s'intégrer pourrait être bénéfique et permettre une meilleure stabilité de la sécurité alimentaire de la manière d'un filet social. Dans la littérature, avoir un bon support social est associé à une meilleure sécurité alimentaire chez les réfugiés réinstallés en Australie (Gichunge et al., 2015). Malgré tout, il demeure difficile de statuer sur la stabilité de la sécurité alimentaire des ménages puisque tout apparaît comme étant inter relié et il pourrait donc être pertinent d'étudier la question dans une perspective globale.

6.4. Forces de l'étude

Cette étude comporte de nombreuses forces, surtout dans le cadre d'un mémoire de maîtrise. D'abord, il s'agit d'une étude qui s'inscrit dans une, plus large, effectuée dans

trois provinces canadiennes, ce qui permettra, à terme de l'étude, une vue plus globale de la situation des réfugiés syriens au Canada. Pour ce qui est de la méthode, il est certain que l'utilisation d'une méthode mixte comprenant des questionnaires quantitatifs et des entrevues semi-dirigées avec les réfugiés en plus d'entrevues semi-dirigées avec des informateurs clés impliqués auprès des réfugiés syriens confère un net avantage à cette étude quant à la compréhension de la problématique. Les taux d'insécurité alimentaire obtenus, bien que provenant d'un petit échantillon non significatif, nous permettent tout de même de faire certains liens avec les informations recueillies lors des entrevues qualitatives. Par exemple, il est intéressant de constater que les taux d'insécurité alimentaire mesurés sont élevés bien que l'insécurité alimentaire culturelle, très présente dans les entrevues qualitatives ne soit pas réellement pris en compte dans le questionnaire quantitatif utilisé. Cela démontre la pertinence d'adapter les outils quantitatifs de mesure de l'insécurité alimentaire chez les populations immigrantes pour qui l'aspect culturel occupe une place importante.

D'ailleurs, au niveau qualitatif, la taille de notre échantillon de réfugiés syriens (n=34) est substantielle et nous permet d'identifier plusieurs éléments marquants de leur vécu et de leur sécurité alimentaire. Le fait que le questionnaire aborde plusieurs aspects de leur expérience migratoire en plus des enjeux alimentaires est également une force puisque cela offre une perspective plus globale de l'impact de la migration sur la sécurité alimentaire des réfugiés.

Au niveau des échantillons de ménages syriens, il est intéressant d'avoir pu inclure non seulement des réfugiés réinstallés dans la région métropolitaine de Montréal, mais également dans d'autres villes de la province. Des réfugiés des deux principales catégories d'immigration (RPSP et RPCE) ont également été recrutés pour mieux comprendre les différentes expériences. Finalement, le fait d'avoir pu effectuer les entrevues dans la langue des participants est un grand avantage, puisque cela a permis d'inclure les réfugiés ne maîtrisant pas l'une ou l'autre des langues officielles du Canada.

6.5. Difficultés et limites de l'étude

L'un des plus grands défis - et aussi l'une des plus grandes limites - de cette étude a été le recrutement des participants. En plus de devoir composer avec un échantillon non aléatoire

(faute d'une liste exhaustive des réfugiés syriens réinstallés au Québec), la collaboration avec les organismes ayant accueilli les réfugiés syriens a été plus compliquée que prévu, comme discuté précédemment. Il est probable que le long délai (trois ans) qui s'est écoulé entre l'arrivée « massive » des Syriens et notre recherche ait nui au recrutement des réfugiés auprès des organismes étant donné la sur sollicitation et l'importante médiatisation des réfugiés syriens au Québec et au Canada. Il est aussi possible que le moment choisi pour la collecte de données, soit l'été, n'ait pas été optimal pour les travailleurs communautaires étant donné les vacances de certains employés. Pour ce qui est des organismes ou des organisations de parrainage qui ont refusé de nous mettre en contact avec les réfugiés syriens étant donné le thème de l'étude, cela peut démontrer la pertinence de celle-ci, puisque la sécurité alimentaire des réfugiés syriens ne semble pas d'emblée être une préoccupation pour les organismes qui les accueillent et cela pourrait se refléter dans les programmes et activités associés à cette problématique. Ces défis de recrutement ont alors mené à un échantillon quantitatif plus petit que prévu et la stratification de celui-ci a également été affectée (trop de RPCE par rapport aux RPSP). Cela rend alors difficiles les analyses statistiques permettant d'effectuer des associations entre différentes caractéristiques et l'insécurité alimentaire.

Ensuite, notre étude comporte également des limites en ce qui a trait aux outils. Au niveau quantitatif, avoir recours au MESAM comme outil de mesure de l'insécurité alimentaire confère un avantage évident à notre étude puisque cela permet une comparaison plus facile avec les données canadiennes. Toutefois, l'outil possède tout de même certaines limites. Parmi celles-ci, le fait que l'outil ne considère que l'insécurité alimentaire reliée à un manque d'argent a pour conséquence d'occulter l'insécurité alimentaire reliée, par exemple, aux aspects culturels. En plus des limites de l'outil dans sa forme originale, notons aussi que la traduction de l'outil, bien qu'utilisé auparavant demeure une limite lorsque vient le temps de comparer les résultats aux données canadiennes.

Également, on peut se demander si les questions du questionnaire socio-démographique sont adaptées au niveau culturel. Par exemple, nous avons remarqué que les questions reliées au « principal revenu financier » comportaient un biais culturel, puisque les

participants étaient portés à répondre automatiquement que l'homme était le pourvoyeur de la famille, peu importe qui gagnait le plus d'argent.

Outre la partie quantitative de l'étude, les questionnaires des entrevues semi-dirigées comportent également certaines limites. Au niveau du questionnaire destiné aux réfugiés syriens, celui-ci comportait très peu de questions par rapport aux habitudes alimentaires des ménages avant et après la migration, informations qui auraient été bénéfiques à l'évaluation de la sécurité alimentaire. Au niveau des entrevues, il a été impossible pour l'intervieweuse d'être suffisamment ferme pour effectuer les entrevues avec un seul participant à la fois, ayant pour impact de rendre certains enregistrements cacophoniques et pouvant aussi causer un biais important quant à l'information offerte par certains participants en présence de leur conjoint(e). De plus, la présence de plusieurs répondants fait en sorte qu'il est impossible d'analyser les résultats par genre. Il est également difficile de faire des associations entre l'entrevue et les données socio-démographiques étant donné les répondants multiples. Dans ce contexte, il aurait probablement été préférable d'avoir deux interviewers qui auraient pu prendre chaque membre de la famille à part lors de la visite au domicile des participants.

Ensuite, bien que d'effectuer les entrevues en arabe ait permis d'atteindre davantage de réfugiés, la traduction subséquente vers le français à des fins d'analyse et de rédaction a été un défi important. Il faut comprendre que la transcription de l'arabe est laborieuse étant donné l'alphabet différent de l'alphabet latin. Dans ce contexte, les personnes responsables de la transcription ont dû transcrire les verbatims directement en français, ce qui peut comporter des lacunes. Malgré tout, les traductions ont été validées entre les traductrices et par le coordonnateur du projet au Québec.

Finalement, il est également possible de soulever certaines limites concernant les entrevues avec les informateurs clés. Les questionnaires comportaient une importante section portant sur les services offerts par l'organisation aux réfugiés syriens. Avec du recul, nous avons réalisé qu'il était difficile d'utiliser cette partie de l'information recueillie puisqu'il était relativement facile d'identifier l'organisme en question. Ces informations ont malgré tout été bénéfiques à notre compréhension de la situation. Un autre aspect auquel nous n'avons initialement pas pensé est le fait que plusieurs informateurs clés étaient eux-mêmes des

immigrants ou des réfugiés dont la langue maternelle n'était pas le français. Certaines questions étaient donc trop complexes en français et il fallait les vulgariser davantage. Également, plusieurs questions se référaient aux aspects politiques de l'accueil des réfugiés, sujets avec lesquels la plupart des participants n'étaient pas familiers. Pour ce qui est des questions sur la sécurité alimentaire, encore une fois, le concept et les questions auraient dû être vulgarisées davantage, puisque certains informateurs semblaient croire que la sécurité alimentaire se référait uniquement au fait d'avoir suffisamment de nourriture pour combler la faim.

Chapitre 7 – Conclusion

Nous savons que l'insécurité alimentaire touche davantage les immigrants récents que la population québécoise en général, mais il n'existe pas de données spécifiques pour les réfugiés (Tarasuk, Dachner, et al., 2016). Certaines études réalisées au Canada ou dans d'autres pays occidentaux montrent des taux d'insécurité alimentaire très élevés chez diverses populations de réfugiés réinstallés. Par exemple, dans une étude menée dans les villes de Regina et de Saskatchewan, les résultats ont montré des taux de plus de 60% d'insécurité alimentaire chez des populations de réfugiés (Lane, 2017; Nisbet, 2011). Bien qu'il soit compris que la situation vécue par les réfugiés est particulièrement difficile puisque leur migration ne découle pas d'un choix personnel (Gagnon et al., 2006), les facteurs affectant leur sécurité alimentaire demeurent peu étudiés (Moffat et al., 2017). Depuis 2015, plus de 60 000 réfugiés syriens ont été réinstallés au Canada, dont près de 14 000 au Québec (IRCC, 2018). L'accueil des réfugiés syriens au Canada est sans précédent considérant le grand nombre d'individus accueillis dans un court délai (Gouvernement du Canada, 2017a).

Cette étude visait donc à comprendre comment les facteurs socioéconomiques, géographiques et culturels affectent l'insécurité alimentaire des ménages de réfugiés syriens au Québec en plus d'explorer les perceptions d'informateurs clés quant aux barrières et aux facteurs contribuant à la sécurité alimentaire des réfugiés réinstallés. Le but ultime de cette étude est d'aider à l'amélioration de la sécurité alimentaire des réfugiés nouvellement arrivés au Canada dans leur ensemble et plus particulièrement au Québec. Pour ce faire, des entrevues semi-dirigées ont été conduites auprès d'informateurs clés

(n=9) et une enquête transversale comprenant des questionnaires socio-démographiques et de sécurité alimentaire (MESAM) a été effectuée auprès de réfugiés syriens réinstallés au Québec (n=49), en plus d'entrevues semi-dirigées chez certains participants (n=34). L'analyse de contenu inductive a été utilisée pour traiter les données qualitatives.

Les résultats de l'enquête transversale montrent que 52% des réfugiés syriens de notre échantillon vivent en situation d'insécurité alimentaire, ce qui est comparable à ceux obtenus chez d'autres populations de réfugiés au Canada ainsi qu'aux États-Unis et en Australie. Au niveau des entrevues semi-dirigées, on constate que les périodes pré migratoire et migratoire sont importantes à étudier en plus de la période post migratoire. En effet, divers éléments tels que l'expérience d'insécurité alimentaire passée ou la détresse psychologique, entre autres, ont été rapportées. Ensuite, une fois réinstallés au Canada, la précarité financière demeure l'élément le plus frappant de la vulnérabilité des ménages à l'insécurité alimentaire. Cela est toutefois relié à plusieurs autres facteurs tels que la langue et l'accès à l'emploi, entre autres. La qualité des aliments telle que leur goût ainsi que l'accès géographique à des aliments du Moyen-Orient sont également des éléments à considérer afin de favoriser la sécurité alimentaire des réfugiés réinstallés. Au niveau des éléments facilitants, les habiletés culinaires des Syriens sont centrales dans notre compréhension de leur sécurité alimentaire et mériteraient que l'on réfléchisse davantage à cet aspect.

Du côté des informateurs clés, on remarque que dans l'ensemble, ils ont l'heure juste sur l'état de sécurité alimentaire des réfugiés réinstallés. Toutefois, ceux-ci gagneraient à reconnaître davantage les enjeux culturels de l'insécurité alimentaire, particulièrement en ce qui a trait à la qualité et au goût des aliments. Les banques alimentaires auraient intérêt à préconiser les aliments de base au lieu des aliments transformés, souvent méconnus des réfugiés.

En somme, de nombreuses pistes ont été explorées pour mieux comprendre l'insécurité alimentaire des réfugiés syriens réinstallés au Québec. Notre étude montre l'importance de tenir compte, lors de l'élaboration de politiques et programmes de prévention de l'insécurité alimentaire chez cette population, non seulement de l'aspect économique, mais également de plusieurs autres aspects dont ceux culturels.

Perspectives futures

Dans l'intérêt d'évaluer de façon plus précise l'état de sécurité alimentaire des réfugiés syriens ou d'une autre population de réfugiés réinstallés sur le territoire québécois, il serait essentiel d'obtenir un échantillon plus important dans chaque strate d'intérêt. Ensuite, la littérature a montré que peu de chercheurs s'intéressent à la sécurité alimentaire des réfugiés réinstallés depuis plus de cinq ans et encore moins depuis plus de 10 ans. Une étude longitudinale pourrait donc être un bon ajout à notre compréhension de la problématique. Bien que les données quantitatives d'insécurité alimentaire nous intéressent, les données qualitatives obtenues lors d'entrevues semi-dirigées permettent une compréhension plus globale de la situation des réfugiés avant, pendant et après la migration en ce qui a trait à leur sécurité alimentaire. Toutefois, une prochaine étude gagnerait à s'intéresser davantage aux habitudes alimentaires des réfugiés durant ces périodes. Pour ce faire, des méthodes quantitatives pourraient être utilisées (ex. mesures de la diversité alimentaire), de même que des méthodes qualitatives (photo-voix, groupes de discussion). Une étude portant spécifiquement sur la sécurité alimentaire et l'acculturation alimentaire des enfants pourrait aussi apporter une perspective complémentaire à l'étude. Alors qu'il importe de s'intéresser spécifiquement aux réfugiés syriens, réinstallés récemment au Canada dans un contexte particulier, plusieurs autres populations de réfugiés devraient être incluses dans de futures études, tout en gardant en tête que le pays d'origine importe. Finalement, cette étude incluait un volet qualitatif donnant la parole à des informateurs clés gravitant autour des réfugiés syriens réinstallés au Québec. Ces entrevues ont été bénéfiques à la compréhension de la situation, mais certains aspects pourraient être développés davantage dans le futur. Par exemple, un accent particulier devrait être mis sur les questions portant spécifiquement sur l'alimentation et la sécurité alimentaire. Également, il serait pertinent d'inclure davantage d'intervenants provenant du milieu de la santé afin d'avoir une perception différente de la situation.

Bibliographie

- Aljaroudi, R. (2018). *Exploring the Food Choices of Muslim Arab Immigrants in Canada* [thèse de doctorat, University Of Waterloo]. Uwspace. <https://uwspace.uwaterloo.ca/handle/10012/13196>
- Anderson, L., Hadzibegovic, D. S., Moseley, J. M., & Sellen, D. W. (2014). Household food insecurity shows associations with food intake, social support utilization and dietary change among refugee adult caregivers resettled in the United States. *Ecology of food and nutrition*, 53(3), 312-332.
- Bailey, J. (2008). First steps in qualitative data analysis: transcribing. *Family practice*, 25(2), 127-131.
- Bengtsson, M. (2016). How to plan and perform a qualitative study using content analysis. *NursingPlus Open*, 2, 8-14.
- Bickel, G., Nord, M., Price, C., Hamilton, W., & Cook, J. (2000). *Guide to measuring household food security: Revised*, United States Department of Agriculture, <https://naldc.nal.usda.gov/download/38369/PDF>
- Blanchet, R., Nana, C. P., Sanou, D., Batal, M., & Giroux, I. (2018). Dietary acculturation among black immigrant families living in Ottawa—a qualitative study. *Ecology of food and nutrition*, 57(3), 223-245.
- Citoyenneté et Immigration Canada. (2015). *Profil de population : Réfugiés syriens*. <https://cpa.ca/docs/File/Cultural/FR%20Syrian%20Population%20Profile.pdf>
- Davison, K. M., Gondara, L., & Kaplan, B. J. (2017). Food Insecurity, Poor Diet Quality, and Suboptimal Intakes of Folate and Iron Are Independently Associated with Perceived Mental Health in Canadian Adults. *Nutrients*, 9(3), 274.
- De Maio, F. G. (2010). Immigration as pathogenic: a systematic review of the health of immigrants to Canada. *International journal for equity in health*, 9(1), 27.
- Dharod, J. M., Croom, J. E., & Sady, C. G. (2013). Food insecurity: its relationship to dietary intake and body weight among Somali refugee women in the United States. *Journal of nutrition education and behavior*, 45(1), 47-53.
- Doad, S. (2016). *Food receipts analyses: Examining food choices and shopping practices of newly arrived refugee families in the U.S.* [mémoire de maîtrise, University of North Carolina]. NC Digital Online Collection of Knowledge and Scholarship. https://libres.uncg.edu/ir/uncg/f/Doad_uncg_0154M_12139.pdf
- Dunn, J. R., & Dyck, I. (2000). Social determinants of health in Canada's immigrant population: results from the National Population Health Survey. *Social science & medicine*, 51(11), 1573-1593.
- Elgersma, S. (2015). *La réinstallation des réfugiés - Les engagements d'ordre humanitaire du Canada* (Publication no 2015-11-F). Division de l'économie, des ressources et des affaires internationales du Canada. <https://lop.parl.ca/staticfiles/PublicWebsite/Home/ResearchPublications/InBriefs/PDF/2015-11-f.pdf>
- FAO. (1996). *Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale et Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation*. Sommet mondial de l'alimentation, 13-17 novembre 1996, Rome, Italie. <http://www.fao.org/docrep/003/W3613F/W3613F00.HTM>
- FAO. (2009). *Projet de déclaration du Sommet mondial sur la sécurité alimentaire*. Sommet mondial de l'alimentation, 16 – 18 novembre 2009, Rome, Italie. <http://www.fao.org/fileadmin/templates/wsfs/Summit/Docs/Declaration/K6050REV10F.pdf>
- Fondation OLO & Dispensaire diététique de Montréal. (2017). *Découvrir le monde et ses diverses saveurs : Profils alimentaires de régions du monde et de quelques aspects culturels liés à*

- la périnatalité.* <https://fondationolo.ca/wp-content/uploads/2017/12/fondation-olo-profil-alimentaires-complet-2017.pdf>
- Gagnon, A. J., Wahoush, O., Dougherty, G., Saucier, J.-F., Dennis, C.-L., Merry, L., . . . Stewart, D. E. (2006). The childbearing health and related service needs of newcomers (CHARSNN) study protocol. *BMC Pregnancy and Childbirth*, 6(1), 31. doi: 10.1186/1471-2393-6-31
- Gallegos, D., Ellies, P., & Wright, J. (2008). Still there's no food! Food insecurity in a refugee population in Perth, Western Australia. *Nutrition & Dietetics*, 65(1), 78-83.
- Gichunge, C., Harris, N., Tubei, S., Somerset, S., & Lee, P. (2015). Relationship between food insecurity, social support, and vegetable intake among resettled African refugees in Queensland, Australia. *Journal of Hunger & Environmental Nutrition*, 10(3), 379-389.
- Gobeil, M. (14 novembre 2015). Où sont les réfugiés syriens? Qui les accueille? La réponse en cartes. *Radio-Canada.* <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/749717/refugies-syriens-camps-accueil-pays-reponse-carte>
- Gouvernement du Canada. (2008). *Rapport de L'administrateur en chef de la santé publique sur l'état de la santé publique au Canada 2008 – S'attaquer aux inégalités en santé.* ISBN 978-0-662-08906-3. <https://www.canada.ca/content/dam/phac-aspc/migration/phac-aspc/cphorsphc-respcacsp/2008/fr-rc/pdf/CPHO-Report-f.pdf>
- Gouvernement du Canada. (2012a). *Découvrir le Canada - L'histoire du Canada.* <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/organisation/publications-guides/decouvrir-canada/lisez-ligne/histoire-canada.html>
- Gouvernement du Canada. (2012b). *Module d'enquête sur la sécurité alimentaire des ménages (MESAM).* <https://www.canada.ca/fr/sante-canada/services/aliments-nutrition/surveillance-aliments-nutrition/sondages-sante-nutrition/enquete-sante-collectivites-canadiennes-esc/insecurite-alimentaire-menages-canada-survol/module-enquete-securite-alimentaire-menages-mesam-surveillance-aliments-nutrition-sante-canada.html>
- Gouvernement du Canada. (2017a). *Engagements du Canada à l'égard des réfugiés syriens.* <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/services/refugies/bienvenue-refugies-syrien/engagement-canada.html>
- Gouvernement du Canada. (2017b). *Le Canada, terre d'asile.* <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/services/canadiens/celebrer-fait-etre-canadien/coin-des-enseignants/histoire-refugies.html>
- Gouvernement du Canada. (2017c). *Rapport annuel au Parlement sur l'immigration, 2017.* <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/organisation/publications-guides/rapport-annuel-parlement-immigration-2017.html>
- Gouvernement du Canada. (2017d). *Surveillance de l'insécurité alimentaire des ménages au fil du temps.* <https://www.canada.ca/fr/sante-canada/services/aliments-nutrition/surveillance-aliments-nutrition/sondages-sante-nutrition/enquete-sante-collectivites-canadiennes-esc/insecurite-alimentaire-menages-canada-survol/surveillance-insecurite-alimentaire-menages-temps-insecurite-alimentaire-menages-canada-survol-sante-canada.html>
- Gouvernement du Canada. (2017e). *Traités sur le droits de la personne - Traités multilatéraux relatifs aux droits de la personne auxquels le Canada est partie.* <https://www.canada.ca/fr/patrimoine-canadien/services/systeme-canada-nations-unies/traites.html>
- Gouvernement du Canada. (2018a). *Comprendre le statut de résident permanent.* <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/services/nouveaux-immigrants/carte-rp/comprendre-statut-rp.html>
- Gouvernement du Canada. (2018b). *Déterminants sociaux de la santé et inégalités en santé* <https://www.canada.ca/fr/sante-publique/services/promotion-sante/sante-population/est-determine-sante.html>

- Gouvernement du Canada. (2018c). *La composition des familles de réfugiés Syriens – Ad Hoc IRCC (Ensemble de données spécialisées)*. <https://ouvert.canada.ca/data/fr/dataset/ca243c40-a6d3-4a46-a578-b4fad4369df0>
- Gouvernement du Canada. (2018d). *Réfugiés syriens – Mises à jour mensuelles d'IRCC*. <https://ouvert.canada.ca/data/fr/dataset/01c85d28-2a81-4295-9c06-4af792a7c209>.
- Gouvernement du Québec. (2006). *Immigration humanitaire*. <https://www.immigration-quebec.gouv.qc.ca/fr/immigrer-installer/immigration-humanitaire/index.html>
- Gouvernement du Québec. (2013). *Plan d'action du gouvernement du Québec pour l'accueil et l'intégration des personnes réfugiées sélectionnées à l'étranger*. https://www.immigration-quebec.gouv.qc.ca/publications/fr/divers/PLA_AccueilRefugies2013-2016.pdf
- Gouvernement du Québec. (2016). *Pourcentage de réfugiés ayant bénéficié de l'évaluation du bien-être et de l'état de santé physique dans un délai de 30 jours*. <http://msss.gouv.qc.ca/repertoires/indicateurs-gestion/indicateur-000168/>
- Gouvernement du Québec. (2017a). *Rimouski devient la 14e ville d'accueil des personnes réfugiées prises en charge par l'État*. <http://www.fil-information.gouv.qc.ca/Pages/Article.aspx?idArticle=2501113259>.
- Gouvernement du Québec. (2017b). *Synthèse du bilan gouvernemental sur l'accueil des personnes réfugiées syriennes*. http://www.immigration-quebec.gouv.qc.ca/publications/fr/parrainage/SYN_BilanGouv_Consultation2016.pdf.
- Gouvernement du Québec. (2017c). *Données annuelles révisées, Bienvenue aux réfugiés syriens*. http://www.immigration-quebec.gouv.qc.ca/publications/fr/divers/Statistiques_Refugies_Syriens.pdf.
- Gouvernement du Québec. (2019). *Programme d'intégration linguistique pour les immigrants*. <http://www4.gouv.qc.ca/FR/Portail/Citoyens/Evenements/immigrer-au-quebec/Pages/apprentissage-francais-langue-seconde.aspx>.
- Graneheim, U. H., Lindgren, B.-M., & Lundman, B. (2017). Methodological challenges in qualitative content analysis: A discussion paper. *Nurse education today*, 56, 29-34.
- Graneheim, U. H., & Lundman, B. (2004). Qualitative content analysis in nursing research: concepts, procedures and measures to achieve trustworthiness. *Nurse education today*, 24(2), 105-112.
- Gucciardi, E., Vogt, J. A., DeMelo, M., & Stewart, D. E. (2009). An exploration of the relationship between household food insecurity and diabetes mellitus in Canada. *Diabetes care*, 32(12): 2218-2224.
- Hadley, C., Patil, C. L., & Nahayo, D. (2010). Difficulty in the food environment and the experience of food insecurity among refugees resettled in the United States. *Ecology of food and nutrition*, 49(5), 390-407.
- Hadley, C., & Sellen, D. (2006). Food security and child hunger among recently resettled Liberian refugees and asylum seekers: a pilot study. *Journal of Immigrant and Minority Health*, 8(4), 369-375.
- Hadley, C., Zodhiates, A., & Sellen, D. W. (2007). Acculturation, economics and food insecurity among refugees resettled in the USA: a case study of West African refugees. *Public health nutrition*, 10(4), 405-412.
- Hamelin, A.-M., Beaudry, M., & Habicht, J.-P. (1998). La vulnérabilité des ménages à l'insécurité alimentaire. *Canadian Journal of Development Studies/Revue canadienne d'études du développement*, 19(4), 277-306.
- Hamelin, A.-M., Mercier, C., & Bédard, A. (2008). Perception of needs and responses in food security: divergence between households and stakeholders. *Public health nutrition*, 11(12), 1389-1396.
- Hansen, L., Maidment, L., & Ahmad, R. (2016). Syrian refugees: Early observations on the health of Syrian refugees in Canada. *Canada Communicable Disease Report*, 42(Suppl 2), S8.

- Hassan, D. A. E., & Hekmat, S. (2012). Dietary acculturation of Arab immigrants: In the greater Toronto area. *Canadian Journal of Dietetic Practice and Research*, 73(3), 143-146.
- Imbert, G. (2010). L'entretien semi-directif : à la frontière de la santé publique et de l'anthropologie. *Recherche en soins infirmiers*, 102(3), 23-34. doi: 10.3917/rsi.102.0023
- IRCC, Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada. (2016). *Évaluation rapide de l'incidence de l'initiative de réinstallation des réfugiés syriens* (Numéro de référence : E1-2016). <https://www.canada.ca/content/dam/ircc/migration/ircc/francais/ressources/evaluation/pdf/evaluation-initiative-reinstallation-refugiés-syriens.pdf>
- IRCC, Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada. (2018). *Canada - Admissions de réfugiés syriens selon la province / le territoire de destination envisagé(e), la langue maternelle et la catégorie d'immigration*. <https://ouvert.canada.ca/data/fr/dataset/01c85d28-2a81-4295-9c06-4af792a7c209>
- Jones, A. D., Ngunjiri, F. M., Pelto, G., & Young, S. L. (2013). What are we assessing when we measure food security? A compendium and review of current metrics. *Advances in Nutrition*, 4(5), 481-505.
- Kalich, A., Heinemann, L., & Ghahari, S. (2016). A scoping review of immigrant experience of health care access barriers in Canada. *Journal of Immigrant and Minority Health*, 18(3), 697-709.
- Khakpour, M., Sadeghi, L., Jenzer, H., Martins, S., Farag, M., Koc, M., . . . Vatanparast, H. (2017). The Impact of Soci-economic and Cultural Factors on Refugee Households' Food Insecurity: a Snapshot of the Food security Status of Afghan Refugees in Switzerland. *The FASEB Journal*, 31(1_supplement), 791.713-791.713.
- Kherallah, M., Alahfez, T., Sahloul, Z., Eddin, K. D., & Jamil, G. (2012). Health care in Syria before and during the crisis. *Avicenna journal of medicine*, 2(3), 51.
- Kirkpatrick, S. I., & Tarasuk, V. (2008a). Food insecurity in Canada: considerations for monitoring. *Canadian Journal of Public Health/Revue Canadienne de Santé Publique*, 324-327.
- Kirkpatrick, S. I., & Tarasuk, V. (2008b). Food insecurity is associated with nutrient inadequacies among Canadian adults and adolescents. *The Journal of nutrition*, 138(3), 604-612.
- Kitzinger, J. (1999). Introducing focus groups. *BMJ: British Medical Journal*, Vol. 311, No. 7000 (Jul. 29, 1995), pp. 299-302. https://www.jstor.org/stable/29728251?seq=1&cid=pdf-reference#references_tab_contents
- La Presse Canadienne. (28 février 2016). Le 25 000e réfugié syrien est arrivé au Canada. *Radio-Canada*. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/767705/25000-refugiés-arrive-montreal-promise-gouvernement-trudeau>
- Lane, V. (2017). *Dietary Intake, Physical Activity, Food Security and Nutritional Status of Newcomer Children in Saskatchewan* [thèse de doctorat, University of Saskatchewan]. Harvest. <https://harvest.usask.ca/bitstream/handle/10388/7809/LANE-DISSERTATION-2017.pdf?sequence=1&isAllowed=y>
- Lawlis, T., Islam, W., & Upton, P. (2018). Achieving the four dimensions of food security for resettled refugees in Australia: A systematic review. *Nutrition & Dietetics*, 75(2), 182-192.
- Mahar-Piersma, C., Davis, R., & Alchukr, R. (2014). *Refugees from SYRIA*. In Donald A. Ranard (Ed.), *Cultural Orientation Resource Center*. United States: Center for Applied Linguistics. <file:///C:/Users/p1050309/Downloads/CAL+Backgrounder+08+-+Syrians+FINAL.pdf>
- Maxwell, D. G. (1996). Measuring food insecurity: the frequency and severity of "coping strategies". *Food policy*, 21(3), 291-303.
- Maxwell, S. (1996). Food security: a post-modern perspective. *Food policy*, 21(2), 155-170.
- Maxwell, S., & Smith, M. (1992). Household food security: a conceptual review. *Household food security: Concepts, indicators, measurements*, 1-72.
- Moffat, T., Mohammed, C., & Newbold, K. B. (2017). Cultural dimensions of food insecurity among immigrants and refugees. *Human Organization*, 76(1), 15-27.

- Morse, J. M. (2008). Confusing categories and themes. *Qualitative Health Research*, 18(6), 727–728. <https://doi.org/10.1177/1049732308314930>
- Nisbet, C. N. (2011). *Have we forgotten the children? Health and nutrition issues in refugee and immigrant newcomer children* [mémoire de maîtrise, University of Saskatchewan]. Harvest. https://harvest.usask.ca/bitstream/handle/10388/etd-08302011-005857/Nisbet_Christine_MScNutrition_thesis_August_2011.pdf?sequence=1&isAllowed=y
- Nord, M. (2002). *A 30-day food security scale for Current Population Survey Food Security Supplement data*: US Department of Agriculture, Economic Research Service Washington, DC. https://www.ers.usda.gov/webdocs/publications/43192/31177_efan02015_002.pdf?v=0
- OCHA, United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (2016). *Syrian Arab Republic*. <https://www.unocha.org/syrian-arab-republic/about-ocha-syria>
- Patil, C. L., Hadley, C., & Nahayo, P. D. (2009). Unpacking dietary acculturation among new Americans: results from formative research with African refugees. *Journal of Immigrant and Minority Health*, 11(5), 342-358.
- Pereira, C. A., Larder, N., & Somerset, S. (2010). Food acquisition habits in a group of African refugees recently settled in Australia. *Health & Place*, 16(5), 934-941.
- Perkins, J. (2018). *Settlement Experiences of Syrian Refugees* [mémoire de maîtrise, University of Western Ontario]. Western Libraries. <https://ir.lib.uwo.ca/cgi/viewcontent.cgi?article=7265&context=etd>
- Peterman, J. N., Wilde, P. E., Silka, L., Bermudez, O. I., & Rogers, B. L. (2013). Food insecurity among Cambodian refugee women two decades post resettlement. *Journal of Immigrant and Minority Health*, 15(2), 372-380.
- PFPPR, Programme de formation sur le parrainage privé de réfugiés (2019). Le Programme de Parrainage Privé des Réfugiés. <http://www.rstp.ca/fr/parrainage-de-refugies/le-programme-de-parrainage-prive-des-refugies/>
- Piwowarczyk, L., Keane, T. M., & Lincoln, A. (2008). Hunger: the silent epidemic among asylum seekers and resettled refugees. *International Migration*, 46(1), 59-77.
- Popkin, B. M. (2006). Global nutrition dynamics: the world is shifting rapidly toward a diet linked with noncommunicable diseases-. *The American journal of clinical nutrition*, 84(2), 289-298.
- REDCap. (2019). *Welcome to REDCap*. <https://redcap.usask.ca/>
- Renzaho, A. M., & Burns, C. (2006). Post-migration food habits of sub-Saharan African migrants in Victoria: A cross-sectional study. *Nutrition & Dietetics*, 63(2), 91-102.
- Rodriguez, P. (2015). *Determinants of Immigrant Food Security: An Examination of the Food Environment in the Region of Waterloo, Ontario* [mémoire de maîtrise, University of Waterloo]. Uwspace. https://uwspace.uwaterloo.ca/bitstream/handle/10012/9350/Rodriguez_Paulina_.pdf?sequence=1&isAllowed=y
- Rondinelli, A. J., Morris, M. D., Rodwell, T. C., Moser, K. S., Paidá, P., Popper, S. T., & Brouwer, K. C. (2011). Under-and over-nutrition among refugees in San Diego County, California. *Journal of Immigrant and Minority Health*, 13(1), 161-168.
- Sanou, D., O'Reilly, E., Ngnie-Teta, I., Batal, M., Mondain, N., Andrew, C., . . . Bourgeault, I. L. (2014). Acculturation and nutritional health of immigrants in Canada: a scoping review. *Journal of Immigrant and Minority Health*, 16(1), 24-34.
- Santé Canada. (2007). *Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes, cycle 2.2, Nutrition (2004) - Sécurité alimentaire liée au revenu dans les ménages canadiens* (Publication no H164-42/2007F-PDF). https://www.canada.ca/content/dam/hc-sc/migration/hc-sc/fn-an/alt_formats/hpfb-dgpsa/pdf/surveill/income_food_sec-sec_alim-fra.pdf

- Satia-Abouta, J. (2003). Dietary acculturation: definition, process, assessment, and implications. *Int J Hum Ecol*, 4(1), 71-86.
- Satia, J. A. (2010). Dietary acculturation and the nutrition transition: an overview. *Applied physiology, nutrition, and metabolism = Physiologie appliquee, nutrition et metabolisme*, 35(2), 219-223.
- Shaw, J. D. (2007). *World food security - A History since 1945*. Palgrave Macmillan ed.
- Sia, D., Miszkurka, M., Batal, M., Delisle, H., & Zunzunegui, M. V. (2019). Chronic disease and malnutrition biomarkers among unemployed immigrants and Canadian born adults. *Archives of Public Health*, 77(1), 41.
- Simich, L., Beiser, M., Stewart, M., & Mwakarimba, E. (2005). Providing social support for immigrants and refugees in Canada: Challenges and directions. *Journal of Immigrant and Minority Health*, 7(4), 259-268.
- Simich, L., Hamilton, H., & Baya, B. K. (2006). Mental distress, economic hardship and expectations of life in Canada among Sudanese newcomers. *Transcultural Psychiatry*, 43(3), 418-444.
- SOHR, Syrian Observatory for Human Rights (2018). *During 7 consecutive years... about 511 thousand people killed since the start of the Syrian revolution in 2011*. <http://www.syriahr.com/en/?p=86573>
- Statistics Canada. (2004). *Canadian Community Health Survey. Cycle 2.2*. <http://www23.statcan.gc.ca/imdb/p2SV.pl?Function=getSurvey&SDDS=3226>
- Strauss, A., & Corbin, J. (1994). Grounded theory methodology. *Handbook of qualitative research*, 17, 273-285.
- Subedi, R. P., & Rosenberg, M. W. (2014). Determinants of the variations in self-reported health status among recent and more established immigrants in Canada. *Social science & medicine*, 115, 103-110.
- Sulaiman-Hill, C. M., & Thompson, S. C. (2011). Sampling challenges in a study examining refugee resettlement. *BMC international health and human rights*, 11(1), 2.
- Tarasuk, V. (2001). Document de travail sur l'insécurité alimentaire individuelle et des ménages. *Santé Canada*. https://www.canada.ca/content/dam/hc-sc/migration/hc-sc/fn-an/alt_formats/hpfb-dgpsa/pdf/nutrition/food_sec_entire-sec_aliments_entier-fra.pdf
- 23qqqq Association between household food insecurity and annual health care costs. *Canadian Medical Association Journal*, cmaj. 150234.
- Tarasuk, V., Dachner, N., & Mitchell, A. (2016). *L'insécurité alimentaire des ménages au Canada, 2014*. Toronto: Research to identify policy options to reduce food insecurity (PROOF) <https://proof.utoronto.ca/wp-content/uploads/2016/05/Ins%C3%A9curit%C3%A9-alimentaire-des-m%C3%A9nages-au-Canada-2014.pdf>
- Tarasuk, V., Mitchell, A., & Dachner, N. (2013). *L'insécurité alimentaire des ménages au Canada, 2012*. Toronto: Research to identify policy options to reduce food insecurity (PROOF) https://proof.utoronto.ca/wp-content/uploads/2014/05/Household_Food_Insecurity_in_Canada-2012_FR.pdf
- Tarraf, D., Sanou, D., Blanchet, R., Nana, C. P., Batal, M., & Giroux, I. (2018). Prevalence and determinants of food insecurity in migrant Sub-Saharan African and Caribbean households in Ottawa, Canada. *International Journal of Migration, Health and Social Care*, 14(2), 160-173.
- Thibeault, D. (7 septembre 2015). Crise des réfugiés : Harper invoque l'importance de « protéger notre sécurité ». *Radio-Canada*. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/737536/refugies-collaboration-npd-pcc-lettre-plc>
- Troper, H. (2013). Immigration au Canada. *L'encyclopédie canadienne*. <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/immigration>
- UNHCR, United Nations High Commissioner for Refugees (19 avril 2018). *Urgence Syrie*. <https://www.unhcr.org/fr/urgence-en-syrie.html>

- UNHCR, United Nations High Commissioner for Refugees (13 janvier 2019). *Syria Regional Refugee Response*. <https://data2.unhcr.org/en/situations/syria>
- Vang, Z. M., Sigouin, J., Flenon, A., & Gagnon, A. (2017). Are immigrants healthier than native-born Canadians? A systematic review of the healthy immigrant effect in Canada. *Ethnicity & health*, 22(3), 209-241.
- Vaudano, M. (2015). Comprendre la crise des migrants en Europe en cartes, graphiques et vidéos. *Le Monde*. https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2015/09/04/comprendre-la-crise-des-migrants-en-europe-en-cartes-graphiques-et-videos_4745981_4355770.html
- Ville de Montréal. (2015). Accueil et intégration des réfugiés syriens à Montréal. http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/PRT_VDM_FR/MEDIA/DOCUMENT_S/FICHE_TECHNIQUE_ACCUEIL_INTEGRATION_REFUGIES_SYRIENS.PDF
- Vozoris, N. T., & Tarasuk, V. S. (2003). Household food insufficiency is associated with poorer health. *The Journal of nutrition*, 133(1), 120-126.
- Wehler, C. A. (1995). *Community Childhood Hunger Identification Project: A Survey of Childhood Hunger in the United States*. Food Research and Action Center, Washington, DC. <https://files.eric.ed.gov/fulltext/ED354986.pdf>

Annexe A. Documents reliés au recrutement

Document 1. Résumé du projet destiné aux organismes et informateurs clés

L'IMPACT DES FACTEURS SOCIO-ÉCONOMIQUES, GÉOGRAPHIQUES ET CULTURELS SUR L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE DES RÉFUGIÉS SYRIENS :
UNE ÉTUDE COMPRÉHENSIVE APRÈS LA RÉINSTALLATION AU CANADA

L'équipe de recherche :

Chercheur principal: Hassan Vatanparast Professeur associé Faculté de Pharmacie et de Nutrition Université de Saskatchewan	Chercheur principal Ontario: Mustafa Koc Professeur titulaire Département de Sociologie Université Ryerson Coordonnatrice régionale Ontario : Dina Taha, Candidate PhD Département de Sociologie Université York	Chercheur principal Québec: Malek Batal Professeur associé Département de Nutrition Université de Montréal Coordonnatrice régionale Québec: Joanie Chevrier, Candidate M. Sc. Département de Nutrition Université de Montréal Courriel : joanie.chevrier@umontreal.ca
Gestionnaires de projet: Sindhuja Dasarathi, MPH Samer Al-Bazz, RD, Candidat PhD Faculté de Pharmacie et de Nutrition Université de Saskatchewan		

Approbation éthique : Ce projet a reçu un certificat d'approbation éthique de la part du Comité d'éthique de la recherche en santé (CERES) de l'Université de Montréal.

Financement : Ce projet est financé par le Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH) du Canada, l'organisme subventionnaire fédéral qui encourage et appuie la recherche et la formation en recherche en sciences humaines au niveau postsecondaire.

Problématique : Selon la FAO, la sécurité alimentaire existe lorsque « tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs

préférences alimentaires pour mener une vie saine et active.»² L'insécurité alimentaire est un problème de santé publique important, car «la santé et le bien-être des personnes sont étroitement liés à leur sécurité alimentaire »³. Au Canada, le taux d'insécurité alimentaire de la population générale est de 11,8% et atteint 15,2% chez les immigrants récents⁴, mais il n'existe pas, à ce jour, de données spécifiques pour les réfugiés. Toutefois, certaines études ont montré des taux très préoccupants dans certaines populations de réfugiés du Canada. Par exemple, dans une étude menée dans les villes de Regina et de Saskatoon, où les taux d'insécurité alimentaire de la population générale sont respectivement de 13,6% et de 11,8%⁵, les taux mesurés étaient de 43% chez les immigrants et de 61,5% chez les réfugiés⁶. Bien qu'il soit connu que la situation vécue par les réfugiés est particulièrement difficile étant donné la nature permanente et forcée de leur migration^{7,8}, les facteurs affectant leur sécurité alimentaire, particulièrement en ce qui a trait aux aspects culturels et du genre, sont peu étudiés. Sachant que depuis 2015, plus de 51 000 réfugiés syriens se sont réinstallés au Canada⁹, il importe de connaître l'état de la sécurité alimentaire de ces familles et d'en comprendre les facteurs sous-jacents. Cette population a été choisie car sa migration est la plus massive et des études comparatives sont planifiées pour comprendre les facteurs associés à la sécurité alimentaire d'abord dans les pays limitrophes à la Syrie (Jordanie, Liban, Turquie), ensuite sur le continent européen et enfin au Canada. Cette

² Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (1996), *Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale, Plan d'action du sommet mondial de l'alimentation*, paragraphe 1, Rome : novembre 1996. . Disponible au : <http://www.fao.org/docrep/013/al936f/al936f00.pdf>, accédé le 13/02/2018.

³ Tarasuk, V, Mitchell, A, Dachner, N. (2016). *Household food insecurity in Canada, 2014. Toronto:*

Research to identify policy options to reduce food insecurity (PROOF). Repéré à: <http://proof.utoronto.ca>

⁴ *Ibid.*

⁵ Tarasuk, V, Mitchell, A, Dachner, N. (2016). *Household food insecurity in Canada, 2014. Toronto:*

Research to identify policy options to reduce food insecurity (PROOF). Repéré à: <http://proof.utoronto.ca>

⁶ Lane, V. (2017). *Dietary intake, physical activity, food security and nutritional status of newcomer children in Saskatchewan* (Thèse de doctorat, Université de Saskatchewan). Repéré à:

<https://ecommons.usask.ca/handle/10388/7809>

⁷ Gagnon, A.J., Wahoush, O., Dougherty, G., Saucier, J.F., Dennis, C.L., Merry, L., et al. (2006). *The childbearing health and related service needs of newcomers study protocol*. BMS Pregnancy Childbirth, 6, 31.

⁸ UNHCR. (2010). *Global Appeal 2010/11*. Retrieved July 7, 2010, from UNHCR Agency Web site: <http://www.unhcr.org/4b03cdc39.pdf>

⁹ Gouvernement du Canada. 2018. *Admissions de réfugiés syriens selon la province / le territoire de destination envisagé(e), la langue maternelle et la catégorie d'immigration*. Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC).

étude comparative pourra évaluer l'impact relatif des différentes mesures mises en place dans les juridictions différentes.

Objectifs de la recherche:

1. Comprendre l'impact des facteurs socio-culturels, géographiques et culturels ainsi que le rôle du genre sur les réfugiés syriens nouvellement arrivés au Canada sur:
 - Leur intégration dans les communautés canadiennes
 - L'état de leur sécurité alimentaire
2. Explorer les perceptions des informateurs clés en ce qui a trait aux barrières et aux facteurs contribuant à l'atteinte de la sécurité alimentaire chez les réfugiés.

Questions de recherche :

1. Quelles sont les **similitudes et les différences quant à la sécurité alimentaire** des réfugiés syriens parmi:
 - a. Les régions métropolitaines, les petites villes et les collectivités rurales
 - b. Les communautés francophones et anglophones au Canada
 - c. Les trois principales catégories de réfugiés
2. Comment les différences de **statut social** entre les familles de réfugiés se reflètent-elles dans leur statut de sécurité alimentaire?
3. Quels sont les obstacles **socio-économiques et culturels** à la sécurité alimentaire chez les réfugiés syriens?
4. Les rôles des **genres et la division domestique du travail** parmi les familles de réfugiés syriens ont-ils des impacts sur l'état de la sécurité alimentaire?
5. Quels sont les **obstacles perçus et les opportunités** pour atteindre la sécurité alimentaire du point de vue des informateurs clés et des réfugiés?
6. Quelles sont les **meilleures pratiques en matière de politiques** de réinstallation qui contribuent à la sécurité alimentaire?

Méthodes de recherche :

1. Entrevues auprès d'informateurs clés impliqués dans l'intégration des réfugiés syriens, la santé et la mise en place de politiques.
2. Enquêtes auprès de familles de réfugiés syriens comprenant des questionnaires socio-démographiques et de sécurité alimentaire.

3. Entrevues détaillées avec une partie des familles de réfugiés syriens.

Implication des informateurs clés :

Participation à une entrevue individuelle d'une durée d'environ une heure visant à recueillir les expériences de travail avec les réfugiés, les réflexions sur les problèmes de réinstallation et les ressources et services disponibles.

Résultats attendus :

Élaboration de recommandations visant à améliorer la sécurité alimentaire chez les réfugiés nouvellement arrivés au Canada en prenant l'exemple des réfugiés syriens et identifier les stratégies d'adaptation et les programmes gagnants pour une meilleure sécurité alimentaire.

Bénéfices potentiels:

- Influencer les programmes et les politiques pour faciliter la transition des familles réfugiées.
- Accroître la disponibilité et l'accessibilité d'aliments culturellement appropriés pour les réfugiés.
- Améliorer la santé le bien-être des réfugiés.
- Améliorer les services offerts aux réfugiés et aux immigrants.

Document 2. Affiche de recrutement destinés aux réfugiés syriens

Version française

L'impact des facteurs socio-économiques, géographiques et culturels sur l'insécurité alimentaire des ménages de réfugiés syriens au Canada:

une étude compréhensive après la réinstallation au Canada

Buts de la recherche:

1. Comprendre l'impact des facteurs socio-culturels, géographiques et culturels ainsi que le rôle du genre chez les réfugiés syriens nouvellement arrivés au Canada sur:
 - Leur intégration dans les communautés canadiennes
 - L'état de leur sécurité alimentaire
2. Explorer les perceptions des informateurs clés en ce qui a trait aux barrières et aux facteurs contribuant à l'atteinte de la sécurité alimentaire chez les réfugiés

Collaborateurs:

Université
de Montréal



UNIVERSITY OF
SASKATCHEWAN

Ryerson
University

Résultats attendus:

Recommandations visant à améliorer la sécurité alimentaire chez les réfugiés syriens nouvellement arrivés au Canada.

Bénéfices potentiels:

- Accroître la disponibilité et l'accessibilité d'aliments culturellement appropriés pour les réfugiés syriens
- Améliorer la santé et le bien-être des réfugiés syriens
- Améliorer les services offerts aux réfugiés et aux immigrants par les fournisseurs de services

Compensation:

Vous recevrez un certificat-cadeau de 10 ou 15\$ afin de vous remercier de votre participation à notre projet de recherche (10\$ pour les questionnaires seulement, 15\$ si vous faites aussi l'entrevue).

Quel sera votre implication?

Vous aurez à compléter les questionnaires et entrevues suivants avec notre assistant de recherche arabophone:

- Questionnaire socio-démographique
- Questionnaire sur la sécurité alimentaire
- Entrevue détaillée

Où et quand?

La rencontre aura lieu dans l'organisme de parrainage dont vous faites partie au cours du mois de juin (la date et l'heure vous sera confirmée sous peu).

Pour plus d'information, contactez Joanie Chevrier

joanie.chevrier@umontreal.ca

تأثير العوامل الاجتماعية والاقتصادية والجغرافية والثقافية على انعدام الأمن الغذائي لأسر اللاجئين السوريين: دراسة شاملة بعد إعادة التوطين في كندا

ما هي أهداف البحث؟

1. فهم تأثير العوامل الاجتماعية والاقتصادية والجغرافية والثقافية على اندماج اللاجئين السوريين الجدد في المجتمع الكندي وعلى حالة أمنهم الغذائي.
2. تحديد المفاهيم المتعلقة بأهم العوائق والعوامل الخاصة بتحقيق الأمن الغذائي للاجئين السوريين.

النتائج المرجوة:

التوصل لمجموعة من الإرشادات والتعليمات بهدف تحسين الأمن الغذائي لدى اللاجئين السوريين الوافدين حديثاً إلى كندا.

نأمل أن تساهم نتائج الدراسة في :

- زيادة توافر الأطعمة المقبولة ثقافياً وإمكانية الوصول إليها من قبل اللاجئين السوريين.
- تحسين الحالة الصحية وتأمين راحة اللاجئين السوريين بشكل عام.
- تحسين الخدمات المقدمة للاجئين والمهاجرين من قبل الهيئات المعنية ومقدمي الخدمات.

الحوافز

سوف يتلقى المشارك بطاقة بقيمة \$10 إذا شارك في الاستبيانات فقط أو بقيمة \$15 إذا شارك في الاستبيانات والمقابلة المفصلة كتقدير لمشاركته.

كيف ستتم مشاركتك؟

- سيتمين عليك إكمال ما يلي بمساعدة باحثنا الناطق باللغة العربية:
- 1- استبيان اجتماعي ديموغرافي (استمارة)
 - 2- استبيان حول الأمن الغذائي (استمارة)
 - 3- مقابلة مفصلة.

أين ومتى؟

سيعقد الاجتماع في المنظمة الكفيلة المنتمية إليها المشارك خلال شهر يونيو (سيتم تأكيد التاريخ والتوقيت قريباً).

لمزيد من المعلومات باللغة العربية ، يمكنك الاتصال ب أمانى الأسمر على الرقم عبر البريد الإلكتروني على العنوان
amani.al-asmar@umontreal.ca.

لمزيد من المعلومات باللغة الفرنسية أو الإنجليزية ، يمكنك الاتصال ب جواني شيفريه على الرقم عبر البريد الإلكتروني على العنوان
joanie.chevrier@umontreal.ca.



هذه الدراسة بالتعاون مع:

Annexe B : Formulaire de consentement

Formulaire de consentement – réfugiés syriens

Version anglaise

SYRIAN REFUGEE COMMUNITY CONSENT FORM

You are invited to participate in a study entitled:

The impact of socio-economic, geography and cultural factors on household food insecurity of Syrian refugees: a comprehensive study after resettlement in Canada

<p>Principal Investigators: Hassan Vatanparast Associate Professor College of Pharmacy & Nutrition University of Saskatchewan Phone: Email: vatan.h@usask.ca</p> <p>Project Manager: Sindhuja Dasarathi, MPH College of Pharmacy & Nutrition University of Saskatchewan Phone: Email: sindhuja.dasarathi@usask.ca</p>	<p>Ontario Lead Investigator: Mustafa Koc Full Professor Department of Sociology Ryerson University Phone: Email: mkoc@ryerson.ca</p> <p>Ontario Regional Coordinator: Dina Taha Sociology Department York University Phone: Email: dinataha@yorku.ca</p>	<p>Quebec Lead Investigator: Malek Batal Associate Professor Department of Nutrition Université de Montréal Phone: Email: malek.batal@umontreal.ca</p> <p>Quebec Regional Coordinator: Joanie Chevrier, M. Sc. candidate, Department of nutrition Université de Montréal Phone: Email: joanie.chevrier@umontreal.ca</p>
--	---	---

Please take note that team members are not affiliated with the Government of Canada, the Canadian Ministry of Immigration and Citizenship, nor any Syrian authorities.

Funded by: Social Sciences and Humanities Research Council (SSHRC), the federal research funding agency that supports research and research training in the humanities and social sciences. For more information, go to www.sshrc-crsh.gc.ca.

***Food security** exists when all people, at all times, have physical, social and economic access to sufficient, safe and nutritious food that meets their dietary needs and food preferences for an active and healthy life.” (FAO, 2003)*

Purpose of the Research:

- The purpose of the study is to determine which factors may help or hinder adjustment into a new environment. This study will help to determine what impact's families' access to food (food security) before and after arrival to Canada.
- The four main questions of the study are:
 1. How many Syrian refugee families experienced food insecurity before and after arrival to Canada?
 2. How do factors such as education and income affect the food security of Syrian refugees?
 3. What are the barriers to food security in Syrian refugees?
 4. How do past experiences of Syrian refugees in refugee camps or in last country of residence before moving to Canada help or hinder adaptation into the new environment in Canada?

Procedures for the questionnaire:

- If you accept to participate, you will be asked to complete two questionnaires with a researcher. The questionnaires are: 1) Socio-demographics, and 2) Food Security. The total time to collect your information is approximately 45 minutes. The interview will take place at a location agreed upon by the interviewer and interviewee.
- We will collect information such as your age, gender, and income level. Using this information, we will be able to make sure that our study represents all possible viewpoints of Syrian refugees. It will also help us to understand our study population more. All information that is provided will be stored in a secure database.
- Certain participants will also be asked to fill out an in-depth interview. To select participants for the interview, the research assistant will ask one out of two eligible men and one out of two eligible women.

Procedures for the interview (ONLY READ TO PERSONS WHO HAVE BEEN CHOSEN TO PARTICIPATE):

- The interview will reflect the research questions mentioned above. During this interview, we will discuss your experiences before moving to Canada, and current experiences in Canada. We can also discuss any other experiences that you would like to share.
- With your permission, we would like to record the interview. This will help us improve the rigour of our work. The tapes will be transcribed to paper. Both the audiotapes and transcripts will be coded so you cannot be identified by name.
- The estimated time for the interview is 45 minutes.

Potential Risks and Benefits:

- Your participation will provide useful information for health professionals. It will also help create programs that facilitate the transition for refugee families.
- There are minimal risks to you if you participate in this research. Lack of confidentiality is a risk, but we will take every step to anonymize your information. Your name will not appear in any publications. We will strive to minimize any stress related to the survey questions. You can refuse to answer any question and ask to interrupt the interview at any time.

Compensation:

- Family members who participate in the questionnaire and the in-depth interview will receive a 15\$ gift card from a nearby store. Those who only answer the questionnaire will receive a 10\$ gift card.

Confidentiality:

- We will keep the interview notes, drafts and audiotapes in a locked drawer at the participating university closest to you. Saskatchewan: University of Saskatchewan; Ontario: Ryerson University; Quebec: Université de Montréal. The information on the tablets will be kept on a password-protected computer at the same university and stored on University of Saskatchewan secure server. Only the group-based results and examples of anonymized quotes will be presented at conference and

published in journal articles. However, the results cannot be traced back to the individual participants.

Right to Withdraw:

- Your participation is voluntary. You can answer only those questions that you are comfortable with. You may withdraw from the research project for any reason, at any time, without explanation or penalty of any sort. Should you wish to withdraw from the research project, any data that you have contributed will be destroyed at your request. Withdrawal will not affect your right to receiving a \$10 gift card.
- Whether you choose to participate or not will have no effect on your access to services, your immigration status, or the way governmental authorities treat your file.
- Your right to withdraw information from the study will apply until information from all participants has been combined. After this date, it is possible that some results will have been presented and it may not be possible to withdraw your information.

Follow up:

- Upon completion of study, a study summary will be sent to you through mail.

Questions or Concerns:

- Please feel free to ask me any questions regarding the study or your role in the study.
- If you have questions or concerns about the study after we have finished the interview, you may contact Quebec Regional Coordinator Joanie Chevrier, who can refer you, if necessary, to Quebec Lead Investigator Malek Batal, who is fluent in Arabic.
- This research project has been approved on ethical grounds by the Research Ethics Board of the University of Saskatchewan, Ryerson University and Université de Montréal. Any questions regarding your rights as a participant may be addressed to that committee through the Research Ethics Office (Email: guillaume.pare@umontreal.ca Phone: (514) 343-6111 #2604).

Responsibility of the research team:

By agreeing to participate in this study, you do not waive any of your rights or release researchers, sponsors or establishment of their civil and professional responsibilities in the case of prejudice.

Researcher's commitments:

I explained the participation conditions for the research project to the participant. I answered to the best of my knowledge the questions asked and I made sure of the understanding of the participant. I, along with the research team, promise to respect what was agreed in this information and consent form.

Name of Researcher Signature of Researcher Date

The descriptive part of this Consent Form will be left with the participant.

إستمارة موافقة للإشتراك في الدراسة لللاجئين السوريين

أنتم مدعون للمشاركة في دراسة بعنوان: " تأثير العوامل الإجتماعية والإقتصادية والجغرافية والثقافية على إنعدام الأمن الغذائيّ لأسر اللاجئين السوريين: دراسة شاملة بعد إعادة التوطين في كندا".

<p>الباحث الرئيسي في كيبك: ديبطل مالك أستاذ مشارك قسم التغذية جامعة مونتريال الهاتف: البريد الإلكتروني: malek.batal@umontreal.ca</p>	<p>الباحث الرئيسي في اونتاريو: الدكتور مصطفى كوتش أستاذ قسم علم الاجتماع جامعة رايرسون الهاتف: البريد الإلكتروني: mkoc@ryerson.ca</p>	<p>الباحثون الرئيسيون: الدكتور حسن فاتانبارست أستاذ مشارك كلية الصيدلة والتغذية جامعة ساسكاتشوان الهاتف: البريد الإلكتروني: vatan.h@usask.ca</p>
<p>المنسق الإقليمي مقاطعة كيبك: ماجستير طالبة شيفريه جواني قسم التغذية جامعة مونتريال هاتف: البريد الإلكتروني: joanie.chevrier@umontreal.ca</p>	<p>المنسق الإقليمي بأونتاريو: دينا طه، طالبة دكتوراه كلية علم الاجتماع جامعة يورك هاتف: البريد الإلكتروني: dinataha@yorku.ca</p>	<p>مديرة المشروع: سيندو داساراثي، ماجستير صحة عامة كلية الصيدلة والتغذية جامعة ساسكاتشوان الهاتف: البريد الإلكتروني: sindhuja.dasarathi@usask.ca</p>

يرجى الإحاطة علماً بأن أعضاء الفريق لا ينتمون إلى حكومة كندا أو وزارة الهجرة والمواطنة الكندية ولا إلى أية سلطات سورية

بتمويل من

مجلس أبحاث العلوم الاجتماعية والإنسانية و وكالة تمويل الأبحاث الفيدرالية التي تدعم التدريب البحثي والبحث :
في العلوم لمزيد من المعلومات ، إنتقل إلى

www.sshrc-crsh.gc.ca

الغرض من البحث:

الغرض من الدراسة هو تحديد العوامل التي قد تساعد أو تعرقل التكيف في بيئة جديدة. سوف تساعد هذه الدراسة في تحديد مدى حصول الأسر على الغذاء (الأمن الغذائي) قبل وبعد الوصول إلى كندا

يتوفر الأمن الغذائيّ عندما يتسنى لجميع الناس ، في جميع الأوقات ،الحصول الفعليّ والاجتماعيّ والاقتصاديّ على غذاء كافٍ، صحي، ومغذٍ، يلبي احتياجاتهم وتفضيلاتهم الغذائية من أجل حياة نشطة وصحية
(FAO, 2003)

• الأسئلة الرئيسية الأربعة التي نود الإجابة عليها هي:

ما عدد أسر اللاجئين السوريين التي عانت من إنعدام الأمن الغذائي قبل وبعد الوصول إلى كندا؟

كيف تؤثر عوامل مثل التعليم والدخل على الأمن الغذائي للاجئين السوريين؟

ما هي العوائق التي تحول دون تحقيق الأمن الغذائي لدى اللاجئين السوريين؟

كيف يمكن للتجارب السابقة للاجئين السوريين في مخيمات اللاجئين أو في بلد الإقامة الأخير قبل الانتقال إلى كندا أن

تساعد أو تعيق التكيف في البيئة الجديدة في كندا؟

الإجراءات:

- إذا وافقت على المشاركة ، فسوف يُطلب منك إكمال إستبيانين مع أحد الباحثين. الإستبيانات هي الإستبيان الاجتماعي-الديمقراطي وإستبيان الأمن الغذائي. يقدر إجمالي الوقت المطلوب لجمع المعلومات الخاصة بك بحوالي 45 دقيقة، وسيتم اللقاء في المكان المتفق عليه مسبقاً من قبل الباحث والمشارك سنقوم بجمع المعلومات مثل عمرك وجنسك ومستوى دخلك. باستخدام هذه المعلومات ، سنكون قادرين على التأكد من أن دراستنا تمثل جميع وجهات النظر الممكنة للاجئين السوريين. سوف يساعدنا ذلك أيضاً على فهم المشاركين في دراستنا. سيتم تخزين جميع المعلومات التي يتم جمعها في قاعدة بيانات آمنة
- سيطلب من بعض المشاركين ملء مقابلة معمقة. لإختيار المشاركين للمقابلة، سوف يسأل مساعد البحث واحد من إثنين من الرجال المؤهلين وواحدة من بين إثنين من النساء المؤهلات

للمشاركة اختيارهم تم الذين للأشخاص إقرأ فقط - المعمقة المقابلة إجراءات

كندا إلى الانتقال قبل تجاربك نناقش سوف ، المقابلة هذه خلال .أعلاه المذكورة البحث أسئلة المقابلة ستعكس تسجيل نود ،منك بإذن .مشاركتها في ترغب أخرى تجارب أي مناقشة أيضاً يمكننا .كندا في الحالية والخبرات الأشرطة من كل ترميز وسيتم الورق إلى الأشرطة نسخ سيتم .عملنا دقة تحسين على يساعدنا سوف هذا .المقابلة دقيقة 45 هو للمقابلة التقديري الوقت .بالاسم عليها التعرف يمكن لا بحيث والنصوص

المخاطر والفوائد المحتملة

سنقدم مشاركتك معلومات مفيدة للعاملين في مجال الصحة .بالإضافة إلى ذلك، ستساعد مشاركتك في إنشاء برامج تسهل التكيف لعائلات اللاجئين

هناك مخاطر قليلة عليك إذا شاركت في هذا البحث .يعتبر عدم وجود سرية خطراً ، لكننا سنتخذ كل خطوة لإخفاء معلوماتك .لن يظهر إسمك في أية منشورات .سوف نسعى جاهدين للحد من أي ضغوط تتعلق بأسئلة الإستطلاع يمكنك رفض الإجابة عن أي سؤال وطلب إيقاف المقابلة في أي وقت

تعويضات

سيحصل أفراد العائلة الذين يشاركون في الإستهيبان والمقابلة المعمّقة على بطاقة هدية بقيمة 15 دولار من متجر مجاور. أولئك الذين يجيبون فقط على الإستهيبان سوف يتلقون بطاقة بقيمة 10 دولار

السرية

سنحتفظ بملاحظات المقابلة، والمسودات، وأشرطة الصوت في درج مغلق في مكاتب أمانة في الجامعة المشاركة ساسكاتشوان: جامعة ساسكاتشوان. أونتااريو: جامعة رايرسون؛ كيبك: جامعة مونتريال. سيتم الأقرب إليك. الاحتفاظ بالمعلومات الموجودة على الأجهزة اللوحية على جهاز كمبيوتر محمي بكلمة مرور في نفس الجامعة وسيتم تخزينها في البرنامج الإلكتروني الآمن بجامعة ساسكاتشوان. سيتم عرض النتائج في المؤتمر وتنتشر في مقالات المجالات. سيتم عرض النتائج المستندة على أجوبة المجموعة وأمثلة من أقوال المشاركين المجهولة الهوية فقط. مع ذلك، فإنه لا يمكن ربط النتائج المعروضة بأجوبة المشاركين

الحق في الإنسحاب من الدراسة

مشاركتك طوعية يمكنك الإجابة فقط على الأسئلة التي تشعر بالراحة في الإجابة عليها. يمكنك الإنسحاب من الدراسة لأي سبب من الأسباب، في أي وقت، دون تفسير أو عقوبة من أي نوع. إذا كنت ترغب في الإنسحاب من مشروع البحث، سيتم التخلّص من أي بيانات كنت قد ساهمت فيها إذا كنت تفضل ذلك. لن يؤثر إنسحابك على حقك في تلقي بطاقة هدايا بقيمة 10 دولارات

سواء اخترت المشاركة أم لا فإن ذلك لن يكون له أي تأثير على وصولك إلى الخدمات، أو يؤثر على وضع الهجرة الخاص بك، أو الطريقة التي تدرس السلطات الحكومية ملفك

حقك في سحب معلوماتك من الدراسة صالح إلى أن يتم جمع كافة المعلومات من جميع المشاركين. بعد هذا التاريخ، من الممكن أن يتم عرض بعض النتائج وقد لا يكون من الممكن سحب المعلومات الخاصة بك

المتابعة

عند الإنتهاء من الدراسة، سيتم إرسال ملخص الدراسة إليك عبر البريد □

أسئلة أو استفسارات

لا تتردد في طرح أي أسئلة تتعلق بالدراسة أو دورك في الدراسة □

إذا كانت لديك أسئلة أو مخاوف بشأن الدراسة بعد الإنتهاء من المقابلة، يمكنك الإتصال بالمنسقة الإقليمية في □ كيبك، جواني شيفيريه، التي يمكنها أن تحيلك، إذا لزم الأمر، إلى مساعدة الأبحاث أمانتي الأسمر التي تتقن اللغة العربية

تمت الموافقة على هذا المشروع البحثي على أسس أخلاقية من قبل مجلس أخلاقيات البحوث في جامعة □ ساسكاتشوان، جامعة رايرسون وجامعة مونتريال. يمكنك توجيه أي أسئلة بخصوص حقوقك كمشارك إلى تلك

الهاتف: (514) guillaume.pare@umontreal.ca :اللجنة من خلال مكتب أخلاقيات البحث) البريد الإلكتروني
343-6111 # 2604)

مسؤولية فريق البحث

بالموافقة على المشاركة في هذه الدراسة ، فإنك لا تتنازل عن أي من حقوقك أو تحرر الباحثين أو الممولين أو
المؤسسات من مسؤولياتهم المدنية والمهنية في حالة التحيز

إلتزامات الباحث

شرحت شروط المشاركة في المشروع للمشارك. أجبت على الأسئلة التي طرحها المشارك على قدر معلوماتي
وتأكدت من فهم المشارك لها. أنا جنباً إلى جنب مع فريق البحث ، نعد باحترام ما تمّ الإتفاق عليه في نموذج
المعلومات والموافقة

إسم الباحث

توقيع الباحث

تاريخ

سيتم ترك الجزء الوصفي من نموذج الموافقة هذا مع المشارك

Version française

**FORMULAIRE DE CONSENTEMENT POUR LES FAMILLES DE RÉFUGIÉS
SYRIENS**

Vous êtes invité à participer à une étude intitulée:

**L'impact des facteurs socio-économiques, géographiques et culturels sur l'insécurité
alimentaire des ménages de réfugiés syriens : une étude compréhensive après la
réinstallation au Canada**

<p>Chercheur principal: Hassan Vatanparast Professeur associé College of Pharmacy & Nutrition University of Saskatchewan Téléphone: Courriel: vatan.h@usask.ca</p> <p>Coordonnatrice du projet: Sindhuja Dasarathi, MPH College of Pharmacy & Nutrition University of Saskatchewan Téléphone: Courriel: sindhuja.dasarathi@usask.ca</p>	<p>Chercheur principal Ontario: Mustafa Koc Professeur titulaire Département de Sociologie Ryerson University Téléphone: Courriel: mkoc@ryerson.ca</p> <p>Coordonnatrice Ontario : Dina Taha Département de Sociologie York University Téléphone : Courriel : dinataha@yorku.ca</p>	<p>Chercheur principal Québec: Malek Batal Professeur associé Département de Nutrition Université de Montréal Téléphone: Courriel: malek.batal@umontreal.ca</p> <p>Coordonnatrice Québec: Joanie Chevrier, Candidate M.Sc., Département de Nutrition Université de Montréal Téléphone : Courriel : joanie.chevrier@umontreal.ca</p>
--	---	---

Veillez noter que les membres de l'équipe ne sont pas affiliés avec le Gouvernement du Canada, le ministère de l'Immigration et de la Citoyenneté, ni avec aucune autorité syrienne.

Financé par: Le Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH) du Canada, l'organisme subventionnaire fédéral qui encourage et appuie la recherche et la formation en recherche en sciences humaines au niveau postsecondaire. Pour plus d'informations, rendez-vous au www.sshrc-crsh.gc.ca.

«La sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active.» (FAO, 2003)

Objectifs de l'étude: L'objectif de cette étude est de déterminer quels facteurs peuvent aider ou nuire à l'adaptation à un nouvel environnement. Cette étude aidera à comprendre ce qui influence l'accès à la nourriture (sécurité alimentaire) des familles réfugiées syriennes avant et après leur arrivée au Canada.

- Les quatre principales questions de l'étude sont:
 1. Combien de familles réfugiées syriennes ont vécu de l'insécurité alimentaire avant et après leur arrivée au Canada?
 2. Comment des facteurs comme l'éducation et le revenu affectent-ils la sécurité alimentaire des réfugiés syriens?
 3. Quelles sont les barrières à la sécurité alimentaire chez les réfugiés syriens?
 4. Comment les expériences passées des réfugiés syriens dans les camps de réfugiés ou dans le dernier pays de résidence avant l'arrivée au Canada peuvent-elles aider ou nuire à l'adaptation à un nouvel environnement au Canada?

Procédures pour le questionnaire:

- Si vous acceptez de participer, vous allez devoir remplir deux questionnaires avec un chercheur. Les questionnaires sont: 1) Socio-démographique et 2) Sécurité alimentaire. La collecte d'information totale sera d'une durée approximative de 45 minutes. La rencontre aura lieu dans un endroit dont vous et le chercheur aurez préalablement convenu.
- Nous collecterons des informations telles que votre âge, votre sexe et votre niveau de revenu. En utilisant cette information, nous serons en mesure de nous assurer que notre étude représente bien les points de vue de tous les réfugiés syriens. Cela

nous aidera aussi à mieux comprendre notre population d'étude. Toutes les informations fournies seront conservées dans une base de données sécurisée.

- Certains participants seront également invités à participer à une entrevue approfondie. Pour sélectionner les participants à l'entrevue, l'assistant de recherche demandera à un homme éligible sur deux et à une femme éligible sur deux s'ils souhaitent participer.

Procédures pour l'entrevue (À LIRE SEULEMENT AUX PERSONNES QUI ONT ÉTÉ SÉLECTIONNÉES):

- L'entrevue reflétera les questions de recherche mentionnées ci-dessus. Au cours de cette entrevue, nous discuterons de vos expériences avant de déménager au Canada et de vos expériences actuelles au Canada. Nous pourrions également discuter de n'importe quelles autres expériences que vous aimeriez nous partager.
- Avec votre permission, nous aimerions enregistrer l'entrevue. Cela nous aidera à améliorer la rigueur de notre travail. Les bandes-audios seront transcrites sur papier. Les cassettes et les transcriptions seront codées pour que vous ne puissiez pas être identifié par votre nom.
- La durée estimée de l'entrevue est de 45 minutes.

Risques et bénéfices potentiels:

- Votre participation fournira de l'information utile pour les professionnels de la santé. Cela aidera aussi à la création de programmes pour faciliter la transition des familles réfugiées.
- Cette étude comporte peu de risque. Le manque de confidentialité est un risque, mais nous prendrons toutes les mesures pour rendre vos informations anonymes. Votre nom n'apparaîtra dans aucune publication. Nous tenterons de limiter tout stress lié aux questions du sondage. Vous pouvez refuser de répondre à n'importe quelle question et demander d'arrêter l'entrevue à tout moment.

Compensation:

- Les membres de la famille qui participent aux questionnaires et à l'entrevue approfondie recevront une carte-cadeau de 15 \$ d'un magasin à proximité. Ceux qui répondent seulement aux questionnaires recevront une carte-cadeau de 10 \$.

Confidentialité :

- Nous conserverons les notes d'entretien, les brouillons et les cassettes audio dans un tiroir fermé à clé à l'université participante la plus près de chez vous. Saskatchewan: Université de la Saskatchewan; Ontario: Université Ryerson; Québec: Université de Montréal. Les informations collectées sur les tablettes seront conservées sur un ordinateur protégé par mot de passe dans la même université et stockée sur un serveur sécurisé de l'Université de Saskatchewan. Seuls les résultats de groupes et les exemples de citations anonymisées seront présentés lors de conférences et publiés dans des articles de revues. Veuillez noter qu'il sera impossible d'identifier les participants individuels à l'aide des résultats.

Droit de retrait:

- Votre participation est volontaire. Vous pouvez décider de ne répondre qu'aux questions avec lesquelles vous êtes à l'aise. Vous pouvez vous retirer du projet de recherche pour n'importe quelle raison, à tout moment, sans explication ni pénalité d'aucune sorte. Si vous souhaitez vous retirer du projet de recherche, toutes les données que vous avez fournies seront détruites à votre demande. Votre retrait n'affectera pas votre droit de recevoir une carte-cadeau de 10 \$.
- Que vous choisissiez de participer ou non, cela n'aura aucun effet sur votre accès aux services, votre statut d'immigration ou la façon dont les autorités gouvernementales traiteront votre dossier.
- Votre droit de retirer des informations de l'étude s'appliquera jusqu'à ce que les informations de tous les participants aient été combinées. Après cette date, il est possible que certains résultats aient été présentés et qu'il ne soit plus possible de retirer vos informations.

Suivi:

- À la fin de l'étude, un résumé de l'étude vous sera envoyé par la poste.

Questions ou préoccupations:

- N'hésitez pas à me poser des questions concernant l'étude ou votre rôle dans l'étude. Si vous avez des questions ou des préoccupations au sujet de l'étude après la fin de l'entrevue, vous pouvez communiquer avec la coordonnatrice régionale du Québec, Joanie Chevrier, qui peut vous référer, s'il y a lieu, à Malek Batal, Chercheur principal du Québec, qui parle couramment l'arabe.
- Ce projet de recherche a été approuvé par le comité d'éthique de la recherche de l'Université de la Saskatchewan, de l'Université Ryerson et de l'Université de Montréal. Toutes questions concernant vos droits en tant que participant peuvent être adressées au Comité d'éthique de la recherche en santé de l'Université de Montréal. (courriel: guillaume.pare@umontreal.ca Téléphone: (514) 343-6111 #2604)

Responsabilité de l'équipe de recherche:

- En acceptant de participer à cette étude, vous ne renoncez à aucun de vos droits ni ne libérez les chercheurs, le commanditaire ou l'établissement de leurs responsabilités civiles et professionnelles en cas de préjudice.

Engagement du chercheur :

- J'ai expliqué les conditions de participation au projet de recherche au participant. J'ai répondu au meilleur de ma connaissance aux questions posées et je me suis assuré de la compréhension du participant. Je m'engage, avec l'équipe de recherche, à respecter ce qui a été convenu au présent formulaire d'information et de consentement.

Nom du chercheur

Signature du chercheur

Date

La partie descriptive de ce formulaire de consentement sera laissée au participant.

Formulaire de consentement - informateurs clés

Version anglaise

KEY INFORMANT CONSENT FORM

You are invited to participate in a study entitled:

The impact of socio-economic, geography and cultural factors on household food insecurity of Syrian refugees: a comprehensive study after resettlement in Canada

<p>Principal Investigators: Hassan Vatanparast Associate Professor College of Pharmacy & Nutrition University of Saskatchewan Phone: Email: vatan.h@usask.ca</p> <p>Project Manager: Sindhuja Dasarathi, MPH College of Pharmacy & Nutrition University of Saskatchewan Phone: Email: sindhuja.dasarathi@usask.ca</p>	<p>Ontario Lead Investigator: Mustafa Koc Full Professor Department of Sociology Ryerson University Phone: Email: mkoc@ryerson.ca</p> <p>Ontario Regional Coordinator: Dina Taha Sociology Department York University Phone: Email: dinataha@yorku.ca</p>	<p>Quebec Lead Investigator: Malek Batal Associate Professor Department of Nutrition Université de Montréal Phone: Email: malek.batal@umontreal.ca</p> <p>Quebec Regional Coordinator: Joanie Chevrier, M. Sc. candidate, Department of nutrition Université de Montréal Phone: Email: joanie.chevrier@umontreal.ca</p>
--	---	---

Funded by: Social Sciences and Humanities Research Council (SSHRC), the federal research funding agency that supports research and research training in the humanities and social sciences. For more information, go to .

Purpose of the Research:

- The purpose of the study is to determine how gender equity and other cultural and socio-economic factors may facilitate or hinder adjustment into a new environment. Additionally, this study will help to determine the impact of such factors on food insecurity during this critical early integration period for refugees from Syria, before and after arrival to Canada.

- The four main questions we wish to address are: 1) what is the prevalence of household food insecurity among Syrian refugee families in last country of residence and after arrival to Canada 2) What is the socioeconomic and education status of Syrian refugees, and what role do these factors play in predicting food security status? 3) What are the socio-economic and socio- cultural barriers to food security in Syrian refugees? 4) How do past experiences of Syrian refugees in refugee camps or in last country of residence before moving to Canada facilitate or hinder adaptation into the new environment in Canada?

Procedures:

- Involvement in the study would include completion of one semi-structured interview with the researcher that will reflect the research questions mentioned below. The interview will be approximately 1 hour long and will take place at your workplace if this is convenient for you. During this interview, we will discuss your experiences with working with refugees, any thoughts and insight on resettlement issues that this population may face, and what resources and services are available for such communities.
- With your permission, we would like to record the interview to improve the accuracy of our work. You may ask to have the recording device turned off any time. The tapes will be transcribed, and both the audiotapes and hard copies of the transcripts will be coded so they cannot be identified by names.
- Please feel free to ask any questions regarding the procedures and goals of the study or your role.

Potential Risks and Benefits:

- Your participation will help provide valuable knowledge that will be useful for health educators, health professionals and others. With the information gathered from this study, we aim to inform sociocultural determinants of food security in two settings (i.e. last country of residence before moving to Canada, and Canada) and to subsequently impact programs and policies to facilitate a smooth transition for refugee families.

- There are minimal risks to you by participating in this research. Lack of confidentiality is a risk, but we will take every measure to anonymize the data and your name will not appear in any publication.

Compensation:

- There is no compensation for the interview.

Confidentiality:

- We will keep the interview notes, drafts and audiotapes in a locked drawer at the participating university closest to you. Saskatchewan: University of Saskatchewan; Ontario: Ryerson University; Quebec: Université de Montréal. The information on the tablets will be kept on a password-protected computer at the same university. The results will be presented at conference presentations and published in journal articles. However, the results cannot be traced back to the individual participants.

Right to Withdraw:

- Your participation is voluntary, and you can answer only those questions that you are comfortable with. You may withdraw from the research project for any reason, at any time without explanation or penalty of any sort. Should you wish to withdraw from the research project at any time, any data that you have contributed will be destroyed at your request.
- Your right to withdraw data from the study will apply until data has been pooled. After this date, it is possible that some form of research dissemination will have already occurred, and it may not be possible to withdraw your data.

Debriefing:

- Hard copy transcripts of your personal interview will be made available to allow you to check for the accuracy in the transcription and for confirming the data collected for your interview. You are free to revise the transcript if you need to expand or clarify. You will also be asked to sign a Transcript Release form to signify the transcript does accurately reflect what you said in the interview.

Follow up:

- Upon completion of study, a study summary will be provided to you through mail delivery.

Questions or Concerns:

- Please feel free to ask me any questions regarding the study or your role in the study.
- If you have questions or concerns about the study after we have finished the interview, you may contact Quebec Regional Coordinator Joanie Chevrier
- This research project has been approved on ethical grounds by the Research Ethics Board of the University of Saskatchewan, Ryerson University and Université de Montréal. Any questions regarding your rights as a participant may be addressed to that committee through the Research Ethics Office (Email: Phone: (514) 343-6111 #2604).

Responsibility of the research team:

- By agreeing to participate in this study, you do not waive any of your rights or release researchers, sponsors or establishment their civil and professional responsibilities in the case of prejudice.

Researcher's commitments:

- I explained the conditions for participation in the research project to the participant. I answered to the best of my knowledge the questions asked and I made sure of the understanding of the participant. I, along with the research team, agree to abide by what was agreed in this information and consent form.

_____	_____	_____
Name of Participant	Signature of Participant	Date
_____	_____	_____
Name of Researcher	Signature of Researcher	Date

The descriptive part of this Consent Form will be left with the participant.

Version française

FORMULAIRE DE CONSENTEMENT POUR INFORMATEUR CLÉ

Vous êtes invité à participer à une étude intitulée:

L'impact des facteurs socio-économiques, géographiques et culturels sur l'insécurité alimentaire des ménages de réfugiés syriens : une étude compréhensive après la réinstallation au Canada

<p>Chercheur principal: Hassan Vatanparast Professeur associé College of Pharmacy & Nutrition University of Saskatchewan Téléphone: Courriel:</p> <p>Coordnatrice du projet: Sindhuja Dasarathi, MPH College of Pharmacy & Nutrition University of Saskatchewan Téléphone: Courriel: sindhuja.dasarathi@usask.ca</p>	<p>Chercheur principal Ontario: Mustafa Koc Professeur titulaire Département de Sociologie Ryerson University Téléphone: Courriel: mkoc@ryerson.ca</p> <p>Coordnatrice régionale Ontario : Dina Taha Département de Sociologie York University Téléphone: Courriel : dinataha@yorku.ca</p>	<p>Chercheur principal Québec: Malek Batal Professeur associé Département de Nutrition Université de Montréal Téléphone: Courriel: malek.batal@umontreal.ca</p> <p>Coordnatrice régionale Québec: Joanie Chevrier, Candidate M.Sc., Département de Nutrition Université de Montréal Téléphone: Courriel : joanie.chevrier@umontreal.ca</p>
---	--	--

Financé par: Le Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH) du Canada, l'organisme subventionnaire fédéral qui encourage et appuie la recherche et la formation en recherche en sciences humaines au niveau postsecondaire. Pour plus d'informations, rendez-vous au www.sshrc-crsh.gc.ca.

«La **sécurité alimentaire** existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active.» (FAO, 2003)

Objectifs de l'étude:

- Cette étude vise à déterminer comment l'équité de genre et autres facteurs culturels et socio-économiques peuvent faciliter ou nuire à l'adaptation à un nouvel environnement. De plus, cette étude aidera à évaluer l'impact de ces facteurs sur la sécurité alimentaire lors de cette période d'intégration critique pour les réfugiés syriens avant et après leur arrivée au Canada.

- Les quatre principales questions que nous souhaitons aborder sont: 1) Quelle est la prévalence de l'insécurité alimentaire des familles syriennes réfugiées dans leur dernier pays de résidence et après leur arrivée au Canada? 2) Quel est le statut socioéconomique et le niveau d'éducation des réfugiés syriens? Quel rôle jouent ces facteurs dans la prédiction de l'état de la sécurité alimentaire? 3) Quels sont les barrières socioéconomiques et socioculturelles à la sécurité alimentaire chez les réfugiés syriens? 4) Comment les expériences passées des réfugiés syriens dans les camps de réfugiés ou dans le dernier pays de résidence avant le déménagement au Canada facilitent-elles ou entravent-elles l'adaptation à un nouvel environnement au Canada?

Procédures:

- La participation à l'étude comprend une entrevue semi-structurée avec le chercheur qui reflétera les questions de recherche mentionnées ci-dessus. L'entrevue durera environ une heure et aura lieu à votre lieu de travail si cela vous convient. Au cours de cet entretien, nous discuterons de vos expériences de travail avec les réfugiés, de vos réflexions sur les problèmes de réinstallation auxquels cette population peut être confrontée et des ressources et services disponibles pour ces communautés.
- Avec votre permission, nous aimerions enregistrer l'entrevue pour améliorer l'exactitude de notre travail. Vous pouvez nous demander d'éteindre l'appareil d'enregistrement à tout moment. Les bandes audios seront transcrites, et les cassettes ainsi que les copies papier des transcriptions seront codées de sorte qu'elles ne puissent pas être identifiées à des noms.

- N'hésitez pas à poser des questions concernant les procédures et les objectifs de l'étude ou votre rôle.

Risques et avantages potentiels:

- Votre participation contribuera à fournir d'importantes connaissances qui seront utiles aux éducateurs de la santé et aux professionnels de la santé, entre autres. Les informations recueillies dans le cadre de cette étude visent à établir les déterminants socioculturels de la sécurité alimentaire dans deux contextes (le dernier pays de résidence avant de déménager au Canada et au Canada) et conséquemment, d'influencer les programmes et les politiques pour faciliter la transition des familles réfugiées.
- Les risques relatifs à votre participation à cette étude sont minimes. Le manque de confidentialité est un risque, mais nous prendrons tous les moyens pour anonymiser les données et votre nom n'apparaîtra dans aucune publication (voir la section confidentialité ci-dessous).

Compensation:

- Aucune compensation n'est offerte pour cette entrevue.

Confidentialité:

- Nous conserverons les notes d'entretien, les brouillons et les cassettes audio dans un tiroir fermé à clé à l'université participante la plus proche de vous. Saskatchewan: Université de la Saskatchewan; Ontario: Université Ryerson; Québec: Université de Montréal. Les résultats seront présentés lors de conférences et publiés dans des articles de revues. Veuillez noter qu'il sera impossible d'identifier les participants individuels à l'aide des résultats.

Droit de retrait:

- Votre participation est volontaire et vous pouvez choisir de ne pas répondre aux questions avec lesquelles vous êtes mal à l'aise. Vous pouvez vous retirer du projet de recherche pour n'importe quelle raison, à tout moment, sans explication ni pénalité

d'aucune sorte. Si vous souhaitez vous retirer du projet de recherche, à tout moment, toutes les données que vous avez fournies pourront être détruites à votre demande.

- Votre droit de retirer des données de l'étude s'appliquera jusqu'à la mise en commun des données. Après cette date, il est possible qu'une forme de diffusion de la recherche ait déjà eu lieu et qu'il ne soit pas possible de retirer vos données.

Compte-rendu:

- Une copie papier de la transcription de votre entrevue personnelle sera mise à votre disposition pour vous permettre d'en vérifier l'exactitude et pour confirmer les données recueillies lors de votre entrevue. Vous êtes libre de réviser la transcription si vous avez besoin d'ajouter ou de clarifier certaines informations. Vous serez aussi appelé à signer un formulaire d'attestation pour indiquer que la transcription reflète bien ce que vous avez dit dans l'entrevue.

Suivi:

- Une fois l'étude terminée, un résumé de celle-ci vous sera fourni par la poste.

Questions ou préoccupations:

- N'hésitez pas à me poser des questions concernant l'étude ou votre rôle dans l'étude. Si vous avez des questions ou des préoccupations au sujet de l'étude après la fin de l'entrevue, vous pouvez communiquer avec la coordonnatrice régionale du Québec, Joanie Chevrier. Ce projet de recherche a été approuvé par le comité d'éthique de la recherche de l'Université de la Saskatchewan, de l'Université Ryerson et de l'Université de Montréal. Toute question concernant vos droits en tant que participant peut être adressée au Comité d'éthique de la recherche en santé de l'Université de Montréal. (courriel: ceres@umontreal.ca Téléphone: (514) 343-6111 #2604).

Responsabilité de l'équipe de recherche:

- En acceptant de participer à cette étude, vous ne renoncez à aucun de vos droits ni ne libérez les chercheurs, le commanditaire ou l'établissement de leurs responsabilités civiles et professionnelles en cas de préjudice.

Engagement du chercheur :

- J'ai expliqué les conditions de participation au projet de recherche au participant. J'ai répondu au meilleur de ma connaissance aux questions posées et je me suis assuré de la compréhension du participant. Je m'engage, avec l'équipe de recherche, à respecter ce qui a été convenu au présent formulaire d'information et de consentement.

_____	_____	_____
Nom du participant	Signature du participant	Date

_____	_____	_____
Nom du chercheur	Signature du chercheur	Date

La partie descriptive de ce formulaire de consentement sera laissée au participant.

Annexe C : Questionnaires

Questionnaire 1. Section d'identification personnelle et données socio-démographiques

Version anglaise

PERSONAL IDENTIFICATION SECTION

THE IMPACT OF SOCIO-ECONOMIC, GEOGRAPHY AND CULTURAL FACTORS ON HOUSEHOLD FOOD INSECURITY OF SYRIAN REFUGEES:

A COMPREHENSIVE STUDY AFTER RESETTLEMENT IN CANADA

1. First Name: _____
2. Last Name: _____
3. Home Address:

4. Country: _____
5. City: _____
6. Postal Code: _____
7. District/region: _____
8. Phone Number/ Email Address:

SOCIO-DEMOGRAPHICS QUESTIONNAIRE

THE IMPACT OF SOCIO-ECONOMIC, GEOGRAPHY AND CULTURAL FACTORS ON HOUSEHOLD FOOD INSECURITY OF SYRIAN REFUGEES:

A COMPREHENSIVE STUDY AFTER RESETTLEMENT IN CANADA

9. Male or Female: _____
10. Year of Birth: _____
11. Marital Status: _____
- Never married
 - Married
 - Separated, but still married
 - Divorced
 - Widowed
12. Household type (check):
- Couple Family**
 - With children Without children
 - With additional persons Without additional persons
 - Lone-parent family**
 - Female lone-parent Male lone parent
 - With additional persons Without additional persons
 - Single**
13. At present are there any relatives living with you? Yes No
(a) If Yes, are you all eating from the same table? Yes No
14. Total number of individuals in the household:
- Number of adult household members (in age groups): _____
18 to 40 yrs. _____ 41 to 60 yrs. _____ 61 and above yrs. _____
- Number of children in household: Girls: _____ Boys: _____
(in age groups): Under 5 yrs. _____ 5 to 17 yrs. _____ above 18
yrs. _____
- Number of family members with disability: children. _____ adults. _____

A. Socio-demographic characteristics

15. Please indicate under which category you have been accepted in Canada, Indicate your current migration status
- Government-Assisted Refugee (GAR)
 - Private Sponsor Refugees (PAR)
 - Blended visa office referred (BVOR)
 - Other, please specify: _____

16. In what country were you born? _____

17. What is your ethnic or cultural identity?

Note: Your ethnic or cultural identity is the ethnic or cultural group or groups to which you feel you belong.

- Arab descent
- Kurdish
- Armenian
- Circassian
- Turkoman
- Refuse to answer
- Don't Know

18. For some people, religion may be an important part of their ethnicity or culture, while for others it is not.

What is your religion, if any?

- Islam
 - Arab Christians (Greek Orthodox and Catholic)
 - United Church
 - Syriac Christians (also known as Chaldeans)
 - Aramaic-speaking Christians
 - Armenian Orthodox and Catholics
 - Kurdish-speaking Yazidi community
 - Other – Specify
 - No religion (including Agnostic, Atheist)
 - Refuse to answer
- Don't Know

19. What is your home town when you were living in Syria?

20. Please list the countries you lived in after exiting Syria:

1 _____

2 _____

3 _____

4 _____

Total number of countries:

21. Before moving to Canada, you were
- Resident of a camp (Indicate where.....)
 - Living in an urban area (Indicate where.....)
 - Others (Indicate where.....)
22. What is the date of your entrance to the first country after leaving Syria:
(Year/month) _____
23. Date of entrance to Canada
(Year/month) _____
24. Please specify your main reasons for exiting Syria
- War
 - Safety and security
 - Poverty
 - Economic conditions
 - Education
 - Food security
 - All of above
 - Other reasons (Please specify _____)
25. What were your main reasons for choosing Canada?

Note to RA: (Please fill the language section on behalf of the breadwinner of the family, the major income earner, ie the member of a family who earns the money to support the others.)

26. What languages do you speak (list all, including English)?

27. What language do you speak most often at home?

28. Is your language at home different from the official languages of Canada (English or French)?
 Yes No
29. If different, how would you rate your language proficiency skills based on the following statements?
- a. English
- Speaking (none, poor, fair, fluent)
 - Understanding/Comprehension (none, poor, fair, fluent)
 - Reading (none, poor, fair, fluent)
 - Writing (none, poor, fair, fluent)
- b. French
- Speaking (none, poor, fair, fluent)
 - Understanding/Comprehension (none, poor, fair, fluent)
 - Reading (none, poor, fair, fluent)
 - Writing (none, poor, fair, fluent)

B. Employment

30. How many individuals are there in the household earning an income through employment? _____

Note to RA: If there are more than one main income earners in a family, collect information for all and give a manual note for us.

31. Who is the main income earner in the family? Please check all applicable options

- Father
- Mother
- Child (male or female_____)
- Other: _____

Note to RA: please specify whether the child is male or female

32. How would you describe your current employment status?

- Employed full time
- Employed part time
- Unemployed / Looking for work
- Student
- Retired
- Other: _____

33. How would you describe the current employment status of the major income earner of the family?

- Employed full time
- Employed part time
- Unemployed / Looking for work
- Student
- Retired
- Other: _____
- N/A: Respondent is the major income earner of the family

C. Education

34. What is the highest level of education of the woman of the household?

- Illiterate
- Lower literacy level
- Elementary School
- < grade 9
- < grade 12
- High school diploma
- Some University
- University degree - Indicate highest degree
- _____
- Trade/other education - Indicate certification
- _____
- Refuse to answer

35. Education of the major income earner of the family

- Illiterate
- Lower literacy level
- Elementary School
- < grade 9
- < grade 12
- High school diploma
- Some University
- University degree - Indicate highest degree

- Trade/other education - Indicate certification

- Refuse to answer
- N/A: The major income earner is the woman of the household

D. Income

Although many health expenses are covered by health insurance, there is still a relationship between health and income. Please be assured that, like all other information you have provided, these answers will be kept strictly confidential.

36. Are you receiving supplementary insurance?
37. _____
What is your occupation?
38. _____
What is the occupation of the major income earner?
_____ (I am the major income earner)
39. Thinking about the total income for all household members, from which of the following sources did your household receive any income in the past 12 months? If participant has been in Canada less than 12 months, indicate sources of income since arrival in Canada. (Check all applicable)
- Wages and salaries
 - Income from self-employment
 - Money from aid organizations
 - Dividends and interest (e.g., on bonds, savings)
 - Employment insurance
 - Worker's compensation
 - Benefits from Canada or Quebec Pension Plan
 - Job related retirement pensions, superannuation and annuities
 - RRSP/RRIF (Registered Retirement Savings Plan/Registered Retirement Income Fund)
 - Abroad / foreign remittance
 - Old Age Security and Guaranteed Income Supplement
 - Provincial or municipal social assistance or welfare
 - Child Tax Benefit
 - Child support
 - Alimony
 - Other (e.g., rental income, scholarships)
 - Refuse to answer
40. What was the main source of income? (Check one answer only)
- Wages and salaries
 - Income from self-employment
 - Money from aid organizations
 - Dividends and interest (e.g., on bonds, savings)
 - Employment insurance
 - Worker's compensation
 - Benefits from Canada or Quebec Pension Plan

- Job related retirement pensions, superannuation and annuities
- RRSP/RRIF (Registered Retirement Savings Plan/Registered Retirement Income Fund)
- Abroad / foreign remittance
- Old Age Security and Guaranteed Income Supplement
- Provincial or municipal social assistance or welfare
- Child Tax Benefit
- Child support
- Alimony
- Other (e.g., rental income, scholarships)
- Refuse to answer

Note to RA: If you are reporting monthly income, please put a manual note here

41. Can you estimate in which of the following groups your household income (total income for everyone living in your house) falls considering the income from all sources during a year? (Check one)
- Less than CD\$ 5000
 - Between CD\$ 5000 to 10,000
 - Between CD\$ 10,000 to 15,000
 - Between CD\$ 15,000 to 20,000
 - Between CD\$ 20,000 to 25,000
 - Between CD\$ 25,000 to 30,000
 - Between CD\$ 30,000 to 40,000
 - Between CD\$ 40,000 to 50,000
 - Between CD\$ 50,000 to 60,000
 - Between CD\$ 60,000 to 80,000
 - Between CD\$ 80,000 to 100,000
 - CD \$ 100,000 or more
 - Refuse to answer
42. What is the ownership status of your home?
- Owned Rented Public housing Other
(specify) _____
43. How many rooms in this household are used for sleeping?

44. Does your household have any of the mentioned household assets?
- Heater
 - Electric fan
 - Color television
 - Mobile phone
 - Non-mobile telephone
 - Computer

- Washing machine
 - Pressure cooker
 - Sewing machine
 - Air conditioner/room cooler
 - Bicycle
 - Car/truck/Van
 - Motorcycle/scooter
 - Chair
 - Cot/bed
 - Mattress
 - Sofa
 - Table
 - Almirah/cabinet
 - Electricity
 - Radio
 - Watch/clock
 - Refrigerator
45. Upon arrival how did you get the furniture?
- Help from settlement agencies
 - Help from private sponsors
 - Second hand furniture
 - Stores and furniture stores
 - Others _____
46. Does your house or community have any garden area?
- Yes
 - No
 - Not Sure

If YES, please go to next question, If NO, proceed to question 47, according to the new number

47. 46. Have/will (depending on when you moved into the property) you use this gardening area?
- Yes
 - No
 - Not Sure

48. 47. Did you maintain a garden in your previous place of residence in Syria?
- Yes
 - No
49. Would you maintain a garden if you had access to space in Canada, whether at your residence or in a community garden?
- Yes
 - No
 - Not Sure
50. Do you have any agriculture background in Syria?
- Yes
 - No
51. Does this household own any livestock, herds, other farm animals, or poultry?
- Yes
 - No
52. How many of the following animals does this household have?
- If none, record '00', If unknown, record '98'*
- If known, write actual number*

Cattle, milk cow, or bulls	
Horses, donkeys, camel, or mule	
Goats	
Sheep	
Chickens	
Other animals	

قسم التعريف الشخصي

تأثير العوامل الإجتماعية والإقتصادية والجغرافية والثقافية على إنعدام الأمن الغذائي لأسراللاجئين السوريين:

دراسة شاملة بعد إعادة التوطين في كندا

1. First name.....
_____ : ١- الإسم الأول
2. Last name.....
_____ : ٢- إسم العائلة
3. Home address.....
_____ : ٣- عنوان المنزل
4. Country.....
_____ : ٤- الدولة
5. City, town, or county
_____ : ٥- المدينة أو المقاطعة
6. Postal code.....
_____ : ٦- الرمز البريدي
7. District/region.....
_____ : ٧- المنطقة /الحي
8. Phone Number/Email :
_____ : ٨-الهاتف /البريد الإلكتروني : 9.

الإستبيان الإجتماعي - الديموغرافي

تأثير العوامل الإجتماعية والإقتصادية والجغرافية والثقافية على إنعدام الأمن الغذائي لأسرالآجئين السوريين:

دراسة شاملة بعد إعادة التوطين في كندا

10. Male or female:.....

9- ذكر أو أنثى : _____

11. Year of birth:

10 -سنة الميلاد : _____

12. Marital status.....

- Never married
- Married
- Separated, but still married
- Divorced
- Widowed

11 - الحالة الإجتماعية :

أعزب

متزوج

منفصل، ولكن لا تزال متزوج

مطلق

أرمل

13. Household type (check)

Couple Family

With children

Without children

With additional persons

Without additional persons

Lone-parent family

Female lone-parent

Male lone parent

With additional persons

Without additional persons

Single

12- نوع الأسرة (إختتر الفئة المناسبة):

- أسرة من زوجين
- مع أطفال بدون أطفال
- مع أشخاص إضافيين بدون أشخاص إضافيين
- أسرة تحتوي على والد واحد فقط
- والدة وحيدة والد وحيد
- مع أشخاص إضافيين بدون أشخاص إضافيين
- أعزب

14. At present are there any relatives living with you? Yes No

13- هل هناك أي أقرباء يعيشون معك في الوقت الراهن؟ نعم لا

if Yes, are you all eating from the same table(a)? Yes No

إذا أجبت ب نعم هل تتناولون الطعام سووية من نفس المائدة؟ نعم لا

15. Total number of individuals in the household:

Number of adult household members (in age groups): ____
18 to 40 yrs. ____ 41 to 60 yrs. ____ 61 and above yrs. ____

Number of children in household: Girls: ____ Boys: ____
(in age groups): Under 5 yrs. ____ 5 to 17 yrs. ____ above 18
yrs. ____

Number of family members with disability: children. ____ adults. ____

14- إجمالي عدد الأفراد في الأسرة :

عدد أفراد الأسرة البالغين: ____

(بناءً على الفئات العمرية): 18 إلى 40 سنة __، 41 إلى 60 سنة __، فوق 61 سنة __

عدد الأطفال في الأسرة: بنات، صبيان ____

(بناءً على الفئات العمرية): تحت 5 سنوات __ ، من 5 إلى 17 سنة __ ، فوق 18 سنة __ .

عدد أفراد العائلة ذوي الإحتياجات الخاصة : _____ الأطفال _____

البالغين

A) Socio-demographic characteristics. الخصائص الإجتماعية والديموغرافية

16. Please indicate under which category you have been accepted in Canada, Indicate your current migration status

- Government-Assisted Refugee (GAR)
- Private Sponsor Refugees (PAR)
- Blended visa office referred (BVOR)
- Other, please specify : _____

15- يرجى الإشارة تحت أي فئة تم قبولك في كندا. حدد وضع الهجرة الخاص بك.

لاجئ على حساب الحكومة الكندية

لاجئ على حساب كفالة خاصة

لاجئ على حساب مشترك حكومي وخاص

آخر، الرجاء ذكره _____

17. In which country were you born _____

16- في أي بلد ولدت؟ _____

18. What is your ethnic or cultural identity?

17- ما هي هويتك العرقية أو الثقافية

Arab descent

أصل عربي

Kurdish

الكردي

Armenian

الأرمنية

Circassian

الشركسية

Turkoman

التركمانى

Refuse to answer

ارفض الإجابة

Don't Know

لا أعرف

19. For some people, religion may be an important part of their ethnicity or culture, while for others it is not?

بالنسبة إلى بعض الناس، قد يكون الدين جزءًا مهمًا من عرقهم أو ثقافتهم، في حين أنه ليس للآخرين

What is your religion, if any?

18- ما هو دينك، إن وجد؟

Islam	الإسلام
Arab Christians (Greek Orthodox and Catholic)	المسيحيون العرب (الأرثوذكس والكاثوليك)
United Church	الكنيسة المتحدة
Syriac Christians (also known as Chaldeans)	السريان المسيحيين (المعروف أيضا باسم الكلدانيين)
Aramaic-speaking Christians	المسيحيين الناطقين باللغة الآرامية
Armenian Orthodox and Catholics	الأرثوذكس الأرمن والكاثوليك
Kurdish-speaking Yazidi community	المجتمع اليزيدي الناطق باللغة الكردية
Other – Specify	غير ذلك - حدد
No religion (including Agnostic, Atheist)	دينيًا محايد- لا دين (بما في ذلك ملحد)
Refuse to answer	أرفض الإجابة
Don't Know	لا أعرف

20. What is your home town when you were living in Syria?

19- ما المدينة التي كنت تعيش بها قبل مغادرة سوريا؟

21. Please list the countries you lived in after exiting Syria :

- 1- _____
- 2- _____
- 3- _____
- 4- _____

Total number of countries _____

يرجى ذكر البلدان التي عشت فيها بعد الخروج من سوريا

- _____ 1
- _____ 2
- _____ 3

22. Before moving to Canada, you were

- Resident of a camp (Indicate where.....)
- Living in an urban area (Indicate where.....)
- Others (Indicate where.....)

21- قبل مجيئك إلى كندا، كنت :

- مقيم في مخيم (حدد المكان.....)
- تعيش في مدينة (حدد المكان.....)
- آخر (حدد المكان.....)

23. What is the date of your entrance to the first country after leaving Syria:
(Year/month) _____

22- تاريخ دخولك إلى أول دولة بعد مغادرة سوريا (السنة/الشهر): _____

24. Date of entrance to Canada
(Year/month) _____

23- تاريخ دخولك إلى دولة كندا: (الشهر / السنة) _____

25. Please specify your main reasons for exiting Syria. (Check all that applies)

- War
- Safety and security
- Poverty
- Economic conditions
- Education
- Food security
- All of above

□ Other reasons (Please specify _____)

24- يرجى تحديد الأسباب الرئيسية لخروجك من سوريا (إختر كل ما ينطبق)

□ الحرب

□ السلامة والأمن

□ الفقر

□ الحالة الإقتصادية

□ التعليم

□ الأمن الغذائي

□ كل ما هو مذكور اعلاه

□ أسباب أخرى (الرجاء ذكرها) _____

26. What were your main reasons for choosing Canada _____ ?

25- ما هي أسبابك الرئيسية لإختيارك القدوم إلى كندا؟ _____

Note to RA: (Please fill the language section on behalf of the breadwinner of the family, the major income earner, ie the member of a family who earns the money to support the others)

27. What languages do you speak? (list all, including English)

26- ما هي اللغات التي تتكلمها؟ (أذكرها كلها، بما فيها اللغة الإنجليزية)

28. What language do you speak most often at home?

27- ما هي اللغة التي تتحدثها في معظم الأحيان في المنزل؟

29. Is your language at home different from the official language of Canada (English or French) ?

- Yes No

28-؟)الفرنسية أو الإنجليزية (كندا في الرسمية اللغة عن المنزل في لغتك تختلف هل نعم لا

30. If different, how would you rate your language proficiency skills based on the following statements?

a.English

- Speaking (none, poor, fair, fluent)

- Understanding/Comprehension (none, poor, fair, fluent)

- Reading (none, poor, fair, fluent)

- Writing (none, poor, fair, fluent)

b. French

- Speaking (none, poor, fair, fluent)

- Understanding/Comprehension (none, poor, fair, fluent)

- Reading (none, poor, fair, fluent)

- Writing (none, poor, fair, fluent)

29- إذا كانت مختلفة، كيف تقيم لغتك ومهارات إتقان اللغة الرسمية بناء على العبارات التالية؟

الإنجليزية

- التحدث (لا شيء، ضعيف، مقبول، بطلاقة)

- الفهم والإستيعاب (لا شيء، ضعيف، مقبول، بطلاقة)

- القراءة (لا شيء، ضعيف، مقبول، بطلاقة)

- الكتابة (لا شيء، ضعيف، مقبول، بطلاقة)

الفرنسية

التحدث (لا شيء، ضعيف، مقبول، بطلاقة)

الفهم والإستيعاب (لا شيء، ضعيف، مقبول، بطلاقة)

القراءة (لا شيء، ضعيف، مقبول، بطلاقة)

الكتابة (لا شيء، ضعيف، مقبول، بطلاقة)

B) Employment status.

الوضع الوظيفي

31. How many individuals are there in the household earning an income through employment?

30- كم عدد الأفراد الذين يكسبون دخلا عن طريق العمل في منزلك؟

Note to RA: If there are more than one main income earners in a family, collect information for all and give a manual note for us.

32. Who is the main income earner in the family? Please check all applicable options

- Father
- Mother
- Child (male or female _____)
- Other _____

Note to RA: please specify whether the child is male or female

31- من صاحب الدخل الاساسي في العائلة؟ الرجاء مراجعة كافة الخيارات القابلة للتطبيق

- الأب
- الأم
- الأبناء (ذكور ام اناث)
- آخر: _____

33. How would you describe your current employment status?

- Employed full time
- Employed part time
- Unemployed / Looking for work
- Student
- Retired
- Other _____

32- كيف تصف وضعك الوظيفي الحالي؟

موظف بدوام كامل

موظف بدوام جزئي

عاطل عن العمل / أبحث عن عمل

طالب

متقاعد

آخر: _____

34. How would you describe the current employment status of the major income earner of the family?)

- Employed full time
- Employed part time
- Unemployed / Looking for work
- Student
- Retired
- Other _____
- NA: respondent is the major income earner

33-كيف تصف الوضع الوظيفي الحالي لمعيل العائلة؟

موظف بدوام كامل

موظف بدوام جزئي

عاطل عن العمل / أبحث عن عمل

طالب

متقاعد

□ آخر:

□ لا ينطبق: المجيب هو صاحب الدخل الرئيسي للعائلة

C) Education.

المستوى التعليمي

35. What is the highest level of education of the woman of the household?

- Illiterate
- Lower literacy level
- Elementary School
- Grade 9 or less
- Grade 12 or less
- High school diploma
- Some University
- University degree - Indicate highest degree
- Trade/other education – Indicate certification
- Refuse to answer

34- ما هو أعلى مستوى تعليمي لربة المنزل؟

□ أمي

□ في مستوى الإلمام بالقراءة والكتابة

□ المدرسة الابتدائية

□ مدرسة الإعدادية

□ المدرسة الثانوية

□ دبلوم المدارس الثانوية

□ بعض من الجامعة

□ شهادة جامعية - اذكر أعلى درجة

□ التجارة / علم اخر - اذكر شهادة

□ أرفض الإجابة

36. Education of the major income earner of the family

- Illiterate
- Lower literacy level
- Elementary School
- Grade 9 or less
- Grade 12 or less
- High school diploma
- Some University
- University degree - Indicate highest degree
- Trade/other education – Indicate certification
- Refuse to answer
- N/A: The major income earner is the woman of the household

35- ما هو المستوى التعليمي لمعيل العائلة؟

أمي

مستوى الإلمام بالقراءة والكتابة

المدرسة الابتدائية

مدرسة الإعدادية

المدرسة الثانوية

دبلوم المدارس الثانوية

بعض من الجامعة

شهادة جامعية - اذكر أعلى درجة

التجارة / علوم آخر - اذكر شهادة

أرفض الإجابة

لا ينطبق: المعيل الرئيسي للعائلة هي ربة المنزل

D) Income. الدخل

Although many health expenses are covered by health insurance, there is still a relationship between health and income. Please be assured that, like all other information you have provided, these answers will be kept strictly confidential.

على الرغم من أن الكثير من النفقات الصحية مغطاة من خلال التأمين الصحي، ولكن لا يزال هناك علاقة بين الصحة والدخل. نود تذكركم كما في السابق بأن جميع المعلومات والإجابات التي قدمتموها والتي سوف تقدمونها ستبقى في سرية تامة

37. Are you receiving supplementary insurance?

_____ 36-هل تتلقى أي تأمين إضافي؟

38. What is your occupation?

_____ 37 - ما هي مهنتك؟

39. What is the occupation of the major income earner?

_____ 38-ما هي مهنة معيل العائلة؟

40. Thinking about the total income for all household members, from which of the following sources did your household receive any income in the past 12 months? If participant has been in Canada less than 12 months, indicate sources of income since arrival in Canada. (Check all applicable)

- Wages and salaries
- Income from self-employment
- Money from aid organizations
- Dividend and interest (e.g. bond, saving)
- Employment insurance
- Workers' compensation
- Benefits from Canada or Quebec pension plan
- Job related retirement pensions, superannuation and annuities
- RRSP/RRIF (Registered Retirement Savings Plan/Registered Retirement Income Fund)
- Abroad / foreign remittance

- Old age security and guaranteed income supplement
- Provincial or municipal social assistance welfare
- Child tax benefit
- Child support
- Alimony
- Other (e.g., rental income, scholarships)
- Refuse to answer

39 -بخصوص إجمالي الدخل لجميع أفراد الأسرة، من أي من المصادر التالية حصلت أسرتك على أي دخل في الأشهر الـ 12 الماضية؟ إذا كان المشارك مقيماً في كندا لمدة تقل عن 12 شهراً، أشر إلى مصادر الدخل منذ وصولك إلى كندا. (ضع إشارة على جميع الخيارات التي تنطبق)

- الأجر والرواتب
- الدخل من العمل الخاص
- المال من منظمات الإغاثة
- الأرباح والفوائد (مثال : التوفير)
- تأمين العمل
- تعويض العمال
- فوائد المعاشات الكندية أو من كيبيك
- معاشات التقاعد من العمل أو الوظيفة
- خطة التوفير التقاعدي المسجلة/ صندوق تمويل الدخل التقاعدي المسجل
- التحويلات الخارجية
- ضمان الشيخوخة ومكمل الدخل المضمون
- الرعاية الإجتماعية البلدية أو الإقليمية
- المساعدة الحكومية الشهرية للطفل
- إعانة الأطفال
- نفقة الزوجة المطلقة
- غير ذلك (مثلاً إيرادات الإيجار، منح دراسية)
- أرفض الإجابة

41. What was the main source of income? (Check one answer only)

- Wages and salaries

- Income from self-employment
- Money from aid organizations
- Dividend and interest (e.g. bond, saving)
- Employment insurance
- Workers' compensation
- Benefits from Canada or Quebec pension plan
- Job related retirement pensions, superannuation and annuities
- RRSP/RRIF (Registered Retirement Savings Plan/Registered Retirement Income Fund)
- Abroad / foreign remittance
- Old age security and guaranteed income supplement
- Provincial or municipal social assistance welfare
- Child tax benefit
- Child support
- Alimony
- Other (e.g., rental income, scholarships)
- Refuse to answer

40- ما هو المصدر الرئيسي لدخلك؟ (اختر إجابة واحدة فقط)

- الأجر والرواتب
- الدخل من العمل الخاص
- المال من منظمات الإغاثة
- الأرباح و الفوائد (مثال : التوفير)
- تأمين العمل
- تعويض العمال
- فوائد المعاشات الكندية أو من كيبيك
- معاشات التقاعد من العمل أو الوظيفة
- خطة التوفير التقاعدي المسجلة/ صندوق تمويل الدخل التقاعدي المسجل
- التحويلات الخارجية
- ضمان الشيخوخة ومكمل الدخل المضمون
- الرعاية الإجتماعية البلدية أو الإقليمية

- المساعدة الحكومية الشهرية للطفل
- إعانة الأطفال
- نفقة الزوجة المطلقة
- غير ذلك (مثلاً إيرادات الإيجار، منح دراسية)
- أرفض الإجابة

Note to RA: If you are reporting monthly income, please put a manual note here

42. Can you estimate in which of the following groups your household income (total income for everyone living in your house) falls considering the income from all sources during a year? (Check one)
- Less than CD\$ 5000
 - Between CD\$ 5000 to 10,000
 - Between CD\$ 10,000 to 15,000
 - Between CD\$ 15,000 to 20,000
 - Between CD\$ 20,000 to 25,000
 - Between CD\$ 25,000 to 30,000
 - Between CD\$ 30,000 to 40,000
 - Between CD\$ 40,000 to 50,000
 - Between CD\$ 50,000 to 60,000
 - Between CD\$ 60,000 to 80,000
 - Between CD\$ 80,000 to 100,000
 - CD \$ 100,000 or more
 - Refuse to answer

هل يمكنك تقدير تحت أي من الفئات التالية يندرج دخل عائلتك السنوي (إجمالي الدخل لكل الأفراد في منزلك) اعتباراً للدخل من جميع المصادر؟ ضع خيار واحد

- أقل من 5000 دولار كندي
- بين 5,000 إلى 10,000 دولار كندي
- بين 10,000 إلى 15,000 دولار كندي
- بين 15,000 إلى 20,000 دولار كندي
- بين 20,000 إلى 25,000 دولار كندي
- بين 25,000 إلى 30,000 دولار كندي
- بين 30,000 إلى 40,000 دولار كندي
- بين 40,000 إلى 50,000 دولار كندي
- بين 50,000 إلى 60,000 دولار كندي
- بين 60,000 إلى 80,000 دولار كندي
- بين 80,000 إلى 100,000 دولار كندي
- 100,000 دولار أو أكثر
- أرفض الإجابة

43. What is the ownership status of your home?
- Owned
 - Rented
 - Public housing
 - Other (specify)

42- ما هو وضع ملكية منزلك؟

□ ملك خاص □ مستأجر □ بيت من الحكومة □ آخر (حدد) _____

44. How many rooms in this household are used for sleeping?

43- كم عدد الغرف المخصصة للنوم في المنزل؟ _____

45. Does your household have any of the mentioned household assets?

44- هل تملكون في المنزل أحد من الأدوات المنزلية المذكورة أدناه؟

Heater	مدفأة
Electric fan	مروحة كهربائية
Color television	تلفزيون ملون
Mobile phone	تليفون محمول
Non-mobile telephone	تليفون ارضي
Computer	كمبيوتر او حاسوب
Washing machine	غسالة ملابس
Pressure cooker	طنجرة ضغط
Sewing machine	ماكينة خياطة
Air conditioner/room cooler	مكيف هواء
Bicycle	دراجة هوائية
Car/truck/Van	سيارة أو فان أو شاحنة
Motorcycle/scooter	دراجة نارية / سكوتر
Chair	كرسي
Cot/bed	سرير
Mattress	فرشة أو مرتبة سرير
Sofa	كنبة

Table	طاولة
Almirah/cabinet	خزانة ملابس
Electricity	كهرباء
Radio	راديو
Watch/clock	ساعة حائط
Refrigerator	براد او ثلاجة

46. Upon arrival how did you get the furniture?

- Help from settlement agencies
- Help from private sponsors
- Second hand furniture
- Stores and furniture stores
- Others _____

45- عندما وصلت ، كيف حصلت على الأثاث؟

- مساعدة من قبل وكالات التوطين
- مساعدة من قبل كفلاء خاصين
- أثاث مستعمل
- محلات بيع الأثاث
- آخر _____

47. Does your house or community have any garden area?

- Yes
- No
- Not Sure

If YES, please go to next question, If NO, proceed to question 47, according to the new number

إذا كانت الإجابة نعم، الرجاء إنتقل إلى السؤال التالي، إذا كانت الإجابة لا إنتقل للسؤال رقم 47

46- هل يوجد حديقة في منزلكم أو حييكم؟

- نعم
- لا
- غير متأكد

48. Have you/will (depending on when you moved into the property) you use this gardening area?

- Yes
- No

- Not Sure

47-هل إستخدمت الحديقة او ستستخدمها مستقبلاً (الإجابة معتمدة على الفترة الزمنية التي إنتقلت بها إلى المنزل) ؟

- نعم
 لا
 غير متأكد

49. Did you maintain a garden in your previous place of residence in Syria?

- Yes
 No

48-هل كانت لديك حديقة في سكنك السابق في سوريا؟

- نعم
 لا

50. Would you maintain a garden if you had access to space in Canada, whether at your residence or in a community garden?

- Yes
 No
 Not Sure

هل ترغب بالإعتناء بالحديقة إذا تمكنت من الحصول على مساحة كافية في كندا، سواء في مكان سكنك او الحي الذي تقطن فيه؟

- نعم
 لا
 غير متأكد

51. Do you have any agriculture background in Syria ?

- Yes
 No

50-هل لديك معرفة مسبقة بالزراعة في سوريا؟

- نعم
 لا

Note to RA: Below questions are for rural areas

ملاحظه: الأسئلة التالية متعلقة بالمناطق الريفية.

52. Does this household own any livestock, herds, other farm animals, or poultry ?

- Yes
 No

51-هل تمتلك الأسرة أياً من الماشية، القطعان ، وغيرها من حيوانات المزرعة أو الدواجن؟

- نعم
 لا

53. How many of the following animals does this household have?

Note: If none, record '00', If unknown, record '98.' If known, write actual number_____

كم عدد الحيوانات التي تمتلكها العائلة؟ إذا لم يكن لديهم أي منهم ، سجل "00" ، إذا كان غير معروف سجل 98 و إذا كان معروف ، اكتب الرقم الفعلي ؟

Cattle, milk cow, or bulls	الماشية البقر، أو الثيران	
Horses, donkeys, camel, or mule	الخيول والحمير والإبل، أو بغل	
Goats	ماعز	
Sheep	خروف	
Chickens	دجاج	
Other animals	غيرها من الحيوانات _____	

Researchers notes : ملاحظات الباحثون

-

Version française

SECTION D'IDENTIFICATION PERSONNELLE

**L'IMPACT DES FACTEURS SOCIO-ÉCONOMIQUES, GÉOGRAPHIQUES ET
CULTURELS SUR L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE DES MÉNAGES DE
RÉFUGIÉS SYRIENS:**

UNE ÉTUDE COMPRÉHENSIVE APRÈS LA RÉINSTALLATION AU CANADA

1. Prénom: _____
2. Nom: _____
3. Adresse: _____
4. Pays: _____
5. Ville: _____
6. Code postal: _____
7. Province: _____
8. Téléphone/ Adresse courriel: _____

QUESTIONNAIRE SOCIO-DÉMOGRAPHIQUE (CANADA)

**L'IMPACT DES FACTEURS SOCIO-ÉCONOMIQUES, GÉOGRAPHIQUES ET
CULTURELS SUR L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE DES MÉNAGES DE
RÉFUGIÉS SYRIENS:**

UNE ÉTUDE COMPRÉHENSIVE APRÈS LA RÉINSTALLATION AU CANADA

9. Sexe: _____

10. Année de naissance: _____

11. Statut matrimonial: _____

- Jamais marié(e)
- Marié(e)
- Séparé(e), mais toujours marié(e)
- Divorcé(e)
- Veuf/veuve

12. Type de ménage (cochez):

- Couple**
- Avec enfant(s) Sans enfant
- Avec personne(s) additionnelle(s) Sans personne additionnelle

- Famille monoparentale**
- Mère monoparentale Père monoparental
- Avec personne(s) additionnelle(s) Sans personne additionnelle

- Célibataire**

13. Présentement, y a-t-il d'autres personnes qui habitent avec vous?

- Oui Non

(a) Si oui, mangez-vous tous à la même table Oui Non

14. Nombre total d'individus dans le ménage: _____

Nombre total d'adultes dans le ménage (par groupe d'âge): _____

18 à 40 ans. _____ 41 à 60 ans. _____ 61 ans et plus. _____

Nombre d'enfants dans le ménage: Fille(s): _____ Garçon(s): _____

(par groupe d'âge): Moins de 5 ans. ____ 5 à 17 ans. ____ 18 ans et plus. ____

Nombre de membres de la famille avec handicap(s):

Enfant(s) ____ adulte(s). ____

A. Caractéristiques socio-démographiques

15. Veuillez indiquer la catégorie d'immigration selon laquelle vous avez été accepté au Canada, soit votre statut d'immigration actuel.

- Réfugié pris en charge par le gouvernement (RPG)
- Réfugié parrainé par le secteur privé (SEP)
- Réfugié au titre du Programme mixte des réfugiés désignés par un bureau des visas (RDBV)
- Autre (veuillez préciser): _____

16. Dans quel pays êtes-vous né? _____

17. Quelle est votre identité ethnique ou culturelle?

Note: Votre identité ethnique ou culturelle est le groupe ethnique ou culturel ou les groupes auxquels vous vous sentez appartenir.

- Descendance arabe
- Kurde
- Arménien
- Circassien
- Turkmène
- Refuser de répondre
- Ne sait pas

18. Pour certaines personnes, la religion peut constituer une partie importante de leur ethnicité ou de leur culture, alors que ce n'est pas le cas pour d'autres. Quelle est votre religion, s'il y a lieu?

- Islam
- Chrétiens arabes (grecs orthodoxes et catholiques)
- Église unie
- Chrétiens syriaques (aussi connus sous le nom de Chaldéens)
- Chrétiens parlant l'araméen
- Arméniens orthodoxes et catholiques
- Communauté yézidie kurde
- Autre - Précisez
- Pas de religion (y compris agnostique, athée)
- Refuser de répondre
- Ne sait pas

19. Dans quelle ville habitez-vous lorsque vous viviez en Syrie?

20. Veuillez dresser la liste des pays où vous avez vécu après avoir quitté la Syrie.

1 _____

2 _____

3 _____

4 _____

Nombre total de pays: _____

21. Avant votre arrivée au Canada, vous habitez...

- Dans un camp de réfugiés (Indiquez l'endroit.....)
- Dans un centre urbain (Indiquez l'endroit
- Dans un autre emplacement (Indiquez l'endroit

22. Quel est la date de votre arrivée dans le premier pays où vous avez vécu après votre départ de la Syrie? (Mois/année) _____

23. Quel est la date de votre arrivée au Canada? (Mois/année)

24. Veuillez préciser les raisons principales pour lesquelles vous avez quitté la Syrie.

- Guerre
- Sûreté et sécurité
- Pauvreté
- Conditions économiques
- Éducation
- Sécurité alimentaire
- Toutes ces raisons
- Autre(s) raison(s) (Veuillez préciser: _____)

25. Quelles sont les principales raisons pour lesquelles vous avez choisi le Canada?

Note à l'AR: (Veuillez remplir la section sur la langue avec le membre de la famille ayant le revenu le plus important, le principal soutien financier de la famille, soit celui qui gagne de l'argent pour soutenir les autres).

26. Quelle(s) langue(s) parlez-vous? (Nommez les toutes, incluant l'anglais et le français) _____

27. Quelle langue parlez-vous le plus fréquemment à la maison?

28. Est-ce que la langue que vous parlez à la maison est différente des langues officielles du Canada (Anglais ou français)?

- Oui Non

29. Si oui, comment décrivez-vous votre niveau de langage en français et en anglais en vous basant sur les énoncés suivants?

a. Anglais

- Oral (aucun, débutant, intermédiaire, avancé)
- Compréhension (aucun, débutant, intermédiaire, avancé)
- Lecture (aucun, débutant, intermédiaire, avancé)
- Écriture (aucun, débutant, intermédiaire, avancé)

b. Français

- Oral (aucun, débutant, intermédiaire, avancé)
- Compréhension (aucun, débutant, intermédiaire, avancé)
- Lecture (aucun, débutant, intermédiaire, avancé)
- Écriture (aucun, débutant, intermédiaire, avancé)

B. Emploi

30. Combien de personnes dans le ménage reçoivent un revenu grâce à l'emploi?

Note à l'AR: S'il y a plus d'un principal soutien financier dans la famille, veuillez collecter l'information pour chacun, puis laisser une note à l'équipe.

31. Qui est le principal soutien financier de la famille? Veuillez cocher toutes les options applicables.

- Père
- Mère
- Enfant (sexe _____)
- Autre: _____

Note à l'AR: Veuillez spécifier si l'enfant est de sexe féminin ou masculin.

32. Comment décririez-vous votre statut d'emploi actuel?

- Employé(e) à plein temps
- Employé(e) à temps partiel
- Sans emploi / à la recherche d'un emploi
- Étudiant(e)
- Retraité(e)
- Autre: _____

33. Comment décririez-vous le statut d'emploi du principal soutien financier de la famille?

- Employé(e) à plein temps
- Employé(e) à temps partiel
- Sans emploi / à la recherche d'un emploi
- Étudiant(e)
- Retraité(e)
- Autre: _____
- N/A: Répondant(e) est le soutien financier de la famille

C. Éducation

34. Quel est le plus haut niveau d'éducation de la femme du ménage?

- Analphabète
- Plus bas niveau d'éducation
- Enseignement primaire
- < Niveau 9
- < Niveau 12
- Diplôme d'études secondaires

- Cours universitaires (sans diplôme)
 - Diplôme universitaire – Indiquez le plus haut niveau atteint
 - _____
Certificat de compétence/autre éducation – précisez la certification
 - _____
Refuse de répondre
- 35. Quel est le plus haut niveau d'éducation du principal soutien financier de la famille?**
- Analphabète
 - Plus bas niveau d'éducation
 - Enseignement primaire
 - < Niveau 9
 - < Niveau 12
 - Diplôme d'études secondaires
 - Cours universitaires (sans diplôme)
 - Diplôme universitaire – Indiquez le plus haut niveau atteint
 - _____
Certificat de compétence/autre éducation – précisez la certification
 - _____
Refuse de répondre
 - N/A: Le principal soutien financier est la femme du ménage

D. Revenu

Même si la plupart des dépenses liées aux services de santé sont couvertes par l'assurance-maladie, il existe un lien important entre la santé et le revenu. Soyez assuré que, comme tous les autres renseignements que vous avez fournis, ces réponses demeureront strictement confidentielles.

- 36. Bénéficiez-vous d'une assurance médicale supplémentaire?**

- 37. Quel emploi occupez-vous?**

- 38. Quel emploi occupe le principal soutien financier de la famille?**
_____ (Je suis le soutien financier de la famille)
- 39. Si l'on pense au revenu total pour tous les membres de votre ménage, quelles en ont été les sources au cours des 12 derniers mois? *Si un participant est au Canada depuis moins de 12 mois, veuillez indiquer ses sources de revenu depuis son arrivée.* (Cochez toutes les réponses applicables)**
- Salaires et traitements
 - Revenu d'un travail autonome
 - Argent provenant d'organisation d'aide
 - Dividendes et intérêts (p. ex., sur obligations, épargnes)

- Prestations d'assurance-emploi
- Indemnités d'accident du travail
- Prestations du Régime de pensions du Canada ou du Régime des rentes du Québec
- Pensions de retraite d'un employeur et rentes
- 08 : REER/FERR (régime enregistré d'épargne-retraite/fonds enregistrés de revenu de retraite)
- Remises étrangères
- Sécurité de la vieillesse et Supplément de revenu garanti
- Allocations municipales ou provinciales d'aide sociale ou de bien-être
- Crédit d'impôt pour enfants
- Pension alimentaire aux enfants
- Pension alimentaire au conjoint(e)
- Autre (p.ex., revenu de location, bourse d'études)
- Refuse de répondre

40. Quelle était la principale source de revenu du ménage? (Cochez une seule réponse)

- Salaires et traitements
- Revenu d'un travail autonome
- Argent provenant d'organismes d'aide
- Dividendes et intérêts (p. ex., sur obligations, épargnes)
- Prestations d'assurance-emploi
- Indemnités d'accident du travail
- Prestations du Régime de pensions du Canada ou du Régime des rentes du Québec
- Pensions de retraite d'un employeur et rentes
- REER/FERR (régime enregistré d'épargne-retraite/fonds enregistrés de revenu de retraite)
- Remises étrangères
- Sécurité de la vieillesse et Supplément de revenu garanti
- Allocations municipales ou provinciales d'aide sociale ou de bien-être
- Crédit d'impôt pour enfants
- Pension alimentaire aux enfants
- Pension alimentaire au conjoint(e)
- Autre (p.ex., revenu de location, bourse d'études)
- Refuse de répondre

Note à l'AR: Si un revenu mensuel est rapporté, veuillez l'inscrire ici.

41. Pouvez-vous estimer dans laquelle des tranches de revenus suivantes se situe le revenu annuel total de votre ménage?

(Cochez une seule réponse)

- Inférieur à 5 000 \$
- De 5 000 \$ à moins de 10 000 \$

- De 10 000 \$ à moins de 15 000 \$
- De 15 000 \$ à moins de 20 000 \$
- De 20 000 \$ à moins de 30 000 \$
- De 30 000 \$ à moins de 40 000 \$
- De 40 000 \$ à moins de 50 000 \$
- De 50 000 \$ à moins de 60 000 \$
- De 60 000 \$ à moins de 70 000 \$
- De 70 000 \$ à moins de 80 000 \$
- De 80 000 \$ à moins de 100 000 \$
- 100,000 \$ ou plus
- Refuse de répondre

42. Pour ce qui est de votre logement, êtes-vous propriétaire, locataire d'un logement régulier, locataire d'un logement social, ou autre?

Possession Location Logement social Autre
 (spécifier) _____

43. Combien de pièces de votre logement sont utilisées pour dormir?

44. Lesquels de ces articles ménagers votre ménage possède-t-il?

- Chauffe-eau
- Ventilateur électrique
- Télévision couleur
- Téléphone portable
- Téléphone résidentiel
- Ordinateur
- Machine à laver
- Cuiseur sous pression
- Machine à coudre
- Climatisateur
- Bicyclette
- Voiture/camion/camionnette
- Moto/Mobylette
- Chaise
- Berceau/lit
- Matelas
- Divan
- Table
- Almirah/commode
- Électricité
- Radio
- Montre/horloge
- Réfrigérateur

45. À votre arrivée, comment vous êtes-vous procuré vos meubles?

- Aide des agences d'intégration
- Aide de commanditaires privés
- Meubles de seconde main
- Magasins et magasins de meubles
- Autres _____

46. Posséder-vous un jardin/potager dans votre cour ou dans votre communauté?

- Oui
- Non
- Incertain(e)

Si OUI, veuillez répondre à la question suivante. Si NON, passez à la question

46.

47. Avez/allez-vous (selon la saison où vous avez emménagé) utiliser cet espace de jardinage?

- Oui
- Non
- Incertain(e)

48. Entretieniez-vous un potager à votre précédent lieu de résidence en Syrie?

- Oui
- Non

49. Entretiendriez-vous un potager si vous aviez accès à de l'espace au Canada, que ce soit à votre résidence ou dans un jardin communautaire?

- Oui
- Non
- Incertain(e)

50. Aviez-vous de l'expérience en agriculture en Syrie?

- Oui
- Non

51. Est-ce que votre ménage possède du bétail, des troupeaux, des volailles ou tout autres animaux de ferme?

- Oui
- Non

52. Combien des animaux suivant votre ménage possède-t-il?

S'il n'en possède aucun, inscrivez «00 », si la réponse est inconnue, inscrivez «98 »

Sinon, inscrivez le nombre réel.

Bovins (taureaux, vaches à lait, etc.)	
Chevaux, ânes, chameaux, mules	
Chèvres	
Moutons	
Poules	
Autres animaux	

Questionnaire 2. Sécurité alimentaire chez les ménages de réfugiés syriens

Version anglaise

FOOD SECURITY QUESTIONNAIRE

The following questions are about the food situation for your household in the past 12 months

1. Which of the following statements best describes the food eaten in your household in the past 12 months, that is, since [current month] of last year:
 - a. You and the other members of your household always had enough of the kinds of food you wanted to eat.
 - b. You and the other members of your household had enough to eat, but not always the kinds of food you wanted.
 - c. There have been sometimes when you and the other members of your household have not had enough to eat.
 - d. You and the other members of your household often did not have enough to eat.

For the following questions, please tell me if the statement was often true, sometimes true, or never true for you and the other members of your household in the past 12 months.

2. The first statement is: You and the other members of your household worried that food would run out before you got money to buy more. Was that often true, sometimes true, or never true in the past 12 months?
Often true Sometimes true Never true

3. The food that you and the other members of your household bought did run out and there wasn't any money to get more. Was that often true, sometimes true, or never true in the past 12 months?
Often true Sometimes true Never true

4. You and the other members of your household couldn't afford to eat balanced meals. Was that often true, sometimes true, or never true in the past 12 months?

Often true Sometimes true Never true

5. You and the other members of your household relied on only a few kinds of low- cost food to feed your child (children) because you were running out of money to buy food. Was that often true, sometimes true, or never true in the past 12 months? (if applicable)

Often true Sometimes true Never true

6. You and the other members of your household couldn't feed your child (children) a balanced meal, because you couldn't afford it. Was that often true, sometimes true, or never true in the past 12 months? (if applicable)

Often true Sometimes true Never true

7. Your child (children) is/are not eating enough because you and the other members of your household just couldn't afford enough food. Was that often, sometimes, or never true in the past 12 months? (if applicable)

Often true Sometimes true Never true

The following few questions are about the food situation in the past 12 months for you or any other adults in your household.

8. In the past 12 months, since last [current month] did you or any other adult members of your household ever cut the size of your meals at meal time or skip meals because there wasn't enough money for food?

Yes No Don't know/refuse to answer

- 8.a How often did this happen---almost every month, some months but not every month, or in only 1 or 2 months?

- Almost every month
- Some months but not every month

- Only 1 or 2 months
9. In the past 12 months, did you (personally) ever eat less than you felt you should because there wasn't enough money to buy food?
- Yes No Don't know/refuse to answer
10. In the past 12 months, were you (personally) ever hungry but didn't eat because you couldn't afford enough food?
- Yes No Don't know/refuse to answer
11. In the past 12 months, did you (personally) lose weight because you didn't have enough money for food?
- Yes No Don't know/refuse to answer
12. In the past 12 months, did you and the other adult members of your household ever not eat for a whole day because there wasn't enough money for food?
- Yes No Don't know/refuse to answer

12.a How often did this happen---almost every month, some months but not every month, or in only 1 or 2 months?

- Almost every month
- Some months but not every month
- Only 1 or 2 months

Now, a few questions on the food experiences for children in your household (if applicable)

13. In the past 12 months, did you or the other members of your household ever cut the size of your child's meals so that they ate less than usual because there wasn't enough money for food?

Yes No Don't know/refuse to answer

14. In the past 12 months, did your child ever have to skip meals because there wasn't enough money for food?

Yes No Don't know/refuse to answer

14a. How often did this happen---almost every month, some months but not every month, or in only 1 or 2 months?

- Almost every month
- Some months but not every month
- Only 1 or 2 months

15. In the past 12 months, was your child ever hungry but you just couldn't afford more food?

Yes No Don't know/refuse to answer

16. In the past 12 months, did your child ever not eat for a whole day because there wasn't enough money for food?

Yes No Don't know/refuse to answer

إستبيان الأمن الغذائي

الأسئلة التالية تتعلق بالحالة الغذائية لأسرتك خلال الـ 12 شهراً الماضية.

1. Which of the following statements best describe the food eaten in your **household** in the past 12 months, that is, since [current month] of last year:
 - a. You and the other members of your household always had enough of the kinds of food you wanted to eat.
 - b. You and the other members of your household had enough to eat, but not always the kinds of food you wanted.
 - c. There have been sometimes when you and the other members of your household have not had enough to eat.
 - d. You and the other members of your household often did not have enough to eat.

1. أي من العبارات التالية هي الأفضل في وصف الطعام الذي تم تناوله في منزلك خلال الـ 12 شهراً الماضية:
 - (a) دائماً كان يتوفر لك ولأفراد أهل بيتك ما يكفي من أنواع الطعام الذي ترغبون تناوله.
 - (b) كان يتوفر لك ولأفراد أهل بيتك ما يكفي من أنواع الطعام لتأكلوا، ولكن ليس دائماً من أنواع الطعام الذي ترغبون تناوله.
 - (c) كان هناك بعض الأوقات التي لم يتوفر فيها ما يكفي من الطعام لك ولسائر أفراد أهل بيتك.
 - (d) غالباً لم يتوفر لك ولأفراد أهل بيتك ما يكفي من أنواع الطعام لتأكلوا.

For the following questions, please tell me if the statement was often true, sometimes true, or never true for you and the other members of your household in the past 12 months.

2. The first statement is: You and the other members of your household worried that food would run out before you got money to buy more. Was that often true, sometimes true, or never true in the past 12 months?

Often true Sometimes true Never true

2. العبارة الأولى: أنت وأعضاء أسرتك الآخرين شعرت بالقلق من احتمال نفاذ الطعام قبل أن تحصلوا على المال لشراء المزيد. خلال الأشهر الـ 12 الماضية، هل كان هذا الشعور صحيحاً في غالب الأحيان، أو صحيحاً في بعض الأحيان، أو غير صحيح مطلقاً؟
 صحيح في غالب الأحيان صحيح في بعض الأحيان غير صحيح مطلقاً

3. The food that you and the other members of your household bought did run out and there wasn't any money to get more. Was that often true, sometimes true, or never true in the past 12 months?

Often true Sometimes true Never true

3. المواد الغذائية التي إشتريتموها أنت وباقي أفراد أسرتك نفذت فعلاً ولم يتبق لديكم أي مال لشراء المزيد. خلال الأشهر الـ 12 الماضية، هل كان هذا صحيحاً في غالب الأحيان، أو صحيحاً في بعض الأحيان، أو غير صحيح مطلقاً؟

صحيح في غالب الأحيان صحيح في بعض الأحيان غير صحيح مطلقاً

4. You and the other members of your household couldn't afford to eat balanced meals. Was that often true, sometimes true, or never true in the past 12 months?

Often true Sometimes true Never true

4. أنت وباقي أفراد أسرتك لم تستطيعوا تحمل ثمن تناول وجبات متوازنة. خلال الأشهر الـ 12 الماضية، هل كان هذا صحيحاً في غالب الأحيان، أو صحيحاً في بعض الأحيان، أو غير صحيح مطلقاً؟

صحيح في غالب الأحيان صحيح في بعض الأحيان غير صحيح مطلقاً

5. You and the other members of your household relied on only a few kinds of low-cost food to feed your child (children) because you were running out of money to buy food. Was that often true, sometimes true, or never true in the past 12 months? (If applicable)

Often true Sometimes true Never true

5. أنت وبقية أفراد أسرتك اعتمدتم فقط على بضعة أنواع من الطعام رخيصة الثمن لإطعام طفلك (أطفالك) لأن المال كان ينفذ منكم. خلال الأشهر الـ 12 الماضية، هل كان هذا صحيحاً في غالب الأحيان، أو صحيحاً في بعض الأحيان، أو غير صحيح مطلقاً؟ (إذا كان ذلك ينطبق عليكم)

صحيح في غالب الأحيان صحيح في بعض الأحيان غير صحيح مطلقاً

6. You and the other members of your household couldn't feed your child (children) a balanced meal because you couldn't afford it. Was that often true, sometimes true, or never true in the past 12 months? (If applicable)

- Often true Sometimes true Never true

6. أنت وبقية أفراد أسرتك لم تستطيعوا إطعام طفلكم (أطفالكم) وجبة متوازنة، لأنكم لم تستطيعوا تحمل ثمنها. خلال الأشهر الـ 12 الماضية، هل كان هذا صحيحاً في غالب الأحيان، أو صحيحاً في بعض الأحيان، أو غير صحيح مطلقاً؟ (إذا كان ذلك ينطبق عليكم)

- صحيح في غالب الأحيان صحيح في بعض الأحيان غير صحيح مطلقاً

7. Your child (children) is/are not eating enough because you and the other members of your household just couldn't afford enough food. Was that often, sometimes, or never true in the past 12 months? (if applicable)

- Often true Sometimes true Never true

7. إن طفلك (اطفالك) لا يأكل (لا يأكلون) بما فيه الكفاية لأنك أنت وبقية أفراد أسرتك لا تستطيعون تحمل ثمن ما يكفي من الغذاء. خلال الأشهر الـ 12 الماضية، هل كان هذا صحيحاً في غالب الأحيان، أو صحيحاً في بعض الأحيان، أو غير صحيح مطلقاً؟ (إذا كان ذلك ينطبق عليكم)

- صحيح في غالب الأحيان صحيح في بعض الأحيان غير صحيح مطلقاً

8. In the past 12 months, since last [current] month did you or any other adult members of your household ever cut the size of your meals/eat less at meal time or skip meals because there wasn't enough money for food?

- Often true Sometimes true Never true

8. خلال الأشهر الـ 12 الماضية، منذ الشهر الأخير [الحالي] هل قمت أنت أو أي من أفراد أسرتك البالغين الآخرين بتقليل حجم وجبات الطعام أو أكلتم كمية أقل في وقت الطعام أو استغنيتم عن وجبات طعام بسبب عدم توفر ما يكفي من المال لشراء الطعام؟

- صحيح في غالب الأحيان صحيح في بعض الأحيان غير صحيح مطلقاً

8(a) How often did this happen---almost every month, some months but not every month, or in only 1 or 2 months ?

- Almost every month
 Some months but not every month
 Only 1 or 2 months

8 (أ) كم مره حدث ذلك--- تقريباً في كل شهر، أو في بعض الأشهر لكن ليس كل شهر، أو فقط في شهر أو شهرين؟

- تقريباً في كل شهر
- في بعض الأشهر لكن ليس كل شهر
- فقط في شهر أو شهرين

9. In the past 12 months, did you (personally) ever eat less than you felt you should because there wasn't enough money to buy food?

- Yes No Don't know/refuse to answer

9. خلال الـ 12 شهرا الماضية، هل قمت (أنت شخصياً) في أي وقت من الأوقات بتناول كمية طعام أقل مما ظننت أنه كان ينبغي عليك تناوله لأنه لم يكن لديك ما يكفي من المال لشراء الطعام؟
 نعم لا لا اعلم/ أرفض الإجابة

10. In the past 12 months, were you (personally) ever hungry but didn't eat because you couldn't afford enough food?

- Yes No Don't know/refuse to answer

10. خلال الأشهر الـ 12 الماضية، هل شعرت (أنت شخصياً) بالجوع في أي وقت من الأوقات ولم تأكل لأنك لم تستطع تحمل ثمن ما يكفي من الطعام؟
 نعم لا لا اعلم/ أرفض الإجابة

11. In the past 12 months, did you (personally) lose weight because you didn't have enough money for food?

- Yes No Don't know/refuse to answer

11. خلال الأشهر الـ 12 الماضية، هل نقص وزنك (أنت شخصياً) لأنه لم يكن لديك ما يكفي من المال لشراء الطعام؟
 نعم لا لا اعلم/ أرفض الإجابة

12. In the past 12 months, did you and the other adult members of your household ever not eat for a whole day because there wasn't enough money for food?

- Yes No Don't know/refuse to answer

12. خلال الأشهر الـ 12 الماضية، هل حدث وأنت وأنت وباقي أفراد أسرتك البالغين لم تأكلوا ليوم كامل بسبب عدم توفر ما يكفي من المال لشراء الطعام؟
□ نعم □ لا □ لا اعلم/ أرفض الإجابة

12 (a) How often did this happen---almost every month, some months but not every month, or in only 1 or 2 months?

- Almost every month
- Some months but not every month
- Only 1 or 2 months

12 (أ) كم مره حدث ذلك--- تقريباً في كل شهر، أو في بعض الأشهر لكن ليس كل شهر، أو فقط في شهر او شهرين؟

- تقريباً في كل شهر
- في بعض الأشهر لكن ليس كل شهر
- فقط في شهر او شهرين

Now, a few questions on the food experiences for children in your household (if applicable).

الآن، بعض الأسئلة حول تجارب الأطفال في أسرتك مع الطعام (إذا كان ذلك ينطبق عليكم).

13. In the past 12 months, did you or the other members of your household ever cut the size of your child's meals so that they ate less than usual because there wasn't enough money for food?

- Yes □ No □ Don't know/refuse to answer

13. خلال الأشهر الـ 12 الماضية، هل قمت أنت أو أفراد أسرتك الآخرين في أي وقت من الأوقات بخفض حجم وجبات أطفالكم بحيث أكلوا أقل من المعتاد لأنه لم يكن لديكم ما يكفي من المال لشراء الطعام؟
□ نعم □ لا □ لا اعلم/ أرفض الإجابة

14. In the past 12 months, did your child ever have to skip meals because there wasn't enough money for food?

- Yes □ No □ Don't know/refuse to answer

14. خلال الأشهر الـ 12 الماضية، هل ترك طفلك اي وجبه من وجبات الطعام لأنه لم يكن هناك ما يكفي من المال لشراء الغذاء؟
□ نعم □ لا □ لا اعلم/ أرفض الإجابة

14(a) How often did this happen---almost every month, some months but not every month, or in only 1 or 2 months ?

- Almost every month
- Some months but not every month
- Only 1 or 2 months

14 (أ) كم مره حدث ذلك--- تقريبا في كل شهر، أو في بعض الأشهر لكن ليس كل شهر، أو فقط في شهر أو شهرين؟

- تقريبا في كل شهر
- في بعض الأشهر لكن ليس كل شهر
- فقط في شهر أو شهرين

15. In the past 12 months, was your child ever hungry but you just couldn't afford more food?

- Yes
- No
- Don't know/refuse to answer

15. خلال الأشهر الـ 12 الماضية، هل حدث وأن جاع طفلك في أي وقت من الأوقات لكنك لم تستطع ان تتحمل تكلفة شراء طعام أكثر؟

- نعم
- لا
- لا اعلم/ أرفض الإجابة

16. In the past 12 months, did your child ever not eat for a whole day because there wasn't enough money for food?

- Yes
- No
- Don't know/refuse to answer

16. خلال الأشهر الـ 12 الماضية، هل حدث في أي وقت من الأوقات لم يأكل فيه طفلك لمدة يوم كامل بسبب عدم توفر ما يكفي من المال لشراء الطعام؟

- نعم
- لا
- لا اعلم/ أرفض الإجابة

Researcher notes:

Version française

QUESTIONNAIRE SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Les questions suivantes portent sur la nourriture et l'alimentation de votre ménage dans les 12 derniers mois.

1. Lequel de ces énoncés décrit le mieux les aliments consommés dans votre ménage au cours des 12 derniers mois, soit depuis [mois en cours] de l'année dernière?
 - a. Vous et les membres de votre ménage avez eu assez des types d'aliments que vous avez voulu manger.
 - b. Vous et les membres de votre ménage avez eu assez, mais pas toujours les types d'aliments que vous avez voulu manger.
 - c. Parfois vous et les membres de votre ménage n'avez pas eu assez à manger.
 - d. Souvent vous et les membres de votre ménage n'avez pas eu assez à manger.
 - e. Ne sait pas/refuse de répondre

Je vais maintenant vous lire plusieurs commentaires qui pourraient décrire une situation alimentaire. Dites-moi si les commentaires ont souvent, parfois ou jamais été vrais pour vous et les membres de votre ménage au cours des 12 derniers mois.

2. Le premier commentaire est : vous et les membres de votre ménage avez eu peur de manquer de nourriture avant la prochaine rentrée d'argent. Dites-moi si les commentaires ont souvent, parfois ou jamais été vrais au cours des 12 derniers mois.

Souvent vrai Parfois vrai Jamais vrai

3. Toute la nourriture que vous et les membres de votre ménage aviez achetée a été mangée et il n'y avait pas d'argent pour en racheter. Dites-moi si les commentaires ont souvent, parfois ou jamais été vrais au cours des 12 derniers mois.

Souvent vrai Parfois vrai Jamais vrai

4. Vous et les membres de votre ménage n'aviez pas les moyens de manger des repas équilibrés. Ce commentaire a-t-il souvent, parfois ou jamais été vrai au cours des 12 derniers mois?
Souvent vrai Parfois vrai Jamais vrai
5. Vous ou d'autres adultes dans votre ménage comptiez seulement sur quelques types d'aliments peu coûteux pour nourrir les enfants parce que vous manquiez d'argent pour acheter de la nourriture. Ce commentaire a-t-il souvent, parfois ou jamais été vrai au cours des 12 derniers mois? (si applicable)
Souvent vrai Parfois vrai Jamais vrai
6. Vous ou d'autres adultes dans votre ménage ne pouviez pas servir des repas équilibrés aux enfants, parce que vous n'en aviez pas les moyens. Ce commentaire a-t-il souvent, parfois ou jamais été vrai au cours des 12 derniers mois? (si applicable)
Souvent vrai Parfois vrai Jamais vrai
7. Les enfants ne mangeaient pas assez parce que vous ou d'autres adultes dans votre ménage n'aviez pas les moyens d'avoir assez de nourriture. Ce commentaire a-t-il souvent, parfois ou jamais été vrai au cours des 12 derniers mois? (si applicable)
Souvent vrai Parfois vrai Jamais vrai

Les questions qui suivent concernent la situation alimentaire au cours des derniers 12 mois pour vous ou d'autres adultes dans votre ménage.

8. Au cours des 12 derniers mois, soit depuis [mois en cours] dernier, avez-vous ou d'autres adultes dans votre ménage déjà réduit votre portion ou sauté des repas parce qu'il n'y avait pas assez d'argent pour la nourriture?
Oui Non Ne sait pas / refuse de répondre

8.a À quelle fréquence est-ce arrivé?--- presque chaque mois, certains mois, mais pas tous les mois, ou 1 ou 2 mois?

- Presque chaque mois
 - Certains mois, mais pas tous les mois
 - 1 ou 2 mois
9. Au cours des 12 derniers mois, avez-vous (vous-même) déjà mangé moins que vous auriez dû, selon vous, parce qu'il n'y avait pas assez d'argent pour acheter de la nourriture?

Oui Non Ne sait pas / refuse de répondre

10. Au cours des 12 derniers mois, avez-vous (vous-même) déjà eu faim sans pouvoir manger parce que vous n'aviez pas les moyens d'avoir assez de nourriture?

Oui Non Ne sait pas / refuse de répondre

11. Au cours des 12 derniers mois, avez-vous (vous-même) perdu du poids parce que vous n'aviez pas assez d'argent pour la nourriture?

Oui Non Ne sait pas / refuse de répondre

12. Au cours des 12 derniers mois, vous est-il arrivé à vous ou d'autres adultes dans votre ménage de passer une journée entière sans manger parce qu'il n'y avait pas assez d'argent pour la nourriture?

Oui Non Ne sait pas / refuse de répondre

12.a À quelle fréquence est-ce arrivé? --- presque chaque mois, certains mois, mais pas tous les mois, ou 1 ou 2 mois?

- Presque chaque mois
- Certains mois, mais pas tous les mois
- 1 ou 2 mois

Maintenant, quelques questions concernant la situation alimentaire pour les enfants de votre ménage. (si applicable)

13. Au cours des 12 derniers mois, avez-vous ou d'autres adultes dans votre ménage déjà réduit la portion d'un ou plusieurs des enfants parce qu'il n'y avait pas assez d'argent pour la nourriture?

Oui Non Ne sait pas / refuse de répondre

14. Au cours des 12 derniers mois, un ou plusieurs des enfants a-t-il / ont-ils sauté des repas parce qu'il n'y avait pas assez d'argent pour la nourriture?

Oui Non Ne sait pas / refuse de répondre

14a. À quelle fréquence est-ce arrivé? --- presque chaque mois, certains mois, mais pas tous les mois, ou seulement 1 ou 2 mois?

- Presque chaque mois
- Certains mois, mais pas tous les mois
- 1 ou 2 mois

15. Au cours des 12 derniers mois, les enfants ont-ils déjà eu faim, mais vous n'aviez pas les moyens d'avoir plus de nourriture?

Oui Non Ne sait pas / refuse de répondre

16. Au cours des 12 derniers mois, un ou plusieurs des enfants a-t-il / ont-ils passé une journée entière sans manger parce qu'il n'y avait pas assez d'argent pour la nourriture?

Oui Non Ne sait pas / refuse de répondre

Questionnaire 3. Entrevue approfondie avec les familles de réfugiés

Version anglaise

REFUGEE FAMILIES IN-DEPTH INTERVIEW GUIDE AND QUESTIONS

The impact of socio-economic, geography and cultural factors on household food insecurity of Syrian refugees:

A comprehensive study after resettlement in Canada

Introduction. I first would like to thank you very much for taking time to talk to me today. If there are questions that you are not comfortable answering or that you do not know how to answer that is okay. And, if you have any questions for me, please feel free to ask at any time. Let's get started.

Record ID :

1. Views, opinions and experiences about your environment prior to migration to Canada.
 - What are some challenges that you faced in Syria prior to moving to Canada?
 - Barriers?
 - Supports?
 - Probe: Do you have a story that you can share?
 - What are some challenges that you faced during transition (camps, transit countries) prior to moving to Canada?
 - Barriers?
 - Supports?
 - Probe: Do you have a story that you can share?
 - What are some challenges that your family faced in Syria in regard to what you eat prior to moving to Canada?
 - Barriers?
 - Supports?
 - Probe: Do you have a story that you can share?
 - What are some challenges that your family faced during transition (camps, transit countries) in regard to what you eat prior to moving to Canada?
 - Barriers?
 - Supports?
 - Probe: Do you have a story that you can share?
2. Views, opinions and experiences about your

environment after migration to Canada.

- What are some challenges/barriers/ that you face in your current social and natural environments?
Prompts: medical events, unexpected family situation, loss of job, problems with housing, etc.
- What are some challenges/barriers/ that you face regarding to gain access to food for your family?
- Do you have any difficulty in:
 - Transportation to grocery store
 - Deciding what food to shop for,
 - What food to prepare and what food to eat?

- What influences your food choices? (for example: accessing Syrian food or halal food, television, friends, school mates, co- workers)
- How does this differ from when you lived in Syria?
Prompts: in terms of purchase, food item, distribution, price, taste, convenience, transportation

- (if some challenges are stated, then ask:) What are some things that you (usually) do when facing challenges? Who helps you? How do you overcome such challenges?
Prompts: Family, friends, religious affiliation, social programs or food aid
- Have you made any changes to your dietary habits since moving to Canada? What changes?
- In your opinion do you see any change in your role or your husband's/wife's or children's role after moving to Canada?

3. Are you receiving any supports...

- in your social environments?
- in your food environments?

4. Views, opinions and experiences about adequate food (Food Security).

- What is your perception of a "balanced diet" or of "adequate food"? Prompts: in terms of dietary quality, healthiness, taste and tradition
- How important is food quality and quantity?
- Is there anything you do not eat because of the cost?

5. Services and Resources

- Have you received any orientation sessions about moving to Canada prior to your arrival?

Yes No

- If yes, please identify the provider of orientation sessions and shortly describe what you have learned from it?
- If you received an orientation prior to your arrival to Canada, how would you assess the relevance of information after settling in Canada?

Relevant Irrelevant

- After settling in Canada, do you think the orientation provided prior to your arrival was sufficient? If not, what kind of information you think should have been covered/available in the orientation?
- Is there anything in particular that you have had difficulty with since moving to Canada?

There are several community-based organizations, NGOs and Canadian government services assisting Syrian refugees with the settlement process in Canada.

- Could you tell me what are the organizations that assisted you as a newcomer to Canada?
- Could you tell me which resources and services provided by organizations in the community that your family has used in Canada since moving here?
- How helpful has these organizations and services been?
- Do you know about food banks?
- Are you receiving any services from food banks for your support?
- What could they do better or differently regarding the resources or services that would have been useful for you as a newcomer to Canada? (In general, and related to access to food), (Perhaps the interviewer could give examples of some of these NGOs e.g.: food banks, Action Réfugiés Montréal)

Those are all the questions we have for you. Is there anything else that you would like to share with me?

Researcher's Notes

Date:

المقابلة المعمّقة

Note: the following are all guiding questions, please feel free to rephrase, add, ignore and probe to some of them

ملاحظة: الأسئلة التالية كلها أسئلة إرشادية، لا تتردد في إعادة صياغة، إضافة، تجاهل واستكشاف بعض منها

1. Views, opinions and experiences about your social environment prior to migration to Canada.

- What are some challenges that you faced in your environment prior to moving to Canada in Syria?
 - Barriers?
 - Supports ?
 - Probe: Do you have a story that you can share?
 - ماهي التحديات التي واجهتك في بيئتك المحيطة بك في سوريا قبل مجيئك إلى كندا؟
 - العوائق
 - المشجعات (الدعم)
 - إستطلاع: هل لديك قصة تريد ان تشاركها

- What are some challenges that you faced in your environment prior to moving to Canada during transition (camps, transit countries)?
 - Barriers?
 - Supports ?
 - Probe: Do you have a story that you can share?
 - ماهي بعض التحديات التي واجهتك في بيئتك المحيطة بك قبل قدومك إلى كندا خلال إنتقالك (مخيمات، بلد العبور)
 - العوائق
 - المشجعات (الدعم)
 - إستطلاع: هل لديك قصة تريد ان تشاركها

- What are some challenges that your family faced in regard to what they eat prior to moving to Canada in Syria?
 - Barriers?
 - Supports ?
 - Probe: Do you have a story that you can share?
 - ماهي بعض التحديات المتعلقة بالغذاء التي واجهتك في سوريا قبل قدومك كندا؟
 - العوائق
 - المشجعات (الدعم)
 - إستطلاع: هل لديك قصة تريد ان تشاركها

- What are some challenges that your family faced in regard to what they eat prior to moving to Canada during transition (camps, transit countries)?
 - Barriers?
 - Supports ?
 - Probe: Do you have a story that you can share?
- ماهي بعض التحديات المتعلقة بالغذاء التي واجهت عائلتك اثناء إنتقالكم (مخيمات، بلدان العبور) قبل قدومكم كندا
 - العوائق
 - المشجعات(الدعم)
 - إستطلاع: هل لديك قصة تريد ان تشاركها

2. Views, opinions and experiences about your environment after migration to Canada.

- What are some challenges/barriers/ that you face in your current social and natural environments?
 - Prompts: medical events, unexpected family situation, loss of job, problems with housing, etc.
 - ما هي التحديات، الحواجز التي واجهتها في البيئة الإجتماعية والطبيعية الحالية المحيطة بك؟
 - مثلاً: مشاكل صحية، مشاكل عائلية، مشاكل مع السكن، حدث عائلي غير متوقع، فقدان عمل، الخ
- What are some challenges/barriers/ that you face regarding access to food for your family?
 - ما هي بعض التحديات / الحواجز / التي تواجهك فيما يتعلق بالوصول إلى الغذاء لأسرتك؟
- Do you have any difficulty in:
 - Transportation to grocery store
 - Deciding what food to shop for,
 - What food to prepare and what food to eat?
 - What influences your decisions (culturally acceptable foods)? (for example: accessing halal food, television, friends, school mates, co-workers)
 - How does this differ from when you lived in Syria?
 - Prompts: in terms of purchase, food item, distribution, price, taste, convenience, transportation
- هل لديك أي صعوبات في:
 - وسيلة النقل إلى البقالة
 - تحديد الطعام المرغوب بشرائه
 - ما نوع الطعام المطلوب تحضيره او الطعام المطلوب تناوله؟
 - تحديد العوامل المؤثرة في إتخاذ قراراتك (الطعام المقبول ثقافياً)؟ (مثال الطعام الحلال، التلفاز، الاصدقاء، زملاء المدرسة وزملاء العمل)
 - كيف تختلف هذه الامور عن مكانك الذي كنت تعيش فيه سوريا قبل مجيئك إلى كندا؟
 - مثال: من ناحية الشراء، نوعيه الغذاء، الاسعار، التوزيع، الملاءمة، ووسائل النقل.

- (if some challenges are stated, then ask) What are some things that you (usually) do when facing challenges? Who helps you? How do you overcome such challenges?
 - Prompts: Family, friends, religious affiliation, social programs or food aid.

• (إذا وجدت بعض الصعوبات، يمكنك السؤال عن....) ماهي بعض الامور التي (عادةً) تقوم بها لمواجهة هذه المشاكل؟
مثلاً: العائلة، الأصدقاء، الإنتماء الديني، برامج اجتماعية او مساعدة غذائية

- Have you made any changes to your dietary habits since moving to Canada? What changes?

• هل قمت بتغيير عاداتك الغذائية عند قدومك إلى كندا؟ ماهي هذه التغييرات؟

- In your opinion do you see any change in your role or your husband's or children's role after moving to Canada?

• هل ترى أي تغييرات في دورك في العائلة أو دور زوجك أو الاولاد بعد إنتقالكم إلى كندا؟

- Are you receiving any supports?

- Social environments
- Food environments

• هل تتلقى أي مساعدات؟

- من جهات اجتماعية
- من جهات غذائية (مثل بنك الطعام)

3. Views, opinions and experiences about adequate food (Food Security).

- What is your perception of a "balanced diet" or of "adequate food"?
 - Prompts: in terms of dietary quality, healthiness, taste and tradition
 - How important is food quality and quantity?
 - Is there anything you do not eat because of the cost?

• ما هو مفهومك عن "النظام الغذائي المتوازن" او عن "الغذاء الكافي"؟

- مثلاً: من ناحية نوعية الغذاء، جودته، طعمه، والعادات الغذائية
- ما اهمية نوعية وكمية الغذاء؟
- هل يوجد طعام لا تستطيع تناوله بسبب ثمنه؟

4. Services and Resources

- Have you received any orientation sessions about moving to Canada prior to your arrival?

Yes No

- هل تلقيت أية دورة توجيهية حول الإقامة في كندا قبل وصولك؟
 لا نعم
- If yes, please identify the provider of orientation sessions and shortly describe what you have learned from it?
- إذا كانت الإجابة ب نعم، الرجاء التعريف بمقدم هذه الدورة التوجيهية وتقديم وصف مختصر لما تعلمته منها؟
- If you received an orientation prior to your arrival to Canada, how would you assess the relevance of information after settling in Canada?
 Relevant Irrelevant
- إذا تلقيت محاضرة توجيهية قبل إنتقالك إلى كندا، كيف تقدر أهمية المعلومات بعد إستقرارك في كندا؟
 لها صلة بالموضوع لا علاقة لها بالموضوع
- After settling in Canada, do you think the orientation provided prior to your arrival was sufficient? If not, what kind of information you think should have been covered/available in the orientation?
 - Is there anything in particular that you have had difficulty with since moving to Canada?
- بعد إستقرارك في كندا، هل تعتقد أن الدورة التوجيهية التي قدمت اليك قبل وصولك كندا كافية؟ إذا كانت الإجابة ب لا، ماهي برأيك المعلومات التي كان يجب ان يتم تغطيتها او توفرها في المحاضرة التوجيهية؟
- هل واجهتك صعوبة بشيء معين منذ انتقالك إلى كندا؟

There are several community-based organizations, NGOs and Canadian government services assisting Syrian refugees with the settlement process in Canada.

- Could you tell me what are the organizations that assisted you as a newcomer to Canada?
- Could you tell me which resources and services provided by organizations in the community that your family has used in Canada since moving here?
- How helpful has these organizations and services been?
- Do you know about Food bank?
- Are you receiving any services from Food bank for your support?
- What could they do better or differently regarding the resources or services that would have been useful for you as a newcomer to Canada? (In general, and

related to access to food), (Perhaps the interviewer could give examples of some of these NGOs eg: Food bank, Open Door Society)

يوجد العديد من المنظمات مثل المنظمات الغير حكومية وخدمات الحكومة الكندية لمساعدة اللاجئين السوريين في استقرارهم في كندا

- هل من الممكن ان تخبرني عن المنظمات التي ساعدتك كقادم جديد إلى كندا
- هل من الممكن ان تخبرني عن المصادر والخدمات التي زودتك بها هذه المنظمات في الحي والتي استخدمتها عائلتك منذ انتقالك إلى كندا
- كم كانت هذه المنظمات والخدمات مفيدة؟
- هل تعلم بوجود بنك الطعام؟
- هل تتلقى أية خدمات لدعمك من بنك الطعام؟
- ماذا يمكن أن تقدم هذه المصادر والخدمات بشكل أفضل أو مختلف بحيث تكون مفيدة لك كقادم جديد إلى كندا؟ (بشكل عام وبما يتعلق بالحصول على الغذاء)

(Perhaps the interviewer could give examples of some of these NGOs eg: Food bank, Open Door)

- Those are all the questions we have for you. Is there anything else that you would like to share with me?
- هذه هي كل الأسئلة. هل لديك أي شيء آخر تريد إضافته؟

Date:

Researcher's Notes:

التاريخ:

ملاحظات الباحث:

GUIDE ET QUESTIONS POUR L'ENTREVUE APPROFONDIE AVEC LES FAMILLES DE RÉFUGIÉS

L'impact des facteurs socio-économiques, géographiques et culturels sur l'insécurité alimentaire des ménages de réfugiés syriens :

Une étude compréhensive après la réinstallation au Canada

Introduction. Je voudrais d'abord vous remercier d'avoir pris le temps de me parler aujourd'hui. Si vous ne vous sentez pas à l'aise de répondre à certaines questions ou que vous ne savez pas comment répondre à celles-ci, ce n'est pas grave. Si vous avez des questions, n'hésitez pas à me les poser à tout moment. Débutons.

Code d'identification :

1. Points de vue, opinions et expériences sur votre environnement avant votre migration au Canada.
- Quels défis avez-vous rencontrés en Syrie avant de déménager au Canada?
 - Obstacles?
 - Soutien?
 - Avez-vous une histoire à nous partager?
 - Quels défis avez-vous rencontrés durant votre transition avant de déménager au Canada (camps de réfugiés, pays de transit)?
 - Obstacles?
 - Soutien?
 - Avez-vous une histoire à nous partager?
 - Quels défis votre famille a-t-elle rencontrés concernant la nourriture en Syrie avant de déménager au Canada?
 - Obstacles?
 - Soutien?
 - Avez-vous une histoire à nous partager?
 - Quels défis votre famille a-t-elle rencontrés concernant la nourriture durant votre transition avant de déménager au Canada (camps de réfugiés, pays de transit)?
 - Obstacles?
 - Soutien?

- Avez-vous une histoire à nous partager?
2. Points de vue, opinions et expériences par rapport à votre environnement après la migration au Canada.
- Quels sont les défis / obstacles / rencontrés dans vos environnements social et naturel actuels? Indices: événements médicaux, situation familiale imprévue, perte d'emploi, problèmes de logement, etc.
 - Quels sont les défis / obstacles / que vous rencontrez pour avoir accès à de la nourriture pour votre famille?
 - Avez-vous des difficultés à:
 - Vous rendre à l'épicerie?
 - Choisir quels aliments acheter?
 - Décider quels aliments préparer et quels aliments manger?
 - Qu'est-ce qui influence vos choix alimentaires ? (ex. accès aux aliments syriens ou à la nourriture halal, télévision, amis, camarades de classe, collègues de travail)
 - En quoi cela est-il différent de ce que vous viviez en Syrie? Indices: en termes d'achat, d'aliments, de distribution, de prix, de goût, de commodité, de transport)

Si certains défis sont énoncés, posez la question suivante :

- Que faites-vous habituellement face à ces défis? Par qui recevez-vous de l'aide? Comment surmontez-vous de tels défis? Indices: Famille, amis, communauté religieuse, programmes sociaux ou aide alimentaire
- Avez-vous modifié vos habitudes alimentaires depuis votre arrivée au Canada? Si oui, quels sont ces changements?
- Avez-vous remarqué un changement dans votre rôle, celui de votre mari/épouse ou celui de vos enfants après votre arrivée au Canada?

3. Recevez-vous du soutien...

- dans votre environnement social?
- dans votre environnement alimentaire?

4. Point de vue, opinions et expériences concernant une alimentation adéquate (sécurité alimentaire).

- Quelle est votre perception d'une «alimentation équilibrée» ou d'une «nourriture

adéquate»? Indices: en termes de qualité nutritionnelle, de santé, de goût et de tradition.

- Quelle est l'importance de la qualité et de la quantité des aliments?
- Y a-t-il quelque chose que vous ne mangez pas à cause du coût?

5. Services et ressources

- Avez-vous reçu des séances d'orientation par rapport à la vie au Canada avant votre arrivée?
 Oui Non
- Si oui, veuillez identifier le fournisseur de séances d'orientation et décrire brièvement ce que vous en avez appris?
- Si vous avez reçu une séance d'orientation avant votre arrivée au Canada, comment évaluez-vous la pertinence de l'information maintenant que vous êtes installés au Canada?
 Pertinent Non-pertinent
- Maintenant que vous êtes installés au Canada, pensez-vous que l'information fournie lors de la séance d'orientation avant votre arrivée était suffisante? Si non, quel type d'information pensez-vous qu'il serait utile d'ajouter dans la séance d'orientation?
- Y a-t-il quelque chose en particulier avec lequel vous avez eu de la difficulté depuis votre arrivée au Canada?

Il y a plusieurs organismes communautaires, des ONG et des services gouvernementaux canadiens qui aident les réfugiés syriens dans le processus d'établissement au Canada.

- Pouvez-vous me dire quelles sont les organisations qui vous ont aidé en tant que nouvel arrivant au Canada?
- Pourriez-vous me dire quelles ressources et services fournis par les organismes communautaires votre famille a-t-elle utilisés depuis son arrivée au Canada?
- Dans quelle mesure ces organismes et services ont-ils été utiles?
- Connaissez-vous les banques alimentaires?
- Recevez-vous de l'aide de banques alimentaires?
- Auriez-vous des améliorations ou des ajouts à proposer par rapport aux ressources et services qui auraient pu vous être utiles en tant que nouvel arrivant au Canada? (En général et par rapport à l'accès à la nourriture), (L'intervieweur pourrait donner des exemples de certaines de ces ONG, par exemple: Banques alimentaires, Action Réfugiés Montréal)

Voici qui conclut le questionnaire que nous avons pour vous. Y a-t-il autre chose que vous aimeriez partager avec nous?

Notes du chercheur

Date:

Questionnaire 4. Entrevue avec les informateurs clés

Version anglaise

KEY INFORMANT INTERVIEW QUESTIONS

The impact of socio-economic, geography and cultural factors on household food insecurity of Syrian refugees: a comprehensive study after resettlement in Canada

Introduction. I first would like to thank you very much for taking some time to talk to me today. The questions will focus on overall experiences of your organization in working with refugees, and information about available services. Please feel free to add as much insight, perspective, and bring up any new issues that I may not have been thought of.

INFORMATION

Key informant's Name:

Organization:

Phone: Email

Web address:

Position with the organization:

A. CURRENT EXPERIENCE WITH REFUGEES

1. What role do you and/or your organization have with respect to providing services to Syrian refugees to Canada?
 - a. Probe: Your position, and what it entails, before arrival services, after arrival services
2. In your view, what are some of the challenges and impediments that recent refugees face on arriving in Canada? Getting settled in Canada? (e.g. language, unemployment, housing, food security, etc.)
3. Are these challenges the same for female and male immigrants/refugees?
4. Have you had any experience working or dealing specifically with issues involving

Syrian refugees? If YES please explain.

B. QUESTIONS REGARDING FOOD SECURITY PRIOR AND DURING THEIR STAY IN CANADA

1. Has your organization been made aware of any food security concerns among refugees during their stay in Canada?
2. Do any of the services provided by or funded through your organization contribute directly or indirectly to food security of refugees in Canada? (Example of direct services monetary or food support; indirect like employment services, nutrition classes, health benefits, drug support, rental housing supplement, etc.)
3. Have you been made aware of any significant differences in the adequacy of food security for various categories of refugees during their stay in Canada? If yes, please expand on factors that may account for such differences in the food security.
4. Are you aware of any strategies, programs or policies that may impact the food security of refugees, and minimize differences in food security among different refugee groups? Based on your knowledge and experience please mention the contributing strategies, programs, policies and services that help, in Canada in general and through your organization in specific (ex. Poverty Reduction Strategy, targeted health services, health and drug benefits, rental housing supplement, etc.) (List any websites, documentation, promotional materials)
 - Services to help refugees to settle down in Canada
 - Services to improve food security of refugees in Canada

C. SERVICES AND RESOURCES

1. Please describe currently provincially funded programs that target refugees and/or vulnerable populations (ex. settlement programs, language programs, targeted health services, health and drug benefits, rental housing benefit, financial supports for immigrants engaged in skill upgrading programs, etc.) Please point out which of these initiatives are new in the last few years. (web links if available).
2. Please describe progress with developing a government-wide forum on immigration and the ministries involved, if in progress?
3. Are you aware of whether any public services have been

enhanced to respond to the needs of a growing immigrant and refugee population in the last few years, if so please describe?

4. Are you aware of any government wide or organization specific activities that have been undertaken to plan for the arrival of Syrian refugees? [Explain] [Probe: recent history of cross ministerial planning]
5. Please describe any research or program development work focused on improving supports for refugees?
6. How does your organization approach diversity? What education/ training is provided to staff about culturally and linguistically appropriate services delivery?
7. Do you think that current services available to refugees in your region are adequate? If not, please expand on the service gaps and possible recommended responses.
8. Are you aware of any barriers facing organizations in general (and your organization in particular) in providing necessary services to refugees? Can you describe the barriers in detail? (Funding, organizational structure, organizational capacity, training of staff, language, other)
9. Based on your experience, what can the federal or provincial governments do to improve Syrian refugees living conditions in Canada in general and food security in particular? (Directly and indirectly)

D. Thank you for your time and your interest.

1. Before we end, is there any provincial level organization, NGO, or charitable organization that I should seek to interview about these matters?
2. Are you aware of any documents, published studies on these issues that would be beneficial to this project?

QUESTIONS POUR L'ENTREVUE AVEC LES INFORMATEURS CLÉS

L'impact du contexte socio-économique, de la géographie et des facteurs culturels sur l'insécurité alimentaire des ménages de réfugiés syriens: Une étude compréhensive après la réinstallation au Canada.

Introduction. J'aimerais d'abord vous remercier de prendre de votre temps pour me rencontrer aujourd'hui. Les questions porteront principalement sur les expériences vécues par votre organisation lors de votre travail avec les réfugiés, ainsi que sur les services disponibles. Sentez-vous à l'aise d'ajouter toutes informations, points de vue ou difficultés auxquelles je n'aurais pas pensé.

INFORMATION

Nom de l'informateur clé:

Organisation:

Téléphone:

Courriel:

Adresse web:

Poste dans l'organisation:

A. EXPÉRIENCE ACTUELLE AVEC LES RÉFUGIÉS

1. Quel est votre rôle ou celui de votre organisation en ce qui a trait à la prestation de services aux réfugiés syriens du Canada?

Approfondir: Votre position et ce qu'elle implique, services pré-immigration, services post-immigration.

2. Selon vous, quels sont les principaux défis et obstacles vécus par les réfugiés à leur arrivée au Canada? Lorsqu'ils s'installent au Canada? Ex. langue, emploi, logement, sécurité alimentaire, etc.

3. Est-ce que ces défis sont les mêmes pour les femmes et les hommes immigrant(e)s/réfugié(e)s?

B. Avez-vous déjà travaillé ou eu à traiter spécifiquement des situations ou des problèmes impliquant des réfugiés syriens? Si oui, veuillez expliquer.

QUESTIONS RELATIVES À LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE AVANT ET APRÈS L'ARRIVÉE AU CANADA

1. Votre organisation a-t-elle été informée au sujet de préoccupations entourant la sécurité alimentaire des réfugiés au Canada?
2. Est-ce que l'un des services offerts par votre organisation contribue directement ou indirectement à la sécurité alimentaire des réfugiés au Canada? (Exemple de services directs de soutien monétaire ou alimentaire, de services indirects comme l'aide à l'emploi, des cours portant sur la nutrition, une couverture médicale, un soutien à l'achat des médicaments, un supplément au logement locatif, etc.)
3. Avez-vous été informé de différences importantes entre les catégories de réfugiés par rapport à leur sécurité alimentaire depuis leur arrivée au Canada? Si oui, veuillez développer quant aux facteurs pouvant expliquer ces différences.
4. Connaissez-vous des stratégies, des programmes ou des politiques qui pourraient avoir une incidence sur la sécurité alimentaire des réfugiés et minimiser les différences de sécurité alimentaire entre les différents groupes de réfugiés? Selon vos connaissances et votre expérience, veuillez mentionner les stratégies, les programmes, les politiques et les services qui y contribuent au Canada en général et par l'intermédiaire de votre organisation (ex. stratégies de réduction de la pauvreté, services de santé ciblés, prestations santé et médicaments, supplément au logement locatif, etc.) (Dressez la liste des sites Web, de la documentation et du matériel promotionnel)
 - Services pour aider les réfugiés à s'installer au Canada
 - Services pour améliorer la sécurité alimentaire des réfugiés au Canada

C. SERVICES ET RESSOURCES

1. Pouvez-vous me décrire les programmes actuellement financés par les provinces qui ciblent les réfugiés et / ou les populations vulnérables (programmes d'établissement, programmes linguistiques, services de santé ciblés, prestation santé et de médicaments, supplément au logement locatif, soutien financier aux immigrants engagés dans des programmes de perfectionnement professionnel, etc.) Veuillez indiquer lesquelles de ces initiatives ont été mises en place au cours des dernières

années. (liens web si disponibles).

2. Pouvez-vous me décrire les progrès accomplis dans l'élaboration d'un forum gouvernemental sur l'immigration et les ministères concernés, s'il est en cours?
3. Savez-vous si des services publics ont été améliorés pour répondre aux besoins d'une population croissante d'immigrants et de réfugiés au cours des dernières années? Si oui, veuillez décrire ces améliorations.
4. Êtes-vous au courant d'activités gouvernementales ou organisationnelles spécifiques ayant été entreprises pour planifier l'arrivée des réfugiés syriens? [Expliquer]
5. Pouvez-vous me décrire tout travail de recherche ou d'élaboration de programmes orientés vers l'amélioration du soutien aux réfugiés?
6. Comment votre organisation aborde-t-elle la diversité? Quelle éducation / formation est fournie au personnel concernant la prestation de services culturellement et linguistiquement appropriés?
7. Pensez-vous que les services actuellement offerts aux réfugiés dans votre région sont adéquats? Si ce n'est pas le cas, veuillez développer quant aux lacunes des services et aux recommandations possibles pour y répondre.
8. Selon vous, quels sont les obstacles auxquels sont confrontées les organisations en général (et votre organisation en particulier) pour fournir les services nécessaires aux réfugiés? Pouvez-vous décrire ces obstacles plus en détail? (Financement, structure organisationnelle, capacité organisationnelle, formation du personnel, langue, autres)
9. Selon votre expérience, que peuvent faire le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux pour améliorer les conditions de vie générales des réfugiés syriens au Canada et leur sécurité alimentaire en particulier? (Directement et indirectement)

D. Merci pour votre temps et votre intérêt.

1. Avant de terminer, y a-t-il une organisation provinciale, une ONG ou une organisation caritative qui devrait participer à cette entrevue?
2. Connaissez-vous des documents ou des études publiées sur ces questions pouvant être bénéfiques à ce projet?

Annexe D : Certificat d'approbation éthique

Document 1. Certificat d'approbation éthique initiale



N° de certificat
17-133-CERES-P

Comité d'éthique de la recherche en santé

CERTIFICAT D'APPROBATION ÉTHIQUE

Le Comité d'éthique de la recherche en santé (CERES), selon les procédures en vigueur, en vertu des documents qui lui ont été fournis, a examiné le projet de recherche suivant et conclu qu'il respecte les règles d'éthique énoncées dans la Politique sur la recherche avec des êtres humains de l'Université de Montréal.

Projet	
Titre du projet	The impact of socio-economic, geography and cultural factors on household food insecurity of Syrian refugees: A comprehensive study after resettlement in Canada
Chercheur requérant	Malek Batal Professeur agrégé, Faculté de médecine - Département de nutrition
Autres collaborateurs:	Judy White (University of Regina), Hassanali Vatanparast (PI), Louise Racine, Marwa Farag, Rachel R. Engler-Stringer, Tamer M.H. Qarmout & Joseph Garcea (University of Saskatchewan), Mustafa Koc (Ryerson University)
Financement	
Organisme	CRSH
Programme	Insight grants
Titre de l'octroi si différent	
Numéro d'octroi	435-2017-1261
Chercheur principal	Hassanali Vatanparast (U. Saskatchewan)
No de compte	

MODALITÉS D'APPLICATION

Tout changement anticipé au protocole de recherche doit être communiqué au CERES qui en évaluera l'impact au chapitre de l'éthique.

Toute interruption prématurée du projet ou tout incident grave doit être immédiatement signalé au CERES

Selon les règles universitaires en vigueur, un suivi annuel est minimalement exigé pour maintenir la validité de la présente approbation éthique, et ce, jusqu'à la fin du projet. Le questionnaire de suivi est disponible sur la page web du CERES.

Comité d'éthique de la recherche en santé
Université de Montréal

11 décembre 2017
Date de délivrance

1er janvier 2019
Date de fin de validité

adresse postale
C.P. 6128, succ. Centre-ville
Montréal QC H3C 3J7

3333 Queen-Mary
2e étage, bur. 220-3
Montréal QC H3V 1A2

Téléphone : 514-343-6111 poste 2604
ceres@umontreal.ca
www.ceres.umontreal.ca

Document 2. Amendements à l'approbation éthique initiale

Amendement - Projet 17-133-CERES-P (Malek Batal & Joanie Chevrier) // CRSH, # d'octroi 435-2017-1261

PG

Paré Guillaume <guillaume.pare@umontreal.ca>

Lun 2018-08-27 17:22

À : Batal Malek; Chevrier Joanie

Cc : Gharbi Meryem

↩ ⏪ →

Chercheurs requérants : Malek Batal & Joanie Chevrier

Projet 17-133-CERES-P

Titre du projet : « The impact of socio-economic, geography and cultural factors on household food insecurity of Syrian refugees: A comprehensive study after resettlement in Canada »

Source de financement : CRSH, No d'octroi 435-2017-1261, chercheur principal: Hassanali Vatanparast (U. Saskatchewan)

Modifications depuis l'approbation éthique : Ajout de l'étudiante Mme Joanie Chevrier et modifications aux questionnaires (Août 2018)

Le Comité d'éthique de la recherche en santé (CERES) considère que les modifications apportées au projet de recherche susmentionné répondent aux normes en vigueur au chapitre de l'éthique de la recherche. L'approbation obtenue est maintenue sous les mêmes conditions que celles inscrites au certificat transmis.

Cordialement,

Guillaume Paré

Conseiller en éthique de la recherche

Comité d'éthique de la recherche en santé (CERES)

Document 3. Certificat de renouvellement de l'approbation éthique



N° de certificat
17-133-CERES-P

Comité d'éthique de la recherche en santé

CERTIFICAT D'APPROBATION ÉTHIQUE

Le Comité d'éthique de la recherche en santé (CERES), selon les procédures en vigueur, en vertu des documents qui lui ont été fournis, a examiné le projet de recherche suivant et conclu qu'il respecte les règles d'éthique énoncées dans la Politique sur la recherche avec des êtres humains de l'Université de Montréal.

Projet	
Titre du projet	The impact of socio-economic, geography and cultural factors on household food insecurity of Syrian refugees: A comprehensive study after resettlement in Canada
Chercheur requérant	Malek Batal Professeur agrégé, Faculté de médecine - Département de nutrition
Autres collaborateurs:	Judy White (University of Regina), Hassanali Vatanparast (PI), Louise Racine, Marwa Farag, Rachel R. Engler-Stringer, Tamer M.H. Qarmout & Joseph Garcea (University of Saskatchewan), Mustafa Koc (Ryerson University)
Financement	
Organisme	CRSH
Programme	Insight grants
Titre de l'octroi si différent	
Numéro d'octroi	435-2017-1261
Chercheur principal	Hassanali Vatanparast (U. Saskatchewan)
No de compte	

MODALITÉS D'APPLICATION

Tout changement anticipé au protocole de recherche doit être communiqué au CERES qui en évaluera l'impact au chapitre de l'éthique.

Toute interruption prématurée du projet ou tout incident grave doit être immédiatement signalé au CERES

Selon les règles universitaires en vigueur, un suivi annuel est minimalement exigé pour maintenir la validité de la présente approbation éthique, et ce, jusqu'à la fin du projet. Le questionnaire de suivi est disponible sur la page web du CERES.

Comité d'éthique de la recherche en santé
Université de Montréal

11 décembre 2017
Date de délivrance

1er janvier 2019
Date de fin de validité

adresse postale
C.P. 6128, succ. Centre-ville
Montréal QC H3C 3J7

3333 Queen-Mary
2e étage, bur. 220-3
Montréal QC H3V 1A2

Téléphone : 514-343-6111 poste 2604
ceres@umontreal.ca
www.ceres.umontreal.ca